

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PRÉSIDENT FINLANDAIS

La sécurité européenne sera au centre des entretiens avec M. Mitterrand

M. Manner-Koivisto, président de la République de Finlande, fait à partir de ce mardi 15 novembre une visite officielle de trois jours en France. Sa suite officielle comprend notamment : M. Paavo Vyyrynen, ministre des affaires étrangères et président du parti du centre (étiquette sans laquelle se présentent au Parlement communistes et socialistes de gauche) ; M. Ilkka Suominen, président du parti conservateur et M. Liikanen, secrétaire du parti social-démocrate, ainsi que dix des principaux industriels du pays.

Le chef de l'Etat finlandais devait avoir un premier entretien en tête à tête avec M. Mitterrand dans l'après-midi, puis prendre part à un dîner officiel à l'Elysée. Mercredi, M. Kolisto, après avoir déposé une gerbe à l'Arc de triomphe, sera reçu à l'Hôtel de ville par M. Jacques Chirac, maire de Paris. Après un nouvel entretien avec M. Mitterrand, il assistera au dîner offert en son honneur à Matignon par le premier ministre. Jeudi, le président finlandais visitera les usines de la SNAS à Tompona. La compagnie aéronautique finlandaise, Finnair, envisage en effet l'achat de cinq appareils ATR-42, et s'intéresse à la production de l'Airbus A-320.

M. MAUNO KOIVISTO : *le charme de l'entêtement réaliste*

La silhouette athlétique et dédaignée, le visage buriné à l'expression juvénile, le front haut surmonté d'une mèche rebelle, ce sexagénaire secret et peu disert jouit dans son pays d'une grande popularité. Il est, sans doute, parce que depuis qu'il est devenu le neuvième président de la République le 27 janvier 1982, M. Mauno Koivisto n'a guère changé de comportement. Il a tout au plus troqué son éternel imperméable gris-bleu pour son habituel feutre cabossé contre une tenue plus élégante. Il a un comportement plus discret qu'auparavant, et ses déclarations sont devenues encore plus sylabiques que par le passé. Mais les Finlandais savent que si les choses ne vont pas, ils peuvent franchement, comme avant la première crise pétrolière, ce qu'il en est, l'air navré mais têtue.

Toute sa vie a-t-elle pas été marquée par les vertus que les Finlandais respectent le plus ? Ce fils de charpentier a dû gagner sa vie dès l'âge de treize ans. Il s'est conduit avec courage pendant la guerre. Puis, tout en faisant mille métiers, dont celui de dockeur dans le port de Turku, il a poursuivi, le soir, ses études, jusqu'à pouvoir passer à l'université, sanctionnées par un doctorat de philosophie en 1956. Il s'était fait remarquer aussi par son activité politique depuis que, en 1947, il avait adhéré au parti social-démocrate. Et, en 1958, on lui confiait alors qu'il n'avait que trente-cinq ans la direction de la Commission des affaires étrangères à Helsinki, l'une des plus importantes du pays.

En 1966 commence sa carrière d'homme public, quand il devient ministre des finances dans le cabinet Mr. Rafael Collado, qui remplace les sociaux-démocrates aux affaires après une longue absence. En 1967, il devient gouverneur de la Banque de Finlande, poste qu'il ne sera pas au gouvernement. C'est ainsi que, discrètement, il prend les rênes de l'économie et parvient à imposer, dès 1975, quand la crise économique mondiale frappe la Finlande après six années de croissance, une politique monétaire très restrictive pour mettre un frein à l'inflation et à l'endettement extérieur. Il jette ainsi les bases de l'assainis-

sement des finances publiques de tous les Finlandais.

Dans le vie intérieur, une atmosphère plus défendue régnait déjà. Le gouvernement gouverne, le Parlement légifère et l'opinion publique ose examiner des problèmes qui, il n'y a pas longtemps encore, étaient « tabous ». Le président laisse faire et les Finlandais savent bien que, si l'aut, il interviendrait au bon moment. Sa femme ne s'occupe pas de la politique, mais elle est une économiste fut députée de 1972 à 1975 et a siégé, de 1977 à 1982, au conseil municipal d'Helsinki. Leur fille, Ossi, est mariée. Bref, une famille exemplaire qui roussie encore le prestige du chef de l'Etat.

A.-M. B.

AFRIQUE

Niger

Le nouveau gouvernement est composé de civils

Le général Seyni Kountché a prononcé le 14 novembre, à un moment du gouvernement qui se caractérise nettement par la nomination d'un nouveau premier ministre et le départ des trois militaires. En dehors du chef de l'Etat, tous les ministres sont des civils. M. Ahmad Algalibi, qui devient le chef du gouvernement après le mort du général Seyni Kountché (nommé en janvier 1983), était jusqu'à la ministre délégué aux finances. Le directeur de cabinet de M. Mamane, M. Mahamane Sidioui, est considéré comme l'un des principaux instigateurs de la tentative de coup d'Etat de la nuit du 5 au 6 octobre dernier.

M. Ide Oumarou, qui représentait le Niger aux Nations unies, devient ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Doucoulié, qui devient ministre de l'Information. Enfin, M. Boukari Adjia entre au gouvernement avec le portefeuille des finances.

● Plusieurs pays étrangers participants au Club de Paris, réunis lundi, sont convenus de recommander à leurs gouvernements respectifs « un réarmement important » de la dette extérieure de la République du Niger, indique un communiqué du ministère français de l'économie.

Le remboursement sera effectué

Plusieurs personnalités quittent le gouvernement, notamment M. Brah Mamane, précédemment ministre des postes et télécommunications, l'intendant militaire Moussa Toudi, qui était ministre des finances depuis le coup d'État d'avril 1974, et M. Oumar Diallo, ancien ministre des mines et des industries.

M. Ide Oumarou, qui représentait le Niger aux Nations unies, devient ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Deouda Diallo, qui devient ministre de l'information. Enfin, M. Boukari Adjé entre au gouvernement avec le portefeuille des finances.

● Plusieurs pays créanciers participants au Club de Paris, réunis lundi, sont convenus de recommander à leurs gouvernements respectifs « un réaménagement important » de la dette extérieure de la République du Niger, indique un communiqué de ministères français de l'économie.

Le remboursement sera effectué par le Niger sur une période de neuf ans comportant une période de grâce de quatre ans et demi. Les représentants de l'Espagne, des Etats-Unis de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, désignés « *pays participants* », ont été, poursuit le texte, « *sensibles* » aux efforts de redressement entrepris par le Niger.

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES

Moscou rejette les dernières propositions américaines

L'Union soviétique a rejeté ce mardi 15 novembre les nouvelles propositions qui lui avaient été faites la veille à Genève par le chef de la délégation américaine aux pourparlers euro-atlantiques, M. Paul Nitze. Ces propositions consistaient essentiellement, nous indique notre correspondant à Washington Bernard Guetta, à fixer un plafond global, pour les Etats-Unis comme pour l'U.R.S.S., de quatre cent vingt têtes nucléaires en Europe et en Asie. Moscou aurait pu disposer d'un nombre d'ogives supérieur à celui de Washington sur l'ensemble des deux continents, mais non sur le territoire de la seule Europe, où l'égalité aurait été respectée.

Dans un commentaire publié mardi par l'agence Tass, le Kremlin a catégoriquement rejeté cette offre de paix, en affirmant que la nouvelle proposition américaine ne contenait « rien qui fut sans précédent » et que les « exigences de Washington » restaient « inacceptables » pour l'Union soviétique.

Incertitude à Genève

A s'en tenir aux chiffres, la dernière proposition américaine rejoignait pourtant exactement celle qu'avait formulée, de son côté, M. Andropov. Le premier secrétaire avait, en effet, offert de réduire le nombre de SS-20 en Europe à cent quarante, ce qui, avec trois têtes par missile, donne exactement quatre cent vingt têtes, soit le chiffre proposé par les Américains. Mais cet accord n'était qu'apparent. M. Andropov parlait de cent quarante SS-20 *pour la seule Europe*, et à la condition que les Etats-Unis se désengagent de leur « zone cinq » militaire, c'est-à-dire de leurs missiles de croisière sur le continent européen. Moscou inclut dans ce compte les cent soixante-dix missiles de la force britannique et de la force française. Or, pour Washington — qui refuse, comme Paris et

MM. Brandt et Jospin cherchent à minimiser leurs divergences sur les questions de sécurité

La conférence de presse commune que donnèrent, le lundi 14 novembre, au siège du parti socialiste à Paris, MM. Lionel Jospin et Willy Brandt n'a guère dompté le change. Les deux hommes — M. Jospin surtout — se sont certes efforcés d'insister sur les « *objectifs communs* » qui sont ceux des deux partis sur les questions de sécurité — volonté de paix, préservation de ce qui peut être préservé de la détente, solution pacifique des conflits, retour à l'antiquité d'un monde équilibré — mais ils n'ont plus bas niveau possible, mais rien n'a été précisé ni quant à la définition de cet équilibre ni, bien entendu, quant aux moyens d'y arriver.

Alors que doit s'avoir vendredi à Cologne, le congrès extraordinaire du S.P.D., dont on sait d'ores et déjà qu'il condamnera le déploiement des missiles en République fédérale, MM. Jospin et Brandt s'efforcent de démontrer que les ponts n'étaient pas coupés entre les deux parties et que leurs divergences n'hypothéquaient ni les relations d'amitié franco-allemandes, ni leur action commune en sein de l'Internationale socialiste, un traité est en cours de vue de la préparation des élections européennes.

A la fin en croire l'un et l'autre, les divergences de fond sur la question cruciale de la sécurité ne seraient donc qu'aux « situations différentes » dans lesquelles se trouvent les deux pays, l'un disposant de sa force nucléaire indépendante et l'autre, au contraire, devant compter pour le déplacement des Pershing et des missiles Cruise, contrairement à l'autre.

M^{me} Thatcher et le dialogue avec l'Est

(Suite de la première page.)

Le nouveau leader du parti travailliste, M. Neil Kinnock, a prouvé qu'il appartenait bien à l'aile gauche du Labour en se prononçant au cours d'une interview télévisée pour un retour à des moyens de défense conventionnelle et ce démontant une force majeure de la droite, à savoir que le gouvernement de M^{me} Thatcher faisait trop confiance à l'administration américaine alors qu'il s'agissait de la Grande-Bretagne.

Il a déclaré : « Je ne veux pas fester si évidemment son mépris des avis de la Grande-Bretagne ».

M. John Silkin, ministre de la défense dans le cabinet fantôme, avait laissé entendre que les Américains n'avaient pas plus consulté le gouvernement britannique quant à la date d'arrivée des missiles que sur l'affaire de la Grenade.

FRANÇOIS CORNU.

FRANCIS CORNU.

**A Greenham Common, les manifestantes
ont été prises de court...**

De notre envoyé spécial

Greenham Common. « La « Nougatine... » Les « femmes de Greenham » ne veulent pas s'avouer vaincues. Tout au long de la soirée de lundi, prises sous le feu croisé des projecteurs... ceux des équipes de télévision et ceux des journalistes, elles ont cessé de répondre que le siège qu'elles ont dressé deux ans trouve maintenant une nouvelle « raison d'être ».

Elles affirment qu'elles pioquent les issues de la base et les routes environnantes pour empêcher tout essai de mise en œuvre des missiles dans la région. Elles entendent ainsi paralyser le système qui a été retenu pour l'utilisation des missiles de croisière. Les rampes de lancement sont, en effet, mobiles afin de ne pas être détectées et elles peuvent être dispersées dans un large secteur pour rendre les origines moins vulnérables à une attaque ennemie.

« Que pouvait-on faire ? »

Cette insistance traduit quand même une certaine amertume. L'arrivée des premiers missiles a pris de court : les militantes. Ce n'est qu'après plusieurs heures, qu'elles ont appris l'événement qui venait de se produire à quelques centaines de mètres de leur campement, alors qu'elles l'attendaient seulement ce mardi.

Peu avant 9 heures du matin, lundi, un appareil américain, un C-141 Starlifter se pose sur la piste d'atterrissage pour se ran-

Mais, à 16 heures, il n'y a plus de doute. Un discours de M. Hesse-tire est retransmis en direct par le S.B.C., et les femmes réunies autour du transistor entendent le secrétaire à la défense déclarer que les missiles de croisière « sont entrés aujourd'hui ». Consternation, haussements d'épaules. « Que pouvait-on faire ? », soupire une manifestante.

Les militantes ont ensuite repris leurs habitudes. La nuit tombée, à la lueur des bougies, certaines se sont regroupées près de la porte principale de la base pour une « veillée » eu cours de laquelle on a chanté une nouvelle fois la paix et le désarmement. Dix-sept d'entre elles ont été interpellées pour entrave à la circulation. Pendant ce temps, d'autres s'occupaient à préparer le campement pour la nuit et accorder les feux.

F. C

● **L'Espagne et le Portugal dénoncent les lenteurs de l'élargissement du Marché commun.** — Le Portugal et l'Espagne ont conclu le samedi 12 novembre à Lisbonne des accords bilatéraux destinés à mettre un terme à leurs tensions commerciales et ont déploré que les négociations pour leur entrée dans la Com-

munauté européenne traînent depuis si longtemps. Dans une déclaration commune, MM. Mario Soares et Felipe Gonzalez se plaignent du manque d'empressement que les négociateurs de la C.E.E. ont manifesté depuis que le Portugal, en 1977, et l'Espagne, en 1978, ont déposé leur demande. — (A.P.)

L'ANE

Le Magazine
freudien
Numéro 13

Ce mois-ci
100.000 personnes
liront
ce magazine

Vente en librairie
DIFFUSION
SEUIL



ASIE

Voyage à travers la résistance afghane

II. - La guerre sainte

par OLIVIER ROY

Dans un premier article, Olivier Roy, chercheur au C.N.R.S., a décrit l'Afghanistan sous occupation soviétique et la manière dont vivent les populations dans les différentes zones du pays (Le Monde du 15 novembre 1983).

La résistance afghane connaît son combat plus en termes de « guerre sainte » (*jihad*) qu'en termes de guerre de libération nationale. Dans ce pays où la référence à la nation est très récente, où l'Etat est perçu comme extérieur à la société et où l'allégeance va au groupe communautaire, l'islam reste la seule référence commune à tous les Afghans. C'est seulement dans les zones tribales pashounes du Sud et dans l'émigration que les idéologies de type laïque jouent un rôle (nationalisme et libéralisme). Cela s'explique car ces tribus sont elles-mêmes à l'origine de l'Etat afghan. Leurs chefs (*khan* et *malik*) restent à l'écart des institutions religieuses et leur pouvoir repose sur le code tribal (*pashounwali*), tout à fait distinct du droit musulman (*shariat*). D'autre part, les *mollahs* (prêtres musulmans) ont peu de prestige en zones tribales.

Pour les autres ethnies (Tadjik, Hazara, Ouzbek), en revanche, et pour les Pashounes des zones tribales, l'islamisme est une référence commune. Ils sont installés surtout dans les zones pashounes tribales (sud du pays). Les shiites, groupés dans des parties autonomes, mais on y retrouve les mêmes clivages. La gauche ant-soviétique n'est pas représentée sur le plan militaire, sauf dans la province de Nimroz.

Les alliances sur le terrain ne correspondent pas forcément à celles de l'islamisme. En fait, dès 1981, les partis ont stabilisé leur implantation. Les relations entre eux sont bonnes partout, sauf entre les isla-

voire des allégeances personnelles qui constituent la trame de la vie politique afghane. Aucun n'est une création du gouvernement pakistanais, très soucieux d'ailleurs de maintenir la diversité de la représentation politique afghane pour éviter l'émergence d'une organisation de type palestinien ou d'un gouvernement afghan en exil.

Islamistes et traditionalistes

On divise les partis de la résistance en islamistes et traditionalistes. Les premiers existent bien avant le coup d'Etat communiste et disposent de cadres issus de l'intelligence moderne (mais influencée par les Frères musulmans). Ces cadres ont rejoint la résistance intérieure à partir de 1980 et se sont implantés dans les zones non tribales et persanophones du Nord. Le prototype en est le commandant Masoud du Panjshir. Peu nombreux, ils sont efficaces et ont évité les notables.

Les partis traditionalistes se sont constitués après le coup d'Etat d'avril 1978 et autour de réseaux d'allégeances personnelles. Ils regroupent l'establishment de l'ancien régime, les notables tribaux et le clergé traditionaliste formé dans les écoles religieuses non gouvernementales. Ils sont installés surtout dans les zones pashounes tribales (sud du pays). Les shiites, groupés dans des parties autonomes, mais on y retrouve les mêmes clivages. La gauche ant-soviétique n'est pas représentée sur le plan militaire, sauf dans la province de Nimroz.

Les alliances sur le terrain ne correspondent pas forcément à celles de l'islamisme. En fait, dès 1981, les partis ont stabilisé leur implantation. Les relations entre eux sont bonnes partout, sauf entre les isla-

mistes radicaux d'une part (le Hezb-e Islami d'Hekmatyar pour les sunnites et le Nasr pour les chiites), en raison de leur volonté hégémonique, et l'ensemble des autres partis, d'autre part, qu'ils soient islamistes ou non. Le Hezb-e Islami est considéré comme le Hezb-e Enqelab. Environ la moitié des commandants du Hezb-e Islami sont responsables de plus de 90 % des heurts internes à la résistance. Les points chauds, à cet égard, sont Maydan près de Kaboul, Ghazni et Maymana.

Dans les zones islamistes, on assiste à une évolution de la société traditionnelle vers l'affaiblissement des anciens notables et l'émergence de jeunes intellectuels et ulémas modernistes. La justice y est assurée par les *gezi* (juges religieux), ce qui permet de dégrader un espace de droit sans interférence des militaires de la résistance.

Par le fait qu'ils sont de véritables partis, avec une logistique (insuffisante), un secteur de propagande et d'organisation (*dawlat* ou *tanzim*), des comités culturels et un appareil militaire distinct de la société civile, les partis islamistes sont plus efficaces en général que les partis traditionalistes, fédérations de notables plus qu'organisations militantes. On retrouve cette diversité dans les opérations militaires.

Le folklore et l'horreur

Deux journalistes anglais et moi-même assistons à l'attaque d'un poste gouvernemental. Le commandant de la résistance nous a proposé de choisir l'heure qui convient le mieux aux photos. Après deux heures de tirs confus, les moudjahidins se retirent tranquillement, tous indemnes. Un mois plus tard, bien loin de là, je discute avec un homme en civil, dans un couloir moudjahidin. Il m'interroge sur l'attaque : « Ça va-t-il ? Les photos étaient-elles bonnes ? Que pensez-vous du commandant X ? Un type épatant, n'est-ce pas ? Je lui demande s'il faisait partie du groupe en question. « Pas vraiment... Moi, je suis officier de l'armée et commandant en second du poste. Aujourd'hui je suis en permission dans ma famille mais j'y retourne demain. » Alors, l'attaque ? « Voyez-vous, pour donner des munitions aux moudjahidins, il faut bien justifier de leur consommation, donc d'une attaque. Alors on s'organise, et bien entendu, autant combiner ça avec le passage des journalistes. Pour les photos, c'est pareil et c'est moins dangereux. Vous ne désertez pas ? » Hélas, les résistants ne veulent pas !

Mais on a aussi d'autres récits de guerre. Le Panjshir, par exemple. Deux offensives en 1982 menées par dix mille hommes et précédées de la destruction systématique des villages et des récoltes. Des troupes soviétiques hélistopées en l'espace de quelques heures sur une dizaine de points différents. Les résistants se battent pendant trois semaines sans moyen de communication et dans l'ignorance de ce qui se passe à quelques kilomètres plus loin. Puis les Soviétiques repoussés s'enferment dans deux petites bases derrière d'immenses champs de mines ; et c'est le cortège lamentable en route vers le Pakistan de tous les mutilés et amputés.

La guerre, c'est donc aussi cette diversité entre le folklore et l'horreur. En fait, lorsqu'on établit la carte des opérations militaires, on voit que les Soviétiques ont deux visées. D'abord dégrader un couloir stratégique de l'Amou Daria au Pakistan : c'est l'axe Mazar-Sharif-Kaboul-Djizalabad. C'est là qu'ils ont le plus de troupes, deux de leurs trois principales bases (Kabul et Bagram), leurs meilleures unités et, fait exceptionnel, une chaîne de petits postes. Les grandes opérations se concentrent dans cette zone ainsi que les actions de destruction et de représailles massives (comme le village d'Istail récemment). C'est aussi là que se trouvent les meilleurs chefs de la résistance.

Le deuxième objectif, à plus long terme, est d'établir une défense

avancée par rapport à l'Iran, qui inquiète bien plus les Soviétiques que le Pakistan. Depuis l'arrestation des membres du Tudeh au printemps, la presse soviétique ne cesse de dénoncer les infiltrations iraniennes dans l'ouest du pays. Le bouchage de l'Herat semble une réponse à cette menace (exagérée autant que j'ai pu en juger), et la base de Shindand n'a de sens que dans la perspective d'un conflit près du golfe Persique.

Dans tout le reste du pays, la guerre est confiée à l'armée gouvernementale, infiltrée et inefficace, sauf au Paktya.

Le manque d'équipement lourd

Les résistants manquent donc en fait des armes différentes selon ce qu'ils ont en face d'eux. Le niveau de combativité de la résistance n'est pas directement lié à l'armement. Si la quantité d'armes a augmenté et est mieux répartie, il n'y a pas d'amélioration qualitative. L'armement individuel est bon, parfois même pléthorique, mais il manque un équipement lourd. Il n'y a pas d'armes antiaériennes au-dessus de la mitrailleuse lourde ; les quelques SAM-7 disponibles sont rendus inutilisables faute de servants formés pour les utiliser. L'artillerie se limite à de vieux canons sans recul et à des mortiers souvent dépourvus de servants compétents. Le bas niveau de qualification technique de la résistance montre bien qu'elle est insuffisamment entraînée.

C'est la tactique et l'organisation militaire qui distinguent les différents commandants de la résistance. La conception spontanée de la guerre chez les Afghans, c'est la levée en masse, l'indifférenciation des tâches et la répartition des armes de manière égalitaire entre villages et groupes communautaires, sans égard pour les considérations tactiques. Le but de la guerre est la prise d'armes et non l'usure de l'adversaire. Cette conception suffit à tenir le terrain face aux gouvernements mais ne permet pas de faire face à une offensive bien menée. Hommes et armes sont concentrés dans des zones tranquilles et restent inutilisés parfois pendant des mois ; on assiste à un véritable « syndrome de garnison », ce qui est paradoxal pour des maquisards.

Mais, chez les intellectuels islamistes, on voit émerger de nouvelles conceptions militaires : spécialisation des troupes en groupes mobiles d'attaque, professionnels et bien équipés d'une part, groupes de défense à mi-temps et moins bien équipés d'autre part. La méthode est efficace pour les embuscades. Mais pour passer au stade d'opérations coordonnées à partir de plusieurs groupes mobiles, il ne suffit pas d'être bon tacticien, il faut aussi disposer du contrôle politique sur des régions assez vastes et y imposer un leadership incontesté. Il n'y a pas de « généraux » de la résistance qui sont engagés dans cette voie : Masoud en reste l'archétype. L'avenir est à voir, s'ils ne se font pas tuer et s'ils arrivent à dépasser la segmentation de la société afghane. C'est un problème plus politique que militaire. C'est d'ailleurs aussi dans une approche plus politique de la contre-guérilla que s'engagent les Soviétiques.

Prochain article :

PACIFICATION OU SOVIÉTISATION ?

LE GRAND ESPACE DE L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE A MONTPARNASSE

GRANDES ENTREPRISES, P.M.E., ADMINISTRATIONS, PROFESSIONS LIBÉRALES, TOUS CEUX QUI L'INFORMATIQUE PERSONNELLE CONCERNE.

L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE ÇA S'ECOUTE D'ABORD.



RYO VOUS ECOUTE ET VOUS TROUVE LA MEILLEURE SOLUTION.

RYO, 84, Bd de Montparnasse 75214 Paris Tél. 33.45.35.42, rue de la Paix 99000 Lille Tél. (33) 20.63.11

Chine

DANS LA CAMPAGNE DE RECTIFICATION EN COURS

La lutte contre le « libéralisme » prend le pas sur l'élimination des erreurs « gauchistes »

De notre correspondant

Pékin. - La campagne de « rectification » du parti, destinée à clarifier les conceptions idéologiques de ses membres, paraît s'engager dans l'ouest du pays. Le bouchage de l'Herat semble une réponse à cette menace (exagérée autant que j'ai pu en juger), et la base de Shindand n'a de sens que dans la perspective d'un conflit près du golfe Persique.

Le texte de référence dans cette affaire devrait être la « décision du comité central sur la rectification du parti », adoptée par cette instance lors de sa deuxième session début octobre. Or, curieusement, les commentaires de la presse depuis la publication de ce document ne s'y reportent que très peu. Est, en revanche, abondamment mentionné le discours prononcé lors de cette même session par M. Deng Xiaoping. Le problème, en l'occurrence, est double : ce discours, pour l'essentiel, n'a pas été encore publié ; seules une ou deux phrases significatives en ont été révélées, et il est donc difficile de s'en servir comme instrument d'analyse. En outre, c'est là un autre sujet de perplexité, ce qui, précisément, a été dénoncé de ce discours fait apparaître un décalage par rapport au document du comité central.

A en juger par ceux qui citent M. Deng Xiaoping, celui-ci aurait clairement indiqué que, dans le redressement idéologique, l'accent doit être mis sur le danger de « pollution spirituelle » par les idées bourgeoises. L'écho qui vient des provinces confirme que c'est bien ainsi que l'entendent les cadres de l'appareil. Ainsi, les responsables de Shaanxi, mais l'exemple n'est pas unique, viennent-ils de proclamer « le premier problème est de corriger les tendances de droite ».

Or cette orientation n'était pas exactement celle qui apparaissait à la lecture du document du comité central. Enterrant la formule de la lutte sur « deux fronts », ce texte proclamait qu'il existe actuellement dans le parti « deux tendances erronées » : celle des « déviations de gauche », d'une part, celle des auteurs d'« erreurs de droite », d'autre part. Contre ces derniers, le comité central appelait, certes, à une lutte plus vigoureuse que d'habitude, mais les coups les plus sérieux devaient néanmoins être portés contre les individus des « trois catégories », c'est-à-dire ceux qui, pendant la révolution culturelle, avaient agi en « rebelles », étaient porteurs d'idées fractionnelles ou avaient commis des affrontements armés. A leur encontre, dans les cas les plus graves, l'exclusion du parti était expressément demandée (le Monde du 14 octobre).

Remous

au « Quotidien du peuple »

Il serait surprenant que M. Deng Xiaoping, dans son discours, ait passé complètement sous silence les méfaits de cette dernière catégorie de membres du parti. Mais les indications circulant à son sujet tendent, à l'évidence, à en donner une tonalité nettement plus entridoirière. Sentiment renforcé par le commentaire publié mercredi dans

le Quotidien du peuple. Il n'est plus question ici de « deux tendances erronées ». Le danger de « gauche », en tant que tel, n'est même plus mentionné. Durcissant la ligne apparemment tracée par M. Deng Xiaoping, l'organe du parti va jusqu'à affirmer que l'élimination des « trois catégories » (gauchistes) pourra s'effectuer « après la solution du problème de la pollution spirituelle ».

Le journal, dans le même temps, fait une autocritique pour avoir laissé passer dans ses colonnes, à une date non précisée, un texte d'un théoricien qui proposait de remplacer, pour les membres du parti, la notion de « discipline » par celle de « responsabilité ». Le journal voit maintenant dans cette suggestion un écart par rapport au programme et aux statuts de l'organisation. Cette autocritique du Quotidien du peuple n'est peut-être pas étrangère aux récents qui semblent effectivement agiter sa rédaction. A la suite de la dernière réunion du comité central, il se confirme que le directeur du journal, M. Hu Jiwéi, ainsi que l'un des rédacteurs en chef adjoints, M. Wang Ruoshui, rangé parmi les « libéraux », ont perdu leurs fonctions.

Officiellement, plusieurs personnalités très connues ont déjà fait leur autocritique. Le 1^{er} novembre, M. Zhu Mu, ministre de la culture, s'est excusé pour les insuffisances de son ministère dans la lutte contre l'état de « faiblesse et de relâchement » idéologiques qui caractériserait la production littéraire et artistique. Quelques jours plus tard, M. Zhou Yang, idéologue septuagénaire blanchi sous le harnais, a regretté d'avoir émis l'idée, en mars dernier, que le concept d'« aliénation » pouvait exister dans une société socialiste. M. Zhou Yang avait aussi affirmé que les critiques passées contre l'humanisme avaient été « excessives, voire erronées » et avait avancé l'idée d'un « humanisme marxiste », ce qui semble correspondre aux préoccupations d'autres théoriciens plus jeunes.

Coupables faiblesses

Ces initiatives sont jugées aujourd'hui comme le signe de coupables faiblesses envers le « libéralisme ». Pour bien montrer d'un côté le danger, le Quotidien du peuple a recommandé, mercredi, à la lecture des membres du parti, outre les discours de MM. Deng Xiaoping et Chen Yui et plusieurs articles de Mao Zedong, précisément un texte de Mao Zedong de 1937 intitulé : La Lutte contre le libéralisme. Une vingtaine d'autres écrits de l'ancien président sont également conseillés.

A partir de ces éléments, l'une des questions qui se pose maintenant est de savoir avec quelle rigueur la campagne antidroite va être menée. S'agit-il d'un mouvement de fond ou d'une opération ponctuelle destinée à mieux préparer la correction des « déviations gauchistes » ? Il faut noter, en tout cas, que si un tournant a été pris, les menaces proférées restent modérées. Ceux qui ont commis des erreurs sur le plan de la « pollution spirituelle » sont toujours considérés comme des « camarades » et, précisément le 4 novembre le Quotidien du peuple, il faut veiller à ne pas les confondre avec les « criminels ». Dans le même esprit, mercredi, le même journal a tenu à établir une distinction entre l'actuelle campagne et la « rectification » qui, en 1942, avait fait plusieurs milliers de victimes dans les rangs du P.C. chinois. Les zigzags que connaît actuellement le cours du parti, la dissection, dans cette affaire, de M. Hu Yaobang, son secrétaire général, n'en sont pas moins, entre autres éléments, des sujets d'interrogation quant à la stabilité de la direction du parti et à sa cohésion.

MANUEL LUCBERT.

Les négociations sur Hong Kong - La Chine et la Grande-Bretagne reprendront leurs négociations sur Hong Kong les 7 et 8 décembre, annonce une déclaration conjointe diffusée ce mardi 15 novembre à Pékin, au terme de leur sixième série de pourparlers. La déclaration a qualifié les entretiens qui viennent d'avoir lieu d'« utiles et constructifs ». - (A.F.P.)

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e
Téléphone du soir : 707-85-64

Les risques de co

De notre correspondant

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

La situation en Amérique centrale, en particulier au Salvador, est devenue, cette semaine, à Washington, les ministres des affaires étrangères de la République, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora, ont examiné, le lundi 14 novembre, les propositions de cessez-le-feu et de règlement négocié. Les propositions ont ensuite été soumises aux représentants latino-américains concernés, comme la Colombie et le Venezuela.

EUROPE

Une « République turque » proclamée dans le nord de Chypre

(Suite de la première page.)

Depuis l'invasion du nord de Chypre par les troupes turques en 1974, qui a fait suite à la tentative de coup d'Etat contre Mgr Makarios, par les

colonels grecs, l'île est coupée en deux par la « ligne verte » surveillée par les « casques bleus » de l'ONU. Les points de passage entre les deux zones étaient fermés ce mercredi matin.

Au nord, M. Denktash avait proclamé en 1975 un « Etat fédéré » de Chypre, où sont regroupés les quelque cent cinquante mille Chypriotes d'origine turque, après que

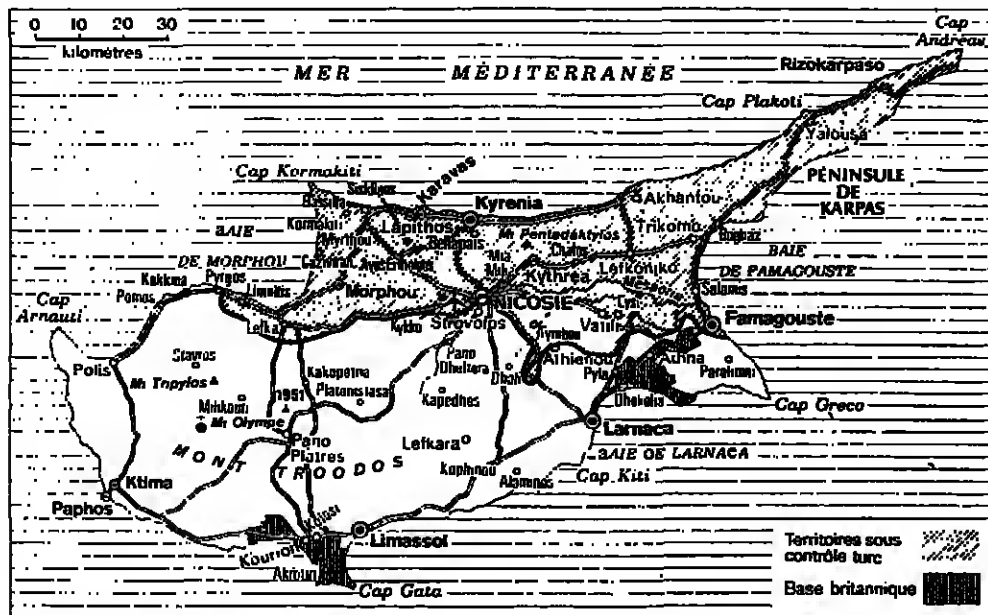
les deux cent mille Chypriotes grecs qui y vivaient en eurent été chassés. Un contingent de vingt-cinq mille soldats turcs stationne dans cette partie de l'île que les Turcs ont peuplée avec des immigrés venus du fond de l'Anatolie sous prétexte qu'ils avaient des liens familiaux lointains avec les Chypriotes. Cet Etat fédéré de Chypre n'a été reconnu que par Ankara. Depuis la coupure de 1974, l'économie de la zone nord, où se trouvait la quasi-totalité du potentiel touristique de Chypre, s'est effondrée. Son budget est financé pour 60 %, directement par le gouvernement turc et la monnaie locale a été remplacée par la monnaie turque. M. Denktash mène d'institutionnaliser la partition de facto de l'île, malgré les mises en garde des autorités d'Ankara qui l'incitent à rechercher un règlement politique par des négociations intercommunautaires.

Il est vrai que, depuis neuf ans, ces négociations n'ont été qu'une suite d'impasses et de malentendus. Les Chypriotes grecs, qui sont majoritaires dans l'île, ont porté l'affaire devant l'Assemblée générale des Nations unies qui, au mois de mai dernier, a voté à une très large majorité une motion faisant du « retrait immédiat de toutes les forces d'occupation turques » la condition d'une solution de la crise.

Les menaces de M. Denktash sont devenues plus précises après une rencontre entre le leader chypriote turc et le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, en octobre dernier. M. Denktash avait demandé une rencontre au sommet entre lui-même et M. Kyprianou. En cas de refus, il avait annoncé la proclamation d'un Etat chypriote turc indépendant pour le 4 novembre. Sans refuser, M. Kyprianou avait laissé à M. Perez de Cuellar le soin de préparer soigneusement la rencontre, afin qu'elle soit fructueuse, nous indique notre correspondant à Nicosie, Dimitri Andreou. La décision de M. Denktash ne peut donc que confirmer la thèse de M. Perez de Cuellar qui connaît bien le problème chypriote pour avoir été l'envoyé spécial dans l'île de son prédécesseur au secrétariat général de l'ONU.

On ne peut exclure cependant que la proclamation de la République turque du nord de Chypre soit une manœuvre destinée à renforcer la main de M. Denktash pour une éventuelle négociation. Les Chypriotes grecs ont toujours revendiqué la création d'une confédération comportant deux gouvernements distincts aux pouvoirs étendus. Les Chypriotes grecs refusent un système qui officialiserait la partition de l'île.

D. V.



Annexée par la Grande-Bretagne en 1914, Chypre est devenue indépendante en 1960 avec Mgr Makarios comme premier président. Le 13 février 1975, les Turcs proclament un Etat fédéré dans la zone qu'ils occupent depuis 1974, au nord de la ligne Kokkina-Famagouste. Cette ligne de démarcation passe au centre de Nicosie. L'île n'est élargie que de 65 kilomètres de la côte turque et de 85 kilomètres de la Syrie. Elle a été jadis colonisée par les Grecs, puis administrée pendant près de trois siècles par les Turcs. Cent cinquante mille Chypriotes grecs vivent dans la partie nord de l'île (40 % du territoire), occupée par l'armée turque depuis 1974. Les Chypriotes grecs sont au nombre de cinq cent mille environ.

Turquie

De lourdes peines ont été prononcées contre les anciens dirigeants du comité pour la paix

La plupart des anciens dirigeants du comité turc pour la paix, dont le procès s'était ouvert le 24 juin 1982 à Istanbul, ont été condamnés le lundi 14 novembre à des peines de cinq à huit ans de prison. Ce procès est l'un de ceux qui ont le plus ému les milieux libéraux turcs et l'opinion internationale. Les personnalités arrêtées en février 1982 (puis relâchées après un an d'environ), pour la plupart des intellectuels progressistes, jouissaient en effet d'un grand respect dans tous les milieux politiques turcs et étaient connues pour leur action en faveur des droits de l'homme. Leur arrestation, alors que le général Evren était en voyage officiel à l'étranger, avait été interprétée comme un coup de semonce des partisans de la ligne dure au sein du Conseil national de sécurité.

Parmi les accusés, M. Orhan Apaydin, bâtonnier d'Istanbul, était le principal défenseur des dirigeants de la confédération syndicale Disk, jugés par un tribunal militaire d'Istanbul. Il a été condamné à cinq ans de prison et immédiatement arrêté après l'annonce du verdict de même que ses vingt-deux coaccusés, condamnés pour avoir fondé « une organisation clandestine communiste visant à établir la domination de la classe ouvrière ».

M. Apaydin comparait également dans le procès de l'Association des écrivains turcs pour le même chef d'accusation. Il est en principe passible de la peine de mort s'il est condamné pour la deuxième fois pour « fondation d'une organisation clandestine communiste ».

Avec lui ont été condamnés à huit ans de prison l'ancien président du comité de la paix, l'ex-ambassadeur Mahmut Dikender, le Docteur Erdal Atabek, qui dirigeait l'Union des médecins avant le coup d'Etat militaire, un journaliste connu, M. Ali Sirmen, commentateur de politique étrangère du quotidien de gauche Cumhuriyet, et Mue Reha Isvan, femme de l'ancien maire d'Istanbul. Les avocats d'Istanbul, bien que soumis à de fortes pressions ces deux dernières années, ont toujours refusé de retirer à M. Apaydin la présidence de leur association. Lui-même voyait en 1982 dans les poursuites intentées contre lui un procès « pour l'exemple », ayant pour but de « paralyser les activités de la défense dans tous les procès politiques ». — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Liban

Nouvelle et violente offensive contre Baddaoui et Tripoli

Les forces syriennes, libanaises et palestiniennes dissidentes ont lancé, ce mardi 15 novembre, à l'aube, une nouvelle et puissante offensive sur le camp palestinien de Baddaoui ainsi que sur le quartier de Kobbe à Tripoli en « joignant de nombreux morts et blessés », a annoncé un porte-parole de M. Yasser Arafat.

Cité par l'agence palestinienne Wafa, le porte-parole a ajouté que l'offensive a été précédée par un violent barrage d'artillerie sur le camp ainsi que sur les routes qui y mènent. Trois quartiers résidentiels de la ville de Tripoli, Kobbe, Tebbaneh et Manoubine ont également été pilonnés, a-t-il précisé. Il a souligné que des unités de blindés et d'infanterie syriennes participent à cette offensive.

A ce propos, on indique de source proche des dirigeants palestiniens à Tripoli que les Syriens ont achevé, il y a cinq jours, une brigade mécanisée au Nord-Liban. De même source, on affirme que jusqu'à présent les Syriens n'ont pas encore manifesté leur volonté de normaliser la situation au Nord-Liban. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite, précise-t-on, a eu dimanche un entretien téléphonique avec M. Yasser Arafat sur la situation au Nord-Liban. Au cours de cette conversation, le souverain saoudien aurait affirmé au chef de l'O.L.P. qu'il « comprenait parfaitement son attitude », et se serait déclaré « solidaire » et aurait « réaffirmé son attachement à l'O.L.P., unique représentant de ce peuple ».

A BEYROUTH, les quartiers chrétiens ont été bombardés pour la troisième journée consécutive ce mardi. Six personnes ont été blessées, il y avait eu un tué et cinq blessés lundi. Ces bombardements sont les premiers subis directement par la capitale, nous indique notre correspondant, depuis le cessez-

le-feu du 26 septembre. Les bombes proviennent du secteur syro-progressiste, et ces tirs apparaissent d'autant moins compréhensibles que la crise s'amorçant dimanche soir dans les rapports syro-libanais s'est estompée. L'ajournement par Damas de la visite officielle du président Gemayel était bien dû à l'hospitalisation du président Assad, et il ne s'agissait donc pas d'un prétexte pouvant être interprété comme un camouflet. M. Assad a subi l'ablation de l'appendice, et le président Gemayel est entré en contact téléphonique avec lui lundi soir pour s'enquérir de sa santé.

● A PARIS, on apprendait lundi qu'à l'invitation et à l'initiative de l'Union soviétique M. Francis Guttman, secrétaire général du ministère des relations extérieures, et M. Marc Bonnefous, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, se rendront à Moscou vendredi pour y avoir un échange de vues avec M. Kormienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, au sujet du Proche et du Moyen-Orient.

Yémen du Nord

M. Abdel Aziz Abdel Ghani est nommé à la tête d'un gouvernement remanié

Sanaa (A.F.P.). — Le président nord-yéménite, Ali Abdallah Saleh, a procédé, samedi, à un remaniement ministériel, marqué notamment par la nomination à la tête du gouvernement du vice-président de la République, M. Abdel Aziz Abdel Ghani. Au nombre des sortants, le ministre des affaires étrangères, M. Ali Lofti Al Thawar, est remplacé par M. Ahmed Abdel Malik Al Asabi, auparavant ministre de l'éducation.

M. Abdel Ghani, qui cumule désormais les fonctions de premier ministre et de vice-président, remplace M. Abdel Karim Al Aryan. Celui-ci devient président du conseil supérieur de la reconstruction des régions sinistrées du Yémen du Nord. [M. Abdel Aziz Abdel Ghani avait occupé sans interruption le poste de premier ministre, du 23 janvier 1975 au 15 octobre 1980, date à laquelle il avait été nommé vice-président de la République.]

Jordanie

Les autorités s'inquiètent de la multiplication des incidents à Amman

Correspondance

Amman. — « Sorez vigilants : si vous repérez un objet suspect, alertez immédiatement la police... » C'est sur les ondes de la télévision jordanienne, au cours des bulletins d'information, que cet avertissement a été lancé jeudi 10 novembre, après la découverte, pour la deuxième fois en vingt-quatre heures à Amman, d'un colis piégé. Deux jours plus tard, samedi, les services de sécurité jordanien désamoraient une voiture bourrée de 40 kilos de T.N.T. et de deux bombes au gaz.

Si le phénomène n'a pas encore provoqué de panique dans le public jordanien, il n'en prend pas moins des proportions inquiétantes. En un mois, pas moins de huit incidents de ce genre ont, en effet, été signalés. Cela a commencé le 13 octobre par le jet d'une grenade contre un poste de police à proximité du palais de la reine mère à Amman : puis ce fut l'explosion d'une voiture piégée près d'un cercle d'officiers à Zarqa, la ville industrielle voisine de la capitale (cet attentat ainsi que le pre-

mier n'ont fait cependant que des dégâts légers) ; la découverte de charges explosives non loin du quartier général de la police, également à Amman, et à l'aéroport ; l'explosion d'un colis piégé dans un quartier périphérique de la ville...

Cette série d'incidents, tout à fait inhabituels en Jordanie ces dernières années, a mis en émoi les services de renseignements, tandis que le service de sécurité ont été renforcés à Amman. Elle coïncide en outre avec les agressions dont ont été victimes les ambassadeurs de Jordanie à Rome et à New-Delhi fin octobre, et deux agents de sécurité de l'ambassade jordanienne à Athènes début novembre.

Les autorités se déclarent persuadées que toutes ces opérations ont été montées par des groupes manipulés par la Syrie, tels que le groupe du dissident palestinien Abou Nidal, et entrent dans le cadre d'une campagne visant à déstabiliser le royaume. Les attentats de Rome, de New-Delhi et d'Athènes ainsi que celui du 13 octobre en Jordanie ont en tout cas été revendiqués, il y a quelques jours à Paris, par des mystérieuses « Brigades révolutionnaires arabes » dans un communiqué où elles annonçaient leur intention de poursuivre leurs actions dans le royaume.

Dans le même texte, les B.R.A. formulent plusieurs exigences, demandant notamment à la Jordanie de cesser de soutenir les loyalistes du Fath et M. Arafat. Ces mêmes B.R.A. avaient revendiqué début octobre la responsabilité de l'accident du Boeing de la Gulf Air qui s'était écrasé le 23 septembre à 120 kilomètres d'Abou Dhabi, faisant cent onze victimes.

EMMANUEL JARRY.

République d'Irlande

L'élection de M. Gerry Adams à la tête du Sinn Féin consacre un renouveau du mouvement républicain

Le congrès annuel du Sinn Féin, la représentation politique de l'Armée républicaine irlandaise, passe généralement assez inaperçu. S'il a fait, en ce début de semaine, les gros titres de la presse britannique, c'est que l'élection, dimanche 13 novembre, de M. Gerry Adams à la tête de l'organisation consacre une évolution engagée il y a plus de deux ans et qui pourrait bien faire bouger une situation figée depuis des lustres.

L'élection de M. Gerry Adams en remplacement de M. Ruairi O'Donnell, de Dublin, qui présidait l'organisation depuis treize ans, c'est d'abord la victoire des militants du Nord sur la vieille garde du Sud. C'est au Nord qu'ont eu lieu depuis deux ans les débats sur les orientations politiques du mouvement, et c'est le Nord qui vient d'imposer sa stratégie.

Cette nouvelle ligne, M. Danny Morrison, le porte-parole du Sinn Féin, l'avait résumée en 1981 dans une formule qui a fait fortune : « Un fusil dans une main, un bulletin de vote dans l'autre ». Après n'avoir été pendant longtemps que le porte-parole d'une organisation armée clandestine, le Sinn Féin engageait la lutte sur le terrain institutionnel. En octobre 1981, il obtenait cinq représentants à l'Assemblée d'Irlande du Nord. Aux élections législatives britanniques de juin dernier, bien que ne remportant qu'un seul siège, il recueillait près de 45 % des voix de la communauté catholique de l'Ulster. M. Adams était élu à Belfast-Ouest, siège occupé jusqu'à par M. Gerry Fitt, un catholique modéré. Le Sinn Féin incontestablement avait le vent en poupe dans l'électorat catholique.

Cela ne suffisait pas, bien sûr, pour lui valoir la respectabilité aux yeux des officiels britanniques, mais, sur le plan local, comme par ses contacts avec la gauche travailliste anglaise et avec l'étranger, le Sinn Féin tendait à devenir en Ulster un vrai parti. Le Sud, lui, restait à la traîne, et c'est à ce déséquilibre que le congrès des 12 et 13 novembre devait tenter de remédier.

L'électoratisme ne signifie pas que le Sinn Féin ait renoncé à soutenir la lutte armée, et M. Adams s'est taillé un franc succès à Dublin en rendant un vibrant hommage aux « combattants de la liberté ». Du moins a-t-il précisé que les actions « militaires » devaient épargner les civils et ne viser que les soldats britanniques et les membres de la police irlandaise. Il a aussi lancé un appel aux protestants et souligné qu'ils auraient leur place dans « la démocratie d'une Irlande réunifiée ». Toutes choses qui marquent un abandon de la vision sectaire qui a longtemps inspiré le mouvement républicain.

En matière de stratégie électorale, le congrès s'est finalement prononcé pour la poursuite de la politique abstentionniste (on se fait élire mais on ne siège pas). Une majorité de députés se sont montrés favorables à la participation au Parlement de Dublin, et ils n'ont manqué que de peu la majorité des deux tiers nécessaire pour imposer cette ligne. Une évolution sur ce point pourrait être capitale en République d'Irlande, où les majorités au Parlement sont généralement très étroites.

D'une façon générale, le congrès du Sinn Féin a consacré l'emprise sur l'organisation de M. Adams, une personnalité forte, capable de drainer, au Nord comme au Sud, un fort courant d'opinion et donc de reposer sérieusement la question irlandaise. C. T.

Suède

UN MINISTRE DE LA JUSTICE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON.

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Le nouveau ministre suédois de la justice est un haut fonctionnaire totalement inconnu du public, mais au-dessus de tout soupçon. M. Sten Wickbom remplace M. Ove Rainer, qui avait donné sa démission le 9 novembre (1) après que la presse eut dévoilé certains détails pas très reluisants sur ses transactions fiscales.

M. Wickbom est juriste. Il a cinquante-deux ans. Il est membre du parti depuis 1973. Entre 1967 et 1974, il a occupé diverses fonctions aux ministères de l'intérieur, des communications et du logement, avant de prendre la direction de l'administration générale du cadastre. Les couteux — M. Palme aussi, probablement — ont été examinés à la loupe ses comptes personnels. En 1981, il a gagné 258 592 couronnes. Combien a-t-il payé d'impôts sur ces revenus ? 59 %. Bon pour le service...

Quant à son malheureux prédécesseur, il a été nommé conseiller à la Cour de cassation. Une petite consolation pour lui : son salaire mensuel est ainsi passé de 18 000 à 22 800 couronnes. — A. D.

(1) Contrairement à ce qui avait été annoncé, M. Leijon a assuré l'intérim de M. Rainer, mais ne lui a pas succédé.

A TRAVERS LE MONDE

Guinée-Bissau

● LIBÉRATIONS. — Le général Joao Bernardo Vieira a annoncé, lundi 14 novembre, la libération de quatre personnalités du régime de l'ancien président Luis Cabral, renversé, le 14 novembre, par un coup d'Etat. Il s'agit de MM. Juliao Lopes, ancien commandant national de la marine, Joseph Sanba, ancien commandant national des forces de frontières (arrêtés lors du coup d'Etat), et MM. Honorio Fonseca, ancien ambassadeur à Cuba et en Union soviétique, et Joao da Costa, ancien ministre de la santé (arrêtés en 1982). — (A.F.P.)

Maroc

● M. KAMAL HASSAN ALI A RABAT. — M. Kamal Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, est arrivé le dimanche 13 novembre à Rabat porteur d'un message du président Mubarak qu'il a remis, lundi, au roi Hassan II. Depuis

que l'Egypte a été suspendue de la Ligue arabe en 1979, c'est la première visite au Maroc d'un membre du gouvernement égyptien. — (A.F.P.)

Philippines

● DES OPPOSANTS ACCUSÉS DE FRAUDE ÉCONOMIQUE. — Le président Ferdinand Marcos a demandé l'ouverture d'une enquête contre des dirigeants de l'opposition philippine et plusieurs responsables de l'industrie textile — au total trente-trois personnes — accusés de fraude fiscale et d'exportation illégale de capitaux, a-on appris, le lundi 14 novembre, à Manille. Le sénateur Dominador Aytan, ancien ministre des finances et actuel conseiller financier de l'UNIDO (Union des partis d'opposition nationales et démocratiques) dirigée par Salvador Laurel, de même que M. Armando Padilla, président de l'Alliance démocratique, et M. Ramon Sity, président des fabricants textiles philippins, figurent parmi les personnalités visées. — (A.F.P.)

U.R.S.S.

● CAMPAGNE INTERNATIONALE EN FAVEUR D'ANDREI SAKHAROV. La Société internationale des droits de l'homme, dont le siège est à Francfort, a lancé, le lundi 14 novembre, une campagne pour la libération du physicien soviétique Andrei Sakharov, prix Nobel de la paix, assigné à résidence à Gorki depuis janvier 1980. La campagne, organisée en Europe, aux États-Unis et en Australie, sera marquée, jusqu'au 10 décembre, par des veilles, des manifestations et des pétitions. A Paris, elle a commencé lundi soir par une manifestation de deux cents personnes rassemblées devant l'ambassade d'U.R.S.S.

Hommage à Jean Pierre-Bloch, Président de la LICRA, sous la Présidence d'Honneur de Monsieur Alain Poyer, Président du Sénat, mardi 15 novembre à 20h30 au Centre Rachi 30 bd de Port-Royal 75005 Paris. Cer hommage sera suivi de la dédicace du livre de mémoires de Jean Pierre-Bloch « Jusqu'au dernier jour. »

Je m'inscris

U. R. S. S.

Dans un climat concurrentiel acharné, Pechiney est décidée à participer activement au progrès. Et à gagner.

La crise municipale du P.C.F.

12. rue R...

مكتبة من الأصل



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE."

EUROSIGNAL: GARDEZ LE CONTACT.

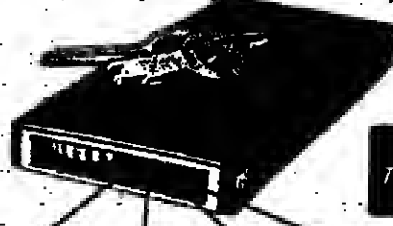
Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible: • Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. • Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. • Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. • Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complément efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMERO Vert Appel Gratuit 16.05.20.30.40.**

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications: son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



TELECOMMUNICATIONS

le cabinet médical l'hôpital la gendarmerie la prison

LES " APPAREILS A R.M.N. "

Une révolution dans le diagnostic médical

Chaque année, à la mi-octobre, le congrès de la Société française de radiologie (S.F.R.) constitue l'un des plus importants rassemblements internationaux des spécialistes de l'imagerie médicale.

La France est sou...

Avec la R.M.N., nous sommes parvenus à une avancée qui n'est pas seulement technique, mais aussi humaine. Elle a permis de mieux connaître le corps humain, de mieux comprendre les maladies, et de mieux les soigner. C'est une véritable révolution dans le diagnostic médical.

Le développement de la R.M.N. en France a été remarquable. En 1977, année où la C.G.R. a commercialisé son premier appareil, le ministère de la Santé a lancé un appel à l'industrie pour encourager la recherche et l'innovation dans ce domaine.

Curieusement, aujourd'hui, la C.G.R. commercialise un scanner haut de gamme, de qualité, et en dépit des nombreuses déclarations ministérielles, le parc français, on ne compte pas moins de dix appareils en fonctionnement (trente-quatre appareils en fonction).

Ce chiffre place la France au premier rang des pays développés. Les chiffres d'autant plus étonnants que la plupart des études ont considéré l'aspect positif sur l'économie de la santé (réduction des examens complémentaires, des erreurs d'hospitalisation, etc.). Le nombre d'autorisations est néanmoins passé de cinquante-huit en 1981 à douze fin 1982. M. Jack Riou, alors ministre de la Santé, a début 1983 un objectif de 100 appareils pour 1986-1987. Pourtant, aujourd'hui, encore, vingtaine d'hôpitaux autorisés: pas pu s'équiper, faute de trouver 30 % de l'investissement nécessaire (2).

" Tout compte fait, le secret d'Etat à la santé, c'estime M. Ségué, P.D.G. de la C.G.R., n'est pas plus négative que positive: c'est que des cliniques privées aient acheté des scanners. Elles n'ont pas les moyens. Or elles n'en ont pas la demande, sachant l'évidence qu'on leur oppose: refus. Une situation incohérente tient à nos structures de soins. C'est dans ce paysage qu'appar...

LA MAÎTRISE de L'ENERGIE

- La régionalisation un an après.
- Une tribune libre de Ignacy Sachs: énergie et style de développement.
- Dossier du mois: l'enseignement de la maîtrise de l'énergie.

Dans " Le Monde " du samedi 19 novembre daté: 20-21 novembre

مكتبة من الأصل

Le Monde

MEDECINE

LES « APPAREILS A R.M.N. »

Une révolution dans le diagnostic médical

Chaque année, à la mi-octobre, le congrès de la Société nord-américaine de radiologie (R.S.N.A.) constitue l'une des principales rencontres internationales des spécialistes de l'imagerie médicale.

Un carrefour de la médecine et de l'industrie, cette manifestation permet de faire le point, à l'échelon mondial, des innovations techniques en radiologie, scanographie, médecine nucléaire et ultrasons. Son succès croissant témoigne de la prodigieuse vitalité des disciplines qui ont pour objet de visualiser l'intérieur du corps humain.

Organisé cette semaine à Chicago, le congrès 1983 de la R.S.N.A. sera le témoin d'un phénomène majeur : l'extension de la commercialisation des appareils à résonance magnétique nucléaire ou « appareils à R.M.N. ». Un sigle encore mal connu du public, symbole pourtant d'une véritable révolution diagnostique comparable à celle due, au début du siècle, à l'utilisation médicale des rayons X.

Alors que le marché mondial des scanographes n'est pas encore saturé, les premiers appareils à R.M.N. font la preuve d'une plus grande efficacité et d'une innocuité quasi totale. Un handicap majeur néanmoins : leur coût, compris entre 1 et 2 millions de

dollars. Ces appareils font aujourd'hui l'objet d'une intense compétition industrielle dans laquelle sont engagés les principaux constructeurs mondiaux de matériel lourd d'imagerie médicale.

Une vingtaine d'appareils à R.M.N. sont installés ou en cours d'installation à travers le monde. En France, alors que la C.G.R. (Compagnie générale de radiologie, groupe public Thomson) annonce son intention de figurer dans le peloton de tête des industriels, le sous-équipement en scanographes est notoire. De plus, contrairement aux assurances données par les pouvoirs publics, aucun des quatre centres hospitalo-universitaires retenus comme sites d'implantation pour les premiers appareils à R.M.N. n'est encore équipé. Une situation critique qui, immanquablement, conduira la France à n'occuper qu'une place mineure dans ce qui apparaît aujourd'hui comme l'une des plus fructueuses aventures de la recherche médicale d'ici à la fin du siècle. A moins que ne se manifeste au plus vite une volonté politique qui, jusqu'à présent, a toujours fait défaut.

La France est sous-équipée

« **A**VEC la R.M.N., nous sommes partis pour une aventure qui durera vingt ans », estime-t-on aujourd'hui à la direction de la C.G.R. Beaucoup de spécialistes, d'industriels, de scientifiques et de médecins partagent cette opinion. Toute la question est de savoir qui, parmi les grands groupes industriels, sera admis à participer. Et rien ne permet de dire que la France fera partie du peloton de tête. L'histoire toute récente du scanographe offre à cet égard matière à réflexion.

En moins de dix ans, quatre générations de scanographes ont vu le jour, chacune correspondant à une amélioration importante des performances techniques, c'est-à-dire de la qualité des images obtenues et du nombre de malades pouvant être examinés.

Après avoir rapidement grandi, le nombre total des constructeurs d'appareils a vite diminué, passant de seize en 1976 à huit en 1981. La firme britannique E.M.I. qui, la première, avait tenté l'aventure, disparaissait même du marché, incapable de gérer son succès. En 1974, on comptait quatre-vingt appareils dans le monde, dont soixante aux Etats-Unis. Ils étaient cinq cents en 1976, dont trois cents aux Etats-Unis. En 1979, M.M. Housfield et Cormack, inventeurs du scanographe, recevaient le prix Nobel de médecine.

Au dernier rang des pays développés

On comptait dans le monde début 1982 près de quatre mille cinq cents appareils, les « corps entiers » (capables d'examiner l'ensemble de l'organisme) supplantant presque les « crâniens ». La même année, le chiffre d'affaires mondial de la scanographie atteignait 875 millions de dollars, soit plus du quart du chiffre d'affaires total de l'imagerie médicale. General Electric, le premier constructeur mondial, réalisait près de la moitié de son chiffre d'affaires avec le scanographe.

Aujourd'hui, le Japon avec onze appareils par million d'habitants dépasse les Etats-Unis (neuf appareils par million d'habitants). En Europe, on ne s'est équipé que lentement et tardivement. Le Vieux Continent ne compte aujourd'hui que huit cents appareils dont trois cents en Allemagne de l'Ouest.

En France, le sous-équipement est notoire, dû en partie aux difficultés

rencontrées par la C.G.R., seul constructeur national, et à la politique protectionniste mise en place par les pouvoirs publics. En 1976, la France ne comptait que trois appareils. En 1977, année où la C.G.R. commercialisa son premier scanographe, le ministère de la Santé débloqua trente-huit autorisations d'implantation (1). C'est aussi l'année où la C.G.R. connut ses premières difficultés financières. Ce sous-équipement est dû aussi à la volonté de maîtriser, à très court terme, les dépenses de santé. Un rapport du comité consultatif des équipements de santé notait, en janvier 1983, que la conception mécaniste de la maîtrise des équipements de santé dans les cas d'investissements aussi importants que le scanographe est à l'origine « d'une politique maladroite s'appuyant sur des indices arbitraires n'ayant que de lointains rapports avec une politique de santé ».

Curieusement, aujourd'hui, alors que la C.G.R. commercialise enfin un scanographe haut de gamme de qualité, et en dépit des nombreuses déclarations ministérielles annonçant depuis 1981 une augmentation du parc français, on ne comptait au premier trimestre 1983 que soixante-six appareils en fonctionnement (trente-quatre crâniens et trente-deux corps entiers).

Ce chiffre place la France au dernier rang des pays développés. Des chiffres d'autant plus étonnants que la plupart des études ont conclu à l'aspect positif sur l'économie de la santé de l'équipement en scanographes (réduction des examens complémentaires, des durées d'hospitalisation, etc.). Le nombre des autorisations est néanmoins passé de cinquante-huit début 1981 à cent douze fin 1982. M. Jack Ralite, alors ministre de la Santé, fixait début 1983 un objectif de deux cents appareils pour 1986-1987. Pourtant, aujourd'hui encore, une vingtaine d'hôpitaux autorisés n'ont pas pu s'équiper, faute de trouver les 30 % de l'investissement nécessaire (2).

« Tuu compte fait, le secrétariat d'Etat à la Santé, résume M. Jean Ségui, P.-D.G. de la C.G.R., a une action plus négative que positive. Je sais que des cliniques privées désirent acheter des scanographes. Elles en ont les moyens. Or elles n'en forment pas la demande, sachant à l'évidence qu'on leur opposera un refus. Une situation incohérente qui tient à nos structures de soins. C'est dans ce paysage qu'apparaissent

aujourd'hui les prestigieux appareils à R.M.N. Il est encore difficile de dire qui du scanographe ou de ces appareils, sortira vainqueur.

Des études prospectives fixent à environ neuf mille le parc mondial théorique des scanographes et estiment, compte tenu du coût des appareils à R.M.N., que l'avenir de la scanographie réside d'ici à 1990, dans les scanographes milieu de gamme permettant de meilleurs rapports entre le coût, les performances et l'utilisation. Reste la compétition du haut de gamme. Tous les grands constructeurs mondiaux d'imagerie médicale ont mis au point des prototypes de R.M.N., actuellement en évaluation clinique. Certaines firmes américaines commencent à commercialiser des appareils après que la Food and Drug Administration ait donné son agrément. Selon le professeur Jean-François Lacroix (département santé publique, hôpital Henri-Mondor, Créteil), une vingtaine d'appareils à R.M.N. sont installés en cours d'installation (les Etats-Unis prévoyant trente-cinq implantations d'ici à 1985).

En janvier dernier, M. Ralite annonçait que quatre sites R.M.N. avaient été retenus (Paris, Bordeaux, Montpellier et Grenoble) qui seraient équipés fin 1983. Manifestement, les pouvoirs publics, comme la C.G.R., ne voulaient pas que se renouvelle l'histoire du scanographe. Rien ne garantissait pourtant de dire qu'un y parviendrait.

Des initiatives privées

« Depuis deux ans, indique M. Ségui, notre effort de recherche et de développement sur la R.M.N. a approché les 100 millions de francs. Une usine a été construite à Buc (Yvelines) comportant douze plates-formes de production. Quatre appareils seront prêts dès 1984. Récemment, nous avons obtenu sur nos prototypes des images de très haute qualité, équivalentes à celles de nos concurrents. Un prototype est disponible, or nous n'avons pas en France de site capable de le recevoir ». Initialement retenu, le centre hospitalier de Bordeaux n'est en effet plus candidat (lire l'article de Pierre Chereau, page 15). A Paris, on vient de lancer un appel d'offres international pour équiper le site retenu (hôpital du Kremlin-Bicêtre, l'appareil devant aussi être utilisé par le Commissariat à l'énergie atomique et par l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif). Selon toute vraisemblance, l'appareil sera d'origine étrangère.

En marge de cet équipement officiel, on assiste à toute une série d'initiatives privées. A Strasbourg, le professeur Chambon, directeur de l'Institut de physique biologique de la faculté de médecine, développe un appareil R.M.N. « avec, explique-t-il, des moyens financiers modestes mais une équipe médicale et scientifique jeune et dynamique ». A Marseille, deux cliniques privées ont acquis des appareils sans avertir les pouvoirs publics. Le secrétaire d'Etat à la Santé a alors annoncé que ces cliniques devraient suspendre l'installation ou la mise en œuvre de ces équipements (lire l'article de Jean Contrucci, page 15).

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 15.)

(1) Les scanographes figurent sur la liste des équipements lourds pour lesquels les pouvoirs publics décident des lieux d'installation.
(2) Les établissements doivent trouver 30 % de l'investissement sur fonds propres, 30 % proviennent de prêts sans intérêt de la Sécurité sociale, l'Etat couvrant les 40 % restants.

L'autopsie magnétique du vivant

C'EST en 1980, moins de dix ans après l'apparition du scanographe, que les premières images R.M.N. d'un cerveau humain furent présentées. Trois ans plus tard, on ne compte plus les travaux menés à travers le monde sur ce qui, aux yeux des spécialistes, apparaît comme un événement d'une importance considérable. Car si la mise au point des scanographes n'a correspondu, tout compte fait, qu'à une amélioration de la radiologie conventionnelle — due en grande partie à l'utilisation de l'informatique, — la R.M.N. équivaut à un véritable « bond », technique et conceptuel, l'équivalent de ce que fut l'utilisation médicale des rayons X.

Si l'on accepte de le réduire à l'essentiel, le phénomène de la R.M.N. n'a rien de bien compliqué. Soumis à un champ magnétique important, les noyaux des atomes orientent leur axe de rotation parallèlement à ce champ comme de petits aimants. Si l'on soumet ensuite ces noyaux à un rayonnement électromagnétique de fréquence appropriée, les « aimants » se transforment en « coupées ». C'est l'énergie rendue

après coup par ces tourbillons microscopiques aux influences ambiantes qui, après de multiples transformations et calculs, permet de donner une image de la matière ainsi sondée.

Tout le corps humain

Découvert en 1946, le phénomène de la R.M.N. a été longtemps utilisé comme méthode d'analyse biochimique *in vitro* sous l'impulsion, notamment, du professeur Abragam (France), puis *in vivo*. La grande nouveauté, aujourd'hui, c'est que des appareils commencent à être fabriqués industriellement qui permettent d'obtenir des images de toutes les parties du corps humain (voir schéma). Pour l'heure, ces images correspondent à des études de résonance faites sur les protons (au noyau d'hydrogène). Il s'agit d'une sorte de cartographie, médicalement interprétable, des molécules d'eau qui constituent l'essentiel des tissus de l'organisme.

Parce que la concentration en eau est nettement différente selon les

tissus, la R.M.N. permet l'acquisition d'images très contrastées. Un contraste qui, fait majeur, devra permettre de faire la différence entre les tissus sains et les tissus pathologiques. Ainsi, les clichés crâniens permettent de différencier nettement les substances blanches et grises du cerveau. Les infarctus cérébraux, les malformations vasculaires intracrâniennes deviennent des diagnostics immédiats. Des renseignements précis concernant la dynamique du liquide céphalo-rachidien, la topographie et le volume des tumeurs sont aussi obtenus.

« Les images de moelle épinière, notait récemment des neurologues parisiens, sont d'une incroyable précision. Mieux que des plaques anatomiques », Les muscles, le cœur et les vaisseaux, le pancréas, le foie ou les reins peuvent aussi être étudiés avec une précision qui d'ores et déjà atteint ou dépasse les performances des scanographes « haut de gamme ». Les appareils à R.M.N. permettant aussi d'obtenir à la demande des images planes ou tridimensionnelles. Ils pourront en outre permettre d'étudier les débits des fluides de l'organisme.

Des perspectives passionnantes

On distingue aujourd'hui trois types d'appareils : ceux utilisant un aimant résistif (intensité comprise entre 800 et 3 500 gauss) ; ceux utilisant un aimant supraconducteur (intensité possible de 15 000 gauss) ; et ceux à aimant permanent (3 000 gauss). Le principal débat technique porte sur l'acquisition puissance-qualité de l'image : les appareils à aimant supraconducteur, beaucoup plus coûteux que les autres, donneront-ils des images de meilleure qualité ?

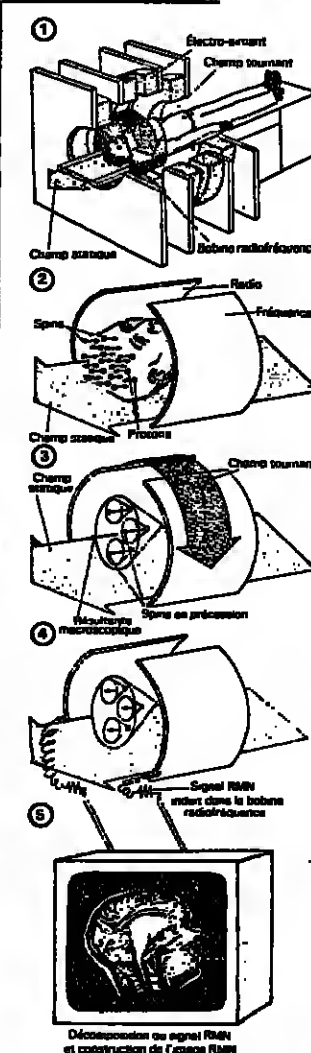
De nouvelles et passionnantes perspectives s'ouvrent enfin avec l'étude au R.M.N. d'autres éléments que l'hydrogène. L'étude en imagerie du phosphore, du sodium, de l'azote et du fluor, voire du chlore, de l'oxygène et du carbone, donneront, selon toute vraisemblance, des informations essentielles sur le métabolisme des tissus. Un appareil à R.M.N. est déjà utilisé (en spectroscopie et non en imagerie) et commercialisé sous le nom de *Topical Magnetic Resonance*. Il est notamment utilisé dans l'étude des affections musculaires. L'utilisation des champs magnétiques évite ainsi d'avoir recours aux prélèvements de tissu.

Une innocuité totale

Les limites de l'imagerie R.M.N. sont, pour l'heure, liées au temps d'acquisition de l'image (quelques minutes) et aux contre-indications de cette technique. L'utilisation de champs magnétiques élevés implique en effet de ne pas examiner les malades dans l'organisme desquels ont été implantés des prothèses ou des éléments métalliques (clips intracrâniens, stimulateurs cardiaques ou prothèses ferro-magnétiques), pas plus que les patients souffrant d'affections cardiaques (troubles de la conduction), d'épilepsie, ainsi que les femmes enceintes.

Toutes les études réalisées à l'heure actuelle tant sur des volontaires que sur des malades permettent, moyennant ces précautions, de conclure à une totale innocuité de cette technique. La R.M.N. se situe donc avec les ultrasons dans la groupe des techniques d'imagerie non invasives et non agressives, à la différence de la radiologie conventionnelle ou informatisée, des scanographes et de la médecine nucléaire.

J.-Y. N.



1) Le malade est introduit dans l'appareil, composé d'un électroaimant (produisant un champ magnétique statique) et d'une bobine radio-fréquence (produisant un champ tournant dans un plan perpendiculaire au précédent).
2) Lorsque l'on applique le champ statique, les noyaux d'hydrogène (protons) de l'organisme, porteurs d'électricité chargés, voient leur activité perturbée : chaque spin, ou tourbillon, magnétique (micro-champ magnétique, naturellement induit par les mouvements du proton) s'oriente parallèlement à l'axe du champ statique (phénomène de magnétisation nucléaire).
3) On applique (ici en niveau du crâne) le champ tournant. Si on accorde la fréquence de ce dernier à celle, naturelle, des protons, ces derniers entrent en « résonance » : les protons décrivent alors un cercle autour de l'axe du premier champ comme une toupie que l'on écarte-rail de son axe vertical.
4) On supprime le champ tournant. Les protons cessent un moment leur mouvement, cédant au milieu l'énergie qu'ils ont reçue. Il en résulte un courant induit (ou signal R.M.N.) dans la bobine. Un système électronique sophistiqué permet de décomposer ce signal en de multiples signaux différents (chaque tissu n'a pas la même composition en protons). On peut ainsi construire sur écran une image anatomique médicalement interprétable. Sans déplacement du patient, on obtient des clichés dans tous les plans, avec une définition de l'ordre du millimètre.
(Schéma tiré de *Science et Vie*, décembre 1982. Cliché fourni par la Compagnie générale de radiologie, obtenu sur un appareil à aimant supraconducteur à champ de 1 500 gauss.)

MAITRISE de L'ENERGIE

■ La régionalisation un an après.

■ Une tribune libre de Ignacy Sachs : énergie et style de développement.

■ Dossier de mois : l'enseignement de la maîtrise de l'énergie.

L'action de l'AFME à travers le monde

Dans « Le Monde » du samedi 19 novembre daté : 20-21 novembre

INITIATION A LA DIÉTÉTIQUE

Numéro spécial 25 de la REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Cet ouvrage, publié sous la direction du Professeur Henri BOUR, présente les conférences d'initiation à la DIÉTÉTIQUE prononcées au Palais de la Découverte d'octobre à décembre 1981. Physique métabolique et alimentation normale.

Qu'est-ce que l'hyperalimentation ? Diététique et pathologie, etc. 144 pages — nombreux schémas et illustrations. Prix franco : 32 F

Avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

DELEGUE MEDICAL

Bonne présentation, actif, immédiatement disponible, recherche poste, de préférence sur secteurs : Paris intra-muros, Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône, Jura.

M. Patrick Vuillaume, 40 rue des Vernois, 25000 Besançon.

Je tiens à remercier

en éprouvette

Les techniques de diagnostic par l'analyse de l'urine sont de plus en plus utilisées pour le diagnostic des maladies rénales. Mais, l'évaluation de la fonction rénale reste une tâche difficile. Au cours de la dernière semaine, nous avons pu assister à une conférence sur ce thème, organisée par le Dr. J. P. L. et le Dr. J. M. T. à l'Université de Dublin. Les deux conférenciers ont abordé les aspects cliniques et biologiques de la fonction rénale. Le Dr. J. P. L. a souligné l'importance de la mesure de la créatinine dans l'urine et dans le sang pour évaluer la fonction rénale. Le Dr. J. M. T. a insisté sur la nécessité d'une approche multidisciplinaire pour le diagnostic des maladies rénales, impliquant des cliniciens, des biologistes et des radiologues. Les deux conférenciers ont également abordé les aspects thérapeutiques des maladies rénales, soulignant l'importance d'une prise en charge précoce et d'une surveillance régulière. La conférence a été très intéressante et a permis d'établir de nouvelles relations entre les différents spécialistes de la médecine rénale.

LIVRES

« Les Femmes et les Médicaments » de Yves Kérisel et Catherine Fouquet. Échelle Éditions, 320 pages, 85 F.

Le pouvoir médical a modelé — et modelé toujours — l'image de la femme et du destin de ceux qui souffrent. Deux femmes, professeurs, l'une d'Université, l'autre d'hypothèse à Aix, ont choisi comme illustration de cette domination la définition de la féminité, telle que l'ont formulée au cours des siècles ceux — tous des hommes — qui détenaient le savoir médical.

Une inspiration logique, constante, cohérente a dominé leur démarche, démontrant les auteurs : établir ou confirmer la supériorité masculine, justifier la « domestication » du sexe féminin au service de la reproduction et de la famille.

Réprimer la sexualité (la femme est un diable lubrique) et son expression ultime, la nymphomanie, filée par l'enfermement, chez les fous ou la mutilation chirurgicale, fait partie des comportements effrayants dont le but n'est nullement de « soigner » mais de préserver le modèle d'épouse docile, fidèle et fertile qui fut, jusqu'au siècle des Lumières, le fondement des structures sociales.

La citadelle médicale a préservé jalousement sa complète masculinité jusqu'à des temps très récents, et les schémas insensés établis tout au long des siècles mettront longtemps à s'effacer, d'autant plus longtemps qu'ils faisaient écho à l'inconscient collectif et à l'intérêt suprême des familles, ce que les savants d'Aix nomment « la monarchie familiale ».

« Corps et chirurgie à l'époque du Moyen Âge », M. C. Pouchelle. Flammarion, 385 pages, 110 F.

Henri de Mondeville était au quatorzième siècle, le chirurgien de Philippe le Bel. De 1308 à 1320, il compose un *Traité de chirurgie* qui fait de lui, comme le dit M. C. Pouchelle, le « père moderne de la chirurgie française ». L'analyse érudite qu'elle fait des

différentes versions de cet ouvrage fournit un étonnant tableau des connaissances et des comportements à l'égard de la médecine, de la souffrance et de la mort, au cœur d'un Moyen Âge plus savant et plus « moderne » qu'on ne l'a dit.

Au travers de sa vision très personnelle des corps et de leurs altérations, c'est toute la psychologie de son époque que traduit ce « babillard » perpétuel et savant, profondément imprégné des superstitions, des symboles et des mythes d'un siècle dont M. C. Pouchelle a su rendre à merveille les mystères et l'ambiguïté.

« Bibliothèque « Pour la science », Diffusion Béla, 140 pages, Nouvelles Illustrations en couleurs, 90 F.

Les outils du diagnostic, l'amélioration des médicaments, les progrès de la chirurgie et la compréhension des modes d'action thérapeutiques, tels sont les quatre aspects traités dans ce livre collectif remarquable où l'on retrouve, après une préface du professeur Maurice Tubiana, certains des plus grands noms de la médecine et de la recherche médicale.

Robert Jarvick, qui a conçu le premier cœur artificiel placé sur un être humain, en décrit le fonctionnement. César Milstein, « inventeur » des extraordinaires machines cellulaires que sont les hybrides, commente la découverte et les perspectives qu'elle ouvre en diagnostic et à la thérapeutique. Georges Mathé fait le point, de son côté, et parmi bien d'autres, de la recherche en cancérologie.

Peu d'ouvrages montrent aussi lumineusement que celui-ci les liens étroits qui unissent les sciences fondamentales à la médecine quotidienne, et les découlent parfois inattendus par lesquels des recherches apparemment dénuées de toute perspective d'application pratique peuvent avoir une portée clinique incalculable.

Docteur E.-L.

LES « APPAREILS A R.M.N. »

La France est sous-équipée

(Suite de la page 13.)

A Paris, le docteur Jean Picard (Hôpital de Suresnes) a lancé une souscription nationale pour acquérir un appareil. Il semble d'autre part que c'est une association privée d'aide à la recherche sur le cancer qui financera l'appareil du Kremlin-Bicêtre. Jusqu'à une vedette de la chanson qui organise des galas pour permettre d'acquiescer un appareil de ce type.

Côté pouvoirs publics, un projet de décret actualisant la liste des équipements biomédicaux dont l'installation est soumise à autorisation

préalable est actuellement examiné en Conseil d'Etat. Y figurent les appareils à R.M.N. (3).

Mais l'essentiel est ailleurs. L'avenir français de la R.M.N. et, au-delà, celui de l'industrie biomédicale sont étroitement liés, d'une part, à la volonté politique de sortir de la situation actuelle de sous-équipement en matériel lourd d'imagerie médicale et, d'autre part, à la santé économique de la C.G.R. Or cette entreprise publique connaît depuis plusieurs années — et connaît encore en 1984 — de graves difficultés financières. Les projets d'accord avec des firmes concurrentes ne semblent plus d'actualité.

Le groupe Thomson et les pouvoirs publics acceptent-ils longtemps de soutenir la C.G.R. ? Une réponse négative, équivaudrait au retrait de la France de toute participation active à l'aventure de la R.M.N. médicale.

JEAN-YVES NAU.

(3) Curieusement, les appareils à R.M.N. ne font pas encore partie de la liste officielle des équipements lourds.

● BORDEAUX : « En priant Dieu pour que ça marche »

Le congrès européen de radiologie de Bordeaux avait été dominé par la première présentation publique d'une image R.M.N. de conception française. On avait aussi annoncé que le prototype serait installé au C.H.R. de Bordeaux. Cette éventualité est aujourd'hui écartée sans que le C.H.R. en ait officiellement expliqué les raisons.

Le C.H.R. de Bordeaux avait effectivement fait acte de candidature et obtenu l'installation du prototype de la C.G.R. à aimant résistif et d'une puissance de 1 500 gauss. Il devait être installé à Bordeaux dans une salle déjà équipée puis remplacé au bout de dix-huit mois par un appareil de la seconde génération (5 000 gauss, aimant supraconducteur). Une première difficulté est intervenue pour la salle réservée à l'appareil. Elle s'est avérée trop petite et insuffisamment protégée, alors qu'elle avait déjà demandé un investissement de 800 000 francs environ.

Le conseil d'administration du C.H.R. a alors pris la décision de se passer du premier appareil, et de commander directement le second. M. Lefebvre, son directeur, estime que cette décision a été d'autant plus facile à prendre que les conditions financières initiales n'ont pas été respectées par la C.G.R.

Pour un appareil qui, à l'origine, devait être mis en place gratuitement pour la durée de son expérimentation, la C.G.R. a réclamé, en juillet, une première enveloppe de 7,5 millions de francs et se « amoncelé » une autre pour l'année suivante, de 5,5 millions de francs auxquels il fallait ajouter un coût d'installation et de démarrage de 600 000 francs. L'aide des pouvoirs publics à la C.G.R. a-t-elle été remise en cause ? « Ce n'est pas notre problème », estime M. Lefebvre. Mieux vaut renoncer que d'aboutir à l'abandon de La Villette.

Au-delà des obstacles financiers, il n'est pas impossible que Bordeaux

ait eu pour de se voir imposer à titre définitif un instrument qu'il estime trop peu performant : « Dans cette affaire », dit M. Jacques Chabaud-Delmas, président du C.H.R., « Paris essaie de faire courir le bruit que nous ne sommes plus demandeurs. Notre dernier conseil d'administration s'est prononcé sans équivoque. Nous prenons l'appareil de 5 000 gauss en maintenant le principe de la participation normale de l'Etat. Nous restons preneurs même si nous renouons à l'indépendance du prototype. Seul le deuxième appareil, qui permet un travail pluridisciplinaire, peut être envisagé dans un établissement comme le nôtre. La C.G.R. a cédé. Elle est en retard par rapport à ses concurrents. Nous en avons fait un bonjour y oblige — acheter du matériel français. Nous ne demandons pas miracle. Nous prenons la C.G.R. en priant Dieu pour que ça marche ».

PIERRE CHERRIAU.

● MARSEILLE : dans l'attente du feu vert officiel

A première vue, on ne peut pas s'empêcher d'évoquer une étrange machine à laver avec son hublot de chargement. Mais, devant ce hublot, et à sa hauteur, se trouve une civière télescopique qui permet d'enfourner un corps entier dans la machine.

Pour le docteur Jacques Lavielle, neurologue à la clinique Clairol, qui s'est rendu aux Etats-Unis, voici quatre ans, pour se familiariser avec l'appareil à R.M.N., « on ne peut plus parler, aujourd'hui, de stade d'expérimentation ». « Dans l'état actuel des études », explique-t-il, « l'appareil, dont le principe a été mis au point dès 1947, permet d'avoir à disposition une nouvelle méthode d'investigation du corps humain bien plus efficace et moins dangereuse que toutes les techniques jusqu'ici employées ».

Au-delà du domaine médical, l'appareil intéresse les chercheurs du C.N.R.S. Ainsi, MM. Henri Laitre et André Cagnasso, respectivement directeur de recherche et physicien au C.N.R.S. de Marseille, attendent impatiemment l'éventuel feu vert du secrétariat d'Etat pour approfondir, grâce à la R.M.N., des recherches sur des matériaux métalliques composites et sur des produits

issus de la pétrochimie qu'ils avaient commencés à y a cinq ans à partir du scanner.

La direction de la clinique Clairol, qui a consacré un investissement de 6 millions de francs (« à l'époque où le dollar était à 6 F. précise le docteur Lavielle, aujourd'hui, selon le modèle, il faudrait dépenser de 8 à 10 millions de francs »), s'attend, en le comprenant, ne pas les avoir débourrés pour rien.

« Nous avons reçu une lettre du ministre, qui est celle publiée par Le Monde du 22 octobre, indique le docteur Lavielle, mais nous pensons que la porte n'est pas fermée aux négociations. Il n'y a aucune agressivité de notre part. Nous voulons simplement faire bénéficier les malades d'examen venant en complément du scanner dans certaines affections. C'est pourquoi, en l'état actuel du dossier, nous continuons d'attendre le bonjour de la ministre ».

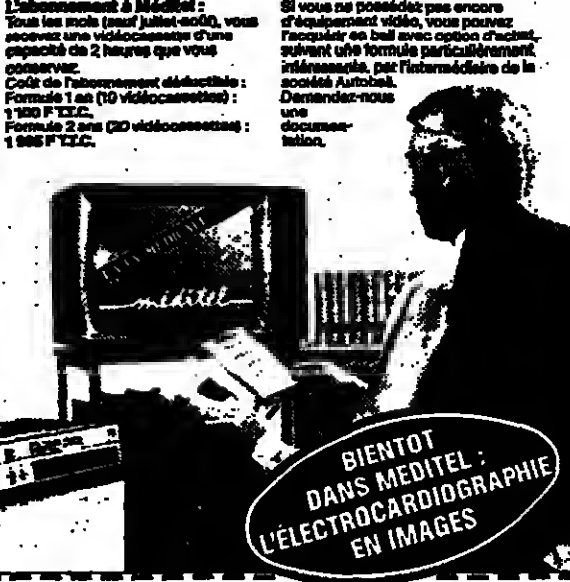
JEAN CONTRUCCI.



Docteur J. pénétrate en Bretagne
“ J'ai choisi Méditel pour ma formation continue.”

Comme 7 000 de ses confrères, le Docteur J. suit chaque mois Méditel, première revue médicale en vidéo.

Méditel, c'est :
 La qualité de l'enseignement
 Depuis 4 ans, Méditel fait appel aux plus grands noms de chaque spécialité qui répondent, par la dynamique de l'image, à vos besoins de pratique quotidienne.
 La diversité des sujets
 Des rubriques couvrant l'ensemble de votre pratique courante :
 - Conduite à tenir ; comment faire (un geste) ; comment lire (une radiographie) ; comment suivre (un patient) ; quand demander (un examen) ;
 - Une formation à l'électrocardiographie ;
 - Des compléments de vos congrès ;
 - Des films médicaux primaires.
 Un support adapté à votre formation professionnelle
 - Disponibilité de l'image chez vous, à tout moment, grâce au magnétoscope.
 - Visualisation des gestes.
 - Lecture directe des examens parasitiques (radio, ECG...).
 Une utilisation professionnelle de votre magnétoscope
 Reprogravez les pratiques pour qui le vidéo est devenu l'instrument essentiel de perfectionnement médical.



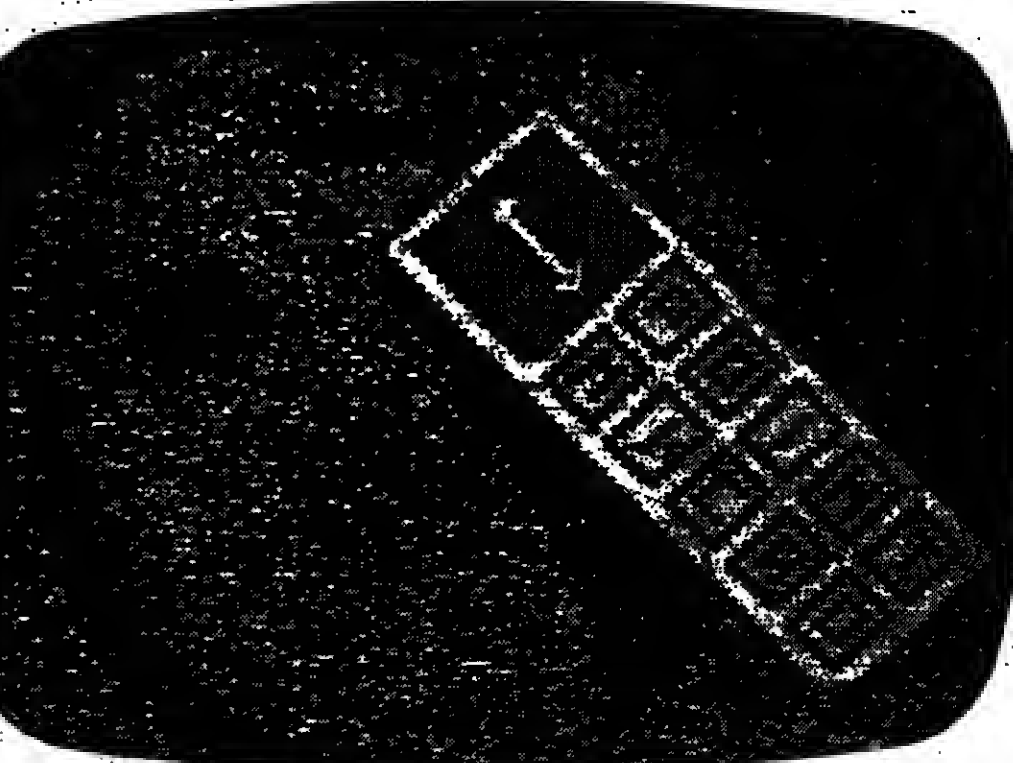
méditel
 la communication médicale audiovisuelle

OFFRE RÉSERVÉE AUX MÉDECINS
 Je désire recevoir gratuitement par retour de courrier la cassette de Méditel. Je ne suis pas médecin, je vous renverrai la cassette. Je ne suis pas médecin, je vous renverrai la cassette. Je ne suis pas médecin, je vous renverrai la cassette.

PRÊTEZ-MOI UNE CASSETTE
 Don d'essai gratuit à retourner à Méditel : 38, avenue d'Éna, 75763 Paris Cedex 16 ou téléphoner au (1) 723.72.95
 Docteur (M, Mme, Mlle) : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Téléphone : _____
 Mon magnétoscope : Modèle : VHS □ BETA □ V 2000 □
☐ Je n'ai pas d'équipement vidéo. Envoyez-moi la documentation de prêt avec option d'achat.

abris et matériels de protection civile (nucléaire, biologique et chimique)
 documentation sur demande
SCORPIO
 106 RUE SAINT-MAUR • 75011 PARIS • TEL. (1) 355.55.96
 74 RUE G. BONNAC • 33000 BORDEAUX • TEL. (56) 93.05.11

T* TELEPHONE SANS FIL AGREE P&T 2520 Fnc IMMEDIAT



“APPLE” CHEZ “POINT MICRO” : UNE GRANDE MARQUE DANS UN GRAND RESEAU.

BORDEAUX GRENoble LYON MARSEILLE METZ MONTPELLIER NANCY NANTES NICE PARIS ROUEN STRASBOURG TOULOUSE

Vous voulez vous initier à l'informatique personnelle ? Point Micro, premier réseau national de distribution, vous offre le choix parmi les plus grandes marques. Il est donc normal que s'y trouve Apple, la marque la plus dynamique d'ordinateurs personnels.

Chez Point Micro, vous pourrez choisir entre l'Apple II, l'Apple III, l'outil des professionnels par excellence, mais aussi Lisa et sa souris.

Nos spécialistes seront là pour vous conseiller. Chez Point Micro, tout est fait pour vous simplifier la vie avec l'ordinateur personnel.

apple **point micro**

Je désire recevoir :
 - une documentation ☐ Apple II ☐ Apple III ☐ Lisa
 Nom : _____
 Prénom : _____
 Fonction : _____ Tél. : _____
 Adresse : _____
 C.P. : _____ Ville : _____
 A adresser à Point Micro, Tour Neobank, 92086 La Défense Cedex 20.

* Concessionnaire agréé Apple, Point Micro, 16 rue La Boétie 75008 PARIS.

Le Monde

CINÉMA

La force des destins

(Suite de la première page.)

L'Ecran magique (Italie). Ta souviens-tu de Dolly Bell ? (Yougoslavie). Gaijin (Israël). Northern Lights (Etats-Unis), qui ne portaient pas de signature prestigieuse, mais ont une audience qu'ils n'ont pas eue. Mais Wim Wenders et Chantal Akerman eux-mêmes ne sont pas à l'abri des mauvaises surprises.

Tourner nous maintenant vers les titres qui drament les spectateurs par centaines de milliers. A se promener sur les Grands Boulevards, noirs de monde le lundi, on est pris de vertige. Et, en effet, la fréquentation cinématographique ne cesse d'augmenter.

La Marginal, film policier avec Jean-Paul Belmondo, et Papy fait de la résistance, comédie, sont sortis ensemble le 26 octobre. Dans toute la France, ils se disputent les deux premières places. A Paris, la Marginal a enregistré 700 747 entrées et Papy, 518 181 (2). Mais, pendant la première semaine, Papy a mieux résisté. Car tous ces films sur lesquels on se jette s'effondrent traditionnellement après avoir absorbé une foule maximale dans la première semaine, grâce au nombre de salles qui les élaborent. Le Retour du Jedi (807 815 entrées en trois semaines) et Octopussy (764 869 entrées en cinq semaines) subissent comme les autres ce genre de phénomène.

Les Français vont au cinéma, c'est une bonne nouvelle. En outre, il ne faudrait pas prendre le public pour plus bête qu'il n'est. Le Marginal est une très honnête série noire, qui se voit avec plaisir, et, pour la

première fois depuis longtemps, Belmondo joue autre chose que les mémoires. Le Retour de Jedi, que les enfants et les jeunes ou assénés adorent (rappelez-vous que ce sont les spectateurs les plus assénés), relève de royaumes technologiques habités par la poésie. Avec Octopussy, enfin, qui n'est pas le meilleur James Bond qui soit, on en a malgré tout pour son argent.

La formule paraît prosaïque, mais, en ces temps difficiles pour tous, le prix de la place de cinéma n'est pas à négliger : 30 F sur les Champs-Élysées, et, pour les étudiants, deux fois le coût d'un repas au restaurant universitaire, environ 17 F. Pour les gens qui fréquentent en famille les salles obscures (3), il s'agit de ne pas se tromper. Et comme le public n'a pas les moyens, ses choix se portent vers ce qui le fait rire (4). Le succès de Papy est assez mystérieux : on rencontre autour de soi beaucoup de gens que le film n'a pas amusés, mais les files d'attente sont là, réjouies d'avance.

Plus réconfortant est le bouche à oreille qui a porté Les deux sont tombés sur la tête à près de 1 500 000 entrées. Parce que cela n'était ni prévu ni prévisible. En dehors de certitudes, comme Belmondo, il reste ainsi une grande marge d'attente pour tous les auteurs qui ne se placent pas eux-mêmes en vagues et se conduisent en artistes. N'oublions pas la vitalité commerciale des Godard, Truffaut, Fellini, Bergman, etc. Et trois exemples viennent en ce moment corriger les

considérations pessimistes sur le cinéma d'aujourd'hui : que sont Euzhan Palcy, Shohai Imamura, Woody Allen, sinon des auteurs ?

La Ballada de Nayerama, 214 367 entrées : c'est la Palme d'or de Cannes 1983. Zelig, 392 438 entrées : c'est... Woody Allen. Mais qui pouvait prédire la bonne fortune de Rue Cassa-Nigres ? La Lion d'argent de Venise n'explique pas à lui seul le chiffre de 249 147 spectateurs. Voilà des titres aimés des critiques, qui, de semaine en semaine, se maintiennent en piste. Accordons-leur, il est vrai, un sujet, une facture, accessibles.

Le test de Juliette

Les critiques, eux, ne savent plus où donner de la tête. Le dossier des Cahiers d'œuvre sur un éditeur intitulé « Le grand écart » : il y a eu, dans les mois récents, le Serge Toubiana, quelques films qui nous importent dont le public n'a rien voulu savoir. Des films à propos desquels il n'est même plus possible de parler d'échec commercial, mais bien de désastre. Des films, à qui le public, constamment, cyniquement, tourne le dos. Pae culpabilité pour un sou. Cela donne à réfléchir.

Faites un test auprès d'intellectuels entre trente et quarante ans, ceux-là mêmes qui ont fait les beaux jours des salles du quartier latin dans le déclin qui a suivi 1968. Demandez-leur : avez-vous vu Le Destin de Juliette ? Non seulement ils ne l'ont pas vu, mais ils n'en ont pas entendu parler.

alors que leurs journaux habituels ont beaucoup insisté sur l'événement d'une grande cinéaste, Aline Issermann.

Il y a naturellement les nouveaux auteurs, les tenants de la « mode plous », finement décrits par Alain Schifano, et qui consiste à dire : « Ah ! mon Dieu, que c'est amusant de ne plus être intelligent » (5). Ceux-là préfèrent Aldo Mascione à Delphine Seyrig, Dailas à Fata Morgana. A l'autre bout, il y a les survivants d'une cinéphilie attentive qui continuent de prendre le chemin des films incertains, des œuvres où il y a peut-être quelque chose, quelque chose à découvrir.

Entre ces deux catégories, plaçons les individus éclairés mais assénés, qui constituent le manque à gagner d'Issermann et dont les critères ont apparemment changé. Ils sont les bénéficiaires de la faillite du terrorisme intellectuel. La confusion actuelle a ceci de bon que chacun peut regarder au plus près de soi-même, revendiquer ses propres choix et aller voir, sans se cacher, Papy fait de la résistance. Il y a dix ans, dans ces milieux-là, si par hasard on se risquait à un Louis de Funès de préférence à un Visconti, il valait mieux ne pas s'en vanter.

Il ne faut pas voir de films politiques militants (pour cause : on n'en montre quasiment plus) : ils ne vont pas voir Le Destin de Juliette parce que le cinéma n'a plus le lieu de passage obligatoire de la culture.

Alors, par pitié, laissez disparaître des écrans un film comme Liberty Belle, qui, sans être particulièrement réussi, aurait pu plaire. Comme le lune n'est plus honnête, comme l'été est esthétiquement ne sont plus antinomiques, ils se dirigent, l'âme en paix, vers les superproductions.

Ces constatations, évidemment, ne suffisent pas. Force est de se pencher sur les films eux-mêmes, les films français surtout. Le Destin de Juliette est sorti avec une mauvaise affiche et une réputation fâcheuse de « drame paysan ». Description du déterminisme social, vision féministe : le sujet renvoie à des préoccupations qui datent, qui, en soi, ne suscitent plus aucun engouement.

Des gens de la dimension d'Aline Issermann, on n'en voit pas pourtant émerger chaque année. En revanche, chaque Festival de Cannes invite des jeunes réalisateurs, qui ont voulu à tout prix jouer les créateurs, et se sont enfichés dans les mailles du filet économique. Leur originalité ne compense pas toujours leur manque de professionnalisme. Mais passons sur cet involontaire revers d'une belle œuvre : celle dont peut se vanter le cinéma français, cinéma d'auteurs.

Le fossé qui se creuse entre le cinéma (celui qui ne va pas de soi) et le public (celui qui s'intéresse à ce genre-là) a peut-être une autre origine. Peut-être les jeunes cinéastes français, obsédés par l'échec encouru, se risquent-ils de moins en moins à chercher des thèmes nouveaux, qui seraient à la fois plus proches d'eux-mêmes et plus proches de leurs contemporains.

Malgré la carrière aléatoire de la Lune dans la caniveuse, malgré l'excès de louanges qu'elle a eues, Jean-Jacques Beineix avait au moins compris sa : le public, les public, ont besoin d'images qui les séduisent. Ou bien de discours différents : Vive le social, de Gérard Mordillat, est un film broché, mais occase et perçu d'air du temps.

On peut se désespérer que le cinéma français, et mondial, n'engendre plus de chefs-d'œuvre, mais, en attendant une nouvelle vague, qui ne vient pas, on peut penser qu'un peu d'imagination suffirait à combler décentement les abîmes qui séparent les premiers et les derniers ou box-office, suffirait à reconquérir les curiosités émoussées. A ce moment-là, bien entendu, le Destin de Juliette serait sauvé, et les « plous » ricanaient plus discrètement.

CLAIRE DEVARREUX

(2) Tous nos chiffres sont tirés du Film français daté du 11 novembre (n° 1566). Les comptes s'arrêtent au 8 novembre.

(3) Selon un sondage Sofres-Parisien libéré, paru le 9 novembre, 61 % des Français vont au cinéma en famille.

(4) Le jour de leur sortie, le 26 novembre, Gaijin, de Claude Sautet, a enregistré 16 704 entrées, et Jacques Monnet, 11 470, laissant loin derrière les autres nouveautés.

(5) Le Nouvel Observateur du 4 novembre.

« Milan 83 », le dernier film du cinéaste italien Ermanno Olmi est projeté en avant-première, ce mardi 15 novembre à 18 heures, au centre universitaire Censier, amphithéâtre A. Entrée gratuite (13, rue de Santeuil, 75005 Paris).

MUSIQUE

« PELLÉAS », à Genève

Raconter une histoire...

Le metteur en scène genevois François Rochat n'avait jamais vu représenter Pelléas et Mélisande. Il était donc tout à fait libre, sans préjugés, pour raconter une histoire qui penche à tout moment vers le drame de boulevard et qui finit en tragédie. Avant les symboles, j'y perçois des faits et des gestes ; bien loin des mystères, j'entends dire du concret et je vois des situations qui se jouent.

Il y a de meilleures pièces de boulevard que Pelléas. Certes on peut imaginer le vieux Arkel (pas aveugle du tout), en gilet sur son ventre rebondi, serrant de près Mélisande sur un banc du vestibule, l'embrassant dans le cou (« Tout est dit ici, il n'y a pas de fin, pas de dénouement »), mais avec ces personnages débarrassés des « mystères » et des « voiles » qui les encombraient, l'œuvre de Debussy n'existe plus. Pelléas n'est qu'un bonnet, Golaud un jaloux ridicule et Mélisande une petite fille, avec ses personnages débarrassés des « mystères » et des « voiles » qui les encombraient, l'œuvre de Debussy n'existe plus.

La jolie voix mélodieuse de Fethi Esham prend une couleur laide et mate tant on la charge d'intentions explicites, franchement vulgaires quand elle se moque de Golaud, le visage impudent, les gestes coupants : en ralentissant toutes les paroles « symboliques », elle les soulève d'un trait gras comme si les spectateurs étaient trop bêtes pour comprendre. Jérôme Pruet n'a guère plus d'aura, et sa voix de ténor assez peu chatoyante, son style de chanteur italien, se coulent mal dans le subtil phrasé et la pro-

sodie debussyste. A force de talent, Tom Krause émet davantage, à défaut de donner à Golaud sa vraie profondeur dramatique. Jules Baxilis est parfaitement à l'aise dans l'Arkel taillé à sa mesure. La chanteuse Geneviève de Jocelyne Tailon paraît banalisée par l'entourage, tandis que les quatorze ans d'Elidan Ausoni accentuent le côté bérifiant d'Yniold, malgré une grande justesse vocale.

Le décor de Jean-Claude Martet allie les jolies à la française à de grises murailles à la Vaux, les éclairages vont trop souvent à contresens du livret : d'encombrants vigiles avec leurs lanternes, même à midi, surveillent le château assiéé... Par des fantômes ? Sûrement pas, puisque, ici, tout est « concret ».

La couleur de l'Orchestre de la Suisse romande, dirigé par Jéru Lopez-Cobos, assez belle, est nette et dépourvue du « flou » que pourchasse le metteur en scène ; peu de rayonnement en conséquence : ce mélange de mystère, d'élan, de gravité et de tragédie n'a pas de place dans cette histoire somme toute banale.

Bel hommage en vérité à Ernest Ansermet, dont on célèbre ces jours-ci à Genève la centenaire, que ce Pelléas d'où est évacuée cette « transcendance » qui lui paraissait l'essence même de la musique.

J.L.

* Grand Théâtre de Genève. Prochaines représentations les 15, 18, 21, 24, 27 et 29 novembre.

Les couleurs de Rameau

Une petite exposition, limitée par l'exigüité des locaux où les trésors s'entassent, est consacrée par le Musée instrumental du Conservatoire à Jean-Philippe Rameau. Comme le suggère le lieu, l'accent est mis sur la facture de son temps et le « coloris » de sa musique : présentation des instruments de son orchestre, éditions de ses opéras avec de passionnantes indications autographiques, mais aussi dessins de costumes, décors historiques des Paladins, de Dardanus et de Zéus, dont les spectacles de l'English Bach Festival et les Indes galantes montées par Pizzoni ont pu s'inspirer, etc. Une bande sonore d'extraits variés de ses œuvres fait chanter les beaux instruments muets.

Mais, non moins précieux que cette exposition apparaît le catalogue (128 pages, 50 F), réalisé sous la direction de Josiane Bran-Ricci, conservateur du musée, qui offre un ensemble d'études très claires, brèves et admirablement documentées. Elles nous font voir de l'intérieur les œuvres de Rameau qui ont été étudiées par les partitions à la recherche du coloris le plus suggestif, et s'emparent de ces musiciens peu attentifs ou indisciplinés ; elles nous emmènent dans les ateliers des luthiers, organisés en corporations très protectrices, où l'on voit les instruments évoluer rapidement, et chez les peintres et les décorateurs qui mettent les opéras en images et adaptent la mode vestimentaire au théâtre. — J.L.

* 14, rue de Madrid, à Paris (9), du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'à fin décembre.

DERNIÈRES

CARRE SILVIA MONFORT 831 28 34 du 8 au 20 novembre 20 h 30

MARIO MAYA «Ay jondo» «L'âme de la danse flamenco»

L'oiseau témoin

Créé en 1960 au Festival de Besançon, par Louis-Jacques Rondeleux et l'Orchestre de chambre de la Sarre que dirigeait Karl Ristampart, L'oiseau a vu tout cela, d'Henri Sauguet, cantate pour baryton et cordes sur un poème de Jean Cayrol, est une de ces œuvres qu'un compositeur a (ou n'a pas) la chance d'écrire une fois dans sa vie et dont la réussite exceptionnelle ne laisse pas de place pour une seconde tentative du même ordre.

Pour être le sujet de cette œuvre, l'existence d'un homme au pied d'un arbre où chante un oiseau indifférent — e-t-il conduit le compositeur à utiliser un thème de donzonne et à s'égarer de la tonalité aussi bien pour accentuer le caractère dramatique de la scène que pour suggérer le mystère de la paix éternelle.

Toujours est-il que cette musique presque confidentielle est par là-même d'une éloquence rare, à laquelle il est difficile d'échapper même lorsque, comme c'était le cas l'autre soir à la salle Gaveau, les cordes de l'Ensemble instrumental de Paris manquent de précision sous la direction déboussolée de Jean-Sébastien Béreau. Si Jean-Jacques Rondeleux n'a pas fait oublier Louis-Jacques Rondeleux, c'est qu'il y a des artistes que l'on n'oublie pas.

G.C.

* La Revue musicale vient de consacrer un triple numéro à Henri Sauguet.

VARIÉTÉS

Mort du chanteur Johnny Hess

Johnny Hess, auteur, compositeur, interprète, est mort le lundi 14 novembre. Il était âgé de soixante-huit ans.

[Né en 1915 en Suisse, Johnny Hess commence sa carrière comme pianiste au Collège Jean, à Montparnasse. Il rencontre en 1934 Charles Trenet. Ensemble, ils créent un numéro de destins qui se produira dans de nombreux cabarets. Les créations des «collégiens du swing» seront une source de renouvellement dans la chanson contemporaine. Après leur séparation, Johnny Hess fonde à Paris le «Jimmy's», découvre Henry Salvador, continue de chanter, d'écrire et d'enregistrer des disques. Des chansons comme Vous qui passez sans me voir, Rendez-vous sous la pluie, Il est si bon de nous construisent une grande célébrité.]

HERODE le Grand d'après le roman de MICHEL TOURNIER Un spectacle de JULIAN NEGRULESCO "Tout est merveille" Pierre Maréchal (Le Figaro)

« GERTRUD », « LAURA », « LE DOULOS »...

Les reprises vont bon train

La reprise de Gertrud de Carl Th. Dreyer est un événement. Celle de Laura, tournée en 1944 par Otto Preminger, réalisée au classement « art et essai » un score à faire pâlir d'envie de nombreux réalisateurs. Le Doulos permet aux spectateurs de comparer le Belmondo d'hier avec celui d'aujourd'hui (1). Ces vieux films en noir et blanc, qui étaient autrefois l'apanage des cinéphiles — la télévision n'avait pas encore donné au public la nostalgie du rétro —, sont maintenant proposés en exclusivité.

Le beau ne se démode pas et l'ancien a parfois plus de vertus que le neuf. C'est la règle d'or des reprises avec pourtant des nuances, qui transparaissent dans le discours des professionnels.

Actuellement, dit Jean-Max Cauve, responsable des cinémas Action, les étudiants, les cinéphiles, tous les habitués des salles d'art et d'essai ne traversent plus Paris pour voir un film dont ils ne sont pas certains de la qualité. Deux heures de projection, c'est long. Le temps s'est rallongé, et le public réclame des garanties. C'est pour cette raison, mais aussi par vocation, que nous nous sommes spécialisés dans la réédition des grands classiques américains. Nous nous adressons aux majors, la Fox, Paramount, Universal et, pour une enveloppe globale, nous cherchons à obtenir un maximum de films, en général une dizaine par contrat. Certaines copies sont d'une qualité exorbitante. D'autres demandent un remontage complet. Mais qu'importe. Bogart et Marjorie, les films d'Hitchcock, demeurent des valeurs sûres. Périodiquement, nous repassons le Grand Sommeil. Le crime était presque parfait, dans sa version en relief, a battu des records de recettes avec 70 000 entrées. Si les westerns traversent une crise, le public reste fidèle aux comédies musicales, aux policiers et aux mélos.

Pour d'autres distributeurs, ces reprises faciles ou, apparemment,

personne ne prend de risques, ressemblent à une trahison. La patine d'un film justifie-t-elle la faiblesse d'un scénario ou la qualité d'une mise en scène ? « Non, répond Dominique Paini, responsable du studio 43 et des Ursulines et distributeur des films Forum. Les films dont nous achetons les droits, pour une durée de deux à sept ans et pour un prix qui oscille entre 15 000 et 200 000 francs, sont fonction d'une certaine qualité artistique qui nous semble correspondre à une tendance actuelle : la mise en scène de Gertrud, film qui connut en 1964 un accueil glacial, a une immobilité théâtrale qui se retrouve dans l'esthétique des réalisations modernes. Il est important que le public sache à quel point des metteurs en scène étaient en avance sur leur temps. Nous permettons ainsi à beaucoup de chefs-d'œuvre de trouver ou de retrouver leur public.

En reprenant le Doulos, nous montrons également que, face à l'effacement du film policier américain, il existe dans ce genre une « french touch » que l'on néglige trop facilement. Notre but est de donner aux spectateurs des citadins, des références cinématographiques qui leur permettront de mieux comprendre le travail de jeunes réalisateurs... et [qui leur permettront aussi] de connaître d'autres pensées, enrichir Jean Hernandez, collaborateur de Frédéric Mitterrand pour les cinémas Olympia. L'indéniable qualité du cinéma américain ne doit pas faire oublier le classicisme d'un réalisateur comme Yasujiro Ozu ou l'intimité de Michel Narusz. C'est pourquoi sur nos deux écrans, nous en consacrons en principe la moitié à des reprises classiques du travail de jeunes réalisateurs, japonais ou américains, qu'importe, du moment qu'il y a confrontation de sentiments et mélange de cultures.

Qu'ils soient distributeurs ou exploitants, quelles que soient leurs ambitions, tous sont

d'accord sur un point. Les reprises sont la mémoire du cinéma. « Ce n'est pas parce que l'art évolue qu'il faut oublier ce qui a été fait dans le passé », dit Roger Diamant, propriétaire du Saint-André-des-Arts. On a parfois l'impression que certaines œuvres, maudites avec leurs auteurs, le cinéma tel que le concevait Renoir n'existera plus jamais. Jovet et Reimu ont disparu mais est-il possible d'oublier leurs voix, leur jeu de scène ?

« Il est évident que les reprises servent à retracer l'histoire du cinéma », dit Dominique Paini, son évolution, ses crises, le flux et le reflux des comédiens et des réalisateurs dont les noms sur les affiches symbolisent le succès ou l'oubli. En 1963, Brigitte Bardot était seule à l'affiche du Mémor. C'est elle que l'on vient voir. Le film fit quatre-vingt mille entrées à sa sortie. Il en fit cent trente mille à sa reprise, mais le nom de Godard avait supplanté celui de la star.

Depuis 1960, le nombre des reprises a rapidement augmenté. Elles sont maintenant plus largement diffusées en province, en particulier grâce au travail de certains exploitants qui se substituent aux distributeurs pour le lancement d'un film. Quant à la télévision, elle a joué un rôle important dans ce phénomène sans être une concurrente. Au contraire, d'après de nombreux professionnels, elle a formé le goût du public.

Mais attention, précise Dominique Paini, il y a beaucoup de salles et peu de bons films. Si les reprises peuvent compenser une certaine médiocrité du cinéma actuel, elles ne doivent pas devenir des fourre-tout ou des bouche-trous.

C. Ba.

(1) Le Doulos : 10 928 entrées en une semaine. Laura : 18 729 en deux semaines. Le Violon de bicyclette : 17 394 en deux semaines. Gertrud : 16 716 en quatre semaines. (Chiffres en date du 8 novembre.)

TANGO ARGENTIN

MISE EN SCÈNE CLAUDIO SEGOVA
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS CHATELET
DU 11 NOV. AU 17 NOV.
« Les meilleurs chanteurs, musiciens et danseurs de Buenos-Aires » 6 chanteurs - 12 musiciens - 13 danseurs.
LOCATION THEATRE 261.19.83 ET FNAC 549.05.28

Festival d'Automne PARIS RIL Le Monde

EPHONE

Le Monde

JUSTICE :
Les palais de Nanterre,
Créteil et Bobigny
(Lire page 22.)

AMÉNAGEMENT :
Cinq cents opérations
pour « retaper » l'Est parisien
(Lire page 26.)

TEMPS LIBRE :
Automne
à Saint-Germain
(Lire page 28.)

Le Monde

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

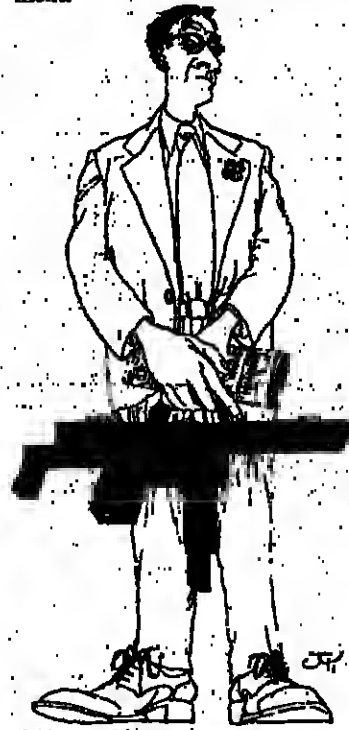
PLEINE LIBERTÉ POUR LA SÉCURITÉ ?

Branle-bas de combat à la préfecture de police

QUAND la préfecture de police s'apprête à copier la mythologie ouvrière, est adage énoncé par un commissaire de police n'est pas sans vérité : à l'instar de la « forteresse ouvrière » que fut la région Renault, la préfecture de police de Paris — autrement dit, en langage policier, la P.P. — a quelque chose d'un fortin policier. « État policier dans l'état », disent ses détracteurs, en tout cas bastion autonome au sein de la police nationale, ses humeurs et ses embellissements, dont les manifestations policières du 3 juin sont le dernier exemple, ont traditionnellement tourné le pouvoir politique. Depuis septembre, des bruits de réforme agitent la forteresse. « On veut casser la P.P. », clamait le plus alarmiste. « Simplement, mieux l'intégrer à la police nationale et mieux lutter contre la petite délinquance », rétorquent les moins inquiets.

Le 19 août dernier, branle-bas aux renseignements généraux parisiens. Comme chaque année, l'anniversaire de la libération de Paris donne lieu à une cérémonie dans la cour de la préfecture de police, dans l'île de la Cité. Et, cet été 1983, on craint des « débordements ». Consigne des R.G., où l'on fait le rappel jusque dans des sections d'ordinaire chargées de suivre le syndicalisme ouvrier : contrôler, discrètement mais fermement, les entrées ; ne pas se laisser impressionner par des cartes de fonctionnaire de police ; exiger un carton d'invitation en bonne et due forme. Enfin, notamment, ne pas autoriser l'entrée — avec ou sans carton — de M. Jean-Marie Le Pen, président

du Front national. Les inspecteurs et enquêteurs des R.G. exécutent, en renouant cependant : « Surveiller des collègues, ce n'est pas notre boulot ! », mangent certains. Tout se passera bien finalement.



(Dessin de J.Y.)

La P.P. sous haute surveillance ? C'est trop dire. Mais, depuis l'imprévoyance du 3 juin, ses états d'âme sont pris au sérieux. Ainsi l'Élysée a-t-il veillé de près au choix du successeur de M. Jean Perrier, le préfet de police qui présente sa démission après la fronde incontrôlée de ses troupes. Ce fut M. Guy Fougier, qui connaît bien la capitale pour avoir

été préfet, secrétaire général de Paris, de 1977 à 1981, et eut alors, parmi ses proches collaborateurs, M. Gilles Ménage, actuel directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand.

En haut lieu, le climat policier parisien préoccupe d'autant plus qu'un autre bastion de la capitale, l'Hôtel de Ville, compte parmi ses responsables plusieurs habitants des questions policières. Directeur de cabinet du maire R.P.R. de Paris, M. Robert Pandraud détiend, de 1968 à mai 1981, un record de longévité au ministère de l'Intérieur, où il occupa de hautes fonctions (directeur adjoint de cabinet, directeur général de la police nationale, directeur de l'administration et des affaires politiques) ; chef de cabinet de M. Jacques Chirac, M. Henri Cug est un commissaire de police qui fut en poste aux renseignements généraux.

Tel est le décor politique sur lequel se profile l'ombre d'une réforme de la P.P. Instituée le 1^{er} juillet et confiée par le ministre de l'Intérieur à M. Jean-Marie Erba, la mission chargée de préparer des « mesures de nature à améliorer le fonctionnement de la police nationale » avait annoncé, en septembre, les seize « dossiers » qu'elle retenait. Parmi ceux-ci, la « révision des modes de fonctionnement de la préfecture de police » dans une double optique : « Affermissement de l'action de la police au niveau des arrondissements pour une meilleure lutte contre la petite et la moyenne délinquance » ; « recherche d'une intégration de la police judiciaire de Paris dans le dispositif général de la police judiciaire en vue d'une plus grande efficacité ».

L'annonce de ces projets n'a pas été sans provoquer des remous au sein des services policiers parisiens. Mais le silence est vite retombé. Remises discrètement, fin octobre, à M. Gaston Defferre, les conclusions finales de la mission de M. Erba sont inconnues et ne suscitent, dans l'immédiat, aucun commentaire officiel. Le préfet de police, M. Fougier, suit la consigne et se refuse à toute déclaration sur le sujet. Les termes du débat sont, cependant connus, tant ils ne datent pas d'aujourd'hui. Ils tiennent à la fois à l'héritage historique de la police de la capitale et à l'évolution récente de la petite délinquance en région parisienne.

La P.P. est, au sein de la police nationale, une exception. Par son poids d'abord : regroupant plus du quart des effectifs de la police nationale, elle couvre la capitale et la petite couronne, avec cette différence qu'en banlieue les personnels sont également sous l'autorité des commissaires de la République des trois départements et qu'à Paris le maire n'a aucun pouvoir de police. Par ses structures ensuite : bien qu'intégrée à la police nationale par la loi du 9 juillet 1966, qui unifia formellement les services de police, la P.P. a gardé nombre de ses particularités.

Jusqu'alors, il existait en France deux polices indépendantes et rivales — la Sûreté nationale en province, la préfecture de police de Paris — et il fallut, en octobre 1965, l'affaire Ben Barka, à laquelle étaient mêlés des policiers parisiens, pour provoquer la création d'une seule « police nationale ».

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 22.)

Restons calmes

Mais il y a aussi les alarmes intéressées des adversaires de la violence, qui, par leur matraquage — verbal — veulent nous persuader que la malfrat est roi, que les braves gens ont raison d'avoir peur et devraient s'effrayer plus encore, qu'on ne peut plus marcher, dormir, sortir, travailler sans risquer l'agression, l'attaque, la vol, le braquage et — pourquoi pas ? — la mort.

Où, la petite délinquance augmente. Non, la grande criminalité n'augmente pas. Oui, on tue à Paris et alentour (200 meurtres en 1982). Non, ce n'est pas pire qu'au début de ce siècle.

Alors, rien de neuf ? Ce serait trop simple. Il y a deux faits incontournables et qu'aucune idéologie ne devrait masquer. Deux faits bruts : la petite et la moyenne délinquance progressent, dans cette région comme dans les autres, la peur aussi.

Que faire ? Deux réponses faussées dominent le débat. Il y a les illusionnistes de la manière forte qui croient que tout peut se régler à coups de répression comme si jamais, sur terre, cette technique avait durablement fait ses preuves. Il y a les illusionnistes de la dégradation qui, fermant les yeux sur les réalités, imaginent que le « social » peut tout et le « policier » rien.

Et l'on nous somme de choisir un camp ! De donner une seule réponse à la violence. L'assistance sociale ou le flic ? Manichéisme lassant. Ici, on réclame des kops, des commissariats, des prisons, des sentences et des armes. Là on propose la magie des équipements socioculturels, des animateurs, des « psy », des éducateurs.

Montée de la violence ou montée des achématismes ? Rester calme, cela doit être possible. Doser les réponses sociales, accepter celle de la répression dans les cas qui l'imposent, admettre celle de la prévention dans ceux qui la requièrent. Ce message-là passe mal dans les slogans qui font rôtir la peur et s'empêchent les urnes.

Et puis, surtout, comprendre qu'à dix millions — pauvres et riches — dans cet espace réduit nous nous marchons forcément sur les pieds. Mirabeau disait : « L'entassement des hommes, comme l'entassement des pommes, produit la pourriture. »

Notre verger d'Île-de-France ne sera jamais un havre de paix. Ce n'est pas une raison pour nous faire croire que c'est l'enfer !

BRUNO FRAPPAT.

Tokyo : la ville où le crime ne paye pas

P

ARMIL les grandes métropoles du monde, celle de Tokyo, avec plus de onze millions et demi d'habitants, est de loin la plus sûre. C'est aussi l'une des mieux organisées et des plus propres, celle qui présente la plus grande homogénéité ethnique et culturelle (pas de travailleurs immigrés, à de rares exceptions près), et également la plus haut degré de conformisme et de respect des normes sociales, la plus grande assiduité au travail, les meilleures relations entre la police et le public.

Cette ville trépidante, riche et multiple avec ses bastions d'affaires, son réseau de villages et ses centres de loisirs en tout genre, n'est évidemment pas exempte de crimes ni de violence, de banditisme, de délinquance. Mais, en partie pour les raisons déjà évoquées, en partie pour d'autres — par exemple l'interdiction rigoureuse des ventes d'armes, ou encore le code de conduite du milieu nippon qui évite autant que possible toute

implication dans les crimes de sang et le trafic de drogue, — ces phénomènes qui affectent plus ou moins gravement les grandes cités industrielles occidentales sont nettement mieux contenus à Tokyo.

Peut-être ces phénomènes, précisément, sont-ils mieux masqués dans certains cas (prostitution, racket, viol) par une plus grande passivité des victimes, soucieuses de ne pas perdre publiquement la face, et par une soumission encore généralisée de la femme aux volontés de l'homme. Que les collines du monde des affaires, du spectacle et de la politique grouillent de yakuzas (mafioses locaux), cela n'est pas douteux : la police confirme l'existence d'un « empire du crime organisé », quasiment institutionnalisé.

Il n'en reste pas moins que Tokyo est la ville où les armuriers n'ont pas pignon sur rue, où les drogues dures n'ont guère cours, où quotidiennement des chauffeurs de taxi — très rarement agressés — rapportent à la police les sommes d'argent ou

objets divers volés dans leurs véhicules. Dans cette métropole gigantesque, une femme peut, sans grands risques, rentrer à pied en pleine nuit par un labyrinthe de rues aussi étroites que sombres. On ne rapporte quasiment pas d'agressions dans le métro aux couleurs aseptisées.

Ce faible degré de la violence doit autant au civisme et au conformisme qu'au déploiement, somme toute léger, des forces de l'ordre. Pour toute la métropole, la police est forte de quarante-quatre mille hommes répartis en huit districts, quatre-vingt-seize commissariats, et plus de mille deux cents koban, ces « boîtes de police mini-format » qui permettent d'« immerger » des policiers dans la vie d'un quartier. De surcroît, les Japonais sont plutôt coopératifs avec leur police. Signaler au koban les faits et gestes inhabituels dans le quartier est pour beaucoup un réflexe : près de 2 % des appels téléphoniques d'urgence reçus par la police en 1982 concernaient la présence d'individus suspects.

La même année, les crimes et délits passibles du code pénal — exception faite de ceux concernant la circulation — ont provoqué à Tokyo la mort de cent soixante-deux personnes et fait plus de cinq mille quatre cents blessés.

Une comparaison des caractéristiques criminelles de Tokyo avec celles des autres grandes capitales occidentales fait apparaître le pourcentage très faible des meurtres par tranche de cent mille habitants.

Deux ombres toutefois à ce tableau exemplaire : le développement de l'« empire du milieu » nippon et une forte augmentation de la délinquance juvénile, en particulier sociale, chez les jeunes de quatorze-quinze ans. Raisons les plus fréquemment avancées : l'évolution (ou l'affaiblissement) des valeurs et des institutions ; certaines influences étrangères ; la compétition scolaire acharnée, le règne du matérialisme.

R.-P. PARINGAUX.

Paris : heures de veille dans un métro de nuit

S

UR la feuille de papier du télescripteur, les chiffres, les sigles et les abréviations du langage codé s'accumulent. Chaque jour, le service de protection et de sécurité du métro (S.P.S.M.) fait son rapport d'activité. Jamais de très gros coups, de gros poissons. Du travail de fourmi, souvent ingrat, pas spectaculaire, fragmenté. La police ordinaire, quoi. Celle qui est près des gens, des usagers. Celle qui prévient et qui rassure plus que celle qui réprime.

Ce jour-là ressemble à tous les autres. Peu de voyageurs s'en sont aperçus, les journaux consacreront leurs manchettes à d'autres affaires plus nobles, celles qui traitent d'autres brigades de la police qui tiennent le haut du pavé. Ce jeudi, les quelque 350 hommes du commissaire Jacques Fournier et du commandant Nottola ont interpellé cinq gamines yougoslaves de huit à douze ans, spécialistes des vols à la tire, et en flagrant délit.

Six autres individus ont été convaincus de port d'armes prohibées (P.A.P.). Encore des chiffres ? E.S.I. (étrangers sans identité) 8, usage de faux 1, I.L.S. (infraction à la législation sur les

stupéfiants) 9, vols à la tire 11, outrage à agents de la force publique 2.

Sous la terre parisienne, on retrouve la même géographie de la délinquance qu'à la surface. Homotélie des points chauds et des risques : Bonne-Nouvelle, Pigalle, Strasbourg-Saint-Denis, Châtelet, les gares, n'ont pas bonne réputation. Les lignes Orly-Orly-Montparnasse et Nation-Dauphine non plus.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 25.)

LE CLUB VERT

Stages et séjours sportifs
et d'éveil pour enfants
et adolescents (mixtes)

Tous congés scolaires

« La Pelonne » Home d'enfants
91230 Montgeron 01 60 50 50

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

NANTERRE, CRÉTEIL, BOBIGNY

Trois nouveaux palais pour la justice

On les appelle les « périphériques ». En dix ans, sans tapage ni sons de trompe, ils ont modifié la vie judiciaire parisienne et bousculé quelque peu ses habitudes et ses traditions. Ils ont surtout sauvé de l'engorgement et de l'asphyxie, en son monumental, historique et incommode fief de l'île de la Cité, l'ancien tribunal de grande instance de la Seine.

La compétence de cette juridiction s'étendait alors à tout le territoire de cet ancien département qui, depuis la fin de la dernière guerre, ne cessait de s'urbaniser et de se peupler. La loi du 10 juillet 1964, portant réorganisation administrative de la région parisienne, entendit mettre un terme à cette situation aberrante. De ce département, elle en faisait quatre : celui de Paris, limité aux dimensions de la capitale, flanqué de trois autres qui s'appelleraient respectivement Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Hauts-de-Seine. Un département doit avoir au moins un tribunal de grande instance.

Ce découpage nouveau impliquait dès lors une réorganisation judiciaire. Elle fut conduite avec progression. La loi du 12 juillet 1967, modifiée par celle du 10 juillet 1970, créa sur le papier les nouveaux tribunaux. Celui de la Seine-Saint-Denis serait à Bobigny, celui du Val-de-Marne à Créteil, celui des Hauts-de-Seine à Nanterre, soit au chef-lieu respectif des nouveaux départements.

« On travaille mieux »

Il restait à les faire vivre et à les loger. Les décrets succédèrent aux décrets pour créer les emplois nécessaires : magistrats, greffiers, personnel administratif. D'étape en étape, les nouveaux tribunaux accédèrent chacun à leur tour à une pleine compétence pénale et civile. En décembre 1972, celui de Bobigny fut le premier. Nanterre dut attendre 1974 et Créteil 1978.

Aujourd'hui, les voilà donc tous trois juridictions à part entière et chacune de belle taille : onze chambres civiles et correctionnelles à Bobigny et Créteil, treize à Nanterre. Déjà, on parle d'en augmenter le nombre. Leur apparition fournissait aussi l'occasion de concevoir, pour les abriter, des bâtiments modernes et d'un style nouveau.

Dans un pays où les palais de justice portent pour la plupart la marque d'un dix-neuvième siècle qui entendait leur conférer une solennité et une raideur tenues pour inséparables de l'idée de justice et de toutes les allégories propres à l'illustrer, comment fallait-il s'y prendre aujourd'hui pour que l'on distingue parmi des ensembles architecturaux façon villes nouvelles celui capable par ses lignes de refléter la fonction judiciaire et d'être ce « signal urbain » sans luxe excessif comme sans rusticité extrême ? On n'a pas fini d'en débattre.

Car si Nanterre dispose depuis 1974 de son « palais », si Créteil a

le sien depuis 1978, Bobigny devra encore attendre au moins trois ans pour pouvoir quitter les vieux baraquements préfabriqués qui furent le lot commun des premières années et entrer enfin dans ses murs. Son attente pourtant lui sera bénéfique. Les premiers seront les derniers, c'est bien connu. Déjà il est possible de mesurer les ambitions et les différences.

Premier à être inauguré, le « palais » de Nanterre, assurément « fonctionnel » à souhait, desservi par le R.E.R., ne peut se flatter d'une élégance particulière et moins encore de se faire reconnaître pour tel dans un environnement dont rien ne le distingue. Il souffrirait plutôt d'avoir été accolé à une préfecture monumentale qui, de façon presque symbolique, l'écrase de sa hauteur sinon de sa superbe. De quoi nourrir des états d'âme.

A Créteil, cette erreur n'a pas été renouvelée. Non seulement le « palais » est autonome, mis en valeur dans un espace bien à lui, aux abords aimables avec petites pelouses à l'anglaise et jets d'eau fringants, mais il a donné naissance à un quartier avec centre commercial et galeries, qui n'a pas manqué de vouloir s'appeler le « quartier du palais ».

Est-ce à dire que ce bâtiment de grande allure et de bonne harmonie se distingue vraiment de l'environnement architectural qui est celui de ce nouveau Créteil ? Ses réalisateurs peuvent cependant en demeurer fiers, comme s'en montrent satisfaits et même comblés ceux qui y travaillent. Tel qu'il est, avec sa partie basse réservée aux salles d'audiences correctionnelles et à celle un peu moins confortable de la cour d'assises du Val-de-Marne, et les seize étages de sa partie haute, on le tient, en général, pour un bel et bon « palais ». « On y travaille mieux », disent avec ensemble ceux qui ont connu ailleurs moins de confort et bien plus de servitudes. Ils y apprécient un système de cheminement des dossiers par train pneumatique. Ils y goûtent l'agrément de bureaux clairs, de salles d'audiences feutrées et vastes. On y vante aussi les systèmes de projection sur grand écran qui permettent, aux assises, de montrer les images d'une reconstitution ou d'avoir une idée concrète des travaux d'un expert.

Tant d'avantages — il y a aussi des étagères pour parler de « gadgets » — ne vont pas sans leurs revers. Le coût du fonctionnement de ce bel outil est lourd : aussi important, disent au ministère de la justice ceux qui ont à tenir les cordons de la bourse, que celui de l'ensemble des trente-trois cours d'appel de France.

Bobigny aussi coûtera cher. Le bâtiment en fer à cheval avec ses tours d'angles dans le goût stylisé du temps, des parties publiques et ses secteurs gardés — détenus obligent — occupera un terrain de 2 hectares pour offrir à cent trente-sept magistrats et quatre cents fonctionnaires 13.900 m² de superficie utile. Cela a déjà nécessité une autorisation de pro-

gramme de 150 millions de francs. Les inévitables révisions porteront le prix de l'entreprise à un minimum de 210 millions. C'est dire que le budget équipement de la Place Vendôme s'en trouve lourdement grevé même si le département de la Seine-Saint-Denis apportera d'ici à la fin de 1985 une trentaine de millions dans la corbeille.

C'est égal. Bobigny attend son « palais » modèle comme une collectivité locale attend toujours la réalisation propre à relever son prestige. Et si les municipalités et les conseils généraux ne sont jamais enthousiasmés lorsqu'il est question d'édifier sur leur territoire une prison, ils montrent toujours en revanche une grande satisfaction à l'idée d'avoir leur tribunal.

Présence et utilité

Ainsi s'affirme au fil des ans la présence de ces trois tribunaux périphériques et, plus encore, à travers les activités de chacun, leur utilité. Pour la mesurer, il faut en passer par quelques chiffres. En 1967, à l'époque où le tribunal de la Seine avait encore à sa charge l'ensemble des contentieux de toutes sortes, aujourd'hui répartis, il avait jugé 28 000 affaires civiles et avait à en juger 56 000. Au pénal, il en avait « évacué » 45 000, mais 46 000 restaient en attente.

Dix ans plus tard, en 1977, c'est-à-dire une année où les nouveaux tribunaux de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine exerçaient leur pleine compétence, on mesurait les premiers effets de leur entrée en lice. Le nombre des affaires civiles jugées à Paris tombait à 20 000 environ et celui des causes restant à juger à 49 000. Au pénal, les chiffres indiquaient en revanche une progression, mais bien plus faible qu'elle aurait pu l'être sans la création des nouveaux tribunaux.

Les statistiques de 1982 établies par la direction des services judiciaires permettent de mieux appréhender encore les réalités de la situation. Cette année-là, le tribunal de Paris a jugé 31 651 affaires civiles, et il lui en restait 57 000 à juger. Mais de leur côté, les trois tribunaux de Nanterre, Créteil et Bobigny en avaient « évacué » 23 600 et avaient encore à en juger plus de 54 000. Il en allait de même des dossiers pénaux avec à Paris 52 000 restant à juger contre 49 000 « évacués », tandis que les trois « périphériques » réalisaient des totaux respectifs de 44 000 affaires jugées et 65 000 à juger.

Il ressort de cette fastidieuse mais nécessaire comptabilité que l'activité des trois nouvelles juridictions représente aujourd'hui l'équivalent de celle du tribunal de Paris. En d'autres termes, sans eux, le tribunal parisien, déjà au bord de l'asphyxie, aurait dû, pour y échapper, doubler le volume de ses activités et de son personnel, et il aurait fallu construire un autre Palais. On en frémit encore dans l'ombre de la Sainte-Chapelle.

L'effet bénéfique aurait probablement été encore plus grand si le poids des habitudes n'avait pesé en certaines occasions. Dans le domaine civil, le plaideur choisit la juridiction devant laquelle il entend assigner son adversaire. Si ce dernier ne conteste pas ce choix, le tribunal ne peut que « prendre » l'affaire. Or, pour un prétexte ou pour un autre, nombre de plaideurs — ou d'avocats — préfèrent Paris.

Il est tout aussi certain qu'à l'exception du tribunal de Nanterre, qui a dans son ressort le quartier de la Défense où des sociétés importantes ont leur siège, les litiges touchant au droit des sociétés, à la législation commerciale et fiscale aboutissent toujours beaucoup plus à Paris qu'à Créteil ou à Bobigny.

De la même façon, les franchises fiscales ou douanières, mettant en cause des sociétés importantes et en jeu des sommes non moins importantes, continuent d'être instruites et plaidées devant la juridiction parisienne. Qui pourrait au reste dissimuler que les cabinets d'avocats spécialisés préfèrent plaider autant que faire se peut à Paris ? Ils y ont de longue date leurs habitudes dans des chambres spécialisées dont ils connaissent les magistrats et savent ce que ceux-ci retiendront d'une argumentation.

Il est non moins évident que les dossiers — éclatants ou ordinaires — relevant de la loi sur la presse ou de celle de la propriété littéraire et artistique continuent d'être plaidés dans l'île de la Cité : 17^e chambre correctionnelle ou 3^e civile. Cela pour la simple raison que les journaux le plus en cause ont leur siège à Paris, comme y ont le leur les grandes maisons d'édition.

Changée, la vie

Il n'empêche. Les « périphériques » ont bel et bien changé la vie judiciaire, et plus particulièrement celle des avocats et des plaideurs. Le barreau parisien avec ses bouillonnements, ses renouvellements de générations, ne pouvait se désintéresser de leur apparition. Pour certains anciens, demeurés, malgré les impératifs de l'époque, des artisans, il était sans doute trop difficile ou trop éprouvant, fût-ce simplement physiquement, de copier tant de lièvres à la fois. Mais leurs cadets et l'ordre même des avocats du barreau de Paris n'ont pas voulu ignorer une situation nouvelle qui les interpellait. Puisqu'il y avait maintenant Nanterre, Créteil et Bobigny, ch bien, on serait à Bobigny, Créteil et Nanterre autant qu'on pourrait y être. Mais il convenait aussi de garder pré-

sence à Paris. Surcroît de travail assurément. Il commandait une meilleure organisation. Elle n'excluait pas les contraintes et les affres quotidiennes en dépit des agendas les mieux tenus. Etre à l'appel des audiences parisiennes, caser avant d'y plaider une instruction à Nanterre, une expertise à Bobigny, un référé à Créteil, c'est le lot quotidien. Il se complète souvent d'une visite à un détenu qui peut se trouver à Fleury-Mérogis ou à Bois-d'Arcy aussi fréquemment qu'à la Santé ou à Fresnes.

Dans le même temps, de nouveaux barreaux sont nés en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine. Ils comptent chacun environ cent cinquante avocats, qui ont ouvert sur place des cabinets, se sont constitués des clientèles locales et jouent pleinement la carte périphérique, ne venant à Paris qu'occasionnellement. Ainsi faut-il piocher à leurs confrères parisiens condamnés à une dispersion qui augmente autant leurs frais que leurs soucis.

A eux les affaires matrimoniales, les divorces, les accidents de la circulation ; à eux aussi les dossiers et les misères du tribunal pour enfants et les procédures qui demandent une intervention rapide. A eux encore cette petite et moyenne délinquance qui peut aller dans les banlieues jusqu'aux petits trafics de drogue. C'est ce qu'on appelle le quotidien. Mais c'est un quotidien qui occupe, c'est de lui qu'est faite une vie judiciaire, de lui que naissent jour après jour ces procédures obscures qui, au bout d'un an, font des dossiers par dizaines de milliers, des jugements qui enchantent l'un et désespèrent l'autre et que l'informatique, avec 250 terminaux reliés au centre de Versailles, va « gérer » de plus en plus.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Branle-bas de combat à la préfecture de police

(Suite de la page 21.)

Le particularisme parisien s'explique évidemment par le passé de la capitale. La police naît de l'urbanisation, et la ville, c'est, par excellence, Paris : l'unité de la police parisienne fut réalisée dès 1667, avec un édit de Louis XIV instituant un « lieutenant de police de la ville, prévôt et vicomte de Paris » ; et c'est une loi de plus en plus au VIII^e qui institua un « préfet de police » dans la capitale.

Aussi la réforme de 1966, faite à la va-vite, n'a-t-elle pas supprimé la spécificité parisienne. Le préfet de police a ici bien plus de pouvoir que ses collègues provinciaux. Ses services sont sous son autorité directe avant d'être sous celle des directions centrales du ministère de l'Intérieur. Celles-ci se sentent donc quelque peu « court-circuitées » dans le Grand Paris,

la communication hiérarchique passant, en fait, des services parisiens au préfet de police et de celui-ci au cabinet du ministre. De plus, statutairement, les policiers en poste à la préfecture avant 1966 peuvent refuser toute mutation en dehors de son ressort. Ce fut d'ailleurs une des clefs de l'affaire Leclerc, en mars 1982, quand M. Gaston Defferre voulut prendre en main les nominations au sein de la police judiciaire parisienne.

Rattraper la petite délinquance

L'autonomie parisienne se traduit surtout par l'organisation de la police judiciaire. En province, le partage se fait entre des services régionaux de police judiciaire (S.R.P.J.), dépendant directement de la direction centrale et aux effectifs restreints, et des commissariats polyvalents, mêlant policiers en tenue et en civil, et pouvant assurer le travail quotidien de police judiciaire, le lot courant des plaintes et des flagrants délits. A Paris et dans les trois départements périphériques, en revanche, les commissariats, pourtant proches du terrain et du public, sont quelque peu désemparés. La direction de la P.J. parisienne regroupe les personnels en civil dans une sorte de « super-S.R.P.J. », coiffant les prestigieuses brigades centrales du « 36 quai des Orfèvres » et des rouages intermédiaires, chargés de faire le lien avec les arrondissements, appelés, jusqu'à cette année, brigades territoriales.

C'est en ce domaine que les partisans de la réforme font porter leurs critiques. Hier adaptées, ces structures lourdes, estimant-elles, sont aujourd'hui inefficaces devant la montée d'une petite délinquance mouvante, diverse et morcelée, qui exige d'être proche de la vie des quartiers, d'en connaître la population, ses attitudes et ses craintes. « Les budgets impliquent des choix, résume un commissaire d'arrondissement. Or ce système a permis de favoriser les services centraux et spécialisés au détriment des services territoriaux. A la base, là où se

fait le contact avec le public, les locaux sordides sont inaptes à l'accueil des habitants, le personnel est insuffisant et mal formé, les moyens sont dérisoires. » Les mêmes font remarquer que, sur les 105 policiers ayant été formés nationalement à l'« élitisme », cette police de prévention, seulement 15 provenaient de la P.P. cette année.

Pour ce, répondent les tenants de l'actuelle P.J. parisienne, qui avancent un argument de poids : lancé par M. Pierre Fourcade, directeur de la P.J. parisienne, une réorganisation est actuellement en cours dont l'objectif était, bien avant la « mission Erbs », une meilleure approche de la petite et moyenne délinquance (Le Monde du 12 février). Généralisée le 1^{er} octobre, elle crée, à Paris, six divisions de police judiciaire, coiffant, d'une part, des personnels civils répartis dans les commissariats et, d'autre part, les effectifs des anciennes brigades territoriales — transformées en « groupes de vie publique ». Elle a, à la grande satisfaction des magistrats, mis fin à une aberration. Jusqu'à cette année, aucune affaire de délinquance réalisée par des policiers durant la nuit ne pouvait être immédiatement traitée : les services de P.J. installés dans les commissariats fermaient à 19 heures. Perse de temps, convocation des gardiens de la paix, gardes à vue parfois injustifiées : les procédures n'étaient réalisées par les officiers de police judiciaire que bien après les faits. Désormais, des brigades de nuit d'inspecteurs traitent immédiatement ces affaires, confrontent les témoignages, entendent les personnes interpellées.

« Nous avons enfin mis nos pratiques en conformité avec le code pénal, disent les partisans de la P.J. maintenue. C'est la première réforme en trente-quatre ans. N'est-ce pas la preuve que nous ne sommes pas si immobiles qu'on le prétend ? » Ainsi estiment-ils qu'une seconde réforme plus ample, divisant par exemple — comme le suggère le syndicat majoritaire des policiers en tenue, la F.A.S.P. — la P.P. en

trois directions : l'une « de la prévention de la petite délinquance », l'autre « des offices centraux », et la troisième « de l'ordre public et de la circulation », serait dommageable. « Deux réformes qui se télescopent, ce n'est pas bon. Il faut déjà faire passer la première dans les mentalités. Couper en tranches la P.P. ce n'est pas bon non plus. Après tout, les révolutions se font à Paris, et cela suppose autre chose que des gardes champêtres ! »

Selon ses défenseurs, le vrai problème de la P.P. tient à ses hommes plutôt qu'à ses structures. En effet l'encadrement s'évapore, face à une délinquance qui suppose expérience et souplesse. Les policiers aussi veulent « vivre et travailler au pays ». Depuis plusieurs années, les plus expérimentés demandent des mutations en province. Un tiers du grand banditisme, la moitié de la criminalité française : Paris et sa région ne sont pas une sinécure. Parmi les 770 inspecteurs affectés dans les commissariats parisiens, 23 % sont divisionnaires, 27 % principaux : la moitié est composée d'inspecteurs frais émoulus de l'école. « En forçant le trait, l'encadrement des services est de 80 % dans le sud de la France, de 10 % en région parisienne », commente un responsable du Syndicat national autonome des personnels en civil (S.N.A.P.C.).

Une évolution critique qui, reconnaît-on à la P.P., explique les « bavures » et « ratages » de l'activité policière parisienne. C'est le cas, triste ironie du sort, de la fusillade de l'avenue Trudaine, le 31 mai, qui coûta la vie à deux policiers en tenue — mais « déshabillés » pour des rondes antiracistes — et provoqua les manifestations du 3 juin. « Cela ne serait jamais arrivé avec des vrais spécialistes de P.J. », explique un commissaire. Ils auraient « filoché », suivi les individus et n'auraient pas tenté une interpellation sur un simple délit de sale gueule ! Le manque d'expérience conduit souvent à la chasse aux ordres et donc à des drames... »

EDWY PLENEL.

NANTERRE

Capitale des Hauts-de-Seine
Carrefour régional

Nous avons un partenaire privilégié : l'avenir

Une situation géographique favorable.
Un réseau de transport développé.
Une solide tradition de travail et de volonté.
Avec l'activité diversifiée de ses usines, de ses commerces et le savoir-faire de ses salariés, Nanterre dispose d'un potentiel productif précieux.

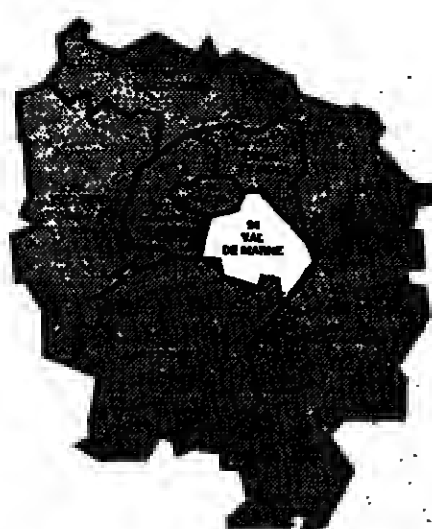
Ville universitaire, ville administrative, Nanterre est aussi un rendez-vous de la culture vivante — le théâtre des Amandiers a acquis une renommée internationale.
Une ville bien équipée sous l'impulsion d'une Municipalité qui a l'expérience du dynamisme.

Notre atout-maître : l'essor d'une ville moderne.

150 000

(Publicité)

Val-de-Marne : un département fait pour l'industrie



Au cœur de l'Ile-de-France, le Val-de-Marne est depuis un siècle et demi une terre d'accueil de l'industrie avec, dès 1840, l'implantation le long de la vallée de la Seine des premières fabriques, manufactures et lignes de chemins de fer.

Aujourd'hui, le Val-de-Marne occupe une situation originale dans l'agglomération parisienne : ses atouts sont nombreux et divers, pour reconstruire et recouvrer une activité industrielle démentée après la disparition en six ans, de 1975 à 1981, d'un quart des emplois industriels (1).

Sa population est composée en majorité d'une main-d'œuvre d'expérience, et de savoir-faire, d'ouvriers qualifiés et d'employés ; ces derniers sont nombreux dans le secteur de la santé, qui comporte cinquante-neuf établissements hospitaliers.

Entre de grands pôles d'activités économiques des secteurs privés et

nationalisés, avec le MIN de Rungis et l'aéroport d'Orly, le Val-de-Marne est un tissu urbain prépondérant de petites et moyennes entreprises et d'ateliers artisanaux qui en font l'une des caractéristiques majeures... L'étendue et la diversité de ses moyens de communication routiers, ferroviaires et fluviaux le situent comme une plaque tournante des échanges commerciaux et un lieu de rencontres nationales et internationales.

C'est l'un des cratères de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel, avec les studios de Joinville, l'INA, l'IDEC, de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec l'université Paris-XII, ses laboratoires de lutte contre le cancer à Villejuif, ses hôpitaux de renom, tel Henri-Mondor, ses centres du C.N.R.S. et de l'Institut géographique national.

La majorité d'union de la gauche du conseil général du Val-de-Marne a une préoccupation essentielle : une grande politique économique et

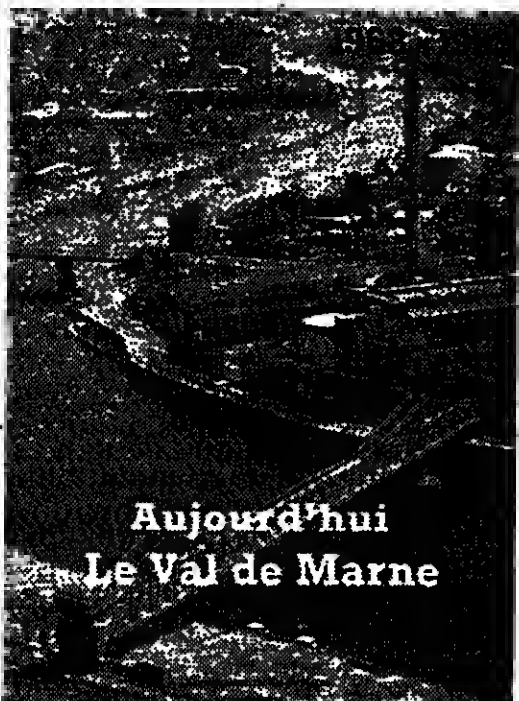
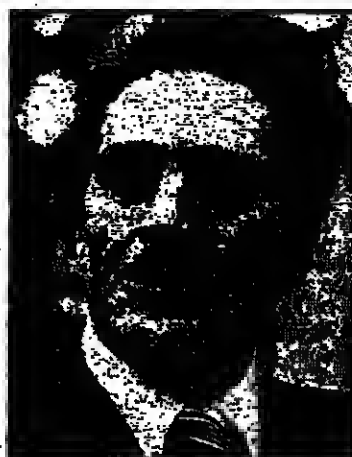
d'investissement à long terme, qu'il s'agisse du logement social, des transports, de l'assainissement, des travaux, contre les crues, des espaces verts, de la formation professionnelle des jeunes ou des nouvelles initiatives à prendre dans le domaine de l'emploi.

Les projets et les travaux commencent à ouvrir avec ambition les portes de demain sur un double pari : améliorer les conditions de vie des Val-de-Marnais, mais aussi créer un environnement social, économique et culturel propre à la relance et à la création économiques, à l'implantation de nouvelles entreprises industrielles.

Cette volonté détermine l'ensemble de la politique budgétaire du conseil général, oriente ses choix, en souligne la cohérence. La loi de décentralisation donne une dimension nouvelle, inédite, aux réflexions, aux propositions pour l'emploi de l'équipe unie et dynamique que j'enrime, afin de créer, par des mesures appropriées d'accompagnement à l'effort national d'in-

dustrialisation du gouvernement de gauche, les conditions les meilleures pour travailler et vivre dans notre jeune et beau département.

M. MICHEL GERMA,
président du conseil général
du département du Val-de-Marne.



Aujourd'hui
Le Val de Marne

- 1 193 655 habitants pour une superficie de 245 kilomètres carrés.
- La densité de la population au kilomètre carré est de 4 872.
- En 1975, dernier chiffre connu, l'espace construit représentait 16 031 hectares, soit 65 % du territoire départemental, dont 9 705 hectares pour l'habitat.
- Espaces non construits (espaces verts, zones rurales pour l'essentiel) : 8 466 hectares, soit 34 % du territoire départemental.
- Il est desservi par :
 - 37 km d'autoroutes A-4, A-6, A-86.
 - 97 km de routes nationales RN-4, 7, 19, 34, 304, 305 en radiale 186 en rocade.
 - 291 km de chemins départementaux et A.
 - 680 km de voies communales.
 - Par deux fleuves, la Seine et la Marne, le port de Nogent.
 - Par un réseau ferroviaire important et la gare de triage S.N.C.F. de Villeneuve-Saint-Georges.
 - Par l'aéroport d'Orly.

Un certain art de vivre...



Une réalisation de l'OPAC

Promouvoir la construction de logements locatifs de qualité à des coûts de loyer abordables, améliorer le cadre de vie, sont parmi les plus récentes décisions de l'Assemblée départementale, avec le programme adopté en 1982, pour la construction de huit cents logements sociaux localisés dans les centres-villes.

Ce droit à la ville pour tous est rendu possible par la prise en charge par le conseil général d'une partie des coûts fonciers des opérations de construction par des organismes OPAC, H.M.L., S.A. des H.L.M. et SEM, ayant leur siège so-

cial dans le département et par des subventions à un taux de 25 % de la charge foncière de référence.

Cette décision s'accompagne de la prise en charge d'une partie des surcoûts fonciers des opérations de construction de logements sociaux par subvention à un taux de 25 % du département des prix de référence, en complément des concours financiers de l'Etat et de la Région ; et d'aides à la constitution de réserves foncières, à moyen terme par les communes, par subvention à un taux de 20 % du coût d'acquisition en complément de l'intervention régionale.

L'amélioration du cadre de vie c'est aussi l'aide aux lots sensibles du Val-de-Marne, à Villiers-sur-Marne, Créteil, Vitry, Champigny et Orly-Choisy en faveur desquels 15 millions sont versés par le conseil général du Val-de-Marne.

Des espaces verts

Cent vingt hectares d'espaces verts départementaux, réalisés et aménagés dans les villes à forte densité, des espaces forestiers, Bois des Canaillies et Notre-Dame, rendus à la promenade, au jogging et au pique-nique dominical : le département s'engage à ses parcs départementaux de Chevilly-le-Rue, de Champigny, de Créteil avec sa base de loisirs, des Hautes-Bruyères à Villejuif (en cours) du château des Marmouzets à la Cussey-en-Brie, de Cachan et de

Bonneuil, de sa magnifique roseraie de l'Hay-les-Roses, de ses parcs interdépartementaux de Choisy-le-Roi et du Tremblay... ses jardins de l'hôtel du département et autres bâtiments administratifs ouverts au public.

Acquisition des îles de la Marne, celle de Pisseville, des Gordes, de Charentonneau, de l'Hospice, des Ravageurs, protection des berges de la Marne et de la Seine, création de jardins familiaux comme à Villeneuve-Saint-Georges.

En quelques années, neuf mille arbres et deux cent vingt-cinq mille arbustes ont été plantés par le ser-

vice départemental des espaces verts, et ses cent deux employés...

La culture

Le conseil général s'est créé, en 1982, le premier service culturel départemental de France, outil technique et administratif pour développer, encourager, coordonner les multiples initiatives des villes, associations, comités d'entreprise, lycées.

Les habitants du Val-de-Marne, et bien au-delà, bénéficient ainsi d'un riche et dynamique environnement culturel dont témoignent des manifestations telles que le premier festival international de la Comédie d'été, Val-de-Marne en poésie, la Biennale nationale de la danse du Val-de-Marne, spectacles laser dans six communes, festival « peuple » à l'Antiquité au cinéma.

Une grande fête du sport pour tous

Les XVII^e Jeux du Val-de-Marne, qui auront lieu en 1984, battent certainement le record d'affluence des XVII^e avec leurs quarante mille participants, cinquante personnes, qui ont participé à deux cent quarante-huit manifestations sportives, organisées par trente-sept communes. Pour la première fois, grâce au concours de l'inspection académique et des enseignants, neuf mille sept cents scolaires étaient présents à cette grande fête du sport pour tous qui chaque année se tient sous l'égide du conseil général.

PRIORITÉ AUX INDUSTRIES MECANIQUE AGROALIMENTAIRE BIOMEDICALE ET DE LA COMMUNICATION

De tout temps, la majorité de gauche du conseil général a été solidaire des travailleurs en lutte contre la fermeture d'entreprises et les licenciements.

Ce fut vrai hier, et ce l'est aujourd'hui encore, avec la S.K.F. et Kodak Pathé.

Cette solidarité active, concrète, pour stopper le déclin et développer l'industrie dans le Val-de-Marne a été appuyée par des mesures d'aides financières à celles et ceux privés d'emploi, pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et pour la formation professionnelle des jeunes ; par la création d'un fonds de solidarité.

Des études, la demande du conseil général, ont été menées pour le développement de l'agroalimentaire, l'industrie de la communication, de la photo et de l'audiovisuel. D'autres sont en cours, sur le biomédical, sur le développement industriel.

Depuis mai 1981, avec les lois de décentralisation, la législation a donné un cadre juridique à l'intervention des collectivités locales dans la vie économique et sociale des territoires qu'elles administrent et qui légitiment les interventions pesées, présentes ou futures pour l'emploi, pour contribuer à aider des entreprises en difficultés, éviter le cas échéant les départs de bilan, empêcher les fermetures d'entreprises et favoriser les négociations entre les partenaires sociaux ou faciliter la reprise de certaines activités.

Le Conseil général du Val-de-Marne entend contribuer prioritairement à la mise en œuvre des programmes du IX^e Plan de la nation.

Un comité départemental a été créé le 28 janvier 1982.

Un service de développement économique a été également créé à l'Hôtel du département.

Les orientations du budget 1984, confirment et amplifient ces choix, particulièrement en matière d'équipement, en voirie et en assainissement pour les zones appelées à l'industrialisation de quelque 243 hectares.

Pour l'emploi, le Conseil général du Val-de-Marne, au-delà des aides pour le fonctionnement de missions locales, va mener une politique initiative à la création d'activités et d'emplois, soit par l'information soit par la création d'activités nouvelles, sous forme d'études et de subventions, ou d'aide à l'innovation technologique.



Vue aérienne du M.L.N. de Rungis.

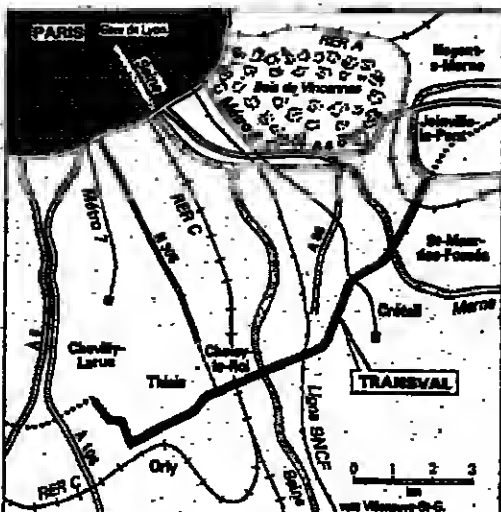
Le Transval-de-Marne : le transport en commun de l'an 2000

Après la route, le rail et la voie fluviale, le Val-de-Marne possèdera en 1989 une quatrième voie de transport : le Transval-de-Marne.

Il s'agit d'un projet de transport en commun - tramway, autobus ou trolleybus - qui reliera en site propre, c'est-à-dire dans une infrastructure aménagée au sol et isolée du reste de la circulation, les principaux pôles économiques et axes radiaux de transports (S.N.C.F., R.E.R., métro, autobus) du MIN de Rungis et Chevilly-Larue à Saint-Maur-des-Fossés et au-delà.

Ce projet, réalisé en accord avec les orientations du ministère des transports, facilitera les déplacements à l'intérieur du département et de banlieue à banlieue. En effet, si à l'heure actuelle l'essentiel des déplacements de la banlieue vers Paris, s'effectuent par les transports en commun, le véhicule particulier et les deux-roues affirment encore leur prépondérance dans les liaisons intercommunales et interbanlieues.

Le Transval-de-Marne, le transport en commun de l'avenir et de l'an 2000, permettra aux futurs usagers d'assurer ces derniers déplacements à une vitesse régulière proche de celle du métro urbain...



Pour mieux connaître le Val-de-Marne, procurez-vous le numéro spécial « Connaissance du Val-de-Marne », édité pour le 15^e anniversaire de la création du département, auprès du Service Information et Audiovisuel du Val-de-Marne. Téléphone : 207-25-00, poste 25-29.

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

L'ENQUÊTE SUR LA « FRONDE » POLICIÈRE DU 3 JUIN

Soixante-cinq punis et des patrons débordés

LES manifestations policières du 3 juin dernier ont été minutieusement étudiées par la police des polices de la préfecture de police de Paris. « Un manque de vigilance certain de la hiérarchie semble avoir été retenu », conclut-elle. Soixante-cinq fonctionnaires ont en tout cas été sanctionnés après cette fronde qui surprit les pouvoirs publics.

Des manifestations de policiers s'en prenant avec virulence au pouvoir politique du moment ne sont heureusement pas chose fréquente. Aussi le 3 juin 1983, comme le 13 mars 1958, restera-t-il une date de l'histoire de la préfecture de police de Paris. En 1958, l'objectif des trois mille policiers en colère, manifestant à l'origine pour le réajustement de leurs traitements, avait été le Palais-Bourbon où les attendait un Jeoc député poujadiste, M. Jean-Marie Le Pen. En 1983, après la mort de deux policiers lors d'un contrôle, deux cortèges, l'un le matin, l'autre l'après-midi, drainèrent quelque quatre mille manifestants policiers successivement au ministère de la Justice, place Vendôme, et devant les grilles du ministère de l'Intérieur, place Beauvau. Avec, cette fois encore, la présence solidaire d'un Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui président du Front national.

Les passions, retombées, que sait-on exactement de ce double défilé du mois de juin ? Pour les historiens futurs, l'enquête interne de l'Inspection générale des services (I.G.S.), la « police des polices » à la préfecture de police de Paris, constituera un document de référence. Elle permet de mieux cerner la personnalité des manifestants et de mieux comprendre l'aisance avec laquelle ils ont pu occuper le pavé parisien, sans obstacle no-

toire. Selon des méthodes policières classiques, les commissaires de l'I.G.S. ont beaucoup vu et entendu : ils ont visionné les films des trois chaînes de télévision réalisés lors de la cérémonie du 3 juin au matin, dans la cour de la préfecture de police à la mémoire des deux policiers tués ; examinés des dizaines de clichés afin d'identifier les manifestants les plus actifs ; auditionnés plusieurs dizaines de fonctionnaires, jusqu'à soixante-cinq pour le seul Service de protection et de sécurité du métropolitain (S.P.S.M.). Leur enquête se présente sous la forme de deux rapports confidentiels, un par manifestation.

Le premier fait saillant est la responsabilité de la hiérarchie, jusqu'à un niveau le plus élevé, c'est-à-dire l'instance politique. L'I.G.S. confirme notamment que la manifestation de l'après-midi avait été déclarée préalablement à la préfecture de police par la Fédération professionnelle et indépendante de la police (F.F.I.P.). Or, aucune disposition ne fut prise ; aucune recommandation ne semble être venue du secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique ; aucune force de maintien de l'ordre particulière ne fut prévue dans les deux télégrammes qui, quotidiennement, prévoient l'utilisation des unités de gendarmerie et de police en fonction des manifestations parisiennes. Les organisateurs de ce défilé, qui tout de même déborda de son parcours originel — de l'avenue Trudaine à la place Vendôme, — pour échouer place Beauvau, sont donc paradoxalement fondés à dire que leur initiative était tolérée par les pouvoirs publics.

« Un manque de vigilance certain de la hiérarchie semble devoir être retenu », écrivent les

commissaires de l'I.G.S. A tous les niveaux, l'après-midi du 3 juin a paru banale et personne ne semble avoir soupçonné, après les incidents de la matinée, qu'elle pouvait être fertile en événements. On connaît les conséquences de cette imprvoyance : des unités de maintien de l'ordre appelées précipitamment en renfort quand les manifestants se dirigèrent vers la place Beauvau, qui jouxte le palais de l'Elysée ; des cars de police ironiquement bloqués dans les embouteillages et des responsables démunis de consigne ; des communications radio entre les unités sur le terrain et la salle de contrôle de la préfecture brouillées, certains manifestants s'étant donné le mot d'occuper la fréquence de leur poste émetteur-récepteur.

En face de ce service d'ordre désorganisé, quels étaient les manifestants ? L'I.G.S., dans l'optique de son enquête disciplinaire, s'est intéressée en priorité aux « meneurs » et aux policiers ayant manifesté un comportement disciplinaire. Elle n'en a pas moins établi deux constats sociologiques. Le premier est la jeunesse des manifestants, notamment l'après-midi, parmi ceux issus du S.P.S.M. la « police du métro ». Il s'agit, écrivent les enquêteurs, de « jeunes policiers pour la plupart, voire de stagiaires affectés au service depuis le début du mois de mai 1983 pour une durée de trois mois ». En clair, de gardiens à peine sortis de l'école, ce qui ne va pas sans mettre en question la formation qu'ils ont reçue. Second constat : « L'extrême diversité des opportunités syndicales des gardiens, gardiens et agents de surveillance identifiés. Outre la F.F.I.P., certains ont revendiqué une affiliation au Syndicat général de la police (S.G.P.-

FASP), au Syndicat des gradés (S.G.P.N.-catégoriel), à la C.G.T., à la C.F.T.C. »

Une base jeune et aux sensibilités diverses qui à cependant bel et bien été emmenée dans les rues de Paris par des militants peu favorables au pouvoir en place. Ainsi, pour la matinée du 3 juin, met-elle en cause notamment MM. Antoine Alessandrini et Antoine Auzolle, principaux animateurs de la Fédération C.F.T.C. des services de police : tous deux « identifiés parmi les faiseurs de troubles », grâce aux bandes d'actualité télévisées, ont reconnu avoir lancé, dans la cour de la préfecture de police, le slogan « Deferre démission ». De plus, selon l'I.G.S., « des éléments extérieurs à la police » s'étaient « infiltrés » dans la cour avant la cérémonie : elle affirme que M. Le Pen en était déjà comme il le fut l'après-midi. Quant aux dirigeants de l'Union des syndicats catégoriels (U.S.C.-Police) qui, après la cérémonie officielle, emmenèrent un cortège jusqu'au ministère de la Justice, ils ont, conclut-elle, « par leur présence à l'avant et

par leur comportement, couronné une manifestation non déclarée, visant l'autorité publique ». Parmi eux, M. Rémy Halbwax, révoqué depuis.

Durant le défilé de l'après-midi, trois services auraient été particulièrement actifs : le S.P.S.M. déjà cité et les commissariats de voie publique du 5^e et du 18^e arrondissement. La « police du métro », où la F.F.I.P. est très implantée, est particulièrement mise en cause. Trente-trois gardiens de ce service, dont trente en uniforme, ont défilé, alors qu'ils étaient normalement en service. Bref, le métro n'était plus surveillé : « Les effectifs en tenue avaient dans leur quasi-totalité abandonné temporairement leur mission ». L'I.G.S. est du coup très sévère pour la hiérarchie du S.P.S.M. : elle « s'est cantonnée dans des tâches administratives ou lieu d'assurer sa responsabilité de commandement lors d'une journée que l'on pouvait supposer difficile ».

En somme, elle a tacitement laissé faire. Aucun contrôle de la présence sur les « points de service » ne fut réalisé ce jour-là, ni

sur le terrain ni par liaison radio. De plus, l'I.G.S. s'étonne que le chef du service, le commissaire Nadine Joly — mutée depuis à Rouen — se soit rendu elle-même place Vendôme durant la manifestation. Illustration de la désorganisation des forces de police ce 3 juin. M. Joly rétorqua qu'elle voulait « s'informer » de l'attitude de son personnel. Quant aux commissariats des cinquième et dix-huitième arrondissements, l'I.G.S. insiste sur la présence de personnels féminins, des agents de surveillance de la police nationale (A.S.P.N.) chargés de surveiller les entrées et sorties des écoles.

Autant de faits inconnus jusqu'alors et révélés par l'enquête de l'I.G.S. Conséquence : une vague de sanctions importantes, allant du simple blâme et avertissements jusqu'à la révocation. Selon les décomptes syndicaux, elle aura touché au total soixante-cinq fonctionnaires de la hiérarchie du S.P.S.M. notamment a été déplacée d'office.

EDWY PLENEL.

IMMIGRÉS ET DÉLINQUANCE

Ouverture de la chasse aux chiffres

À station de métro Barbès serait moins sûre que celle de La Muette. Pourquoi ? Parce que les immigrés hantent les couloirs de l'une et pas de l'autre. Cette crainte diffuse, quand elle s'exprime, accuse le basané, le nègre et l'étranger d'être facteur de délinquance. Leur présence, au-dessus d'un certain seuil, accroît l'insécurité et interdirait le repos aux « braves gens ». Des Français, à qui l'on demande s'il y a quelques années quels étaient, selon eux, les arrondissements les plus sûrs de la capitale, ont répondu « le 16^e, le 8^e et le 7^e ». En queue de liste figurait le 18^e, celui de la Goutte d'Or. La même enquête auprès des banlieusards ferait certainement apparaître que le quartier de Bagatelle, à Nanterre-sur-Seine, est plus « sûr » que la Cité des 4 000 à La Courneuve...

Il n'y a que 8 % d'étrangers en France, mais leur concentration dans certaines villes de banlieue ou certains arrondissements parisiens accroît la délinquance et le sentiment d'insécurité. Rien n'y fait, ni les appels à la raison, ni les ambitieux programmes de « déségrégation » de certains quartiers à forte concentration d'immigrés, qui, lorsqu'ils aboutissent, n'empê-

chent pas la peur de l'autre » de rester ancrée dans l'inconscient collectif.

La raison est d'autant plus impuissante à combattre l'équation « immigré = délinquant » que la question est rarement posée de manière satisfaisante. Que veut-on démontrer ? Que le quartier de la Goutte d'Or est moins « sûr » que celui de la Muette ? Ou s'y fait moins bon vivre ? Certainement. Mais on peut aussi bien affirmer que les cambriolages d'appartements sont plus nombreux dans le 16^e arrondissement — que dans le 18^e. Plus fréquents aussi à Saint-Cloud que dans le quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, tout bonnement parce qu'un fric-fac rapporte plus dans un cas que dans l'autre. Ce faisant, on n'aura pas pour autant démontré la thèse inverse ni rien prouvé, sinon qu'une crainte diffuse ne se combat pas avec des à-peu-près, fussent-ils de bon sens.

Les statistiques elles-mêmes sont impuissantes à éclairer la réalité. Telles est la conclusion d'un débat organisé le printemps dernier par l'Institut de criminologie de Paris sur le thème « Immigration et insécurité ». Il ressort de ce débat qu'on trouve proportionnellement deux fois plus de délinquants et de crimi-

nels parmi les étrangers que parmi les Français. Mais M. Jacques Léauté, directeur de cet Institut, ajoutait aussitôt que ces chiffres sont « trompeurs ». Pour comparer valablement le taux de criminalité des uns et des autres, il faudrait avoir affaire à des groupes homogènes. Or tel n'est pas le cas. Les hommes sont sur-représentés parmi les étrangers car la moitié d'entre eux vivent en France sans leur épouse. Il s'agit aussi d'une population plus jeune qui compte davantage de manouvriers et d'O.S. Si l'on ajoute à cela que les étrangers font généralement l'objet d'une surveillance plus étroite de la police, on comprend pourquoi ces statistiques doivent être interprétées avec prudence.

Quelle est, compte tenu de ce phénomène, la proportion de délits et de crimes due à la variable « immigrés » ? Et, d'abord, y en a-t-il une ? Personne n'est capable de répondre à cette question, sinon par une boutade : quel serait le taux de criminalité de familles immigrées confortablement installées avenue Foch (16^e) ? Et combien y aurait-il de délinquants parmi un groupe de Français obligés de quitter la rue Guyver (64^e) pour aller vivre avec le SMIC dans le quartier des Grésillons à Garges-lès-Gonesse ?

BERTRAND LE GENDRE.

Faire peur et avoir peur...

L'INSECURITE, imperceptiblement, change de camp. Les jeunes immigrés de la deuxième génération et leurs familles commencent à avoir peur : quarante-deux d'entre eux ont, en effet, été tués ou blessés depuis deux ans d'après Radio-Beurre, le poste des jeunes Maghrébins.

Le 6 novembre à Nanterre, ils étaient huit cents à la cité Gutenberg à commémorer le premier anniversaire de la mort d'Abdennbi Guemath, abattu à la sortie de la mosquée. Ils ont à cette occasion rebaptisé une avenue « rue des Assassins » et ont épinglé, indignés, cette lettre de Paris-Match proposant « un reportage photos dans toute sa puissance » sur « les louards, fascistes, drogués et voleurs ». « Les vrais problèmes de la cité », après le journaliste : « Or, disent les jeunes, les criminels, ce ne sont pas nous, mais ceux qui nous tirent dessus ».

On entendra le même jour à Gutenberg la mère d'Abdennbi dénoncer « l'assassinat gratuit de son fils », celle de Wahid Hachich, un autre jeune abattu à Lyon, dire sa peur « pour tous les immigrés, cette belle jeunesse prête pourtant à construire la France ».

et enfin Kamel, agressé à coups de hache fin juin à la sortie d'une mosquée de Meudon-la-Forêt, raconter sa frayeur. Une « association nationale des familles des victimes de la haine sociale et du racisme », en voie de constitution, témoigne d'un réel malaise, et Rachid, dit Bobesse, qui vient de sortir un disque en forme de lettre ouverte aux Français, a résumé ce dimanche-là le sentiment général : « Nous ne sommes plus à l'abri d'un coup de feu ou d'une ratonade, toujours justifiés par le bruit, l'exaspération ou la maladie mentale ».

Ailleurs, à Aubay ou à Dreux, des jeunes d'origine algérienne mais de nationalité française n'osent pas s'inscrire sur les listes électorales de peur d'être repérés par des municipalités où siègeraient des élus d'extrême droite. Une peur qui s'exprime jusque dans ces graffiti évocateurs sur les murs des cités : « L'espace nous est mesuré, nos jours sont comptés, nos errances balisées, instance de vie ». Et encore : « Les yeux brûlés de néon, nous comptabilisons les injures ; en faisant des flammes, nous ne craignons pas le feu ».

Cette moutée de l'insécurité n'épargne pas les jeunes Français

musulmans : « Nous avons peur pour nos enfants », déclare M. Al-lane Sadoun, président de l'Association des Français d'origine algérienne, surtout en période électorale, avec les mots d'ordre de l'extrême droite.

Chaque agression, ou presque, contre des jeunes immigrés a donné lieu ces derniers mois dans la région parisienne à des manifestations relativement impressionnantes : mille ou deux mille personnes à chaque fois dans la rue, et parmi elles beaucoup de mères de famille, de sœurs, qui craignent désormais pour la sécurité de leurs enfants, de leurs frères. Plusieurs d'entre elles, le 7 novembre à Gutenberg, faisaient le V de la victoire, alors que le groupe Les Amis d'Abdennbi chantaient à la mémoire de leur camarade tué.

Les pères sont plus absents. Moins menacés physiquement que les jeunes avec leur existence qui balance entre l'usine et l'H.L.M. ; moins proches que leurs femmes de leurs enfants. Redoutant après tout, s'ils manifestent, de perdre une sécurité économique et administrative qui demeure toujours fragile.

NICOLAS BEAU.

au large
tout près de Paris ?
en
Seine-et-Marne
6000 km²
vous attendent...

CONSEIL GENERAL - HOTEL DU DEPARTEMENT - 77010 MELUN CEDEX
COMITE DEPARTEMENTAL D'AMINATION ECONOMIQUE - RUE 101 RUE DES FOSSÉS 77002 MELUN

EX 1110150

ébordés

Heures de veille dans un métro de nuit

(Suite de la page 21.)

Plus de 200 conteaux à cran d'arrêt (arme de sixième catégorie) saisis sur des individus en un mois, près de 1 000 personnes déferées à la police judiciaire.

Pas spectaculaire par rapport aux prises d'otage ou aux gros cas.

Pas énorme non plus quand on sait que 4 millions de voyageurs empruntent chaque jour le métro et 700 000 le R.E.R. Mais je ne suis pas jaloux de mes collègues des autres brigades. « Stups », B.R.I., nu autres, dit M. Jacques Fournier. J'ai 355 stations, plus celles du R.E.R., les trains et les couloirs à surveiller. Et je n'oublie pas les 12 000 salariés qui travaillent dans le métro. Je suis comme un cantonnier. Chaque jour, je balais, je nettoie le métro, chaque jour on recommence. Styphe. Ce que je veux surtout, c'est que mes hommes, surtout à la base, ne se découragent pas. « Je suis même plutôt heureux ces jours-ci, poursuit-il. Le nombre de délits et d'ingressions dans le métro semble diminuer depuis deux mois. »

Ses moyens ? Quatre brigades divisées en équipes de deux à quatre hommes. En tenue ou en civil (pour mieux cerner les « tireurs », les « arracheurs » (de sacs de dames) et les trafiquants ou acheteurs - souvent des gamins pitoyables - de cannabis ou de haschisch. Les équipes sont renforcées le soir puisque c'est après 20 h 30, selon les statistiques des plaintes enregistrées par la R.A.T.P., que 40 % des délits sont commis.

Comment je conçois ma mission ? lance le commissaire Fournier. La sécurité publique, ça dit bien ce que ça veut dire. D'abord, une présence dynamique sur le terrain pour être vu. Etre mobile, donner l'impression qu'on est nombreux. Brasser du public et de l'espace. Briser ce sentiment d'insécurité, en grande partie

imaginaire d'ailleurs. C'est la prévention. Mais il y a aussi une prévention offensive, par les contrôles d'identité dans les stations à risques. Enfin, la répression, qui est l'ultime étape de la prévention ; en réprimant, il est possible de prévenir d'autres agressions.

Gare du Nord, un mardi soir. Des drogués, des « homos », des « paumés », des petites bandes. Contrôles, carte de police bien en vue. On « palpe » (ce qui, concrètement et juridiquement, n'est pas la même chose que « fouiller »). Un conteux à cran d'arrêt : le policier tordra la lame avec son talon et jettera l'arme désormais inutile. Là, un jeune Français, dix-neuf ans, porteur d'un sac de cannabis : « Si tu nous renseignes sur ton vendeur, on t'épargne d'être fiché aux « stups ». A toi de choisir. » Une gamine mineure, en stage d'aide-soignante : « A cette heure-là, l'es en infraction, les parents savent que tu sors si tard ? Oui. Fugue ? Non. » Vérification par téléphone au fichier central.

Un Maghrébin dit habiter à l'hôtel alors que toutes ses affaires sont à la consigne. Il a un portefeuille qu'il prétend avoir trouvé : « Mais l'argent dedans c'est à moi. » Dans ses valises, un décuovra une ribambelle de blousons. Pas assez de preuves cependant pour établir un délit de vol par rétenton.

Pigalle. Des « tireurs » en faction qui forment leurs équipes sous les néons du Tamaris : « Il faut les prendre en « flag » : pas facile. Surtout qu'ils se méfient. Souvent, ils sont à deux : l'un surveille, il fait le « mirador ». Ce petit Algérien s'appretait à « tirer ». Il a senti la présence des policiers et descend de la rame. Les hommes du S.P.S.M. aussi. Explications. Il n'avait sur lui qu'un extrait de naissance et beaucoup de traces de piqûres aux bras. On « tire » pour se « shooter ».

Mais la police du métro, c'est aussi la police administrative, chargée de faire respecter la réglementation des chemins de fer. Une tâche qui incombe à M. Chauvet, à la tête de 217 agents de la R.A.T.P., « qui seront bientôt 276, dont peut-être une femme, si on arrive à recruter le personnel nécessaire », précise le patron de la brigade de surveillance générale de la R.A.T.P., créée en 1947 par la Régie et installée à Denfert-Rochereau.

Ses missions sont comparables, sur bien des points, à celles du S.P.S.M., et la coordination s'établit correctement. Mais cette brigade doit, en outre, réprimer les infractions administratives (nummer dans les voitures, stationner trop longtemps sur les quais), veiller au matériel de la Régie, intervenir dans les tentatives de vol dans les bureaux de recettes (1).

En alerte en permanence eux aussi, les hommes de M. Chanvret, tous agents assermentés de la R.A.T.P., bénéficient du concours de quatre chiens dressés à ce qu'on appelle la « garde-accompagnement ». Ces fiers bergers allemands sont d'ailleurs « soumis » chaque semaine à un « stage de formation professionnelle » au camp des Loges ou à Villacoublay, au grand air.

Mais, pour leurs maîtres, le pain quotidien, c'est l'atmosphère de Châtelet ou de Banne-

Nouvelle, les corridors, les kilomètres d'escaliers dans les jambes, le repérage des indésirables vagabonds ou fraudeurs, et enfin ceux sans lesquels le métro ne serait plus le métro : les clochards. « On faisait trois petits ramassages par jour en 1977 pour 40 types, et 4 à 6 aujourd'hui pour 100 à 130 cloches que les cars de la R.A.P.S.A (2) conduisent à la maison-refuge de Nanterre. Une douche, une soupe, une nuit. Mais on ne les repère pas tous. Beaucoup passent la nuit dans le métro. » Ils se donnent des rendez-vous entre eux et affectionnent certaines stations douillettes. Nation est de celles-là.

Appel-radio. Tentative de forçement d'un coffre à Simphon. Une équipe va se poster à Porte de Clignancourt, une autre à Marcadet pour tout « verrouiller ». La troisième ira cueillir le malfaiteur.

Pendant ce temps, dormez braves gens...

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Les systèmes d'alerte sont extrêmement perfectionnés, mais évidemment on n'en révélera pas ici les subtilités. Signalons seulement qu'il y a eu en 1982 quelque 300 interpellations pour cambriolage de bureaux de recettes.

(2) Brigade d'aide aux personnes sans abri.

EN SEINE-ET-MARNE

Le gendarme au bâton de pèlerin

NANGIS, sept mille habitants. Un centre ancien et un quartier H.L.M. récent. Une zone industrielle et une coopérative agricole. La ville « seine-et-marnaise » moyenne dans toute sa simplicité.

Pas de bâtiment historique exceptionnel, pas de vue imprenable, donc peu de résidences secondaires. Pas de personnalités non plus, à part Pierre Perret, qui s'est pris d'affection pour la forêt voisine et ses champignons. C'est la gendarmerie qui est chargée de la sécurité du secteur : onze communes, dont Nangis. Dix mille habitants en tout ; autant dire qu'en dehors du bourg on est vraiment en pleine campagne.

Lorsqu'ils ne partagent pas leurs compétences territoriales avec la police urbaine, comme c'est le cas ici, les gendarmes assurent la surveillance générale et le suivi des affaires de police judiciaire. Ils sont donc tenus d'effectuer au moins une visite hebdomadaire dans chacune des communes de leur circonscription. Pour Nangis, c'est facile, mais ça l'est moins lorsqu'il s'agit de se rendre à Fontenailles ou Coutençon.

Comme ailleurs, l'inévitable problème des effectifs se pose. L'équipe dirigée par l'adjudant Michel Darricau assure deux sorties de surveillance de six heures par jour, le matin et l'après-midi. Plus une patrouille de nuit. Pour dix hommes, c'est juste, si l'on tient compte des permanences obligatoires, des congés et des maladies éventuels. A cela s'ajoutent les enquêtes demandées par le parquet, les contrôles de vitesse sur la R.N. 19 (Paris-Troyes) et les constats d'accidents. A raison de dix heures de travail par jour minimum, les gendarmes de

Nangis n'ont pas le temps de s'enluyer.

Ils sont d'ailleurs plutôt sympas, ces gendarmes. Jeunes, pour la plupart, ils ont atterri en brigade après une année de service militaire comme auxiliaires de la gendarmerie et six mois de formation. Parallèlement, l'encadrement est constitué d'éléments solides. Des hommes qui ont fait presque toute leur carrière dans le département et connaissent le terrain.

A Nangis, on conçoit la gendarmerie comme une façon de vivre dans la ville. Les gendarmes sont présents sur le marché, dans les cafés, dans les rues. Une attitude qui a tout pour plaire à leur patron départemental, le lieutenant-colonel André. Selon lui, la surveillance doit être associée à une prise de contact avec les gens. « J'ai demandé à mes gendarmes de se déplacer le plus fréquemment possible à pied. Il ne faut plus qu'on les voie traverser une ville en camionnette, sans s'arrêter. Désormais, lorsqu'ils arrivent dans une commune, ils gèrent leur véhicule et circulent à pied. La mentalité de la population a changé. Le gendarme n'est plus systématiquement considéré comme autrefois. C'est donc à lui d'aller vers les gens... »

Sans être transformé en confessionnal, le bureau du commandant de brigade abrite bien des confidences. « Une fois sur deux, mes visiteurs viennent pour des raisons sans rapport avec la gendarmerie. Par besoin de se confier ou pour obtenir une explication, un conseil, dans une affaire personnelle. Les gens pensent que nous avons des connaissances particulières. Alors, pour ne pas les décevoir, l'adjudant s'est mis à potasser des traités de droit civil... »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

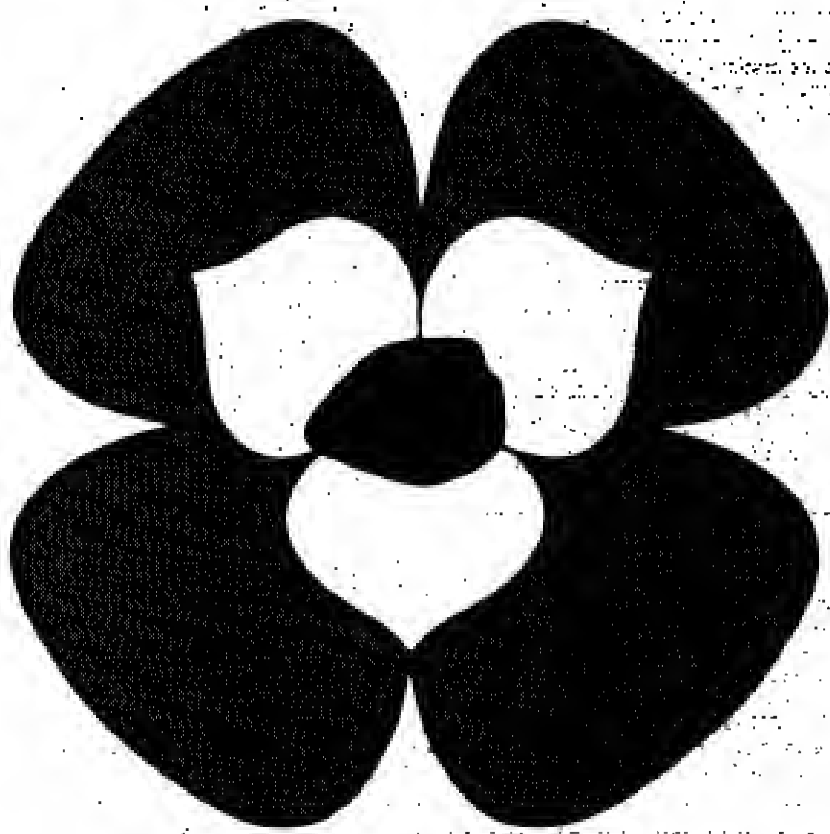
INQUANCE

ture aux chiffres

voir peur...

“LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE parlons-en”

les transports
l'aménagement du temps



CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33 rue Barbet de Jouy 75007 PARIS



Ce soir,
mardi 15 novembre,
sur le Poste Parisien (101 FM),
de 18 h à 20 h,
vous pouvez appeler
deux vice-Présidents
du Conseil Régional,
qui répondront en direct
à vos questions :

Jean-Pierre FOURCADE,
sur les transports et la circulation :
les réalisations, les travaux en cours, les projets.

Michel ELBEL,
sur l'aménagement du temps de travail
et du temps de loisir.

TÉLÉPHONE : 359.31.21

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

LE GRAND PARI DE LA SECONDE MANDATURE DE M. CHIRAC

Cinq cents opérations pour «retaper» l'Est de la capitale

Ce sera la grande affaire de la seconde mandature de Jacques Chirac à la mairie de Paris : le réajustement de la capitale vers l'Est. M. Chirac a tenu à présenter lui-même ce vaste dessein à l'ensemble des maires d'arrondissement et à ses adjoints, ainsi qu'aux élus des secteurs concernés, lundi 14 novembre, au cours d'une série de réunions exceptionnelles à l'Hôtel de Ville.

Il s'agit, pendant les six ans qui viennent, de faire porter en gros 60 % des investissements de la ville, soit environ 6 milliards de francs, sur 40 % du territoire parisien, une sorte de croissant oriental qui englobe les sept arrondissements : dixième, onzième, douzième, treizième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième.

L'idée n'est pas nouvelle. Le schéma directeur adopté par le Conseil de Paris en 1977 mentionnait parmi ses objectifs majeurs « le réajustement de la capitale vers l'Est ». Cette ambition s'était concrétisée sur le terrain par un certain nombre de ZAC (zone d'aménagement concerté) et d'opérations dispersées, engagées au coup par coup.

Le maire de Paris veut en finir avec la politique de la petite semaine, grouper ces actions de détail sous un label commun pour leur donner du lustre, les organiser d'une manière plus systématique, prévoir un calendrier et faire approuver l'ensemble par les élus. D'une idée séduisante, on passe donc à un engagement politique planifié et financé.

L'abandon du projet d'Exposition universelle rend en effet de vastes terrains disponibles. Et M. Chirac ne peut pas laisser les Parisiens sur une impression d'échec et de repliement. Or les arrondissements de l'Est se prêtent bien à une relance de l'action

municipale. Délaissés jadis par Haussmann, parsemés d'immenses îlots de mauvaise qualité, voire même d'îlots à la limite de la salubrité, pauvres en jardins et en équipements de toute sorte, affaiblis par une forte hémorragie des emplois industriels, ces quartiers au bâti désordonné et à l'urbanisme médiocre « ne font pas honneur à la capitale ».

Pourtant, ils sont encore riches d'espaces à aménager et, grâce à la trouée de la Seine et du canal Saint-Martin aux collines de Belleville et de Ménilmontant on peut y concevoir de belles choses. Si l'on veut bâtir encore à Paris, ces secteurs sont d'ailleurs à peu près les seuls à en offrir la possibilité. Enfin, certains arrondissements de l'Est, notamment les onzième, treizième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième, ont été enlevés à la gauche aux dernières élections. La majorité municipale souhaite évidemment les garder.

Le plan-programme que Jacques Chirac a fait élaborer en six mois par la direction de l'aménagement urbain ne comprend pas moins de cinq cents opérations différentes portant sur le logement, les équipements publics, les espaces verts et les activités économiques. Le maire ne promet pas qu'il les réalisera en totalité mais que, pendant les six ans de sa mandature, il en entamera au moins la réalisation. L'ensemble du plan ne pourra pas être achevé, en effet, avant une dizaine d'années.

L'effort portera d'abord sur les logements. Vingt mille sont prévus, dont 60 % environ devraient être soit des logements dits intermédiaires, soit des logements sociaux. Des quartiers entièrement nouveaux seront édifiés, notamment dans le treizième arrondissement, sur les secteurs

Chevaleret et Tolbiac (3 000 appartements) ; dans le douzième le long du futur parc de Bercy (1 850 logements) et à l'emplacement de la gare de Reuilly (1 000 logements) ; dans le dix-neuvième sur un ancien embranchement du chemin de fer de petite ceinture, au lieu-dit Manin-Jaurès (1 450 appartements) et aux alentours

sociologique de la ville. Il faudra donc toute l'autorité du maire pour passer outre.

Au chapitre des espaces verts, le plan-programme range plusieurs dizaines de projets d'égale importance. Il y aura le parc de Bercy et ses douze hectares, les jardins de Belleville, de l'Evangile et de Reuilly, mais aussi une vingtaine

d'espaces de liberté supplémentaires, ce qui reste modeste eu égard à sa population.

Pour les équipements, très insuffisants dans ces quartiers, on prévoit la construction de quatre conservatoires de musique, d'une bibliothèque, d'une centaine d'ateliers d'artistes, de trois cents cinquante classes maternelles et élémentaires, de plusieurs collèges et lycées, d'une trentaine de crèches, d'une piscine et de trente gymnases, stades et terrains d'éducation physique.

Le maire de Paris se propose également d'améliorer la voirie en doublant le pont de Bercy et en construisant un nouveau pont d'Austerlitz. Dans le dix-neuvième, l'élargissement de la rue de Flandre est engagé, et l'on projette de redessiner aussi un certain nombre de places (Stalingrad, République, Gambetta, Bastille, Italie, etc.) et d'entrées de Paris, comme les portes de La Villette et de Pantin.

Enfin, les activités économiques ne seront pas oubliées. L'Est parisien en a bien besoin, puisque c'est dans ce croissant que se trouvent les deux tiers des démolitions récentes de locaux industriels et artisanaux se sont opérées. Les zones industrielles dites des gazomètres, dans le dix-huitième, et de Tolbiac, dans le treizième, restent bien entendu programmées, ainsi que la modernisation des entrepôts vinicoles de Bercy. D'autres opérations plus modestes sont prévues ici et là : au total, 200 000 mètres carrés de surface.

Mais la nouveauté, c'est la volonté de relancer la construction de bureaux : la ville souhaiterait en édifier 300 000 mètres carrés, destinés notamment à des sièges sociaux de grandes sociétés.

La réalisation du grand dessein de la mandature demandera de l'espace et de l'argent. On estime

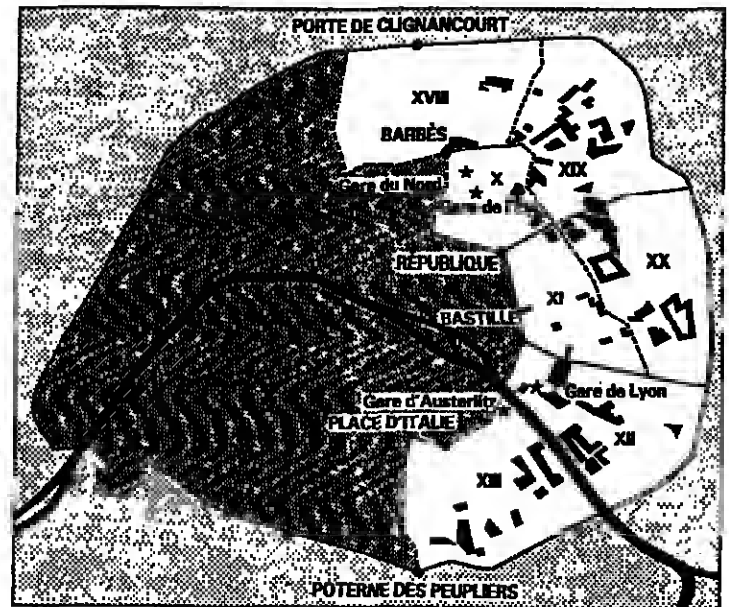
à 135 hectares les surfaces nécessaires, et dont 80 restent à acquérir. Beaucoup appartiennent à la S.N.C.F. à la R.A.T.P. à l'Assistance publique, qui ne se montrent pas moins exigeantes que les propriétaires privés.

L'argent ? Bien que le maire soit très prudent sur les chiffres on peut estimer que le devis total des opérations sur six ans évoluera autour de 6 milliards de francs, dont 1 à 2 milliards rien que pour les achats fonciers. M. Chirac compte, d'abord sur son budget ordinaire d'investissement (2,2 milliards en 1983), dont la part affectée au croissant oriental (déjà plus de la moitié) sera majorée de 25 %. Il devra aussi augmenter, dans les trois ans qui viennent, le montant des emprunts que Paris contracte annuellement auprès des banques et du public (actuellement 1 milliard de francs).

L'effort de la Ville sera d'ailleurs soutenu par l'Etat, qui accordera des subventions à un certain nombre d'équipements (la construction des ponts par exemple) et qui financera l'essentiel du logement social. La signature prochaine d'une convention entre Jacques Chirac et Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, est à cet égard de bon augure. Il a bien fallu s'entendre.

En construisant le ministère des finances à Bercy, le musée des sciences à La Villette et un opéra à la Bastille, le gouvernement aide objectivement le maire de Paris dans son entreprise de réajustement. Resterait pour celui-ci à convaincre ses propres amis, les élus du centre et de l'Ouest parisiens, que les intérêts de leurs électeurs ne seront pas totalement sacrifiés. Et cette tâche ne sera certainement pas la plus facile.

MARC AMBROISE-RENDU.



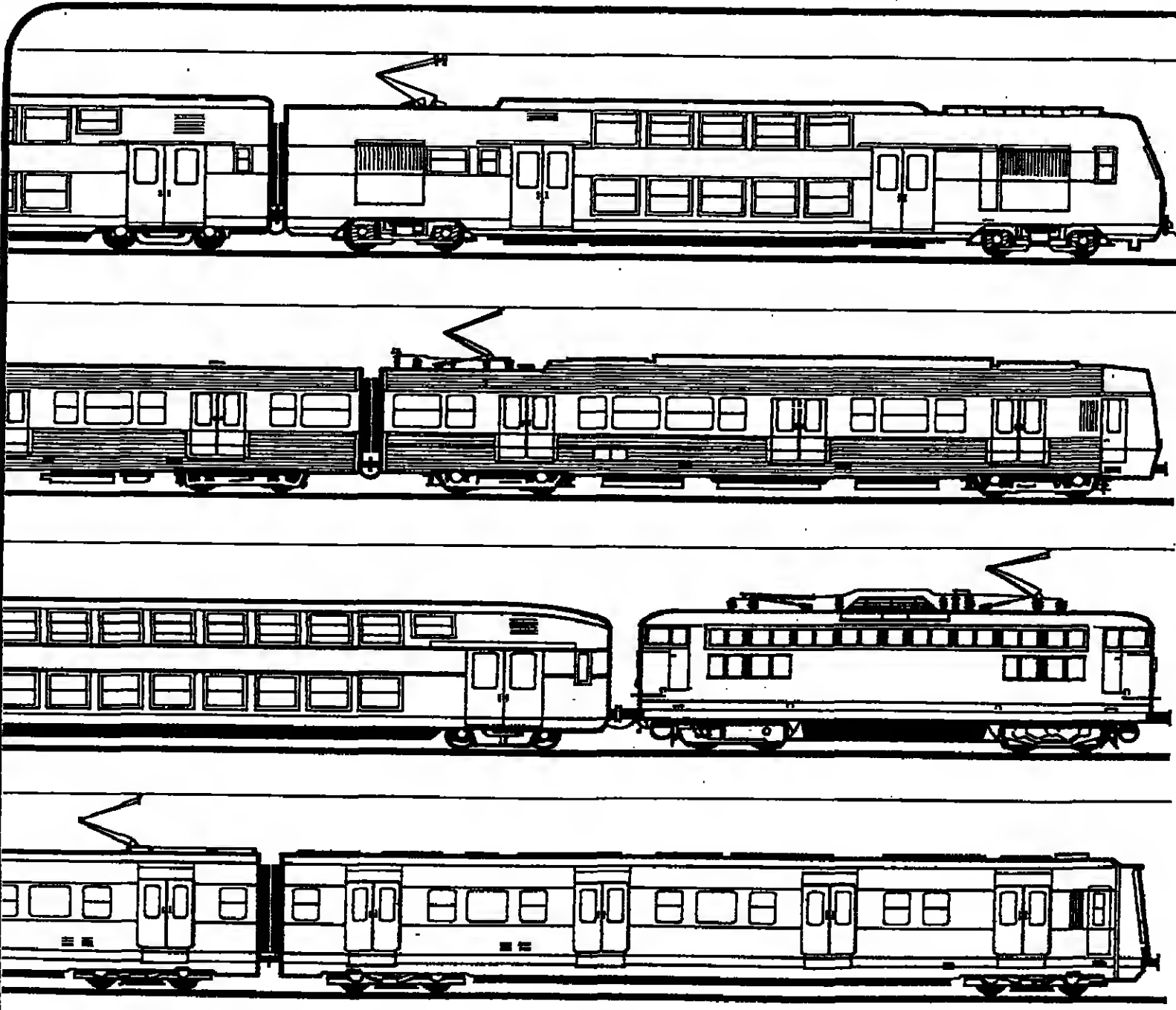
Selon la volonté de M. Chirac, le croissant oriental de Paris va devenir le croissant urbain le plus fertile en opérations de constructions de logements. Celles-ci sont indiquées en noir sur notre carte.

du bassin de La Villette (1 350 logements) ; dans le dix-huitième, dans le secteur de l'Evangile (800 logements).

La réalisation de ces projets fera-t-elle l'unanimité chez les élus de la majorité municipale ? Ceux de l'Est parisien font observer que leurs arrondissements abritent déjà 65 % des logements sociaux de la capitale. En ajouter encore ne fera, selon eux, qu'accroître le déséquilibre

entre le bassin de La Villette et la coulée verte Bastille-Vincennes.

De vastes espaces devraient être libérés et aménagés sur les quais de la Seine, notamment sur la rive gauche où il faudra démolir les anciens magasins généraux proches d'Austerlitz et convaincre le Port autonome de Paris de démolir ses installations. Au total, l'Est parisien bénéficierait de près de quarante hectares



Banlieue de Paris

Avec :

□ 930 km de lignes dont 170 km de RER

□ 326 gares dont 24 nouvelles et 193 à proximité de parcs de stationnement

□ 3.000 voitures dont 670 à 2 niveaux

c'est, par jour ouvrable :

□ 4.900 trains

□ 1.500.000 voyageurs

Trains de banlieue. Du temps gagné



Une f

LE MONDE - 16 novembre 1983 - Paris. L'Église catholique de France, à l'occasion de la semaine de la prière mondiale, a lancé une théologie et une pédagogie.

C'est ainsi que l'Église de France a lancé la semaine de la prière mondiale, une théologie et une pédagogie. L'Église de France a lancé la semaine de la prière mondiale, une théologie et une pédagogie.

Cette nouvelle structure, dans environ 70 paroisses, 200 qui compte le dixième des équipes animatrices agréées par l'évêque, en effet, à l'initiative des équipes animatrices d'Église, qui n'est pas le droit canonique, mais « conforme » à la tradition.

Actuellement, les équipes animatrices sont encore au stade de l'expérimentation, et une grande place est faite à l'initiative des laïcs élus. Il s'agit de la préfiguration de certaines paroisses, voire de nouvelles paroisses, qui se méfient de tout ce qui se fait à l'initiative des laïcs. Et puis, les équipes animatrices ne se remplacent pas, elles existent.

Comme le souligne le bulletin : « Le rôle de l'équipe animatrice ne consiste pas à diriger ou organiser les chrétiens, mais à les aider à découvrir et à vivre la foi. L'équipe est responsable de la qualité de la vie d'Église animatrice. » Ce que les laïcs de l'Église ne veulent pas, en revanche, c'est la création d'une nouvelle structure, la pénurie de prêtres et de longues, à faciliter la prise en charge progressive des paroisses. « Nos prêtres s'en vont, nous serons appelés à jouer un rôle plus important, dit un responsable d'équipe à Palaiseau. A ans, les six paroisses d'

La décentralisation soulève des questions juridiques et d'ordre.

Mais le Conseil Général des Hauts-de-Seine, présidé par Paul Grazioplene, de l'avant.

Solidement. En investissant dans les équipements et dans les hommes.

Des exemples ? Avec 200 millions pour moderniser son réseau routier et ses

LES LAICS MONTENT A L'AUTEL

Une foi qui ne succombe pas à la ville

L'ILE-DE-FRANCE offre un parfait microcosme des problèmes posés à l'Eglise en milieu urbain. Composée, du point de vue ecclésiastique, de huit diocèses (Paris, Meaux, Versailles, Corbeil, Nanterre, Saint-Denis, Créteil et Fontenay-sous-Forêt), elle présente tous les cas-tête imaginables aux responsables de la pastorale : un tissu de « chrétienté » en voie de disparition, un clergé rare et vieillissant, une pratique religieuse en chute libre, une population mobile en proie à toutes les nuisances de la grande ville (fatigue, bruit, pollution, violence), des jeunes écartelés entre les contraintes du chômage et les sirènes de la consommation, une population immigrée en augmentation...

L'Eglise doit s'adapter, et elle vient de le faire. Elle a longtemps desservi des communautés rurales et stables, dont le profond conservatisme était conforté par le cycle immuable des saisons. D'ailleurs, la cellule territoriale de base — la paroisse — était conçue sur le modèle villageois. La création de cinq villes nouvelles autour de Paris, en Ile-de-France, n'a fait qu'accroître le processus d'urbanisation, et c'est dans ces nouvelles agglomérations qu'on peut observer le plus clairement la transformation d'une vie de clocher en pastorale des grands ensembles.

Les « équipes animatrices »

Prenez le cas de l'Essonne, car s'y trouvent réunis tous les éléments du changement : une ville nouvelle à Evry et la nomination d'un jeune évêque dynamique, décidé à faire les réformes nécessaires. Le diocèse d'Essonne, de création récente (1966), a une population jeune et mobile (un tiers des 988 400 habitants a moins de vingt ans ; et sur 100 travailleurs, 25 travaillent à Paris, 25 dans les autres départements de l'Ile-de-France et 50 en Essonne), une zone rurale importante (deux tiers du territoire), une autre très urbanisée, 100 000 étrangers (1 Essonnien sur 10 est un immigré), 32 000 demandeurs d'emploi (30 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans sont au chômage), la plus grande prison d'Europe, Fleury-Mérogis, des prêtres de moins en moins nombreux (200 en activité dans le diocèse aujourd'hui, qui ne seront qu'une centaine dans dix ans), et des chrétiens habitués à un clergé nombreux et disponible...

« Depuis cinquante ans, les chrétiens des mouvements d'Action catholique avaient pris leurs responsabilités », reconnaît l'évêque, Mgr Guy Herbulot, mais l'évolution des paroisses ne

s'était pas faite au même rythme. Il ne pouvait être question de baisser les bras ni d'attendre des jours meilleurs. Il fallait préciser une théologie et mettre en œuvre une pédagogie.

C'est ainsi que l'évêque a eu l'idée de mettre en place des « équipes animatrices », composées de laïcs, de religieux et d'au moins un prêtre, dont la tâche est d'« animer » une paroisse, sur le plan humain et spirituel : accueil des gens qui demandent le baptême, le mariage ou un enterrement ; préparation des jeunes au mariage ; catéchisme ; gestion matérielle de la paroisse ; préparation des liturgies dominicales...

Cette nouvelle structure existe dans environ 70 paroisses sur les 200 que compte le diocèse, et la moitié des équipes ont déjà été « agréées » par l'évêque. Celui-ci tient, en effet, à investir les équipes animatrices d'une mission officielle — un peu à la manière de l'ancien « mandat » accordé aux mouvements d'Action catholique — afin que cette nouvelle cellule d'Eglise, qui n'est pas prévue par le droit canonique, soit reconnue « conforme » à la pastorale d'ensemble.

Actuellement, les équipes sont encore au stade de l'expérimentation, et une grande place est laissée à l'initiative des membres laïcs élus. Il s'agit de surmonter les préjugés de certains fidèles traditionalistes, voire des prêtres, qui se méfient de toute innovation. Et puis, les équipes doivent veiller à ne pas remplacer des organisations existantes — comme les conseils paroissiaux (qui regroupent souvent une quarantaine de personnes, représentatives de toutes les tendances, alors que les équipes se limitent à une douzaine de membres) ou d'autres instances de responsabilité : mouvements caritatifs, comités de gestion immobilière, groupes de catéchèse.

Comme le souligne Mgr Herbulot : « Le rôle de l'équipe animatrice ne consiste pas à superviser, diriger ou organiser la vie des chrétiens, mais à les stimuler, à les éveiller et à les interpeller ; l'équipe est responsable de la qualité de vie d'Eglise de la communauté ». Ce que les responsables de l'Eglise ne veulent pas admettre, en revanche, c'est que cette nouvelle création est née de la pénurie de prêtres et vice, à la longue, à faciliter la transition d'une direction cléricale à une prise en charge progressive par les laïcs. « Nos prêtres s'en vont et nous serons appelés de plus en plus à jouer un rôle de suppléance », dit un responsable d'équipe à Palaiseau. Avant cinq ans, les six paroisses de ce sec-

teur n'auront plus que deux prêtres...

Certains prêtres, parmi les plus lucides, savent bien que la question des ministères laïcs est une vraie question. « Je ne vois pas, dit l'un d'entre eux, pourquoi des membres laïcs de l'équipe ne feraient pas des enterrements, ne baptiseraient pas ou ne recevraient pas le consentement des époux qu'ils auraient préparés au mariage. Et puis un problème se pose pour les prêtres qui se voient cantonnés dans la célébration exclusive des sacrements : ils n'ont pas une vie très équilibrée ! »

Le « cerveau de la France »

L'Essonne est aujourd'hui le premier département scientifique de la France, grâce aux neuf mille cinq cents chercheurs dans le triangle de Saclay-Palaiseau-Orsay, baptisé le « cerveau de la France ». L'équipe animatrice d'Orsay en est le reflet. La responsable, qui enseigne à la faculté

d'Orsay, avoue que la paroisse qu'elle anime est située dans le « quartier Latin de la banlieue sud », avec une population de jeunes chercheurs, d'intellectuels et d'étudiants, mais aussi de petits paysans, de retraités et de travailleurs immigrés, notamment trois mille Portugais.

L'équipe s'est constituée par nécessité : le curé de la paroisse est tombé malade. Elle fonctionne depuis deux ans, avec huit laïcs et deux prêtres. Les statuts sont en cours d'élaboration, mais il est déjà acquis que les membres laïcs soient élus pour un mandat de trois ans. « Lorsque des élections ont été organisées pour remplacer l'équipe provisoire, raconte un des membres, il y avait douze candidats pour les huit places et trois cent quatre-vingt-deux paroissiens, sur les six cents paroissiens, ont pris part au vote. »

Quelques réalisations de l'équipe d'Orsay : une analyse de la situation humaine et sociale

afin de répondre au mieux aux besoins : l'accueil des isolés, des étrangers ou des familles en deuil, la création d'« ateliers de la foi » pour encourager la réflexion théologique, l'organisation d'une « école de prédication » — quarante inscriptions d'embellie — pour aider les laïcs à prendre la parole...

Quelques difficultés également. Les relations sont parfois tendues avec des prêtres qui refusent de partager leur « pouvoir » ou des fidèles habitués à n'obéir qu'à monseigneur le curé. Des conflits peuvent éclater entre l'équipe et d'autres instances paroissiales — d'autant que le droit canon est muet sur cette structure inédite et que d'autres évêques se montrent réticents à son égard. Une équipe nouvellement élue, qui s'était adressée à son archevêque pour recevoir un « ordre de mission », n'a eu pour tout encouragement que cette réponse laconique : « J'ai bien pris note de la composition de votre comité. »

Autre problème : le statut des diocèses, qui n'a jamais été clairement défini. S'agit-il de « sous-prêtres » ou de « super-sacerdotes » ? De fait, l'expérience n'a pas vraiment été concluante en France. Il n'y a que quatre diocèses dans tout le diocèse de l'Essonne. La désaffection des jeunes, ici comme ailleurs, pour les structures officielles de l'Eglise constitue un souci qui va jusqu'à l'angoisse chez certains parents très engagés.

Mais le plus grand point d'interrogation demeure l'avenir ministériel des équipes. Elles remplacent progressivement un clergé en voie de disparition, sans qu'on aborde ouvertement le tabou des sacrements, demain réservés des prêtres. Laïcs, religieuses, religieux, devront-ils attendre la disparition du dernier prêtre, pour se voir enfin confier un véritable ministère ?

ALAIN WOODROW.

Ici on prie

- Il existe une soixantaine de maisons de prière et d'accueil en Ile-de-France. En voici une liste succincte. Pour plus de détails, s'adresser à la revue *Présence et dialogue, l'Eglise en Ile-de-France*, 8, rue de la Ville-Frédérique, 75384 Paris Cedex 08, qui publie un supplément chaque année sur ce thème. L'édition de 1984 est prévue pour la mi-décembre 1983.
- AVON (Seine-et-Marne) : Couvent des Carmes, 1, rue du Père-Jacques, 77215 Avon.
- BAGNEUX (Hauts-de-Seine) : Les Miroiriers, Maison interdiocésaine, 6, rue Pablo-Neruda, 92200 Bagneux.
- BLARU (Yvelines) : Béthanie (Bénédictines), Blaru 78270 Bonnières-sur-Seine.
- BOISSY-SAINT-LEGER (Val-de-Marne) : Soeurs de l'Adoration, 67, rue de l'Eglise, 94470 Boissy-Saint-Leger.
- BONNELLES (Yvelines) : Orantes de l'Assomption, chemin de Noncière, 78650 Bonnelles.
- BROU-SUR-CHARENTAIS (Seine-et-Marne) : Communauté monastique de Jésus crucifié, prieuré Saint-Joseph, 1, avenue Victor-Thiébaud, 77177 Brou-sur-Charentais.
- CHATEAUFORT (Yvelines) : Prieuré du Châteaufort, 1, place de l'Eglise, 78530 Buc.
- CHEVILLY-LARUE (Val-de-Marne) : Séminaire des missions (centre d'accueil), 12, rue du Père-Mazuril, 94150 Chevilly-Larue.
- CLAMART (Hauts-de-Seine) : Villa Marissa, Centre spirituel, 9, rue Fauveau, 92140 Clamart.
- COMBS-LA-VILLE (Seine-et-Marne) : Villa Notre-Dame, 46, rue de Semmarvilla, 77380 Combs-la-Ville.
- COUBRON (Seine-Saint-Denis) : Accueil Saint-Jean-Baptiste, 89, rue Jean-Jaures, 93470 Coubron.
- CROUY-SUR-OURCQ (Seine-et-Marne) : Chateau de Champvert, 77840 Crouy-sur-Ourcq.
- ECUELLES (Seine-et-Marne) : Monastère du Don de Dieu, 62, rue Georges-Villatte, Ecuelles, 77250 Moret-sur-Loing.
- FAREMOUTIERS (Seine-et-Marne) : Abbaye des Bénédictines, Faremoutiers, 77120 Coulommiers.
- FONTENAY-SOUS-BOIS (Val-de-Marne) : Mission de France, B.P. 124, 16, rue du R.P. Aubry, 94121 Fontenay-sous-Bois.
- GRANDBOURG (Essonne) : la Maison Sainte-Geneviève (Notre-Dame de Sion), 2, rue Ratisbonne, Grandbourg 91000 Evry.
- JOUARRE (Seine-et-Marne) : Abbaye Notre-Dame (moniales bénédictines), B.P. 2, 77640 Jouarre.
- LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (Seine-et-Marne) : Franciscaines missionnaires de Marie, 20, avenue du Général-Leclerc, 77290 La Ferté-sous-Jouarre.
- LARCHANT (Seine-et-Marne) : Maison du Père, 22, rue des Sablons, 77132 Larchant.
- LVRY-SUR-SEINE (Seine-et-Marne) : Clos Notre-Dame, 77000 Melun.
- MARCOUSSIS (Essonne) : Les Sources, 28, rue Alfred-Dubois, 91460 Marcoussis.
- MAUREPAS (Yvelines) : Le Cèdre, 9, place des Buttes, 78310 Maurepas.
- MEAUX (Seine-et-Marne) : La Maison de Chaaga, 20, rue de Chaaga, 77100 Meaux.
- MÉRY-SUR-MARNE (Seine-et-Marne) : Notre-Dame de Sion, 77730 Méry-sur-Marne.
- MONTIGNY-LES-CORNEILLES (Val-d'Oise) : Les Feuillantes, place de l'Eglise, 94370 Montigny-les-Corneilles.
- MOURS (Val-d'Oise) : Pères blancs, 95260 Beaumont-sur-Oise.
- NEMOURS (Seine-et-Marne) : Monastère de Bethléem, route de Poligny, 77140 Nemours.
- ORSAY (Essonne) : La Clarté-Dieu, 95, rue de Paris, 91402 Orsay.
- PARIS 16^e arrondissement : Soeurs auxiliaires, 116, rue du Cherche-Midi, 7^e arrondissement.
- PARIS 17^e arrondissement : Notre-Dame du Cénacle, 58, avenue de Breteuil, 14^e arrondissement.
- PARIS 18^e arrondissement : Monastère de la Visitation, 68, avenue Denfert-Rochereau, 16^e arrondissement.
- PARIS 19^e arrondissement : Marie Réparatrice, 27, rue Michel-Ange, 19^e arrondissement.
- PARIS 20^e arrondissement : Assomption, 17, rue de l'Assomption, 18^e arrondissement.
- PARIS 21^e arrondissement : Ephrem, 33, rue du Chavallier-de-la-Barre, 19^e arrondissement.
- PARIS 22^e arrondissement : Carmélites de l'Emmanuel, 4, rue Edouard-Pailleron, 17^e arrondissement.
- POISSY (Yvelines) : La Part-Dieu, foyer de charité, 108, rue de Villiers, 78300 Poissy.
- QUINCY-SOUS-SÉNART (Essonne) : Centre Desfontaines, 8, rue
- Mire-Marie-Pia, 91480 Quincy-sous-Sénart.
- RUILL-MALMAISON (Hauts-de-Seine) : Oblates de l'Eucharistie, prieuré Saint-Joseph, 18 bis, boulevard Richelieu, 92500 Ruill-Malmaison.
- SAINT-PRDX (Val-d'Oise) : Massabielle, maison d'accueil, 1, rue Auguste-Ray, 95390 Saint-Pris.
- SAINT-SULPICE-DES-FAYÈRES (Essonne) : Maison Saint-Dominique (dominicales de Béthanie), 91910 Saint-Sulpice-des-Fayères.
- SOISY-SUR-SEINE (Essonne) : Dominicales de l'Epiphania, 91450 Soisy-sur-Seine.
- TIGERY (Essonne) : Notre-Dame du Cénacle, 34, place de Liedekerke, Beaufort, 91100 Corbeil-Essonnes.
- VANVES (Hauts-de-Seine) : Bénédictines, prieuré Sainte-Bethilde, 7, rue d'Isly, 92170 Vanves.
- VAUGHAN (Essonne) : Abbaye Saint-Louis du Temple, Limon, Vaughan, 91430 Igny.
- VERSAILLES (Yvelines) : Communauté des diaconesses de Reully (protestantes), 10, rue Perte-de-Buc, 78000 Versailles.
- VERSAILLES : Soeurs auxiliaires, Maison Saint-Régis, 1 bis, rue de l'Ermitage, 78000 Versailles.
- VILLEBON-SUR-YVETTE (Essonne) : Lazaristes, centre de retraites, 7, rue du Garen-de-Niviera, 91120 Palaiseau.
- WISSOUS (Essonne) : Maison du Christ-Roi, 21, rue du Général-de-Grassot, 91320 Wissous.

Investir solidement

La décentralisation soulève bien des questions juridiques et financières.

Mais le Conseil Général des Hauts-de-Seine, présidé par Paul Graziani, va de l'avant.

Solidement. En investissant dans les équipements et dans les hommes. Des exemples ?

Avec 200 millions pour moderniser son réseau routier et ses ouvra-

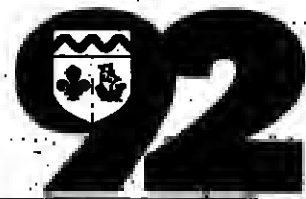
ges d'art, priorité est donnée à la voirie et aux communications.

Avec 30 millions pour la formation professionnelle des jeunes orientée vers des carrières d'avenir.

La reconstruction du Pont de Billancourt, grande affaire des prochaines années commence en 1984 et la réhabilitation des bords de Seine se poursuit.

Plus de 1.000 associations locales reçoivent le soutien de crédits du 92.

Et plus de la moitié du budget de fonctionnement départemental est déjà consacrée à l'aide sociale. De la petite enfance au 4^e âge.



CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE

Les Hauts-de-Seine
L'avenir s'y construit aujourd'hui

CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 167-177, AVENUE JOLIOT CURIE, 92015 NANTERRE CEDEX. TÉLÉPHONE : 725.95.00 - TELEX CGHDS/610169

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

PLEIN AIR

Automne à Saint-Germain

Au cœur de l'automne, Saint-Germain-en-Laye offre à coup sûr la perspective d'une fin de semaine réussie, sans tracas mais bourrée d'histoire. En 1837 y fut inauguré le premier chemin de fer, c'est maintenant le R.E.R., qui y conduit en vingt-cinq minutes du centre de Paris, libérant des retours en auto toujours fastidieux même à l'ouest de la capitale.

Dès l'arrivée, on ne peut manquer de voir le château, mais on s'aperçoit tout de suite qu'il a bien été rénové depuis François I^{er}. L'ancienne ville royale de Saint-Germain-en-Laye est devenue une cité moderne de quarante mille habitants et, dans le château lui-même, le Musée des antiquités nationales a été entièrement réaménagé ces dernières années : c'est l'un des plus importants musées de la préhistoire au monde.

Du vieux Saint-Germain, il ne reste que des hôtels classés dont les cours et façades peuvent plaire, mais l'histoire, les histoires, c'est à travers la forêt qu'il faut les rechercher, ce qui donne l'occasion de s'aérer agréablement. Les premières foulées depuis le château conduisent en direction de la terrasse ; on ne peut manquer d'aller y admirer le panorama de la vallée de la Seine et la banlieue ouest de Paris. La terrasse, tracée par Le Nôtre, fut achevée en 1673, après quatre années de travaux gigantesques, mais il est vrai qu'elle mesure 30 mètres de large sur 2 400 mètres de long. Des tilleuls y furent plantés en 1745.

Dans la forêt, on peut randonner toute l'année, le terrain est sablonneux et particulièrement apprécié en cette saison par les randonneurs quand ailleurs ils s'enlèvent. Mais l'attrait ici provient aussi de la variété des essences d'arbres qui se colore à plaisir puis s'effeuillent au vent dans des allées magnifiques. Si les chênes sont majoritaires, on rencontre aussi des hêtres, des charmes, des pins, des châtaigniers, des érables, des tilleuls...

Le Petit Robert se trouve en plein Figalle, mais dans la plus réservée de ses rues : la rue Cauchois. Si vous venez par le métro, vous descendrez à la station Blanche et vous remonterez la rue Leprie sur votre gauche.

Si vous préférez l'autobus, vous pouvez par exemple prendre le 80 et descendre à la station juste après place de Cliehy, au bout du pont qui surplombe le cimetière de Montmartre. Si vous êtes en voiture, suivez le même chemin : première rue à droite après le pont, puis encore première rue à droite, vous descendrez une rue jusqu'à un églonnet rouge, gardez-vous aussi vite que possible. Le Petit Robert se trouve à l'angle de la rue, en face du cimetière, ses fenêtres sont protégées par d'épais rideaux et des miroirs dont l'opacité rebute les yeux curieux.

Il a toujours l'air fermé, mais ne vous découragez pas : il ne l'est que le lundi soir. Poussez une porte et vous entendrez un léger cliquetis, votre joue frôlera le velours du rideau, vos yeux vous remercieront de la chaude lumière de flamme, de ces luciers de feu reflétés dans le cristal des verres.

L'hiver est la saison idéale pour aller au Petit Robert : les poètes en falence sont allumés, le potiron est déjà coupé pour la soupe (et l'escalope Caruso). Mais si vous êtes un tant soit peu arrogant ou (et) intempêtif, ayez un peu pitié des gens bien élevés, et n'allez pas plus loin dans la lecture de cet article, oubliez vite le tuyau. N'insistez pas.

En cette forêt royale, il est juste que l'arbre-roi soit glorifié : le Circuit des oratoires, qui se prend sur la terrasse à la route des Marais, permet de rendre visite aux grands ceinturés qui sont le chêne des Anglais, sous lequel Jacques Stuart vint prier, et au chêne Sainte-Geneviève. L'itinéraire pédestre balisé de croix bleues totalise 18 kilomètres, soit 5 à 6 heures de marche, mais des raccourcis (balisés croix et points bleus) permettent de le réduire à une promenade de 9 ou 12 kilomètres, sans mystère si l'on prend soin de se procurer le topo des sentiers de petite randonnée en Ile-de-France.

Les balises conduisent, mais le topo décrit et raconte le passé gravé à chaque croisée de chemins : la croix Pucelle fut érigée en 1456

Les godillots verts

Près de 3 000 kilomètres de sentiers balisés attendent les randonneurs dans la région parisienne. Ils ont l'avantage d'avoir été conçus pour permettre des échappées d'une journée entre deux moyens de transport (gare ou car) ; praticables par tous.

Le Centre d'information pour la randonnée pédestre (64, rue de Gergovie, 75014 Paris. Tél. : 545-31-02) permet de bien se documenter sur les sentiers, topes et cartes existantes ; il renseigne, en outre, sur les nombreuses associations et clubs avec qui cheminer si l'on ne souhaite pas partir seul.

A. M.

SOIRÉE

Le potiron du Petit Robert

ce n'est pas la peine : de toute façon, au premier éclat de voix, à la première réflexion hautaine, vous vous ferez sortir ce douceur, mais inextinguible, par le patron, Henri, qui, heureusement, a ses féttes.

Le Petit Robert a été inventé il y a une dizaine d'années par un certain Robert, qui n'est ni spécialement petit ni spécialement lettré. Cet Américain francophone (mais c'est peut-être le contraire) faisait mariner dans du vinaigre des oranges et des oignons. Ce n'était pas la moindre de ses excentricités : s'il lui chantait de troquer sa toque contre une perle argentée, il ne s'en privait pas. A cette époque, Le Petit Robert était un endroit délicieux, mais plutôt cher, surtout fréquenté par les travestis du quartier. On n'était jamais à l'abri de quelque crise de nerfs, due à des hallucinations chimiques, ou de voir attirer une paire de faux cils décolorés dans sa soupe à l'oignon. Si nous insistons sur les soupes, c'est qu'elles sont exquises.

Maintenant Le Petit Robert s'est assagi. Robert est devenu cuisinier privé d'un milliardaire américain, son successeur, Henri, a

en mémoire de Jeanne d'Arc, à l'étoile Sainte-Anne, Anne d'Autriche serait venue honorer la statue de sa patronne. Des croix très nombreuses : de Noailles, Saint-Simon (1635), Dauphine, de Berry, mais aussi des étoiles comme celles de Bon Secours, en souvenir de Marie Leczinska, ou de Saint-Fiacre... Les grandes allées forestières se coupent en effet en étoile ; leur accès en voiture est interdit, ce qui rend très agréables les 50 kilomètres de pistes cavalières et les 120 kilomètres de sentiers de promenade très bien repérés sur la carte IGN 1/25 000.

Les allées, les chevreuils invisibles, les arbres et leurs jalons historiques peuvent donner l'envie de prolonger un peu le dépaysement... Trois hôtels-restaurants de classe permettent une fantaisie d'automne, tout près de Paris : le Pavillon Henri-IV et l'Ermitage des loges sont face à la forêt près du parc ; Casau-dehors la Forêt est, lui, perdu dans les arbres. On peut aussi dénicher dans les rues de la ville de petits restaurants sympathiques comme chez Jan-My, le Bistrot, chez Alex, Côté cour... la liste est en longueur.

Avant de partir, il reste la possibilité de contempler les tableaux symbolistes réunis au musée du Prieur, ouvert en 1980. Les bâtiments entièrement rénovés datent du XVIII^e siècle ; Maurice Denis, chef de file du mouvement des Nabis, y vécut de nombreuses années. Mais pour les amateurs d'arbres et de grand air, les occasions de revenir sont toutes tracées sur la carte, et les balises rouges et blanc du G.R.I. guident à travers la forêt jusqu'à Acheres ou Maisons-Laffitte, autres points de liaison possibles en train.

ANNICK MOURARET.

* Topo sentiers de petite randonnée en Ile-de-France : réf. 107-1980 ; en librairie de sport ou au Centre d'information pour la randonnée pédestre (64, rue de Gergovie, 75014 Paris ; tél. : 545-31-02).

* Carte IGN 1/25 000, n° 419 : Forêts de France.

* Office de tourisme de Saint-Germain-en-Laye : 1 bis, rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye ; tél. : 451-05-12.

conservé les treillis dorés qui s'entrechoient sur les miroirs. On écoute toujours, en sourdine, Darnia, Ingrid Caven, Nino Rota. Christian, le cuisinier, fait toujours la salade d'oranges et d'oignons (vous n'avez plus le droit de demander ce qu'est la « San Severino ») et les « sparcibs » américains, travers de porc à la sauce sucrée. Mais il a agrémenté la carte (dessinée sur papier strong par l'artiste Melinda Peterson, qui vient d'illustrer, rien de moins, *A la recherche du temps perdu* - les petits poireaux tièdes sont à la sauce verdurette) de bonnes recettes de sa région natale (le Périgord ?), notamment un chou farci qui tient bien au corps.

Les vins sont choisis au cours de longues pérégrinations : essayez par exemple le château-reynon, un bordeaux blanc sec, et, si vous préférez le vin ouvert, les carafes anciennes sont splendides.

N'oubliez pas de goûter le pavé au chocolat et le petit pot de crème au gingembre. Si vous avez un peu de chance, vous dinerez en compagnie d'Isabelle Adjani, Marie-France ou Copi. Ne demandez pas d'autographe. Si votre chance continue, en sortant vous trouverez tout blanc. Vous marcherez un peu, jusqu'au boulevard, dans les flocons, et les boutiques de tatouage et les sex-shops auront des airs naïfs.

HERVÉ GUBERT.

* Le Petit Robert, 10, rue Cauchois, Paris (18^e). Réservations : 605-04-46. Repas : environ 150 F.

BON BEC...

Brasseries en voyage

Ce fut d'abord (dès le troisième siècle) l'établissement où l'on « brassait », c'est-à-dire fabriquait le bière. Ce fut ensuite un établissement où l'on consommait celle-ci et, par extension, un grand café-restauration (1853 dit le Petit Robert, 1844 assure le Larousse, qui précise : « Commerce de boissons où l'on peut consommer des repas froids ou chauds rapidement préparés »).

Bière, fille du Nord... Les premières brasseries naquirent à l'entour des gares de l'Est et du Nord, puis, parce que pratiques aux voyageurs d'autres terminus, envahirent ensuite le boulevard.

Mais, surtout, ce fut en quelque sorte le foyer de l'homme seul. Il y venait chercher partenaire, pour jouer, pour parler. Pour parler surtout, et parler donne soif ; puis pour accompagner le boire (ou pour l'excuser), on songea aux nourritures.

..

De ces brasseries d'hier, au décor merveilleusement vieillot, nous restent *Flo*, dans la Cour des Petites-Ecuries (sur l'emplacement d'une maison des champs de Ninon de Lenclos), et le merveilleux *Bouffon*, rue de la Bastille. Avec quelques autres, au quartier Latin, qui est, et surtout fut, le quartier des bavardages politiques par excellence.

Par extrapolation, devinrent brasseries tous les établissements où l'on s'entasse pour absorber une nourriture peu soignée, stéréotypée, de la saucisse-frites à l'assiette anglaise. Ou encore les ambassades de la cuisine alsacienne (bière oblige). Notons que seul le *Bottin-Gourmand* a joint une rubrique « Brasseries » à ses listes de bonnes maisons, ce qui lui permet de citer aux Halles, le célèbre *Pied de Cochon* ; au faubourg Saint-Germain, le *Munich* (rue de Buci) ; aux Champs-Élysées, l'*Alsace* ; sur le Boulevard, la *Taverne Kromer*... pour ne citer que les maisons solides.

..

Et puis il y a *Lipp* !

Lipp c'est la pérennité de la brasserie. Un centenaire qui se porte bien depuis que, fuyant

l'Alsace occupée, M. Léonard Lipp s'installa ici, créant la Brasserie des bords du Rhin. Puis de propriétaire en propriétaire (il y eut même un certain Florentin Cazé !), M. Marcelin Cazé en fit, après l'autre guerre, ce que l'on connaît (y compris les panneaux de mosaïque entourant les carreaux fabriqués par le père de Léon-Paul Fargue).

Lipp ? On y va pour voir et se faire voir. Et si les clients ne sont pas tous illustres, tous sont pourtant du sérail, selon le mot de Jean Diwo. Aussi bien, pour se voir mieux, Marcelin Cazé n'a-t-il pas eu l'idée de faire incliner les glaces de la grande salle ?

Lipp c'est aussi l'armistice de la politique. Les adversaires s'ignoraient. Léon Daudet y serait le main de Vaillant-Couturier hier, et en mai 1981, Roger Chénard vint sportivement féliciter les gagnants du jeu électoral. Seul Roger Cazes, successeur de son père, hocha la tête : il avait placé Chénard à côté de Defferre, mais murmuré, parlant du nouveau président : « Je ne le reverrai plus ». En un siècle on a vu ici de nombreux futurs présidents mais jamais de président en exercice !

On a beaucoup dit, écrit, qu'il faut montrer ici patte blanche. Que les inconnus sont refoulés, à tout le moins mal acceptés. C'est que, selon le mot, de Léon-Paul Fargue, éternel pion de Paris, *Lipp* comporte une discipline rigoureuse. Ce n'en resta pas moins la brasserie-type, la brasserie de la mélancolie, si l'on regarde toutes celles de la banlieue nées depuis. La brasserie « fermée » réservée aux « esprits ouverts », a-t-on pu dire aussi.

Aiors, y mangerait-on comme partout, y serait-on comme les mal-aimés refoulés au purgatoire du premier étage, que l'on pourrait déjà se flatter d'un décor historique, d'un service ahurissant de désinvolture et de métier. Mais *Lipp*, c'est mieux encore : un grand professionnel nommé Roger Cazes, et des plats de brasserie exempts de toute banalité, du harang Belouze ou carvels remoulade, du bœuf gros sel à la choucroute...

ROBERT J. COURTINE.

Naissances

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

Décès

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.
M. M. Jean-François LEBLANC, 10 rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1983.

VOTRE TABLE EN ILE-DE-FRANCE

RIVE DROITE

LE SARLADAIS F/sam, midi, dim. 2, rue de Vienne, 8. 522-23-62.
L'ESCAPADE EN TOURAINE 143-14-96 24, rue Traversière, 12^e F/sam, dim.
LES POTIERS 261-26-19 49, r. Arbre-Sec, 1^{er} F/dimanche
LE VERGER DE MONTMARTRE 37, rue Lamoignon, 18 222-12-70
CHEZ LE BABON 205-72-72 65, r. Manin, 19^e F/sam, midi, dim.
CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Ponthieu, 8^e F/sam, midi
GASPARD DE LA NUIT 277-90-53 6, r. Tournelles, 4^e F/sam, midi, mer.
DEL MONICO F/dim. 39, avenue de l'Opéra, 2^e

RIVE GAUCHE

AU LAC DE COME 322-52-35 123, bd du Montparnasse, 6^e F/dim, lun.
LE SYBARITE 222-21-56 6, rue du Sabon, 6^e
L'ALSACE A PARIS 326-89-36 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e T.L.J.
ASSA TILS F/dim, lundi 5, rue Saint-Beuve, 6^e 548-07-22
CHEZ FRANÇOISE 551-07-20/705-49-03 4, rue de la Harpe, 7^e Fermé le lundi

HORS PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE 093-21-24 à Rillbois
PANORAMA AUTOMNAL EXCEPTIONNEL sur les bords de la Seine. Une étape gourmande. Sa table, ses vins d'un de nos 40 châteaux de Paris, et ses chambres confortables.

CUISINE CHINOISE

AUX DELICES DE SZECHOUEN
Une cuisine d'une grande délicatesse 40, av. Daumesnil - 306-22-55.

PALAIS DE L'EST 241-09-99 186, 19 St-Martin
Bismarck, un nouveau style de cuisine chinoise. Menu 38 F s.a.c.

CUISINE BRÉSILIENNE

O' BRASIL 10, rue Quénéquid, 6^e 354-98-56
Spectacle NORMAND DISCOTHEQUE Fejéda. Musique samedi midi.

GUY

6, rue Mabilon, 6^e 354-87-61
FÊTE BRÉSILIENNE avec ORCHESTRE
Tous les samedis pour le déjeuner.
Dîner, souper ts les soirs et dim.

CUISINE JUIVE

PITCHI POI 7, rue Caron, 6^e 277-46-15
Gros fromage blanc. Carpe frite à la sauce. TCHOULET AU CONFIT DE CANARD.
SALON DE THÉ.

OUVERT APRES MINUIT

LA CLOSERIE DES LIAS
171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68
Au piano : Yvan MEYER.

BAUMANN TERNES

64, av. des Ternes, 17^e - T.L.J.
NOUVELLE CARTE D'HYVER
FRUITS DE MER
Jusq. 1 h du mal. - 574-16-66.

GUY

6, rue Mabilon, 6^e 354-87-61
PUX DE LA NEILLIÈRE
CUISINE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

POISSONS

CHEZ NICK 13, rue Taylor, 10^e 208-89-72
AMBASSADE MARSEILLAISE
La vraie bouillabaisse, alléluia complet.

NICOLAS

246-84-74 - 770-10-72
12, rue Fidélité, 10^e
Son foie gras frais. Ses poissons.
Ses grillades frites. F/sam, s., sam.

LA CAGOUILLE

Bistrots charentais 322-09-01
Parce que Paris est aussi fait de la province (poissons et cognacs).

FRUITS DE MER/POISSONS

Robert VATTIER 14, r. Quénéquid, 1^{er} 236-51-60
24 h sur 24 menu dim. et fêtes
Fruits de mer, coquillages, poissons.

CUISINE DE FEMMES

L'OEILLADE 10, rue St-Simon, 7^e 222-01-60
La légèreté d'une cuisine de femme.
Fermé dimanche.

CUISINE IMAGINATIVE

AUX CLOCHES DE VILLEDIEU
19, r. d'Artois, 2^e - 263-42-74
Erie et ses recettes personnalisées.

LE CÉLADON

Cuisine bourgeoise raffinée
Jean-Charles L'HONNEUR aux fourneaux
CADRE AGREABLE ET INTIME
15, rue Danou, 3^e
13, rue de la Paix
261-57-46 - F/sam, dim.

CUISINE ANTILLAISE

LE MACOUBA 346-88-07, F/fin.
94, bd Diderot, 12^e
Café bar. Accra. Lambis.
Colombo. Ambiance musicale.

L'AJOUPA

8, pl. St-Opportune, 13^e
Ambiance musicale. Vendredi.
samedi en danse au sous-sol.

SPECIALITES TOURAINGESES

LE TRAVERSIÈRE 344-03-10.
T.L.J.
40, r. Traversière, 12 (angle r. Charenton).
Spéc. Touring. Ris de veau. Champ. des bœufs.

CUISINE ALSACIENNE

AD GOURMET D'ALSACE
16, rue Favart, 2^e - 296-69-86.
Menu suggéré av. confit 40 F s.a.c.

SUD-OUEST

LES BALADINS 14, rue Manin, 19^e 08-91-11
CASSOLET - MAGRET CANARD
FOIE GRAS - St-JACQUES aux CÈPES

CADRE EXCEPTIONNEL

LA BELLE FRANCE TOUR EIFFEL
1^{er} étage, Champ-de-Mars - 553-20-04
La Tour voit le dôme. OUV. DIM.

VIANDE ET GIBIER

AU CLAIR DE LA LUNE
Dans le Vieux Montmartre
9, r. Poullet, 18^e - 258-97-03.
CHEVREUIL, MARCASSIN, LIÈVRE.

AU GRILLARDIN

548-30-18. F. dim.
13, rue Mézières
Ses poissons et plats du jour selon le marché. Cadre rustique.

Grenoble, Mendon

M. M. André David, son épouse.
M. et M^{me} Pierre David.
M. et M^{me} Gilbert Arg.
Catherine, Marc et Fran.
Isabelle et Tom McK.
Jérôme Argoud, ses petits-enfants.
Leurs parents et leurs oncles ont le douleur de faire part du décès de

M. André DAVID, ingénieur général du génie rural des ponts et chaussées, officier des Palmes académiques, commandeur du Mérite

survécu, le 9 novembre quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 14 novembre 1983.

1 place Gustave-Rivet 35000 Grenoble.

Anney

Général et Maurice Méthys Dingo.
Leurs enfants et petits-enfants.
Leurs familles parentes et alliées.
Ses nombreux amis, font part du décès de

Jean-Marie DIT rappelés à Dieu, le 14 novembre, à l'âge de quatre-vingt ans.

La messe de funérailles en l'église Notre-Dame de la Chapelle, le mercredi 16 novembre 1983 à 10 heures.

L'inhumation aura lieu à 14 heures.

Selon son désir l'enterrement sera remplacé par un dîner catolique contre la faim et pour le développement.

Le Seigneur sera l'ami de tous.

M. Henri ADENIS, ingénieur général des ponts et chaussées, officier des Palmes académiques, fait part du décès de

M. M. Fernand Estrade, ses enfants.
M. et M^{me} Jean-Jacques.
M. et M^{me} Bruno Ponce.
M. et M^{me} Raymond Es.
M. et M^{me} Raymond Es.
et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part

docteur Fernand ES

chevalier de l'Éléon, officier de l'Ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

survécu le 5 novembre à l'âge de 84 ans.

Il a été inhumé dans l'intimité le 9 novembre, à 14 heures.

B.P. 4398-101, Tassinari.

CARNET

Naissances

M. et M^{me} Jean-François LE BRIZIAULT et Anne ont la joie d'annoncer la naissance de
François.
Paris, le 20 octobre 1983.
14, avenue de Tourville, 75007 Paris.
M. et M^{me} Raymond BÉRAUD et Mathilde sont heureux d'annoncer la naissance de
Claire.
Londres, le 12 octobre 1983.
Christine CONTENCIN, Jean-Jacques BOULAROUSSE, ont la joie de faire part de la naissance de
Hélène.
le 9 novembre 1983.
27, rue Descartes, Paris-5.
13, rue Gandon, Paris-13.

Décès

M^{me} Hélène Adenis, son épouse, M. et M^{me} André Adenis et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Adenis et leurs enfants, M. et M^{me} Lucien Adenis et leurs enfants, M. et M^{me} Marc Adenis et leur fils, M. et M^{me} Dimitri Géron et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Pégory et leur fils, M. et M^{me} Pierre Comte et leurs enfants, M. et M^{me} Hansy et sa petite fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri ADENIS, inspecteur général honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 11 novembre 1983, dans sa soixante-dix-septième année. Ses obsèques ont été célébrées à Talloires (74), le 14 novembre 1983, dans l'intimité familiale.
— Sa famille, ses proches, ses amis, ont la douleur d'annoncer la disparition subite de
Pavel APOSTOL, professeur de philosophie à l'université de Bucarest, directeur d'études associé à l'École des hautes études en sciences sociales et à la Maison des sciences de l'homme, survenue le 8 novembre 1983 à Paris.
L'incinération aura lieu le jeudi 17 novembre, à 14 h 30, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.
— M. et M^{me} Charles Wochstein, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Moscovici et ses enfants, font part du décès de
M. Mayer BROMBERG, survenue le 12 novembre 1983.
Les obsèques auront lieu le mercredi 16 novembre 1983, à 14 heures, réunies à la porte principale, au cimetière parisien de Bagneux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
— Le conseil d'administration, La direction, Le personnel de la société FIAT-France, ont le regret de faire part du décès de
marquis Giangaspero CITTADINI-CESI, administrateur de FIAT-France, survenu, à Rome, le 9 novembre 1983.
— Vittorio Chiusano, Giorgio Frasca, Ray Brando d'Adda, ont la douleur de faire part du décès de
marquis Giangaspero CITTADINI-CESI, survenu, à Rome, le 9 novembre 1983.
— Au monastère des bénédictines d'Amboise (Madagascar), Mère François Hedvig COPEAU s'est endormie dans la paix du Seigneur le 10 novembre 1983.
De la part des bénédictines de Sainte-Bathilde Et de M^{me} Marie-Hélène Daré Et de sa famille.
Une messe sera célébrée le lundi 21 novembre 1983 au monastère des Bénédictines de Vanves, 7, rue d'Issy, 92170 Vanves.

Grenoble, Moudon, Saint-Etienne.
M^{me} André David, son épouse, M. et M^{me} Pierre David, M. et M^{me} Gilbert Argoud, ses enfants, Catherine, Marc et Frédéric David, Isabelle et Tom McKinlay, Jérôme Argoud, ses petits-enfants, leurs parents et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de
M. André DAVID, ingénieur général honoraire du génie rural des eaux et forêts, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, commandeur du Mérite agricole, survenu, le 9 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu à Grenoble, le lundi 14 novembre 1983.
1, place Gustave-Rivet, 38000 Grenoble.
— Annecy.
Geneviève et Maurice Coran, Hélène Dinguon, leurs enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, Ses nombreux amis, font part du décès de
Jeanne-Marie DINGEON, appelée à Digne, le 14 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt ans.
La messe de funérailles sera célébrée en l'église Notre-Dame de Liesse, le mercredi 16 novembre 1983, à 14 h 15.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité.
Selon son désir l'envoi de fleurs peut être remplacé par un don au Comité catholique contre la faim dans le monde et pour le développement.
« Le Seigneur sera pour toi la lumière de toujours. » (Isaïe.)
— M^{me} Fernand Estrade, ses enfants, M. et M^{me} Jean-Jacques Poser, M. et M^{me} Bruno Ponselle, M. et M^{me} Fernand Estrade, M. et M^{me} Raymond Estrade et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
docteur Fernand ESTRADE, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaillé de la Résistance, commandeur de l'Ordre national malgache, survenu le 5 novembre à Tananarive.
Il s'est éteint dans la plus stricte intimité, le 9 novembre, à Tananarive.
B.P. 439-101, Tananarive.
— Nous apprenons la mort de
Maurice GAIT, directeur de Rivarol, survenue le samedi 12 novembre à l'âge de soixante-quatre ans. Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
[Né en 1909 à Marseille, Maurice Gait, ancien élève de l'École normale supérieure, était agrégé de philosophie. Journaliste à la « Fiches », que dirige Gaston Berger, avant guerre, puis directeur de l'édition d'Albin Bonnet, directeur de l'édition nationale en 1942-1943, Maurice Gait fut nommé, en 1944, commissaire général à la jeunesse, licencié à la Libération, à fait l'objet d'un non-fait.
Il travailla à la « France » puis, en 1951, avec le concours de René Maheu, l'hebdomadaire « Rivarol », qui se déclara « d'opposition nationale », organisa et devint le directeur en 1973.]
— On nous prie d'annoncer la mort de
Jack GERLING, ancien journaliste de l'A.F.P., OCOBA, INA, décédé subitement à l'âge de soixante-quatre ans.
Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.
— Les membres et amis de la Corporation des étudiants en droit et sciences économiques de Montpellier ont l'honneur de faire part de la mort, accidentelle de leur président et ami.
Philippe GUIBAL.

M. Maurice JANET, agrégé de mathématiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 12 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, 4, rue de la Cure, 75016 Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Eure), le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.
5, Le Parc, 91000 Evry, 142, rue de Courcelles, 75017 Paris.
— M. et M^{me} Bernard Heideck et leur fille Emmanuelle, M. et M^{me} Jean-Marie Hamberg et leurs enfants, M. et M^{me} Hubert Prunier-Dupargé et leurs enfants, La comte et la comtesse Philippe de Saint-Phalle, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Tony Trac, M^{me} Lucien Janicot, M. Roger Janicot, ses belles-sœurs et beau-frère, M. et M^{me} Marc Sticks et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Janicot et leurs enfants, Et ses nombreux petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Maurice JANICOT, née Emile Trac, docteur en médecine, survenue à Valescure, le 12 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.
19, quai Bourbon, 75004 Paris.
51, rue Daréau, 75014 Paris.
— Dieu a rappelé à lui le
Père François LAPORTE, de la Mission de France, dans la cinquante-neuvième année de son sacerdoce.
De la part de Mgr Decourtray, prêtre de la Mission, Mgr Rémont, des prêtres de la Mission de France, Des équipes féminines d'Ivry, Des familles Montarlot, Houssay, Laporte et Bremard.
Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 novembre 1983, à 10 h 30, 71-73, rue de Picpus, Paris-12^e, en la chapelle des Petites-Sœurs-des-Pauvres (M^{me} Maison), suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

M. et M^{me} Francis Janet, M. et M^{me} Robert Georges, Cyriel et Elisabeth Janet, Antoine et Sandrine Georges-Cot, M^{me} Henri Janet, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Pivron, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Monbel, leurs enfants et petits-enfants, Mrs Evelyn Brush, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Henry Dumas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Robert Lacour-Gayet, M^{me} Fanny Janet, M^{me} Janet-Locaine, Les familles Janet, Aurean, Stroh, Margailan, Treynard et Buffaria, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et cousin.
M. Maurice JANET, agrégé de mathématiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 12 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, 4, rue de la Cure, 75016 Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Eure), le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.
5, Le Parc, 91000 Evry, 142, rue de Courcelles, 75017 Paris.

M. et M^{me} Bernard Heideck et leur fille Emmanuelle, M. et M^{me} Jean-Marie Hamberg et leurs enfants, M. et M^{me} Hubert Prunier-Dupargé et leurs enfants, La comte et la comtesse Philippe de Saint-Phalle, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Tony Trac, M^{me} Lucien Janicot, M. Roger Janicot, ses belles-sœurs et beau-frère, M. et M^{me} Marc Sticks et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Janicot et leurs enfants, Et ses nombreux petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Maurice JANICOT, née Emile Trac, docteur en médecine, survenue à Valescure, le 12 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.
19, quai Bourbon, 75004 Paris.
51, rue Daréau, 75014 Paris.
— Dieu a rappelé à lui le
Père François LAPORTE, de la Mission de France, dans la cinquante-neuvième année de son sacerdoce.
De la part de Mgr Decourtray, prêtre de la Mission, Mgr Rémont, des prêtres de la Mission de France, Des équipes féminines d'Ivry, Des familles Montarlot, Houssay, Laporte et Bremard.
Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 novembre 1983, à 10 h 30, 71-73, rue de Picpus, Paris-12^e, en la chapelle des Petites-Sœurs-des-Pauvres (M^{me} Maison), suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

M. et M^{me} Alfred Loewenguth, Evelyn, Alain, Martine et Jean-Luc, M^{me} Louise Chevalier-Loewenguth, M. et M^{me} Roger Loewenguth, François-Yves, Claire, Dominique et leurs enfants, Les familles Chauveaud et Lagrie, ont la douleur de faire part de la disparition de
Alfred LOEWENGUTH, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres.
L'incinération aura lieu le jeudi 17 novembre 1983, à 11 heures, au cimetière intercommunal des Jacobins, 95, rue Marcel-Sembat, 93430 Villeneuve.
Ni fleurs ni couronnes.
Selon les vœux d'Alfred Loewenguth, les dons seront distribués aux enfants handicapés.
5, rue de Henri-Thiers, 94240 L'Hay-les-Roses.
— La Quatuor Loewenguth, Roger Loewenguth, Philippe Langlois, Jacques Boursard, L'Association des Orchestres de Jeunes Alfred Loewenguth, Les Amis de la Musique de Chantilly, Le Festival de l'Orangerie de Soisy, Tous ses élèves, disciples et amis ont la douleur de faire part du décès de leur cher ami
Alfred LOEWENGUTH.
— M^{me} Elie Marzuk, née Georges Gabison, son épouse, M. et M^{me} Gilbert Marzuk, M. et M^{me} Ronald Marks, ses enfants, M^{me} Lisa Marzuk, M^{me} Fortunée Fellous, ses sœurs, M. Joseph Marzuk, son frère, M. Roger Gabison, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de
M. Elie MARZUK, survenue à Paris, le 10 novembre 1983.
Les obsèques ont lieu le mardi 15 novembre 1983.
82, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.
— Li Goulette-Tung, M^{me} et M. Michel Arki ont la douleur de faire part du décès survenue le 12 novembre 1983, à Tungk de leur frère et beau-frère.
Max METOUDI, fournisseur d'horlogerie.
— On nous prie d'annoncer le décès, le 8 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de
M. Eugène MORICE, officier de la Légion d'honneur, ancien inspecteur général à l'UNESCO. La cérémonie religieuse a eu lieu, le samedi 12 novembre 1983, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, sa paroisse, dans la plus stricte intimité.
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Suresne dans le caveau de famille.
De la part de ses parents et amis :
7, rue Georges-Clemenceau, 95110 Sarcelles.
— Le docteur Michel Ogrizek, son fils, Les familles Ogrizek et Brochon, Les nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de
Doré OGRIZEK, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Les obsèques ont eu lieu à Vaux-sur-Lusen le lundi 14 novembre 1983, à 16 heures, dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
12, rue des Petits-Patrons, 77110 Vaux-sur-Lusen.
— M. Alphonse Figeret, son épouse, M^{me} Claude Guerin-Figeret, M. et M^{me} Yves Guerin, ses enfants, Daniel, Jean-Yves, Jean-Pierre, Martine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de
M^{me} Alphonse FIGERET, née Renée Layssac, directrice honoraire de C.E.G. L'inhumation a eu lieu le 15 novembre à Commeny.
Ni fleurs ni couronnes.
Des dons sont acceptés au profit de la recherche médicale.
6, rue Robespierre, 03600 Commeny, 75, cours de Vincennes, 75020 Paris, 2, rue de Tourailles, 10000 Troyes.

M. Ferdinand Pressouyre, M. et M^{me} Léon Pressouyre, Les familles Pressouyre, Diharos, Lissarrague, Dufau, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
Jeanne PRESSOUYRE, née Diharos, professeur honoraire, ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, officier des Palmes académiques, survenue, le 6 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont eu lieu le 8 novembre 1983 dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Le Maniot, Teyssac, 46190 Senezay, 296, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
— Nous apprenons le décès, survenu le 12 novembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de
Mgr Bruno de SOLAGES, ancien recteur de l'Institut catholique de Toulouse. [Né en 1885 à Mérens (Tarn), Bruno de Solages est ordonné prêtre en 1922. Nommé professeur de théologie à l'Institut catholique de Toulouse, il devient recteur en 1932 jusqu'en 1944. Il est vice-président des Séminaires catholiques de 1946 à 1964. Ses relations avec des religieux pendant l'occupation lui ont valu la censure de ses diocèses à l'Institut catholique. Arrêté en 1944, il est déporté à Neuengamme. Corré pour son aspect d'ouvrier, Bruno de Solages fut un ardent combattant en 1947. « Pour l'honneur de la théologie », sous forme de réponse à l'Épiscopat, Garçon-Lagrange et dans lequel il prend la défense de sept théologues philosophes et auteurs français accusés de « modernisme ». Pierre Teilhard de Chardin, Gaston Fauriol, Henri de Lubac, Jean Daniélou, Marie-Dominique Chenu, Henri Bouillard et Maurice Blondel.]
— M^{me} Roger de Soria, M. et M^{me} André Bernheim, Emmanuelle et Pascale Bernheim, M^{me} veuve Gaston de Soria, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger de SORIA, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1914-1918, capot de guerre 1914-1918, survenue le 14 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-onzième année à Paris.
Les obsèques auront lieu le mardi 16 novembre 1983.
Où se réunira à l'entrée principale du cimetière du Montparnasse à 10 h 45.
— Les familles Thomas, Hay, Agnès, J. Sittler ont la douleur de faire part du décès de
Jean THOMAS, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, commandeur de la Légion d'honneur, survenue le 7 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.
Selon la volonté du défunt l'inhumation a eu lieu à Nice dans l'intimité, le 10 novembre 1983.
Famille Hay, 3, avenue du Parc-de-Scot, 92160 Antony.
— La commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a le profond regret de faire part du décès de son président d'honneur,
M. Jean THOMAS, ancien directeur de l'École normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, ancien président du conseil de bureau international de l'éducation, commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance.
[Né le 30 décembre 1900, à Marseille, Jean Thomas obtint l'agrégation de lettres à l'École normale supérieure, il enseigna comme professeur aux universités de Poitiers et de Lyon, de 1939 à 1944, puis dirigea un service du ministère de l'éducation nationale jusqu'à la Libération. Il occupa, à l'UNESCO, les postes de directeur des activités culturelles puis de sous-directeur général jusqu'en 1960. De 1961 à 1973, il appartenait à l'inspection générale de l'éducation publique. Parallèlement, il poursuivit sa carrière dans les instances internationales où il présida le conseil de bureau international d'éducation (1966-1972) ainsi que le comité national pour l'UNESCO (1974-1978).]
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet de Mourir », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. et M^{me} Francis Janet, M. et M^{me} Robert Georges, Cyriel et Elisabeth Janet, Antoine et Sandrine Georges-Cot, M^{me} Henri Janet, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Pivron, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Monbel, leurs enfants et petits-enfants, Mrs Evelyn Brush, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Henry Dumas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Robert Lacour-Gayet, M^{me} Fanny Janet, M^{me} Janet-Locaine, Les familles Janet, Aurean, Stroh, Margailan, Treynard et Buffaria, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et cousin.
M. Maurice JANET, agrégé de mathématiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 12 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, 4, rue de la Cure, 75016 Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Eure), le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.
5, Le Parc, 91000 Evry, 142, rue de Courcelles, 75017 Paris.

M. et M^{me} Bernard Heideck et leur fille Emmanuelle, M. et M^{me} Jean-Marie Hamberg et leurs enfants, M. et M^{me} Hubert Prunier-Dupargé et leurs enfants, La comte et la comtesse Philippe de Saint-Phalle, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Tony Trac, M^{me} Lucien Janicot, M. Roger Janicot, ses belles-sœurs et beau-frère, M. et M^{me} Marc Sticks et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Janicot et leurs enfants, Et ses nombreux petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Maurice JANICOT, née Emile Trac, docteur en médecine, survenue à Valescure, le 12 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.
19, quai Bourbon, 75004 Paris.
51, rue Daréau, 75014 Paris.
— Dieu a rappelé à lui le
Père François LAPORTE, de la Mission de France, dans la cinquante-neuvième année de son sacerdoce.
De la part de Mgr Decourtray, prêtre de la Mission, Mgr Rémont, des prêtres de la Mission de France, Des équipes féminines d'Ivry, Des familles Montarlot, Houssay, Laporte et Bremard.
Les obsèques seront célébrées le jeudi 17 novembre 1983, à 10 h 30, 71-73, rue de Picpus, Paris-12^e, en la chapelle des Petites-Sœurs-des-Pauvres (M^{me} Maison), suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

M. et M^{me} Alfred Loewenguth, Evelyn, Alain, Martine et Jean-Luc, M^{me} Louise Chevalier-Loewenguth, M. et M^{me} Roger Loewenguth, François-Yves, Claire, Dominique et leurs enfants, Les familles Chauveaud et Lagrie, ont la douleur de faire part de la disparition de
Alfred LOEWENGUTH, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres.
L'incinération aura lieu le jeudi 17 novembre 1983, à 11 heures, au cimetière intercommunal des Jacobins, 95, rue Marcel-Sembat, 93430 Villeneuve.
Ni fleurs ni couronnes.
Selon les vœux d'Alfred Loewenguth, les dons seront distribués aux enfants handicapés.
5, rue de Henri-Thiers, 94240 L'Hay-les-Roses.
— La Quatuor Loewenguth, Roger Loewenguth, Philippe Langlois, Jacques Boursard, L'Association des Orchestres de Jeunes Alfred Loewenguth, Les Amis de la Musique de Chantilly, Le Festival de l'Orangerie de Soisy, Tous ses élèves, disciples et amis ont la douleur de faire part du décès de leur cher ami
Alfred LOEWENGUTH.
— M^{me} Elie Marzuk, née Georges Gabison, son épouse, M. et M^{me} Gilbert Marzuk, M. et M^{me} Ronald Marks, ses enfants, M^{me} Lisa Marzuk, M^{me} Fortunée Fellous, ses sœurs, M. Joseph Marzuk, son frère, M. Roger Gabison, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de
M. Elie MARZUK, survenue à Paris, le 10 novembre 1983.
Les obsèques ont lieu le mardi 15 novembre 1983.
82, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.
— Li Goulette-Tung, M^{me} et M. Michel Arki ont la douleur de faire part du décès survenue le 12 novembre 1983, à Tungk de leur frère et beau-frère.
Max METOUDI, fournisseur d'horlogerie.
— On nous prie d'annoncer le décès, le 8 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de
M. Eugène MORICE, officier de la Légion d'honneur, ancien inspecteur général à l'UNESCO. La cérémonie religieuse a eu lieu, le samedi 12 novembre 1983, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, sa paroisse, dans la plus stricte intimité.
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Suresne dans le caveau de famille.
De la part de ses parents et amis :
7, rue Georges-Clemenceau, 95110 Sarcelles.
— Le docteur Michel Ogrizek, son fils, Les familles Ogrizek et Brochon, Les nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de
Doré OGRIZEK, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Les obsèques ont eu lieu à Vaux-sur-Lusen le lundi 14 novembre 1983, à 16 heures, dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
12, rue des Petits-Patrons, 77110 Vaux-sur-Lusen.
— M. Alphonse Figeret, son épouse, M^{me} Claude Guerin-Figeret, M. et M^{me} Yves Guerin, ses enfants, Daniel, Jean-Yves, Jean-Pierre, Martine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de
M^{me} Alphonse FIGERET, née Renée Layssac, directrice honoraire de C.E.G. L'inhumation a eu lieu le 15 novembre à Commeny.
Ni fleurs ni couronnes.
Des dons sont acceptés au profit de la recherche médicale.
6, rue Robespierre, 03600 Commeny, 75, cours de Vincennes, 75020 Paris, 2, rue de Tourailles, 10000 Troyes.

M. Ferdinand Pressouyre, M. et M^{me} Léon Pressouyre, Les familles Pressouyre, Diharos, Lissarrague, Dufau, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
Jeanne PRESSOUYRE, née Diharos, professeur honoraire, ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, officier des Palmes académiques, survenue, le 6 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont eu lieu le 8 novembre 1983 dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Le Maniot, Teyssac, 46190 Senezay, 296, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
— Nous apprenons le décès, survenu le 12 novembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de
Mgr Bruno de SOLAGES, ancien recteur de l'Institut catholique de Toulouse. [Né en 1885 à Mérens (Tarn), Bruno de Solages est ordonné prêtre en 1922. Nommé professeur de théologie à l'Institut catholique de Toulouse, il devient recteur en 1932 jusqu'en 1944. Il est vice-président des Séminaires catholiques de 1946 à 1964. Ses relations avec des religieux pendant l'occupation lui ont valu la censure de ses diocèses à l'Institut catholique. Arrêté en 1944, il est déporté à Neuengamme. Corré pour son aspect d'ouvrier, Bruno de Solages fut un ardent combattant en 1947. « Pour l'honneur de la théologie », sous forme de réponse à l'Épiscopat, Garçon-Lagrange et dans lequel il prend la défense de sept théologues philosophes et auteurs français accusés de « modernisme ». Pierre Teilhard de Chardin, Gaston Fauriol, Henri de Lubac, Jean Daniélou, Marie-Dominique Chenu, Henri Bouillard et Maurice Blondel.]
— M^{me} Roger de Soria, M. et M^{me} André Bernheim, Emmanuelle et Pascale Bernheim, M^{me} veuve Gaston de Soria, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger de SORIA, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1914-1918, capot de guerre 1914-1918, survenue le 14 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-onzième année à Paris.
Les obsèques auront lieu le mardi 16 novembre 1983.
Où se réunira à l'entrée principale du cimetière du Montparnasse à 10 h 45.
— Les familles Thomas, Hay, Agnès, J. Sittler ont la douleur de faire part du décès de
Jean THOMAS, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, commandeur de la Légion d'honneur, survenue le 7 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.
Selon la volonté du défunt l'inhumation a eu lieu à Nice dans l'intimité, le 10 novembre 1983.
Famille Hay, 3, avenue du Parc-de-Scot, 92160 Antony.
— La commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a le profond regret de faire part du décès de son président d'honneur,
M. Jean THOMAS, ancien directeur de l'École normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, ancien président du conseil de bureau international de l'éducation, commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance.
[Né le 30 décembre 1900, à Marseille, Jean Thomas obtint l'agrégation de lettres à l'École normale supérieure, il enseigna comme professeur aux universités de Poitiers et de Lyon, de 1939 à 1944, puis dirigea un service du ministère de l'éducation nationale jusqu'à la Libération. Il occupa, à l'UNESCO, les postes de directeur des activités culturelles puis de sous-directeur général jusqu'en 1960. De 1961 à 1973, il appartenait à l'inspection générale de l'éducation publique. Parallèlement, il poursuivit sa carrière dans les instances internationales où il présida le conseil de bureau international d'éducation (1966-1972) ainsi que le comité national pour l'UNESCO (1974-1978).]
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet de Mourir », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. et M^{me} Francis Janet, M. et M^{me} Robert Georges, Cyriel et Elisabeth Janet, Antoine et Sandrine Georges-Cot, M^{me} Henri Janet, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Pivron, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Monbel, leurs enfants et petits-enfants, Mrs Evelyn Brush, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Henry Dumas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Robert Lacour-Gayet, M^{me} Fanny Janet, M^{me} Janet-Locaine, Les familles Janet, Aurean, Stroh, Margailan, Treynard et Buffaria, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et cousin.
M. Maurice JANET, agrégé de mathématiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 12 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, 4, rue de la Cure, 75016 Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Eure), le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.
5, Le Parc, 91000 Evry, 142, rue de Courcelles, 75017 Paris.

M. Ferdinand Pressouyre, M. et M^{me} Léon Pressouyre, Les familles Pressouyre, Diharos, Lissarrague, Dufau, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
Jeanne PRESSOUYRE, née Diharos, professeur honoraire, ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, officier des Palmes académiques, survenue, le 6 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont eu lieu le 8 novembre 1983 dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Le Maniot, Teyssac, 46190 Senezay, 296, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
— Nous apprenons le décès, survenu le 12 novembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de
Mgr Bruno de SOLAGES, ancien recteur de l'Institut catholique de Toulouse. [Né en 1885 à Mérens (Tarn), Bruno de Solages est ordonné prêtre en 1922. Nommé professeur de théologie à l'Institut catholique de Toulouse, il devient recteur en 1932 jusqu'en 1944. Il est vice-président des Séminaires catholiques de 1946 à 1964. Ses relations avec des religieux pendant l'occupation lui ont valu la censure de ses diocèses à l'Institut catholique. Arrêté en 1944, il est déporté à Neuengamme. Corré pour son aspect d'ouvrier, Bruno de Solages fut un ardent combattant en 1947. « Pour l'honneur de la théologie », sous forme de réponse à l'Épiscopat, Garçon-Lagrange et dans lequel il prend la défense de sept théologues philosophes et auteurs français accusés de « modernisme ». Pierre Teilhard de Chardin, Gaston Fauriol, Henri de Lubac, Jean Daniélou, Marie-Dominique Chenu, Henri Bouillard et Maurice Blondel.]
— M^{me} Roger de Soria, M. et M^{me} André Bernheim, Emmanuelle et Pascale Bernheim, M^{me} veuve Gaston de Soria, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger de SORIA, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1914-1918, capot de guerre 1914-1918, survenue le 14 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-onzième année à Paris.
Les obsèques auront lieu le mardi 16 novembre 1983.
Où se réunira à l'entrée principale du cimetière du Montparnasse à 10 h 45.
— Les familles Thomas, Hay, Agnès, J. Sittler ont la douleur de faire part du décès de
Jean THOMAS, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, commandeur de la Légion d'honneur, survenue le 7 novembre 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.
Selon la volonté du défunt l'inhumation a eu lieu à Nice dans l'intimité, le 10 novembre 1983.
Famille Hay, 3, avenue du Parc-de-Scot, 92160 Antony.
— La commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a le profond regret de faire part du décès de son président d'honneur,
M. Jean THOMAS, ancien directeur de l'École normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien sous-directeur général de l'UNESCO, ancien président du conseil de bureau international de l'éducation, commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance.
[Né le 30 décembre 1900, à Marseille, Jean Thomas obtint l'agrégation de lettres à l'École normale supérieure, il enseigna comme professeur aux universités de Poitiers et de Lyon, de 1939 à 1944, puis dirigea un service du ministère de l'éducation nationale jusqu'à la Libération. Il occupa, à l'UNESCO, les postes de directeur des activités culturelles puis de sous-directeur général jusqu'en 1960. De 1961 à 1973, il appartenait à l'inspection générale de l'éducation publique. Parallèlement, il poursuivit sa carrière dans les instances internationales où il présida le conseil de bureau international d'éducation (1966-1972) ainsi que le comité national pour l'UNESCO (1974-1978).]
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet de Mourir », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. et M^{me} Francis Janet, M. et M^{me} Robert Georges, Cyriel et Elisabeth Janet, Antoine et Sandrine Georges-Cot, M^{me} Henri Janet, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Pivron, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Monbel, leurs enfants et petits-enfants, Mrs Evelyn Brush, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Henry Dumas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Robert Lacour-Gayet, M^{me} Fanny Janet, M^{me} Janet-Locaine, Les familles Janet, Aurean, Stroh, Margailan, Treynard et Buffaria, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, grand-oncle et cousin.
M. Maurice JANET, agrégé de mathématiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, survenu, le 12 novembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile, 4, rue de la Cure, 75016 Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Eure), le mercredi 16 novembre 1983, à 11 heures.
5, Le Parc, 91000 Evry, 142, rue de Courcelles, 75017 Paris.

M. et M^{me} Bernard Heideck et leur fille Emmanuelle, M. et M^{me} Jean-Marie Hamberg et leurs enfants, M. et M^{me} Hubert Prunier-Dupargé et leurs enfants, La comte et la comtesse Philippe de Saint-Phalle, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Tony Trac, M^{me} Lucien Janicot, M. Roger Janicot, ses belles-sœurs et beau-frère, M. et M^{me} Marc Sticks et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Janicot et leurs enfants, Et ses nombreux petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Maurice JANICOT, née Emile Trac, docteur en médecine, survenue à Valescure, le 12 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.
19, quai Bourbon, 75004 Paris.
51, rue Daréau, 75014 Paris.
— Dieu a rappelé à lui le
Père François LAPORTE, de la Mission de France, dans la cinquante-neuvième année de son sacerdoce.
De la part de Mgr Decourtray, prêtre de la Mission, Mgr Rémont, des prêtres de la Mission de France, Des équipes féminines d'Ivry, Des familles Montarlot, Houssay, Laporte et Bremard.
Les

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,95
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.	La ligne/col. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Contrôleur général

Côte d'Ivoire

Une entreprise industrielle (560 personnes), en expansion permanente, met actuellement en exploitation sa troisième unité de production. Pour faire face à cette croissance, elle crée le poste de contrôleur général, qui, directement rattaché au directeur général adjoint, aura délégation auprès des différents services pour toute action touchant à l'organisation et au fonctionnement de l'entreprise: définition de fonctions, procédures administratives, moyens de contrôle, tableaux de bord, etc. En particulier, il interviendra en appui aux services comptables (informatique en place), participera à l'élaboration des budgets et contrôlera les questions de fiscalité, assurances, contentieux. Ce poste intéresse un candidat d'au moins 35 ans, de formation supérieure commerciale, ou économique, avec spécialisation comptable, ayant une dizaine d'années d'expérience de gestion acquise de préférence en milieu industriel et doté d'une maîtrise de l'utilisation de l'outil informatique. Avoir vécu et, si possible, travaillé en Afrique serait un atout supplémentaire. Ecrire à Antoinette Leclercq à Paris - Réf. M 8187.

Discrétion totale assurée.

LYCÉE FRANÇAIS DE NEW YORK

PROFESSEURS

HAUTEMENT QUALIFIÉS

INSTITUTEURS

(Les fonctionnaires devront demander leur mise en disponibilité)

Adresser CV très complet + photo, diplômes, références et recommandations en double exemplaire.

Le premier à: M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

70, avenue George-Sand, F-91120 PALAISEAU

Le deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le neuvième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le dixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le onzième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le douzième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le treizième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quatorzième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quinzième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le seizième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le dix-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le dix-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le dix-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingtième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le vingt-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trenteième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le trente-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quarantième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le quaranti-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquantième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le cinquanti-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixantième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-septième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-huitième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixanti-neufième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-dixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-et-unième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-deuxième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-troisième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-quatrième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-cinquième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

Le soixante-sixième à: Lycée français de New York,

M. Serge GUARINO, directeur du personnel,

2-5 East 95th Street, New York, N.Y. 10028, U.S.A.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCAPEX
filiale du groupe THOMSON, leader dans sa profession, fabrique et commercialise des connecteurs à usage professionnel.

Nous recherchons pour l'usine de THYEZ en HAUTE-SAVOIE.

UN CHEF DE FABRICATION MONTAGE
Il se verra confier la responsabilité d'un atelier de 150 personnes chargé du montage des connecteurs. Homme de caractère et de communication, il a le désir et l'expérience de prendre en charge un atelier très diversifié.

UN RESPONSABLE MÉTHODES
Homme de rigueur et d'expérience, il aura la responsabilité d'amener son équipe à un niveau d'efficacité maximum. Rattaché au responsable d'unité, il proposera toutes solutions pour améliorer la productivité de l'entreprise.

Les candidats que nous recherchons devront justifier d'une expérience dans des services équivalents.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions ss réf. JB/74 à SOCAPEX, Service du Personnel, B.P. 29, THYEZ 74301, CLUSES.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

Dominique LELIGOIS
CONSEIL
1, rue Choquet - BP 1522
37015 TOURS CEDEX

PAYS DE LOIRE
Responsable Comptable et Financier

Cette opportunité vous est proposée par un important organisme à vocation immobilière d'une ville moyenne du Val de Loire. Patron d'une petite équipe (8 personnes) vous assurez la direction du service, établissez les comptes d'exploitation jusqu'au bilan.

A l'aise avec l'outil informatique, vous tentez d'en améliorer les applications et vous vous attachez surtout à bien expliquer les éléments à votre équipe. Un détail important : 4 sociétés nous sont liées et c'est vous, dans votre domaine bien sûr, qui en assurez la bonne marche. C'est à la Direction Générale, que vous reporterez. Elle vous imagine d'environ 30 ans, titulaire du DECS + niveau Expertise Comptable, déjà bien expérimenté pour avoir travaillé quelques années en tant qu'auditeur en cabinet ou dans une PME.

Rémunération ouverte, à négocier en fonction de vos compétences.

Adresser votre candidature à notre conseil sous réf. 834168

Conseil en Recrutement

Jeune Ingénieur de très haut niveau
Centrale - Sup. Aéro ... Rhône-Alpes

Dici 2 à 3 ans, il dirigera une division de 300 personnes environ comprenant : outre la production, les services planning, ordonnancement, lancement, méthodes, contrôle, etc... C'est donc d'une unité complète qu'il s'agit, au sein d'une Société réalisant d'importants profits, fortement implantée sur son secteur d'activité industrielle en France et à l'étranger (CA 1 milliard de F. dont les 2/3 à l'export - 2000 personnes) et filiale d'un groupe international. Dans un premier temps cet ingénieur, âgé d'environ 27 ans et ayant acquis une première expérience, sera affecté à un ou plusieurs services d'une unité de production et contribuera à préparer par sa réflexion, son imagination, son dynamisme et ses propositions, notre adaptation aux techniques du futur. Nous nous donnons les moyens, par nos investissements humains et techniques, de nous maintenir dans le peloton de tête au niveau mondial dans notre domaine d'activité. Si vous avez la capacité de nous aider à y parvenir, vous trouverez dans notre Société et dans notre groupe (40.000 personnes) de très importantes perspectives de carrière. Dans l'immédiat, il vous sera offert une fonction intéressante et formatrice ainsi qu'une rémunération en rapport avec votre expérience et vos capacités.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 11114 en précisant si vous le voulez les Sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis, à Lévi Toumay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Important organisme recherche pour assurer maîtrise d'œuvre sur un grand chantier de construction d'un complexe hydro-électrique en COTE D'IVOIRE

Ingénieur

Diplômé ayant une expérience de plusieurs années dans les terrassements en déblais rocheux et l'emploi des explosifs.

Contrat d'expatrié à durée indéterminée - Congés annuels Conditions de Rémunération intéressantes.

Merci d'adresser votre candidature au C.E.B.T.P.
12 rue Brancion - 75737 Paris Cedex 15

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche
pour son CENTRE D'ÉTUDES ET RECHERCHES situé à LA GAUDE PRÈS DE NICE

UN (E) SPÉCIALISTE EN ERGONOMIE

Pour participer au développement de produits de télécommunications (logiciels).

La préférence sera donnée aux candidats ayant une formation de base en ergonomie et psychologie expérimentale. Un réel attrait pour l'informatique est indispensable, une formation complémentaire dans cette discipline étant envisagée.

En plus d'une bonne maîtrise de l'anglais, une première expérience industrielle sera appréciée.

Envoyer candidature avec C.V. détaillé à : Ph. ROUGIER - IBM France - Service du personnel - 06610 La Gaudie.

IBM IBM IBM IBM IBM

Renix
ELECTRONIQUE
spécialisée en Electronique Automobile installée depuis 1979 à TOULOUSE recherche :

TECHNICIENS ELECTRONICIENS
DUT ou BTS électronique, 2 à 3 ans d'expérience indispensables. Très bonnes connaissances en micro-electronique (matériel et logiciel). Expérience d'au moins un langage évolué (BASIC, FORTRAN, PASCAL). Connaissances en analogique. Poste à pourvoir très rapidement à TOULOUSE. Libérés obligations militaires.

ASSISTANT PLANNING ET ORDONNANCEMENT TECHNIQUE
DUT ou BTS électronique, 5 ans minimum d'expérience dans un poste de négociation industrielle. Connaissance du marketing et du commercial. Très bon niveau en anglais parlé et écrit (compte-rendus réunions). Connaissance de l'ordonnancement souhaitée. Poste à pourvoir très rapidement. Libéré obligations militaires.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
Ingénieur diplômé Grandes Ecoles à dominante électronique; 3 à 5 ans d'expérience dans service étude industrie électronique. Spécialité : produits à base de microprocesseurs, transmission de données. Connaissances en commutation moyenne puissance ou multi-processeurs appréciée. Bonne connaissance de l'anglais. Poste à pourvoir très rapidement. Libéré obligations militaires.

INGENIEUR EQUIPEMENT DE TEST
Ingénieur diplômé Grande Ecole d'Ingénieur type ESE, ENSCIHT, ENSERB, INSA, 1 à 3 ans d'expérience en test de composants électroniques actifs. Poste à pourvoir dans service équipement de test pour contrôle entrées. Libéré obligations militaires.

NB : CES POSTES SONT POSSIBLES POUR CERTAINS HANDICAPES.
Adresser C.V., photo récente et prétentions EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE 83 11 15
RENIX ELECTRONIQUE
BP 11-49 - 31036 TOULOUSE Cedex.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

Implantée dans l'Est de la France, notre société, leader dans son domaine d'activité DÉVELOPPE SON NOUVEAU DÉPARTEMENT de turbines hydrauliques.

Vous êtes jeune ingénieur (diplômé, A.M., Grenoble, Toulouse ou équivalent).

Vous parlez couramment anglais.

Vous êtes dynamique, vous avez l'aptitude et le goût de la négociation.

Avec formation complémentaire, vous prendrez votre part de responsabilité à la conclusion de marchés importants à la grande exportation, en liaison directe avec notre D.G.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à :
M= LARGER - B.P. 8
70800 SAINT-LOUP-SUB-SEMOUSE.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

recherche

UN « MONTEUR DE PROGRAMME »

Le candidat retenu devra :

- Suivre l'évolution du marché foncier et immobilier du secteur géographique dans lequel intervient cette société de promotion;
- Rechercher les terrains nécessaires au montage des opérations programmées;
- Définir avec le concours des autres services de la société le programme retenu;
- Animer au cours de cette période les relations avec les architectes et les administrations concernées;
- Mettre en place des dossiers de financement;
- Participer à l'élaboration de la politique commerciale.

Profil du candidat :

- 30 ans minimum;
- Expérience de 5 ans dans le secteur immobilier, de préférence dans le montage et la gestion de programmes aidés;
- Formation supérieure : H.E.C., E.S.S.E.C., école d'ingénieurs...

Rémunération motivante : fixe + intéressement lié aux résultats.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :
URBAX, 24, av. Frédéric-Milani, BP 1263, 34011 Montpellier Cedex.

CISI

Ingénieur commercial

Nous sommes une des premières SSII (Société de Services et d'Ingénierie Informatique) nationales, en Région Méditerranéenne, nous offrons, à partir de notre Centre de Calcul de CADARACHE et de notre Direction Régionale de Marseille, des études et logiciels scientifiques de haut niveau, en hydro-dynamique, neutronique, simulation, etc...

Afin de renforcer notre implantation commerciale, nous souhaitons intégrer au sein de l'équipe existante un(e) jeune diplômé(e) d'études supérieures scientifiques (Grande Ecole ou équivalent), possédant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle en milieu industriel ou informatique, et désirant donner à sa carrière une orientation commerciale dans une environnement de haute technologie.

Basé à Marseille, le poste rayonne sur tout le Sud-Est de la France avec éventuellement quelques déplacements à l'étranger. Il ouvrira à un(e) candidat(e) de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe CISI.

Pour prendre contact, écrire en joignant un C.V. à :
CISI-Marseille, Direction Régionale, 4 Quai d'Arenc
13002 Marseille.

Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

GROUPE CISI
Informatique en action

Sercel
NANTES

recherche

INGENIEUR ANALYSTE

3 à 5 ans expérience programmation en langage assembleur. Connaissance microprocesseurs MOTOROLA et applications acquisition de données en temps réel appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à SERCEL, B.P. 64
44471, CARQUEFOU CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

ENERTEC
Leader européen de la mesure et la régulation, filiale du groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa division Électronique-Distribution un

Ingénieur technico-commercial H.F.
débutant ou première expérience
Basé à NANCY, il aura la responsabilité de promouvoir auprès des centres EDF du Nord-Est de la France, nos systèmes de :
- commande industrielle
- télécommande centralisée
Ce poste consiste pour un candidat, ingénieur diplômé de grande école, mobile et autonome, un excellent tremplin vers des responsabilités accrues au sein d'un groupe international de tout premier plan.
Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, CV, photo et présentations à : C. de la Combe, ENERTEC, 21 rue Frédéric Joliot, BP 23, 55300 Châtenoy-sur-Moselle.

ENERTEC
Schlumberger

DIGILOG

GRUPE DIGITONE

Notre Société est spécialisée en ingénierie informatique et micro-informatique.

INGÉNIEURS
possédant quelques années d'expérience en logiciel temps réel pour applications de systèmes techniques. Connaissances en logiciel de base et en logiciel graphique appréciées.
Ecrire avec C.V. :
DIGILOG
21, rue Frédéric Joliot
13763 LES MILLES
AIX EN PROVENCE.



leader Européen du Transport Volumineux, CA 250 millions de francs, 550 véhicules, poursuit son développement et dans le cadre de la diversification de ses activités recherche

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT RESPONSABLE COMMERCIAL et MARKETING

En contact permanent avec la clientèle et les acteurs du marché, il élaborera une stratégie commerciale, proposera des orientations, des programmes d'action, fixera les objectifs et en supervisera l'efficacité sur le terrain avec son équipe commerciale.

Rapidement, sa responsabilité s'étendra à tous les secteurs de l'entreprise pour atteindre l'ensemble des fonctions d'une Direction Générale.

Nous confierons ce poste à un HEC, Sup de Co., possédant une réelle expérience commerciale et du management dans une activité proche du transport ou du service, et désireux à très court terme de gérer une entreprise très performante.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez entrer en contact avec Solange MONTEIL, à qui nous avons confié le recrutement

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.

Le département transports d'une importante entreprise française en pleine expansion recherche pour une de ses unités à LYON,

CHEF COMPTABLE
150 000 +

En liaison étroite avec le Directeur Financier du groupe, il sera responsable de l'ensemble des problèmes comptables, administratifs et fiscaux de la Filiale Lyonnaise.

Avec ses 5 collaborateurs, il participera à l'information de la comptabilité générale et analytique.

Ce poste complet et autonome, s'adresse à un candidat de formation supérieure (Sup. de Co. option finances comptabilité et/ou DECS) possédant une solide expérience en cabinet et/ou société de services.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre + C.V. sous réf. 429 M à Solange MONTEIL.

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.



480 MILLIONS F - 2.100 PERSONNES
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON
(3 milliards de Francs)
recrute pour son usine (500 pers.) de
VIERZON (200 km S. PARIS)

Responsable RELATIONS SOCIALES Usine

Déchargé de toute la partie « administration » de la fonction Personnel, IL EST L'HOMME DE DIALOGUE ET DE TERRAIN, chargé des relations avec les partenaires sociaux, du contact permanent avec les Cadres, la maîtrise, les ouvriers et employés. Il est l'INTERFACE entre la Direction de l'Établissement et toutes les catégories du Personnel.

CE POSTE REQUIERT

- non pas un Chef de Personnel « classique » ayant eu en charge toute la fonction PERSONNEL, et entre autres choses les R.S.
- mais indispensablement un **SPECIALISTE DES RELATIONS SOCIALES EN USINE**, aux quelles il est habitué à consacrer tout son temps (ou la plus grande partie).

HOMME DE CONTACT

de formation économique ou technique.
DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V., détaillée, rémunération et photo se réf. 6085 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS - 75017 PARIS

LE DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE
CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION à METZ, un

CHEF DE CENTRE

- Il s'agit d'une maison très large qui comporte :
- la direction du Centre pour ce qui est des orientations techniques et de l'emploi des personnels : 30 agents et techniciens pour les tâches d'étude, d'exploitation et de suivi, disposant d'un outil complet et performant (ordinateur D.P.S. 7/60-3 Mega CII HB-GCOS/TDS).
- l'évaluation des besoins et la définition des solutions pour un ensemble de services à équiper en matériels bureautique et télématique,
- les relations avec les utilisateurs et l'aide à la maîtrise des outils en leur possession.

La réussite à ce poste implique de répondre au profil suivant :

- une connaissance prouvée des matériels équippant le Centre,
- une maîtrise parfaite des connaissances actuelles et des possibilités futures dans le domaine de l'informatique, de la bureautique et de la télématique,
- la volonté affirmée de faire progresser une collectivité territoriale dans le traitement de l'information.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite + C.V. détaillé + photo (réf. 1121/MO) à :

GPA CONSEIL / Nicole Feiville
60, rue des Tisserands 54000 NANCY.

qui assurera le premier contact et vous garantira une discrétion absolue.



La maîtrise de Poitiers (Vienne) recrute par voie de concours sur titres et sur épreuves pour l'ÉCOLE RÉGIONALE DES BEAUX-ARTS

UN PROFESSEUR DE CULTURE GÉNÉRALE

A temps complet
Il sera chargé de l'approche des concepts de production, création artistique au travers de l'histoire de l'Art, de l'Architecture et du Cadre de Vie.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 20 novembre 1983 dernier délai.

Renseignements et dépôt de candidatures à la Mairie de Poitiers, Service du Personnel, 88021 Poitiers.
Téléphone : (49) 99-82-07, poste 1981 ou 1981.

C.N.R.S.

recrute

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(GRANDES ÉCOLES E.N.S.I.)

- Connaissances microprocesseurs indispensables.
- Animation d'une petite équipe.

Lieu de travail

POITIERS

Poste à pourvoir immédiatement
Envoyer C.V. à :
LABORATOIRE D'ÉNERGÉTIQUE SOLAIRE
40, avenue du RECTEUR-PINEAU
86022 POITIERS CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS



4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur financier et juridique

référence UF 235 AM

UNE ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS renommée et solidement implantée, recherche un Directeur, capable d'assurer la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers, comptables, juridiques de la société et d'animer une équipe étoffée de cadres performants.

Ce poste-ci conviendrait à un candidat de premier plan, diplômé grande école, ayant 15 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné de solides connaissances dans les domaines mentionnés.

La connaissance du secteur TP, sans être indispensable, serait appréciée (ou une expérience au sein d'un groupe industriel, impliquant une activité de chantiers). Poste : ville Côte d'Azur.

Attaché direction générale

référence ZX 239 CM

GROUPE FRANÇAIS, 4 000 personnes, comprenant plusieurs filiales en province, recherche pour son siège à Paris (15 personnes), un Diplômé d'études supérieures ESSEC, ESC, Droit, Sc. Po., désireux de valoriser et d'enrichir une première expérience de la vie d'entreprise d'environ 5 ans (acquise de préférence dans un secrétariat général ou une direction des relations sociales).

Interlocuteur de la Direction Générale et des Responsables de filiales, il assurera des responsabilités polyvalentes concernant notamment les questions juridiques (assurances, droit des sociétés, droit social), l'administration générale, l'information. Poste évolutif, pour un candidat rigoureux possédant une grande capacité de synthèse, capable à la fois d'approfondir un problème et d'en traiter plusieurs simultanément.

Jeune ingénieur chef de district commercial

référence UE 189 CM

L'AIR LIQUIDE recherche, pour sa division "ventes soudeuses", un jeune ingénieur diplômé, débutant ou ayant une première expérience professionnelle, attiré par une carrière commerciale.

Il recevra une solide formation aux Produits et Techniques de la société afin de le rendre à même d'assurer, avec autonomie et initiative, une responsabilité commerciale complète sur un secteur géographique :

- analyse constante du marché,
- réalisation des objectifs commerciaux dans le cadre de la politique de la société,
- négociations avec les clients directs et animation d'un réseau de revendeurs,
- développement de la clientèle,
- collaboration à l'élaboration des politiques par des propositions d'actions.

La réussite dans le poste implique du dynamisme, un esprit ouvert, des qualités relationnelles et de bonnes aptitudes de négociateur. Larges possibilités de carrière dans le groupe. Poste à Dunkerque.

Jeune directeur financier

référence YG 236 AM

P.M.E. - DISTRIBUTION MATÉRIELS ET FOURNITURES INDUSTRIELLES (3 établissements, 350 personnes environ) recherche un jeune Directeur Financier.

Situation intéressante et avenir pour candidat École Supérieure de Commerce + DECS ou équivalent, disposant de 3 à 5 ans d'expérience et familiarisé avec l'outil informatique.

Le titulaire du poste sera intégré à une équipe de direction dynamique animée par une réelle volonté de croissance et devra :

- assurer la responsabilité du service financier, des relations bancaires, de la trésorerie et de la comptabilité générale,
- mettre en place une comptabilité analytique et budgétaire,
- participer à la restructuration des différentes divisions de l'entreprise et animer une équipe de personnel qualifié.

Poste : ville universitaire Normandie.

Responsable de l'unité parisienne

référence SD 233 AM



Le réseau français AIR ROUTE de FRET le plus performant, poursuivant sa forte expansion France et Europe, recherche un jeune Cadre dynamique, animateur et gestionnaire pour diriger l'exploitation de son important centre de Paris.

Sa mission : assurer un fonctionnement rapide, efficace et de qualité du trafic. Pour ce faire, il est responsable de la gestion et de l'animation du personnel : 80 personnes, de l'achat, de la gestion des équipements et de la coordination des moyens du service budgétaire du centre.

Son profil : jeune ingénieur ou diplômé études supérieures de gestion, ayant trois années environ d'expérience opérationnelle d'organisation et d'animation de personnel.

Ce poste implique des liaisons fréquentes avec le milieu aviation, un net désir d'intégration à une équipe motivée et dynamique et peut permettre un développement de carrière intéressant au sein de la filiale ou de la Société mère, 4^e Compagnie Française d'Aviation.

CONDITIONNEMENT D'AIR Chef du service projets-études

référence XI 238 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, conditionnement d'air pour industries électroniques, alimentaires, pharmaceutiques, textiles..., filiale d'un groupe européen leader dans ce domaine, offre un poste important et évolutif de Chef de Service Projets-Études.

Il animera un service étoffé chargé de concevoir, étudier et réaliser les installations, en liaison avec les clients, l'usine, les services commerciaux et le département travaux.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent, ayant une très solide expérience en génie climatique, alliant compétences techniques à qualités marquées de gestionnaire et d'animateur. Connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : banlieue Paris
Ordre de grandeur de rémunération : 220 000 F +

Jeunes ingénieurs grande école AM, IDN, ECE

référence TE 234 AM

L'UN DES PREMIERS GROUPE FRANÇAIS DANS SA BRANCHE (5 500 personnes, CA 3 milliards), représentant un ensemble industriel de 15 usines, propose des perspectives de carrière motivantes à de jeunes ingénieurs grande école (mécaniciens ou automaticiens) désireux de faire leurs preuves en production.

Intégrés à des unités à taille humaine, ils se familiariseront avec l'environnement et les installations industrielles et se prépareront à assumer rapidement des responsabilités opérationnelles en production ou à travers de missions destinées à améliorer la rentabilité et la productivité.

La politique de décentralisation conduite par le Groupe privilégie au sein des établissements, une assez large délégation des responsabilités, permettant de développer son dynamisme et d'exercer ses capacités d'initiative.



4, rue Massenet 75016 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SAINT-GOBAIN

51 milliards de C.A., 138.000 personnes, implanté dans 17 pays, nous recherchons :

JEUNES INGENIEURS A HAUT POTENTIEL

capables de devenir dans quelques années

Responsable à haut niveau dans nos filiales

X, MINES, CENTRALE, SUPELEC.

Vous avez brillamment réussi vos premières années de carrière vous possédez

OBLIGATOIREMENT UNE SOLIDE EXPERIENCE EN CAO/FAO

Vous serez dans un premier temps

Chef de projet CAO/FAO

Vous concevrez, mettrez en place et coordonnerez des projets DANS DES DOMAINES VARIES (MECANIQUE, BATIMENT/GENIE CIVIL, INGENIERIE), en France et à l'Etranger

au sein du Centre de compétence CAO/FAO du Groupe en vous appuyant sur ses spécialistes et le matériel le plus moderne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite et photo sous réf. 3022 à Saint-Gobain Direction des Affaires Sociales Cédex 27-92096 Paris La Défense.

SAINT-GOBAIN

DES PASSERELLES ENTRE METIERS, ENTRE PAYS, ENTRE SOCIETES.



Duquesne Purina s.a.

C.A. 1 MILLIARD DE F. FILIALE DU N° 1 MONDIAL EN ALIMENTATION ANIMALE recherche

contrôleur de gestion

pour son principal établissement de Production en Normandie.

Aidé d'une équipe de 7 personnes dont un Chef Comptable, il sera Responsable, au niveau de l'Usine, de la comptabilité, de la fiscalité, du contrôle de gestion, et du traitement des informations.

Ce poste s'adresse à des candidats de 28 ans minimum, de formation supérieure type ESC, ESSEC ou ISG avec si possible le DECS complet, possédant une expérience de plusieurs années en comptabilité ou gestion, et de préférence à un poste similaire. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera un atout.

Réf. N 169

jeune cadre de gestion

pour lui confier un poste de responsabilité comme Conseiller de Gestion. Après une formation de quelques mois, il aura pour mission, sur une Région, d'assister les concessionnaires de la Marque en Gestion Financière, et d'assurer le suivi des Crédits Clients.

Ce poste convient à un candidat de 27 ans minimum, de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 2 à 3 ans.

Affectation géographique à définir ultérieurement.

Réf. R 169

Intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste à PAJ CONSEIL 8 avenue de Camoëns 75016 PARIS



SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

Ingénieur Responsable Unité Mécanique

Rendant compte au Directeur Général Industriel, il sera responsable de l'organisation, de la gestion, de l'amélioration de l'outil de production notamment de l'intégration de cellules de fabrication flexible, de l'animation des hommes et de la qualité : De formation Arts et Métiers ou équivalent, il aura une première expérience acquise en fabrication avec des systèmes automatisés.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions :

Société AMRI

"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaures - 93178 BAGNOLET CEDEX

Banque & Grandes Entreprises

NOTRE GROUPE BANCAIRE de premier plan est résolument tourné vers l'avenir et développe à travers son implantation nationale des services personnalisés qui vont au delà de la simple gestion de comptes.

Véritables partenaires de nos clients nous devons maîtriser tous les aspects de leur branche d'activité pour leur apporter l'assistance financière adaptée à leurs besoins et à leur développement.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant, de préférence, acquis de bonnes connaissances du secteur agro-alimentaire et motivé par une carrière dans la banque ou un Chargé de Relations qui possède une expérience bancaire confirmée dans la gestion de comptes de grandes entreprises.

Homme de contact, aimant les négociations à haut niveau, y compris internationales, il aura la responsabilité, au sein d'une petite équipe, d'un portefeuille important qu'il devra développer.

Les perspectives d'évolution dans le Groupe sont multiples et variées.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions sous référence 87923 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

HEC, ESSEC,

SUP de Co...

30 ans Environ

CRÉATION DE POSTE A PARIS

L'INNOVATION TECHNIQUE

CGCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, péritelphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la société est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier.

recrute pour ses projets de VIDEOCOMMUNICATION

ingénieurs logiciels

CONFIRMES

ayant une expérience de 3 à 5 ans en logiciel de télécommunication (logiciels de base, temps-réel, exploitation, maintenance...)

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT Direction du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

recherche

Chef de son service Habitat Tertiaire

Ingénieur confirmé, ayant environ 15 ans d'expérience et une connaissance approfondie :

- des techniques de maîtrise de l'énergie, - de la conception avec les Administrations, les Maîtres d'Ouvrages, et les Organisations Professionnelles, - de la gestion administrative et de la direction d'une équipe d'ingénieurs et cadres de haut niveau.

d'aide à la décision d'information technique des professionnels et des Maîtres d'Ouvrages, - de coordonner la gestion des études de soutien à l'investissement de Maîtrise de l'Énergie dans le secteur, - de mener les concertations nécessaires avec les Administrations et les Organisations Professionnelles du Bâtiment et l'ensemble des Maîtres d'Ouvrages du secteur Habitat Tertiaire.

Ce responsable aura à animer une équipe de 30 personnes, chargée :

- d'assurer la promotion de la maîtrise de l'énergie dans le secteur du bâtiment, - d'organiser et de soutenir des opérations de démonstration

Il devra de même coordonner les actions des Délégations Régionales de l'A.F.M.E. pour le secteur Habitat Tertiaire. Rémunération annuelle de 250.000 F. minimum. Poste à pourvoir à Paris, mutation possible en Province.

Adresser candidature et prétentions au service du Personnel de l'A.F.M.E. 27 rue Louis Vicat - 75015 PARIS.



un chef de projet informatique ayant le sens des réalités (91) Athis-Mons

Partenaire d'un grand groupe chimique, nous pesons plus de 3000 MF et employons 2200 personnes. Notre informatique fait peau neuve autour d'un REALITE 5000 d'interconnexion qui va supporter les nouvelles applications comptables et financières, la gestion commerciale et, ultérieurement, la gestion de production.

Nous souhaitons confier la responsabilité du nouveau système de gestion à un INGENIEUR ayant acquis en cinq ans minimum, l'expérience de la conduite de projets développés en BASIC, sur minis, Intertechnique ou non, et faire de lui l'un des éléments moteurs de notre nouvelle informatique.

Notre consultant, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4384 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Du Recrutement à la Gestion des Ressources Humaines

200 000 F/an

L'une des clés de la compétitivité de notre Groupe du secteur tertiaire (3200 personnes dont 750 cadres) est notre volonté d'intégrer et développer des hommes capables d'adaptation créative aux évolutions des marchés, des technologies, des mentalités. C'est donc l'importance que notre Direction du Personnel accorde à la création à Paris du poste : Responsable Emploi et Carrières.

En contacts étroits avec les responsables hiérarchiques et le personnel concerné, vous serez, à l'échelon du Groupe, le garant de la qualité de toutes les décisions de recrutements, suivi et mutations, école du personnel, ... Simultanément, vous mettrez en œuvre des approches novatrices en matière de gestion des ressources humaines (liaisons avec la formation, promotion, temps de travail, ...). Vous animeriez une équipe de quatre personnes.

De formation supérieure, vous justifiez, à environ 35 ans, d'une expérience étendue de l'entreprise, des méthodes modernes de recrutement et de gestion. Vous connaissez la législation applicable aux contrats de travail. Mais votre personnalité, votre maturité, votre sens du dialogue constitueront les critères déterminants du choix.

Merci d'écrire sous référence 10207 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNES INGENIEURS VENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS

l'industrie, c'est bénéficier pour vos premières années de formation d'un encadrement expérimenté et d'un suivi personnalisé. Les stages sont ouverts au sein de la Société aux étudiants de l'École Supérieure de l'Industrie de l'Est. Les stages sont payés et permettent de découvrir le monde du travail, de faire des rencontres, de développer des compétences. Les stages sont de durée variable, de quelques semaines à plusieurs mois. Les stages sont ouverts aux étudiants de l'École Supérieure de l'Industrie de l'Est. Les stages sont payés et permettent de découvrir le monde du travail, de faire des rencontres, de développer des compétences.

ORGANISATION La dynamique d'un groupe de diplômés de l'Enseignement Supérieur

AGRICOLE MUTUEL de l'ILE-DE-FRANCE, SÉRIATION INFORMATISÉE. L'AGRICOLE MUTUEL de l'ILE-DE-FRANCE propose de rejoindre une équipe dynamique et motivée. Vous serez chargés d'une première expérience d'un responsable d'un service informatique. Vous serez chargés d'une première expérience d'un responsable d'un service informatique. Vous serez chargés d'une première expérience d'un responsable d'un service informatique.

Constructeur de terminaux d'informatique distribués

Chefs de projet Ingénieurs (GRANDES ECOLES) recrutés par 2 ans de pratique des micro-informatiques. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel.

csee 5500 personnes de

JEUNES INGENIEUR

RECRUTEMENT CHEFS DE PROJETS. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel.

Intel

Ingénieurs répartis dans le monde entier et en France. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel.

RESPONSABLE DES SERVICES

Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel. Vous serez chargés de logiciels temps réel.

فكرنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNES INGÉNIEURS VENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS L'INFORMATIQUE.

Entrer dans notre Entreprise, c'est bénéficier pour vos débuts des atouts d'un des plus grands groupes industriels français, intervenant dans des secteurs très diversifiés (chimie, pharmacie, etc.).

Vous êtes jeune Diplômé ou fraîchement expérimenté, passionné d'informatique mais soucieux de trouver un terrain d'action formateur, préparant votre devenir professionnel.

Des opportunités vous sont offertes au sein de la Société informatique de notre groupe, dans son Département Etudes. Lieu de travail: proche banlieue ouest de PARIS.

Si vous souhaitez faire vos premiers pas professionnels dans l'informatique chez un grand utilisateur, adressez dès aujourd'hui un dossier complet de candidature, détaillant vos motivations, sous référence 512/M à notre conseil: ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY.



ORGANISATEURS : La dynamique d'un grand projet pour de jeunes diplômés de l'enseignement Supérieur.

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL de l'ILE-DE-FRANCE met en place de grands projets d'ORGANISATION INFORMATISÉE.

Et vous propose de rejoindre une équipe importante au sein de son département ORGANISATION.

Vous possédez une 1^{re} expérience d'une fonction similaire (2 à 4 ans environ), acquise dans une grande banque, une entreprise importante ou un Cabinet d'organisation. Vous connaissez déjà bien l'INFORMATIQUE, outil principal de votre action.

La formation que nous vous assurerons, allée à votre fiabilité et à votre sens du travail en équipe, fera le reste! Ces postes évolutifs, sont à pourvoir au Siège (Paris Gare de Lyon).

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 80485/M au service RECRUTEMENT - CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE-DE-FRANCE 26, Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

HAVAS CONTACT

Constructeur de terminaux de produits d'informatique distribuée de bureau/bureau

Chefs de projets

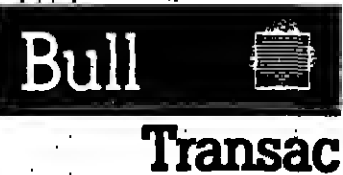
responsables d'un développement logiciel pour un grand client et animateur de l'équipe de réalisation. (Réf. 1511/3A)

Ingénieurs Logiciels

(GRANDES ECOLES ou UNIVERSITÉS) confirmés par 2 ans de pratiques des micro processeurs ou débutants ayant des connaissances informatiques. (Réf. 1511/3B)

Vous serez chargés de logiciels temps réel fondés sur une architecture multi micro processeur 6 bits. Sachez que vous bénéficierez de notre méthodologie et des outils modernes de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à Michèle CORBINEAU BULL TRANSAC - BP 92 - 92301 MASSY.



5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES FUTURS CHEFS DE PROJETS POUR SON CENTRE D'ORSAY

Pour développement de matériel et de systèmes à base d'électronique et de microprocesseurs, faisant appel à différentes techniques (optique - automatique - systèmes de visualisation - traitement du signal), dans la conception de nos matériels ferroviaires, plates-formes d'autoroutes et sécurité routière ou dans le domaine d'applications militaires. Postes évolutifs pour débutants ENSI, ESE, ECP, ENSAM... ou candidats ENSI ayant 1 ou 2 ans d'expérience. Anglais lu et parlé apprécié. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger. (RM. E644)

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPH, Service Emploi et Développement des Cadres, 17 place Etienne Perret 75015 Paris avec CV et prétentions en précisant la réf. ou poste.



Avec 22.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 900 millions de dollars en 1982, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et de systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation et Intel France situé à Rangis (100 personnes) est le siège de la région Sud-Europe (France, Espagne). Nous recherchons le

RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

pour assurer la gestion des bureaux (aménagement et réaménagement, entretien), des achats, des assurances, du parc automobile, de la sécurité et surveillance, de la logistique de communication, du matériel de télécommunication. Au cours de l'année 84/85, il sera chargé d'un important projet: le déménagement de la société à Saint-Quentin-en-Yvelines. Il aura de préférence quelques années d'expérience dans une fonction similaire dans une société anglaise ou américaine et une fonction technique ou administrative, un très bon sens de l'organisation, un grand dynamisme et un esprit à la fois pratique et de rigueur. Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération sera en fonction de l'expérience et de la valeur du candidat. Merci d'adresser CV et photo à INTEL Corporation, Direction du Personnel, 5 place de la Balance, 91243, 91528 Rangis Cédex.

media-system

Édition et Presse - Nous sommes une jeune société d'édition, filiale d'une société importante, au sein d'un des tout premiers groupes français de communication. Nos réalisations actuelles ne sont pas négligeables et nos projets futurs sont ambitieux... aussi cherchons-nous à renforcer notre équipe d'éditeurs en intégrant deux nouveaux professionnels en tant qu'

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion. Vous avez au minimum quatre ans d'expérience de l'édition de magazines ou de revues périodiques et de solides connaissances en arts graphiques (celle de l'offset serait appréciée). Sous l'autorité du directeur de la publication - d'un magazine nouvellement créé à destination des cadres supérieurs de formation "grandes écoles de gestion" -, vous assurerez le succès complet de cette revue dans le cadre d'un plan de développement à cinq ans: établissement et contrôle des budgets, promotion du titre et recherche de notoriété par des actions originales de relations publiques, stimulation des chefs de publicité pour la vente d'espaces, suivi constant de l'adéquation de la ligne rédactionnelle à la cible visée. Vous disposerez des moyens adaptés à la réalisation de cette mission sur les plans - rédaction, publicité, fabrication - et vous bénéficierez de l'assistance des services du groupe sur les plans - marketing, comptabilité, contrôle de gestion -.

Écrire sous réf. 5742 M

ÉDITEUR ADJOINT

Vous êtes de formation supérieure ESCP, ESC... ou équivalent et vous êtes à même de faire la preuve de premières expériences réussies en marketing et management au sein de l'univers des arts graphiques... Plus que des compétences techniques spécifiques, vous apporterez une grande capacité de dialogue, une intelligence pratique et un esprit ouvert, une adaptabilité importante (nécessaire dans un univers mouvant et évolutif). Sous la responsabilité de l'éditeur - édition annuelle d'annuaires téléphoniques urbains: 25 aujourd'hui, 150 dans quelques années - vous participerez activement au développement de ce produit en assurant le suivi et le contrôle constants de sa réalisation: du marketing à l'impression, de la création à la distribution, des budgets à la liquidation de la conception à la rédaction. Dans une première phase, vous serez plus directement impliqué dans l'amélioration du produit, dans les relations avec notre maison-mère - régie publicitaire et vente d'espaces -.

Écrire sous réf. 5743 M

Grande ville universitaire du Sud-Ouest - Nous sommes une importante société de services (plus de 2000 personnes, 350 M de CA), leader sur notre marché et jouissant d'une excellente image de marque, spécialisée dans le domaine de la sécurité. Nous créons à partir d'entités existantes une direction régionale sud-ouest et nous recherchons pour la diriger et la développer un jeune cadre à fort potentiel, intéressé par une direction opérationnelle autonome et susceptible d'évoluer à terme vers d'autres responsabilités dans notre organisation, en tant que

DIRECTEUR RÉGIONAL responsable de plusieurs agences et de 150/200 personnes

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous pouvez faire la preuve d'expériences réussies depuis vos cinq à huit ans de vie professionnelle. Vous occupez déjà des fonctions de direction avec l'animation d'agences et d'importantes équipes humaines (y compris un vécu des relations sociales)... si possible dans le secteur du transport ou dans le domaine des services. Sous l'autorité du directeur général, vous assurerez la direction effective d'un ensemble régional, vous bénéficierez de l'appui stratégique de la direction marketing et de la direction administrative et financière, mais - tout en étant concerné par les problèmes commerciaux et par la gestion - vous serez surtout le directeur de centres d'exploitation que vous devrez animer, organiser, contrôler avec une petite équipe autour de vous. Vous aurez à assumer personnellement les relations sociales (CE, DP et les commissions), mais aussi à vous préoccuper en permanence du recrutement et de la formation de vos équipes. Vous devrez d'abord organiser et structurer votre région, puis développer les activités existantes et créer de nouvelles implantations sur le sud-ouest... c'est dire que vous avez un sens commercial suffisant et que vous êtes à même de représenter la société auprès des grands clients et d'assurer les relations auprès des autorités régionales représentatives.

Écrire sous réf. 5741 M

Techniques modernes d'édition - Nous sommes une très importante société (+ de milliard de CA, 1000 personnes), filiale d'un des tout premiers groupes français de services et de communication. Nous sommes également un des tout premiers régisseurs de publicité, ce qui nous engage à développer et à utiliser les techniques les plus modernes en matière d'édition et donc de pré-impression: digitalisation, FAC, composition Vidéotex... en un mot, nous devons faire face à des problèmes industriels complexes dans le monde des arts graphiques et de la publicité s'appuyant fortement sur l'utilisation de l'informatique. Dans ce contexte, nous recherchons un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES futur chef des services de fabrication

Vous êtes de formation supérieure avec une orientation informatique et vous avez orienté votre carrière depuis trois à cinq ans vers l'univers des arts graphiques, de la photocomposition, de la reprographie, mieux encore de l'informatique éditoriale. Peut-être n'êtes-vous pas ingénieur mais vous souhaitez prendre quelques distances avec l'informatique dans un contexte vous permettant un développement de carrière. Vous le trouverez ici pour peu que vous ayez la volonté de devenir opérationnel et de diriger des équipes importantes. Vous vous verrez confier des missions d'études visant à l'amélioration des outils informatiques de fabrication (procédés et procédures): ce qui implique de bonnes qualités d'analyse fonctionnelle, de relations entre les informaticiens et les utilisateurs, de formateur et d'organisateur. A terme, vous serez amené à prendre la direction des services que vous aurez conçus, formés et gérés. Vous aurez à l'opérer et à développer des services de groupe, des fournisseurs de matériels.

Écrire sous réf. 5739 M

Agence de voyages - Notre implantation nationale, la notoriété de nos services (voyages d'affaires), la considération dont nous jouissons auprès des grands prestataires tels que les chaînes hôtelières internationales, les sociétés de location de voitures et les compagnies aériennes nous situent parmi les grands de la profession. Nous sommes de plus la filiale d'un groupe de services important et d'excellente renommée. Nous souhaitons enrichir notre structure d'encadrement et recherchons pour ce faire le

FUTUR DIRECTEUR RÉGIONAL Ile-de-France

Vous êtes de formation supérieure et vous avez cinq à dix ans d'expérience dans une agence de voyages avec des responsabilités opérationnelles et une solide approche des problèmes de gestion spécifiques à l'activité. Vous avez les qualités humaines et l'autorité pour diriger le personnel des points de vente et des implants. Sous la responsabilité du directeur de la société, vous devrez - en fonction des objectifs fixés et des actions à mener pour les atteindre - animer et contrôler le réseau de la région Ile-de-France sur le plan technique et opérationnel. Vous aurez dans votre mission l'appui des services centraux du groupe - commercial, financier et comptable -.

Écrire sous réf. 5744 M

Rhône-Alpes/Est de la France - Nous sommes la filiale française d'un important et puissant groupe international spécialisé dans la fabrication et le commercialisation de produits chimiques de traitement des eaux et des fluides process. Nous cherchons, pour faire face à notre développement, des hommes de qualité (sur le plan technique et humain) susceptibles de vendre des produits techniques de notoriété mondiale auprès de l'industrie. Dans cet esprit, nous offrons pour les régions énoncées plus haut des postes d'

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

Vous avez une formation technique supérieure d'ingénieur ou un DUT, des bases suffisantes en chimie ou une première spécialisation en process, en sidérurgie... de bonnes connaissances en anglais. Vous occupez, après quelques années de vie professionnelle (au moins 2 ou 3 ans), des fonctions similaires dans le marché industriel ou un poste en fabrication mais vous avez la volonté pour réussir dans une activité commerciale. Vous serez, sous l'autorité d'un directeur régional, responsable d'une activité sur une zone géographique. Votre mission, nécessitant autonomie et disponibilité, goût du concret et du terrain, sera des négociations commerciales, vous conduisant à la vente de produits techniques de notoriété mondiale auprès des clients potentiels (hors du travail): détection des problèmes, étude du traitement à mettre en oeuvre, vente de la solution, assistance technique et contrôle de la réalisation. Vous bénéficierez d'une rémunération motivante (+ voiture de fonction et frais réels) et d'opportunités d'évolution.

Écrire sous réf. 5740 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux en précisant la référence; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TÉLÉPHONE: 555.11.11

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEVENEZ NOTRE INGÉNIEUR MÉTHODES

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

bien sûr, vous avez déjà fait preuve de vos compétences dans le développement de produits nouveaux de l'électroménager et de l'équipement automobile. Ce poste, à rémunération motivante pour un homme capable d'évolution, est à pourvoir dans la région parisienne au sein d'une entreprise de dimension internationale. Votre dossier de candidature est à adresser à HAVAS CONTACT, 1 Place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 33832 M. Traité en parfaite confidentialité par notre Conseil il ne nous sera transmis qu'avec votre accord.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION en forte expansion et réalisant + de 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche pour le développement d'applications informatiques dans un environnement sophistiqué (SGBD relationnelle, ORACLE) sur matériel DEC - VAX :

UN RESPONSABLE SYSTEME

Intégré à une équipe dynamique, assurera le démarrage des applications et ensuite la responsabilité complète de l'environnement de l'ordinateur et des développements ultérieurs. L'expérience VAX est un atout important. Néanmoins formation envisageable. réf: 8145 A

Rémunération motivante. Proche banlieue PARIS EST, accès R.E.R.

Adresser C.V. et lettre manuscrite en rappelant la référence du poste à Téléx P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour participer activement aux développements des applications. Niveau OUT et expérience Temps Réel. COBOL souhaité. réf: 8145 B

FORMER EST VOTRE SPECIALITE! VOTRE PLACE EST CHEZ HP

Hewlett-Packard France, 2350 personnes 3^{ème} exportateur français de matériel informatique, poursuit son fort développement et recherche un :

CHARGE DE FORMATION

Diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieurs, vous parlez couramment l'anglais et avez reçu une formation complémentaire en ressources humaines. Votre première expérience a permis d'étudier vos qualités de pédagogue et la capacité d'analyse nécessaire à la fonction de formateur. Directement rattaché au responsable de formation, vous animerez les stages, vous participerez à leur conception et à leur suivi. Votre performance vous permettra de saisir des opportunités de développement au sein de la direction du personnel ou dans d'autres groupes de la société commerciale (Direction administrative et financière, Vente...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 117 à Didier Gabin, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.



Banque Stern

BANQUE PRIVEE : nous sommes reconnus pour la qualité de nos interventions tant des milieux d'affaires que des particuliers. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente. Pour nous accompagner dans notre évolution nous souhaitons accueillir un

Fondé de pouvoir clientèle privée

Collaborateur direct du responsable du département, vous assurerez le développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau. Avec une équipe que vous animerez sur le terrain, vous serez le conseil écouté qui proposera pour la gestion des patrimoines des produits performants, des services adaptés, une information rapide. Au-delà d'une formation supérieure, vous pouvez faire état d'une expérience bancaire confirmée dans le contact avec une clientèle privée. Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence S/PBS/LM à notre Conseil qui le traitera en toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU ARTS ET METIERS, CENTRALE, ICAM, ECAM.

Important Laboratoire Pharmaceutique Paris et proche banlieue

Rattaché au Directeur du département ingénierie France et étranger, il aura pour mission première, d'améliorer la productivité en prenant :

- la responsabilité technique et économique de la recherche de nouveaux matériels et machines et des études d'implantation.
- la responsabilité humaine d'une équipe de méthodes et de maintenance.

Dans ces domaines de compétences, des missions ponctuelles pourront lui être confiées dans les filiales étrangères du groupe.

La personnalité et le potentiel du candidat retenu lui permettront, à terme, de prendre la responsabilité globale des activités du département.

Un salaire attractif, ainsi que d'excellentes conditions de travail lui seront proposées.

Adresser CV, photo, rémunération actuelle et prét. sous réf. 82742 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE REVÊTEMENT DE SOL, MUR ET SANITAIRE EN CÉRAMIQUE (7 USINES EN EUROPE)

recherche pour sa Direction Exportation Paris 8^e

UN RESPONSABLE DE ZONE EUROPE

Chargé de l'animation et de la coordination de l'action commerciale.

FORMATION :

- Grandes écoles commerciales ou équivalent.
- Anglais et allemand parfaits.
- 28 ans minimum.

Envoyer sous pli personnel et confidentiel curriculum vitae + photo, sous n° T 043.059 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LA PLUS IMPORTANTE REVUE FRANÇAISE D'INFORMATION COMPTABLE

recherche pour étoffer son service RÉDACTION



COLLABORATEUR à plein temps

LE CANDIDAT DEVRA POSSÉDER :
- une bonne maîtrise de la technique comptable (niveau D.E.C.S., B.T.S. ou diplôme équivalent) et de son environnement juridique et fiscal ;
- d'excellentes capacités rédactionnelles allées à un souci pédagogique certain ;
- une première expérience professionnelle réelle en entreprise ou en cabinet.
Statut de journaliste. Poste sédentaire à pourvoir à Paris.

Adresser C.V., manuscrit, photos et prétentions à :

R.F. Comptable - Service Recrutement 54, rue de Chabrol - 75010 PARIS.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

Ingénieurs Informaticiens APL

Réf. D 111

- Pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement. Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL-V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (CICS), temps partagé (APL), Infocentre... Evolution possible vers réseaux et micros...
- Ces postes conviendront à des ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat, possédant au moins 3 ans d'expérience.

Ingénieurs Informaticiens

Réf. O 112

- Pour prendre en charge des projets informatiques, de la phase fonctionnelle jusqu'au lancement dans les domaines comptables et statistiques au niveau national, réalisation en temps réel (CICS) sur ordinateurs IBM, sous MVS.
- Ces postes conviendront à des ingénieurs Grande Ecole ou équivalent possédant au moins 3 ans d'expérience en comptabilité et statistiques.

Ingénieur Réseaux

Réf. O 113

- Dans le cadre du PROJET NATIONAL TELECOMMUNICATIONS de la CNCA, il sera chargé d'assister les utilisateurs (phone, échange de données, transfert de fonds, serveur de données...) dans l'analyse de leurs besoins et contraintes, puis d'évaluer et choisir des systèmes de transmission appropriés.
- De formation supérieure, il possèdera une expérience concrète des outils télématiques (MODBUS, TRANSPAC, VIDEOTEK...), et de leur insertion dans les systèmes informatiques.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. du poste souhaité à CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Jeune contrôleur de gestion

Depuis votre entrée dans la vie professionnelle, il y a 4/5 ans, après des études supérieures de type ESC, vous avez développé une technicité certaine en matière de contrôle de gestion dans une entreprise bien structurée, pratiquant des méthodes sophistiquées à l'américaine.

Vous souhaitez maintenant valoriser cet acquis méthodologique en rejoignant une société où vous pourrez exercer une responsabilité complète de contrôleur de gestion en ayant la possibilité de manifester votre esprit d'initiative et votre sens des contacts.

C'est le poste que vous propose, à Paris, auprès de lui, le directeur administratif et financier d'une entreprise française de l'industrie alimentaire, financièrement saine et en rapide expansion, réalisant aujourd'hui avec un effectif de 500 personnes, un CA de 200 millions de francs. Elaboration et mise en place de nouvelles méthodes et procédures, budgets prévisionnels, contrôle des réalisations, études économiques variées : toutes ces missions vous seront confiées. Votre arrivée coïncidera avec la préparation du nouveau plan informatique et vous contribuerez largement à sa conception.

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du cabinet CLEAS.

Leur écrire sous référence 8374 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris

OFFRES D'EMPLOIS



recherche pour déve

INGE

généralistes ou mécaniciens



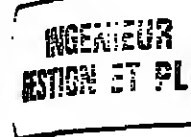
VALEO - MATER

DEBUTANT, nous vous proposons de rejoindre une équipe de développement, de moteurs. Connaissance souhaitée.



VALEO - THERM

DEBUTANT, au sein d'une équipe de développement, de moteurs. Anglais cour



VALEO - THERM

Vous êtes DEBUTANT de cette branche d'activités, nous vous proposons un plan d'une ou plusieurs nouvelles applications. Espagnol souhaité.



VALEO - EQUIP

Vous avez une PREMIÈRE expérience commerciale, nous vous proposons un poste de chargé de développement, soit par l'exportation. Déplacement apprécié.

A partir de tous ces postes, notre p

ouvre de larges possibilités. Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &



Créer et s concevoir

recherche de outillage pour percuteurs de brocolage, nous proposons un poste de responsable technique et inventif, par sa volonté d'apporter une solution humaine. Pour connaître notre avis, nous invitons vigoureux

RESPONSABLE

de développement et d'adaptation de nos produits de merchandising, la stratégie d'exportation de nos produits à l'étranger. Il dispose d'un diplôme de fin d'études universitaires de techniques modernes marketing et commerciales. Nous nous attachons à offrir un poste de responsabilité et de développement. Nous nous attachons à offrir un poste de responsabilité et de développement. Nous nous attachons à offrir un poste de responsabilité et de développement.

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

Adresser votre CV, prétentions et photographie à : Service Recrutement I. &

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Valeo

1^{ER} FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

**INGENIEUR
TECHNICO-
COMMERCIAL**

VALEO - MATERIAUX DE FRICTION FRANCE (SAINT-OUEN - 93)
DEBUTANT, nous vous proposons de prendre en charge nos relations avec les constructeurs de véhicules de tourisme allemands, afin de développer nos ventes de garnitures de frein et d'embrayage. Ce poste basé à Paris implique de nombreux déplacements de courte durée en Allemagne. Connaissance de l'ALLEMAND INDISPENSABLE. Langue maternelle allemande souhaitée.
Réf: 52172/1/M

**INGENIEUR
DEVELOPPEMENT**

VALEO - THERMIQUE (LA VERRIERE - 78)
DEBUTANT, au sein de la Direction des Etudes et Recherches vous serez chargé de la définition, du développement, de la promotion et de l'industrialisation de nouveaux produits Thermique Moteurs. Anglais courant indispensable.
Réf: 52172/2/M

**INGENIEUR
GESTION ET PLAN**

VALEO - THERMIQUE (LA VERRIERE - 78)
Vous êtes DEBUTANT ou avez acquis une PREMIERE EXPERIENCE en Gestion. Au sein de cette branche d'activité, implantée dans 6 pays, vous participerez au suivi de la gestion et du plan d'une ou plusieurs unités en France et à l'étranger et assurerez le développement des nouvelles applications bureautiques. Connaissances financières et comptables appréciées. Espagnol souhaité.
Réf: 52172/3/M

**INGENIEUR
COMMERCIAL
EXPORT**

VALEO - EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (ASNIERES - 92)
Vous avez une PREMIERE EXPERIENCE dans une fonction d'animation commerciale. Vous serez chargé de commercialiser principalement des freins industriels et des coupleurs soit directement, soit par l'intermédiaire de notre réseau de distribution en Europe puis à la grande exportation. Déplacements fréquents. Anglais indispensable, connaissance d'une autre langue appréciée.
Réf: 52172/4/M

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.
Adresser lettre, CV, prétentions et photographies en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

triplex
OUTILLAGE

Créer et structurer la fonction marketing produits, concevoir et réaliser nos outils de communication.

Leader du marché de l'outillage pour perceuses de bricolage, notre PMI (110 Millions C.A. - 175 personnes - progression export 4-40%) s'est imposée par son professionnalisme sérieux et inventif, par sa volonté d'anticiper selon un sens marketing réaliste et concret, ces deux paramètres étant galvanisés par son capital humain.
C'est pour conforter notre avenir que nous investissons vigoureusement sur notre

RESPONSABLE DU MARKETING

Il prendra en charge la recherche, le développement et l'adéquation des produits actuels ou nouveaux aux besoins des consommateurs, la mise en œuvre d'une politique de merchandising, la stratégie d'expansion et la conception d'une communication efficace avec nos marchés. L'homme attendu a 35 ans environ. Il dispose d'un diplôme de formation supérieure commerciale et technique. Durant 5 ans il a exercé au sein d'entreprises usant de techniques modernes marketing et commerciales et fabriquant des produits grand public pour la France et l'export en utilisant les circuits de grande distribution. Nous nous attachons aux performances acquises et prouvées dans une fonction identique ou de chef de Produit Senior ou de Chef de Marché. Il maîtrise parfaitement l'anglais et/ou l'allemand. Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. manuscrit, détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. TM 5370/ à notre Conseil, 58, av. de Wagram 75017 PARIS - 17, rue Courmieux 51054 REIMS Cédex

MORENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication

Pour notre division internationale

grande école + université américaine

LOCABAIL recherche pour sa Division Internationale un attaché de direction. Vous avez une formation Grande Ecole complétée par une Université Anglaise ou Américaine. Une première expérience bancaire ou une connaissance de l'économie du transport aérien sera un atout.

Homme de marketing et de gestion, vous gèrerez dans un premier temps des contrats de financements internationaux pour être à même ultérieurement de les rechercher dans le monde entier et les étudier.

Une parfaite maîtrise de l'anglais et une grande disponibilité sont absolument indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 427M à Béatrice Plantureux

Service Orientation - Recrutement
5 av. Kléber - 75791 Paris Cédex 16

compagnie bancaire

Responsable services financiers et comptables

Avec 300 personnes et un C.A. de 250 millions de francs, nous sommes spécialistes dans les constructions d'appareils chaudronnés. 95 % de nos contrats étant éligés à l'exportation, il vous faut nécessairement une bonne expérience des marchés étrangers et de la négociation des contrats COFACE.

Vous aurez à prendre en charge la supervision des travaux de la comptabilité et de la trésorerie, le reporting et bien sûr, les relations avec les banques.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou du DECS, parlant anglais, vous avez déjà fait vos preuves dans une fonction similaire, si possible dans le domaine du Bâtiment, des T.P. ou constructions métalliques. Vous maîtrisez bien l'outil informatique.

Rencontrez-nous rapidement et nous saurons vous passionner pour notre activité.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence LM/3054.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

GROUPE INFORMATIQUE INTERNATIONALE
recherche pour son activité
INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
en forte expansion
(nucléaire, aérospatial, défense, pétrole)

INGENIEURS GRANDE ECOLE

+ M. SC./PH. D./DR. ING. ou équivalent
débutants, ou quelques années d'expérience
pour responsabilité d'équipe,
en vue d'applications industrielles.

1) Etudes avancées et développements de logiciels (R.F. et D.F.) en :
- dynamique des fluides/aérodynamique, électromagnétisme (IEM/séparation), mathématiques appliquées à la mécanique, traitement (méthodes nouvelles) ;

2) Organisation de bases de données scientifiques, développement de logiciels S.G.B.D. relationnels, applications IAO/CAO.

Postes d'avenir pour candidats de haut niveau.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :
ENGINEERING SYSTEM INTL, S.I.S. 270,
94578 Rungis Cedex.

MATRA ELECTRONIQUE

COMPIEGNE, filiale du groupe MATRA chargé des fabrications électroniques militaires de série (400 personnes - 200 MF de C.A.) recherche un Ingénieur :

Responsable des Achats Mécaniques

Dépendant de la Direction de Production, le service «Gestion Matière» regroupe la gestion de production, les achats, la sous-traitance, le magasin et la gestion des stocks.

Le responsable des achats mécaniques sera chargé principalement d'assurer l'approvisionnement des pièces mécaniques (prototypes, pré-séries, séries) en négociant prix, délais, qualité et quantité (10 à 12 MF de volume d'affaires), et de mettre en place les moyens d'outillage de production chez les fournisseurs.

Ce poste de responsabilité s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction de production ou d'études et ayant le potentiel humain et technique pour évoluer rapidement au sein d'une société dynamique.



Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, salaire sous référence MEL/Achat Méca - Service du Personnel - rue Ferdinand Meunier - B.P. N° 2 - 60610 - LA CROIX SAINT-OUEN

TECHNICIENS SUPERIEURS INGENIERIE

Société en forte croissance, spécialisée dans l'installation de systèmes d'extinction d'incendie pour l'industrie (offshore, pétrochimie...) recherche jeunes diplômés IUT ou BTS en ELECTRICITE, TUYAUTERIE, ELECTRO-MECANIQUE, GENIE THERMIQUE, INSTRUMENTATION... (ou non diplômés avec expérience acquise soit en B.E. soit sur chantiers d'installation d'équipements). Au sein du Service Achats, ils seront chargés d'assister les ingénieurs des Projets du Département Extinction dans leur consultation technique, leur recherche de matériel ainsi que de négocier avec les fournisseurs, suivre les commandes et être ainsi "les interlocuteurs-acheteurs" permanents des services techniques et réalisateurs de la Société. Connaissance de l'ANGLAIS nécessaire. Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1209 M.



Jean-Claude Maurice S.A.

397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Attaché de direction financière

Nous sommes un groupe français, leader sur notre marché. Nous avons 30 établissements sur le territoire et une implantation aux Etats-Unis.

Notre Directeur Administratif et Financier recherche son Assistant.

Il participera au suivi de la gestion de trésorerie à court et moyen terme, aux relations avec les banques, aux traitements des dossiers emprunts et crédits.

Ultérieurement, il prendra part à l'élaboration des budgets.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce, option finance-comptabilité ou titulaire du D.E.C.S. avec une première année d'expérience.

Si ce message correspond à votre formation écrivez sous Réf. 315 ou prenez contact par téléphone le mercredi 16 Novembre: 727.32.36

CURSUS CONSEIL
94 rue Lauriston - 75116 Paris

DANS UN SECTEUR DE POINTE,
NOUS SOMMES UN CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
Pour faire face à notre expansion, nous recherchons des :

CHEFS DE PROJETS AFFAIRES pour la France et l'Export

De véritables professionnels en informatique, issus d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou équivalent, ayant 3 à 4 années d'expérience en informatique, si possible en bureautique terminaux intelligents, réseaux de communications.

Après formation à nos méthodes et nos produits, nous leur confierons la maîtrise de gros projets en contact étroit avec nos clients, notre réseau commercial et notre Direction Technique.

Cette responsabilité couvrira les domaines suivants :

- définition des besoins clients ;

- spécification des réalisations ;

- suivi et coordination des projets jusqu'à la recette en clientèle.

Une autre langue vivante en plus de l'anglais est nécessaire pour l'Export.

Poste à pourvoir en Banlieue Sud (proche RER ligne B).

N'hésitez pas à prendre contact avec Michèle CORBEAU BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY

Bull Transac

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE LOUIS-DREYFUS

L'une des plus importantes banques privées
750 PERSONNES
rech. pour sa Direction du Personnel (PARIS)

Jeune Responsable FORMATION

Pendant un an, il travaillera en tandem avec l'actuel Responsable avant de lui succéder (suite évolution vers un poste opérationnel). **DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION**: participe à l'élaboration de la politique de formation, détecte les besoins et conçoit les moyens internes et externes. En assure la mise en place et tout le suivi administratif.

POSTE ÉVOLUTIF
y compris vers des POSTES OPÉRATIONNELS

INDISPENSABLE

- Formation supérieure UNIVERSITAIRE ou BANCAIRE (I.T.B. ou C.E.S.B.)
- EXPERIENCE (quelques années)
 - de la fonction **FORMATION** en BANQUE ou En financier ou éventuellement Cie ASSURANCES (nécessairement niveau Chef de Sce ou Adjoint selon taille de l'établissement)
 - ou de l'**EXPLOITATION BANCAIRE** si réelle expérience d'animation et affinités pour la formation.

SC garantit une DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 6098 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

otène s.a.

TRAITEMENTS DES EAUX INDUSTRIELS

Expansion 40% par an
recherche

TECHNICO - COMMERCIAL

Connaissances en chimie ou traitements des eaux.
Déplacements Région Parisienne.
Voiture fournie.
Salaires selon expérience.
Importantes possibilités de promotion étant donné l'expansion.

Ecrire avec CV manuscrit et photo à
OTÈNE S.A.
11, rue Gabriel Reby - 95870 BESONS

Nous avons un plan de production ambitieux pour lequel nous voulons renforcer nos équipes de développement de logiciel.
Nous cherchons des

Ingénieurs Grandes Ecoles

(Sup Elec, Centrale, Sup Telecom...)

débuteurs ou ayant une première expérience en conception et réalisation de produits logiciels. Nous assurons une formation complémentaire sur le développement en langage évolué de logiciels, temps réel intégré dans les réseaux informatiques.

Les candidats que nous recruterons devront pouvoir évoluer vers des fonctions de Chef de Projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) sous réf. 1511/1 à
Mme Corinneau - BULL TRANSAC
BP 92 - 91301 MASSY Cédex.

Bull
Transac

GRANDE BANQUE FRANÇAISE spécialisée dans le financement du Commerce Extérieur
recherche un :

JEUNE CADRE DE BANQUE

pour sa DIRECTION INTERNATIONALE

Homme (ou femme) de potentiel, d'une indubitable formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA, ou Ingénieur de haut niveau), il justifiera d'un tour de banque et d'une première expérience de deux ans minimum durant laquelle, et pour une clientèle d'entreprises, il aura assumé des responsabilités au sein d'un département international.

Il lui sera confié dans un secteur la responsabilité de développer sur certains pays les affaires commerciales, de suivre les besoins de la clientèle et de négocier et mettre en place des financements. Poste basé à Paris, anglais courant, autre langue souhaitée.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. 9098 à IBS qui vous garantira la confidentialité.

INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY
25, Bd de l'Amiral Brax 75782 PARIS Cédex 16.

ETUDES ET DEVELOPPEMENT CHIMIE ORGANIQUE

Fille d'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST réalise un CA proche de 4 milliards de F. dont un tiers à l'exportation. Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un centre de Recherches et d'Applications où elle développe sa propre chimie.

Elle recherche un :

INGENIEUR CHIMISTE grande école

pour renforcer l'équipe chargée des études et du développement de NOUVEAUX PRODUITS DE CHIMIE ORGANIQUE DE SYNTHÈSE. Ce poste basé au siège (Paris La Défense), requiert la connaissance de l'allemand et de l'anglais et une première expérience dans la recherche, le développement ou la vente de produits similaires.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 659
Département des Ressources Humaines, SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédex 03 - 92080 PARIS LA DÉFENSE.

Hoechst

Importante société Sud de Paris
recherche

CHEFS DE CHANTIER EN ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

ayant une solide expérience en suivi de chantiers d'électricité industrielle.

Profil souhaité :
Sens du commandement, goût des responsabilités.
Déplacements France et étranger.
Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à
SIEFAL (service montage), réf. 12.457
42-48, avenue du Président-Kennedy,
91170 VIRY-CHATILLON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE recherche

JEUNE DIPLOME IUT GESTION

Il sera chargé, sous la responsabilité du directeur de Département, et après formation, de gérer des sociétés d'investissement immobilier pour le compte d'un important groupe bancaire.

Il pourra être appelé à de courts déplacements en province.

Lieu de travail : Gare Saint-Lazare.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 82453 à CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01,
qui transmettra

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche

UN TECNICO-COMMERCIAL

Pour la vente de biens d'équipement.
Formation technique souhaitée.
Anglais courant. Libre de suite.
Salaire à débattre.

Adresser C.V. et prétentions sous n° T 043.096 M.
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

SOCIÉTÉ FILIALE
GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
spécialisée dans la
fabrication de revêtements de tubes et
peintures anticorrosion
recherche

INGENIEUR MARKETING MARCHÉ/PRODUIT RETELEMENTS DE TUBES

Le candidat choisi, de formation ingénieur chimiste aura des responsabilités au niveau international.

Sa tâche consistera à bien connaître le marché, les produits et leur évolution. Il visitera les prescripteurs et clients importants.

Nous demandons une expérience de 5 ans minimum, de la peinture anticorrosion acquise chez un fabricant de peintures, de matières premières ou dans la métallurgie/pétrochimie.

La parfaite connaissance de l'anglais est une nécessité absolue.

Lieu de travail : PARIS 17ème

Déplacements fréquents France et étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prêt. sous réf. 81045 à CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cédex 01 qui transmettra.

Organisme professionnel spécialisé dans le financement
immobilier crée un poste d'adjoint au responsable du
service études et recherche un

JEUNE DIPLOME
de formation supérieure (ingénieur, école de commerce, université...) familiarisé avec l'informatique et motivé par des problèmes d'organisation.

**CE SPECIALISTE DES
MATHEMATIQUES FINANCIERES**
participera à la conception et au lancement opérationnel d'un produit/service nouveau. Débiteur accepté.
Rémunération 120.000 + ou -/an. Poste à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) à notre Conseil Kristian LE PERFF ou de prendre contact avec lui.

CELU RECRUTEMENT
5, rue de Vienne - PARIS 8ème - Tél. 522.55.70
La clé de l'emploi dans l'immobilier.

Société de comptique
proche Versailles
recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

Ayant D.E.C.S., possédant soit expérience 2 ans cabinet d'audit ou d'expertise comptable soit expérience similaire.

Bonne connaissance anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M^{me} DELPOUX,
Société NUTRI-NETICS International,
171, rue Héloïse-Boucher, 78530 BUC.

Comptage immobilier

Département du Groupe SCHLUMBERGER, Secteur Mesure et Régulation, spécialisé dans les activités de service immobilier et organisé de la façon suivante : 12 agences régionales, 30 centres d'exploitation, recherche son

Responsable développement

Rattaché au Directeur du département, il devra :
- prendre en charge la coordination des plans informatiques,
- préparer l'avenir en participant activement au développement des produits et des prestations,
- assurer la promotion du département : congrès, supports techniques.

Ce poste, basé à Montreuil, offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Les candidats doivent avoir une formation grande école d'ingénieurs ou de commerce et une expérience d'organisation et d'informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S 328, à P. SEMTOB, CIS, 12 place des États-Unis, BP 433, 92541 Montreuil Cédex.

CIS

Schlumberger

INGENIEUR C.A.O.

EN CIRCUITS SEMI-CUSTOMS

National Semiconductor France recrute pour son centre de conception de réseaux pré-diffusés (GATE ARRAYS) situé à FONTENAY AUX ROSES

EF 28 ans environ

Chargé (e) de l'assistance technique auprès de nos clients pour toutes les phases du développement des circuits intégrés semi-customs.

Le candidat : Ingénieur ou diplômé du génie industriel, parfaitement bilingue anglais, aura acquis une expérience de 2 à 3 ans dans les domaines de la simulation des circuits logiques et de la logique câblée.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature accompagnée d'une lettre manuscrite + C.V. + photo (retournée) à :

National Semiconductor Service du Personnel
28, rue de la Redoute
92260 FONTENAY AUX ROSES

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Formation Relations Humaines

● Responsable de la Formation à la Direction des Ressources Humaines, vous imaginerez, proposerez et réaliserez des actions pédagogiques en communication, management, relations humaines.

● Vous interviendrez directement sur le terrain en tant que conseil aux directeurs opérationnels pour faciliter le développement de l'organisation.

Psychologue praticien, avec 5 années d'expérience en milieu industriel, vous voulez concrétiser vos idées et réaliser vos projets.

Ecrivez sous réf. M 71 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2 rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cédex.

SECTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

ANATOR S.A.

Secteur d'activité expansion
recherche

COMMERCEAUX

Spécialiste de la vente de ses produits,
à Paris et dans les départements, ANATOR a besoin d'un commercial. Une expérience dans le commerce est souhaitable.

ANATOR recrute pour sa région parisienne

ANATOR recrute pour sa région parisienne
ANATOR recrute pour sa région parisienne
ANATOR recrute pour sa région parisienne

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(CV, photo) sous réf. 1511/2 à
Mme Corinneau - BULL TRANSAC
BP 92 - 91301 MASSY Cédex.

Notre secteur d'activité développe
(Impression thermique, à la

Nous recherchons

Ingénieur d'év périphériques d

Recherche personnel avec les fournisseurs et avec un
les plus récentes dans ces do
évaluer, choisir, homologuer les pro
à créer et mettre au point des

Le candidat recherché doit avoir une expérience en
périphériques d'ordinateurs et avoir la
Il sera chargé en outre d'anim

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(CV, photo) sous réf. 1511/2 à
Mme Corinneau - BULL TRANSAC
BP 92 - 91301 MASSY Cédex.

Mme Corinneau - BULL TRANSAC
BP 92 - 91301 MASSY Cédex.

CELU RECRUTEMENT
5, rue de Vienne - PARIS 8ème - Tél. 522.55.70
La clé de l'emploi dans l'immobilier.

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NO

recherche pour Paris

Chef comptab

Supplémentaire du Contrôleur, il supervise la comptabilité
générale et le développement du système de comp
à l'ordinateur. Les tâches principales sont :

Le poste offre de réelles perspectives d'évolution à un cand
possédant une expérience de 5 à 10 ans est nécessaire ainsi
une expérience préalable de 3 à 10 ans est nécessaire ainsi
une expérience préalable de 3 à 10 ans est nécessaire ainsi

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Un auditeur interne

En tant que membre de la direction générale, il vérifie
les procédures administratives et comptables (dans un
environnement informatique) afin que la qualité des comptes pr
soit garantie. Il est chargé de la mise en place de procédures de diagnostic et des suggestions d'am
12 ans minimum, de formation supérieure (ESG, S
1980), vous avez acquis votre expérience en cabinet
comptable, une spécialisation bancaire) ou dans la
vous avez acquis votre expérience en cabinet
comptable, une spécialisation bancaire) ou dans la
vous avez acquis votre expérience en cabinet
comptable, une spécialisation bancaire) ou dans la

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

Envoyer C.V. et photo à M. Jean MILLARD, Chef du Per
sonnel, Boîte postale 259-08, 75364 Paris 8ème
dont la région assurée.

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ANATOR S.A.

Société en constante expansion
recherche

COMMERCIAUX

chargés de la promotion et de la vente de ses produits.
Les postes proposés nécessitent au minimum de connaissances en péri-informatique. Une expérience dans les domaines suivants :

- terminaux à lecteur de badge ou télécommunications constituant un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir en région parisienne

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à :
Société ANATOR
18, rue de Sartrouville
93240 Courmelles-en-Parisis.

L'Entreprise Industrielle

EI

3ème Groupe en France de Travaux Electriques,
8000 personnes, 2,5 Millions de C.A., 5 Directions Régionales et 70 Centres de Travaux en FRANCE
se caractérisent par la diversité de ses activités : Travaux Electriques, Génie Civil, Bâtiment, Fluides

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN CONFIRME

Profil recherché : Ingénieur diplômé grande école d'électricité
• solide expérience de responsabilité d'importants chantiers d'installations électriques en métropole
• Ingénieur d'affaires, vous avez, dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, la responsabilité technique, financière, commerciale et humaine de chantiers
• cette fonction tremplin doit vous conduire vers un poste de Chef de Département dans l'une de nos Directions Régionales.

Direction Régionale PARIS NORD OUEST - Les Mureaux (78).
Envoyer lettre manuscrite avec Curriculum Vitae et photo à :
L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
29, rue de Rome - 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNOT.

Ingénieur d'évaluation de périphériques d'ordinateurs

En contact permanent avec les fournisseurs et avec un souci constant de connaître les technologies les plus récentes dans ces domaines, il devra :

- évaluer, choisir, homologuer les produits achetés à l'extérieur.
- créer et mettre au point des tests d'évaluation.

Le candidat recherché doit avoir une expérience de 2 à 5 ans en étude ou qualification de périphériques d'ordinateurs et avoir la connaissance des réseaux.
Il sera chargé en outre d'animer une petite équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 1511/2 à :
Michèle Corbinau - BULL TRANSAC
BP 92 - 91301 MASSY Cedex.

Bull

Transac

PIPELINE SERVICE (contrôles, assistance technique, prospection, interventions dans pétrole, chimie, nucléaire et industries de pointe) recrute pour son établissement industriel situé à TRAPPES (78) :

1) Une équipe d'ingénieurs et de techniciens expérimentés pour la "création" de ses laboratoires d'application C.N.D. :

- **INGENIEUR** électromagnétique/connaissances de Foucault pour études, produits et procédés ;

- **INGENIEUR** électronique microprocesseur pour développement équipements contrôle non-destructif ;

- **TECHNICIEN**, mesures physiques, contrôle de Foucault et ultrasons pour applications ;

- **PROJETEUR**, mécanique générale pour étude de machines de contrôle non-destructif ;

- **AGENT TECHNIQUE**, études électrotechniques pour réalisation et mise au point des circuits logiques (microprocesseurs) ;

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) à :



PIPELINE SERVICE
Mme Ménage,
Secrétaire générale,
5, rue Chante-Cot,
92808 Putz-Grange Cedex.

- **MAQUETTISTE** électronique pour implantation câblage ;

- **DESSINATEUR** études électrotechniques ;

- **DES INGENIEURS TECHNIQUE - COMMERCIAUX** pour ultrasons - courants de Foucault - systèmes C.N.D. (rayons X) ;

2) **LE (LA) RESPONSABLE ADMINISTRATIF (VE)** de l'établissement, chargé(e) de secondariser le directeur de l'établissement dans l'ensemble des tâches administratives - expérience similaire exigée.

Chef comptable

Sous la responsabilité du Contrôleur, il supervise la comptabilité française et US. Il participe également au développement du système de comptabilité analytique et à certaines études ponctuelles.
Une expérience comptable de 5 à 10 ans est nécessaire ainsi que l'habitude d'utiliser l'informatique.
Ce poste offre de bonnes perspectives d'évolution à un candidat de valeur connaissant bien l'anglais.

Ecrire ou tél. à M. Jean MILLARD, Chef du Personnel, au 295.90.36, Boite postale 259-08, 75361 Paris Cedex 08.
Discrétion assurée.



MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche pour Paris

IMPORTANT BANQUE PRIVEE
recherche pour PARIS de
pour renforcer son :

Département CLIENTELE PRIVEE

Attaché de clientèle très confirmé H/F

La gestionnaire que nous recherchons :

- aura de bonnes connaissances boursières (Marchés français et étrangers) ;
- il aura une bonne présentation, le goût des contacts humains et le sens du service à rendre au client ;
- il devra savoir organiser son travail dans une équipe homogène ;
- En outre, il sera titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur et capable de parler anglais.

L'expérience dans ce type de fonction est absolument nécessaire.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. et prétentions sous réf. 82629 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qu'il :

CAISSE DE RETRAITE
située à Paris -
recherche pour l'un de ses
SERVICES DE GESTION

un agent d'encadrement H/F de très bon niveau

sachant utiliser les moyens informatiques. Poste évolutif pouvant amener rapidement au niveau Cadre un sujet de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 48598 à PROJETS
12 rue des Pyramides 75001 Paris

INGENIEUR Carrière Bancaire

Diplômé depuis moins de 5 ans d'une Ecole d'Ingénieur, vous avez complété votre formation par des études à caractère économique et financier (type IAE), puis orienté votre carrière vers le secteur bancaire.

Un important groupe privé dispose d'un poste d'exploitant dans sa Division Grandes Entreprises ; la maîtrise de l'analyse du risque, le sens de la négociation et une large disponibilité sont nécessaires.

La première affectation se situant au sein du Département B.T.P., un début d'expérience dans ce secteur sera un atout apprécié.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 2344/N à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS qui transmettra

MATRA

RADIOCOMMUNICATIONS

recherche, dans le cadre de ses études de radiotéléphonie cellulaire
Ingénieurs

Logiciel
(Grande Ecole 2 à 5 ans d'expérience)

Pour assurer le développement des Systèmes de RADIOTELEPHONIE CELLULAIRE, il sera réalisé en atelier logiciel bâti autour d'un ordinateur VAX. Une expérience de développement de logiciel temps réel est nécessaire et une expérience multi-processeur est souhaitée.

Adresser votre CV et prétentions au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS
B.P. 66 - 78390 BOIS D'ARCY

CONTROLE DE GESTION BANCAIRE

Afin de renforcer notre équipe nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience dans ce domaine et possédez des connaissances en comptabilité et en informatique.
Auprès de l'équipe du Contrôle de gestion, vous serez chargé :

- de susciter et coordonner des études sur les éléments de gestion du Crédit Mutuel ;
- de favoriser les échanges techniques dans les domaines du contrôle de gestion entre groupes régionaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + rémunération souhaitée), sous réf. 652, à Henry YVAN, Direction des Relations Humaines, 88 rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel

Notre société, filiale du Groupe CREUSOT-LORE, conçoit et réalise des équipements pour l'industrie métallurgique (transformation de l'acier et de l'aluminium).
Nous réalisons avec les plus grands constructeurs mondiaux et développons depuis plus de 10 ans des systèmes de contrôle et régulation et des automatisations pour ces équipements.

Des commandes récentes acquises notamment aux USA nous conduisent à élargir les équipes de projets et réalisations de ce type de matériels.

Pour cela, nous souhaitons recruter et recruter des :
INGENIEURS GENERALISTES ayant choisi une option :
"AUTOMATISMES" et accompli une première expérience professionnelle. En fonction de l'expérience acquise, de larges responsabilités pourraient être confiées. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Les déplacements en France et à l'étranger sont fréquents.

Postes basés à Courbevoie (92).

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. CR/M à Catherine VINCENT - GESTION DES CADRES CLECM - 107, bd de la Mission-Marchand, 98400 COURBEVOIE.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

POUR SON SERVICE BREVETS

ingénieur électronicien

Débutant ou quelques années d'expérience dans la propriété industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais - Nationalité Française exigée
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant éventuellement les domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à :
LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INSTITUTION CENTRALE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

RESPONSABLE HF
du département programmes et budgets

Sous l'autorité du Directeur Général, il est chargé d'animer une petite équipe de consultants spécialisés dans le domaine de l'action sociale, éducative et culturelle.

Le Département dont il a la charge a pour mission :
- de fournir assistance technique et conseil aux associations impliquées dans les programmes soutenus par l'organisation.
- d'analyser l'évolution de la vie sociale éducative et culturelle de la communauté dans ses dimensions multiples afin de fournir les éléments préparatoires à la prise de décision.

Le candidat choisi sera de formation supérieure en Sciences Humaines, devra justifier d'une expérience professionnelle dans une fonction analogue et aura de préférence une bonne connaissance du milieu communautaire juif. Il devra être disponible le 1er janvier 1984.

Envoyer C.V. sous référence 88793 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Importante société Sud de Paris
recherche
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GÉNIE ÉLECTRIQUE
OU GÉNIE MÉCANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

Déplacements France et étranger.
Anglais souhaités.

Adresser C.V., photo et prétentions à
SIETAM
(SERVICE MONTAGE, réf. 12.44)
42-48, avenue du Président-Kennedy,
91170 VIRY-CHATILLON

Etre l'interface
informatique / comptabilité

Votre formation supérieure de gestion (option financière + DECS) ou votre expérience de plusieurs années en comptabilité faisant appel aux supports informatiques nous intéressent.

Elles vous permettront au sein du service comptable d'une des sociétés du Groupe, spécialisée dans les produits d'épargne et de placement, d'être l'interface avec notre outil informatique et d'assurer les missions d'audit et de contrôle nécessaires.

Ce poste de cadre représente une ouverture vers des postes de responsabilité au sein du Groupe.

Envoyez lettre manuscrite, CV sous référence 156 à Michèle CHEIRON

Service Orientation-Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

PME de 50 personnes, nous fabriquons des appareils de mesure destinés à la mécanique de précision (automobile, aéronautique, armement). Notre croissance rapide (CA + 30 % par an) nous amène à rechercher

2 ingénieurs
électroniciens

Chargés de développer de nouveaux matériels faisant appel à l'analogique et au numérique. Diplômé d'une grande école, vous avez une première expérience industrielle réussie, et vous souhaitez maintenant prendre la responsabilité complète d'un projet, depuis la définition des besoins clients jusqu'à leur mise au point finale. Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous serez un "maître d'œuvre" autonome, qui sait communiquer et s'adapter à un secteur en évolution.

Nous examinerons avec intérêt votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée) adressée sous réf. MO 15 à EAM - ZAC des Godels - 6, rue des Petits Ruisseaux - 91370 VERRIERES-LE-BUISSON



Entreprise Industrielle
Banlieue NORD-OUEST
recherche
PROGRAMMEUR
1^{er} échelon

Formation BULL - Titulaire du DUT.

Connaissance programmation sur micro-ordinateur MLC.R.A.L. exigée.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous réf. 82820.

CONTEXTE PUBLIQUE

20, avenue de l'Opéra

75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

MÉDIA 15-25

RÉGIE PUBLICITAIRE SPÉCIALISÉE dans la formation première et dans la formation continue - rubriques "Éducation et Formation" et "Formation Continue" de L'Express, rubrique "Formation Continue" de L'Expansion...

RECRUTE

VENDEURS (SES)
D'ESPACES PUBLICITAIRES
mi-temps ou plein temps
fixe + intéressement

Adresser lettre manuscrite + C.V. avec photo + prétentions à MEDIA 15-25, 6, rue d'Alsace, 75006 Paris (ne pas téléphoner, ne pas se présenter, réponse rapide assurée).

ÉCOLE PRIVÉE

recherche

MAÎTRE INTERNA

ayant exp. École I.H.G.

E.P. 17 - 94320 THIAIS.

SOPTEL

OPTIQUE PRÉCISION

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

en optique

Téléphone : 807-30-84.

DEMANDES D'EMPLOIS

E.S.C.P. 48 ANS

Licencié en droit. Anglais, espagnol parlés couramment. 25 ans d'expérience technico-commerciale, industrielle, financière, contrôle de gestion et direction du personnel, dans les branches de l'électronique.

Offre ses services à société ayant problèmes de reconversion, d'assainissement, d'accroissement de part de marché, d'implantation à l'étranger ou tous problèmes liés à l'évolution technologique. Peut fournir de nombreuses références.

Libre réquisition.

Ecrire s/r 6.590 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BERTIN & Cie

Notre filiale 1 CIS, spécialisée dans la conception par CAO de cartes à circuits imprimés et dans le câblage et les tests d'environnement de cartes et sous-ensembles électroniques recrute un

AGENT
TECHNIQUE

pour développer sa clientèle en Région Parisienne.

Le candidat recherché devra faire valoir quelques années d'expérience dans ce domaine, et présenter un goût prononcé pour la fonction technico-commerciale.

Lieu de travail : Centre d'affaires La Boursière (Le-Plessis-Robinson).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée, s/r référence 882 à H. DUFOURMANTELLE BERTIN & Cie, BP n° 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

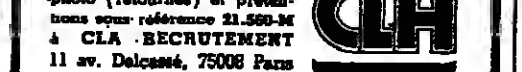
AUDITEUR
INTERNE

Notre filiale financière et opérationnelle dans les filiales du groupe, il lui sera confié, par la direction financière, des missions d'assistance.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat formé par un D.E.C.S. ou équivalent, possédant couramment l'anglais et si possible l'espagnol, ayant acquis de préférence 2 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit.

Poste basé à Paris Est, mais déplacements fréquents à prévoir en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (rétournée) et prétentions sous référence 21.580-34 à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75006 Paris



1 cadre
fiscaliste

Nous sommes une société internationale basée à Paris.

Nous mettons à la disposition de nos clients, par 150 spécialistes, une information libre et traitée par 150 spécialistes.

L'équipe d'experts du Département FISCAL se renforce de

pour conseiller ses interlocuteurs : Chefs d'entreprises, responsables juridiques, Directeurs financiers, Cabinets fiduciaires...

Outre votre formation comptable, vous êtes spécialisé en matière de BIC et de successions, vous êtes un homme de conseil.

Adresser votre candidature détaillée, ainsi que vos prétentions à SVP Direction du Personnel 54, rue Monceau 75384 Paris Cedex 08



ADMINISTRATEUR DE BIENS

recherche

TECHNICIEN
TRAVAUX

très bonnes références exigées

8.500 F. mensuel. Se présenter au 40 rue PETITJEAN - 28 Bd. Jules Sandeau, 75116 Paris.

ASSOCIATION

recherche

COORDONNATRICE

mi temps, responsable centre social Paris. Expérience administrative indispensable.

Ecrire avec C.V. à : Solidarité Française Migrante, 4 Square Vivienne - 75002 Paris.

ASSOCIATION

recherche

GESTIONNAIRE

Mission de routine 80 Hrs, salaire région rurale 80 km de Paris

- Conventions collectives de 1951

- Coefficient de départ 552.

- Appartenance de fonction.

- Expérience administrative dans la gestion d'établissement sociaux similaires.

Adresser C.V. à : RÉGIE PRESSE, 50 rue T. G. 112 M, 85 R. R. Hémery, 75002 Paris.

Expert comptable

Commissaire aux comptes

Paris 10^e

recherche

REVISEURS

pour missions Paris

Ecrire avec prétentions à SVP

18, rue Boissière, Paris 75116.

Division industrielle sud métropole

80 personnes 50 M. CA.

recherche

ASSISTANT CONTRÔLEUR

comptable comptable

bon moyen anglais

N° DECS, ou DUT, ou 678 compt.

Écr. au journal Le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FILIALE D'UN GROUPE AMÉRICAIN
Leader sur son marché de biens d'équipement (proximité gares Nord-Est), recherche

ASSISTANTE
pour son

Directeur Financier

Elle assistera le Directeur Financier dans sa fonction et ses responsabilités : politiques et procédures, rapports financiers, gestion budgétaire, fiscalité, droit social. Position cadre.

Elle aura une formation supérieure adaptée et une expérience significative dans la fonction finance et comptabilité, acquise de préférence en moyenne entreprise. Anglais indispensable.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 82560 à CONTEXTE PUBLIQUE, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE
Sud-Est Paris, recherche un

ANALYSTE
DE GESTION

qui sera principalement chargé d'études ponctuelles diverses.

Le candidat retenu sera diplômé d'une école de Commerce et aura si possible des connaissances en micro-informatique.

Il doit aimer les chiffres, avoir des qualités d'analyse et de synthèse, de disponibilité et d'ouverture d'esprit.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 3.858 à PUBLIPARCEL, 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

EMBAUCHONS
VENDEURS (SES)
PAR TÉLÉPHONE
de

COLLECTIONS
DE LUXE

CONTRAT V.P.P. Horaires souples : 9 h à 12 h ou 12 h à 18 h ou 18 h à 20 h. Fleuve clientèle exigeante. Téléphonez pour rendez-vous : 634-16-16

INGÉNIEURS
AÉRODYNAMIQUES

5 à 10 ans d'expérience : essais, mises au

REPRODUCTION INTERDITE

	Le m ²	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	93,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le m ² /an	Le m ² /an T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
FORUM
 DES HALLES
 2 R.E.R.
 Dans imm. pierre de T.
 bourgeois, C.A.P.A.T.T.
 exceptionnel 4 p., haut
 plafond 3,20 m. EXPO 84
 REFAIT NEUF. 1.170.000 F.
 S.M.R.A. 355-06-40.

2^e arrdt
LOUVRE
 Imm. pierre 18^e s., à rénover,
 appt 75 et 80 m². Bal. escalier
 extérieur, grande cour pavée.
 Tél. : 272-40-18.

3^e arrdt
DOMICILIATION
16^e, CHAMPS-ÉLYSÉES
 140 à 340 F PAR MOIS.
 CIDES 723-82-10.

MARAIS
 Propri. vend de imm. rén. 19^e
 siècle.
 Studio/2 p. 54 m². Ref. neuf.
 600 000 F. Tél. : 307-81-81.

appartements ventes

ST-MICHEL Grand studio
 11^e arrdt, 11^e s., 50 m².
 Px : 285 000 F - 325-87-16.

6^e arrdt
LUXEMBOURG
 Charming, calme, sol, 50 m².
 9^e arrdt, 800.000, 244-72-89.

7^e arrdt
24, PLACE ST-ANDRÉ-ARTS
 DUPLEX, 2 p., refait neuf. VUE
 De jour et nuit 14 h à 17 h.

9^e arrdt
LAFAYETTE - 6 P.
 Et. élevé, bon imm., balcon.
 Beau 140 m². 2 sbrt. serv.
 790 000 - Vernet 625-01-50.

10^e arrdt
IMM. PIERRE DE TAILLE
2 P. 259 000 F
 Tout confort, escalier.
 URGENT - 254-11-33.

CANAL ST-MARTIN
 Beau 3 p., vue, 11^e s., 50
 550 000 - Vernet 625-01-50.

appartements ventes

11^e arrdt
NATION
 Gd 2 p., 11^e s., 4/5 p., part.
 Imm. rénové, balcon. 287.000 F.
 LERMS 355-58-88.

12^e arrdt
PICPUS-DAUMESNIL
 Dans imm. briques, potier, 10
 3 p., entrée, sol, 45 m².
 450 000 F. Tél. : 347-87-07.

13^e arrdt
CAMPO-FORMO - Imm. 1914
 4 p., 11^e s., 80 m². CALAIS.
 Px 495.000 F. Tél. : 535-58-82.

14^e arrdt
NATIONALE, PART. VENO
 App. 70 m² + cave + parking.
 540 000 F.
 Tél. : 584-20-81, 584-51-13.

immobilier information

ANCIENS, NEUFS
 OU STUDIO AU 8 PIÈCES
 SÉLECTION GRATUITE
 PAS ORDINAIRE
 Appeler ou écrire :
 Service d'information
 F.N.A.I.M. de Paris-Rhône-Paris
 LA MAISON DE L'IMMOBILIER
 27 bis, avenue de VILLIERS,
 75017 PARIS. 227-44-44.

appartements
achats
 Jean FEUILLE 54, av. de La
 Motte-Piquet 15^e 555-00-75.
 P. 15-17 arrdt
 APPARTEMENTS grandes
 surfaces et IMMEUBLES.

EMBASSY-SERVICE
 8, avenue de la République
 recherche URGENT APPZ
120 à 150 m²
 Achat ou location
 10^e s. ou 7^e s. 662-16-40.

B.C.B. FRANCE
 31, av. R.-POINCARÉ, 10^e
 arrdt. 555-00-75.
 (Carnet) 150 à 200 m².
 15^e s. 727-89-39.

GROUPE DORESSAY
 recherche pour DIPLOMATES
APPT 200 à 300 m²
 ACHAT OU LOCATION
 CENTRE ET EST DE PARIS.
 Tél. : 524-53-35.

VIC IMMOBILIER
 5, bd Victor, 75016 PARIS
 Tél. : 532-81-83.
 Recherche appartements
 Paris intra-muros scus.

VIC IMMOBILIER
 6, bd Victor, 75016 PARIS
 532-81-83
 Recherche appartements
 Paris intra-muros scus.

locations
non meublées
demandes

Paris
JEUNE INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
 cherche logement urgent Paris
 ou proche banlieue. Préfère
 studio ou 2 p. 2.500 F
 charges comprises maximum.
 Téléphone : 574-19-00.
 Jules JOFFRIN. Beau 2 p., 11^e
 s., 50 m². 285-01-50.

VOUS VENDEZ ?
Tél. au 252-01-82

2 P. TOUT CFT, 50 m²
 Mairie XVII^e, URGENT.
230.000 F.
 Imm. Mercedes 252-01-82.

19^e arrdt
BUTTES CHAUMONT
 Village bourgeois, imm. neuf.
 Studio 2 p., 11^e s., 50 m².
 Terrasses, plain sol, finitions
 haut. 3,20 m. 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

20^e arrdt
M^e ST-FARGEAU
 4 p., standing, 11^e s., 110 m².
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

92
Haute-de-Seine
 BOULOGNE
 8^e arrdt, 11^e s., 50 m².
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

NEUILLY-BEAURÉ
 11^e s., 50 m². 110 000 F.
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

NEUILLY
 Part. vend à part. coquet apt
 2 pièces 48 m², imm. très bon
 standing. 450 000 F.
 Tél. : 354-44-45, 354-44-46.

PUTEAUX « La Fière »
 5 pièces, 145 m², 2 sbrts
 Vue Paris panoramique. Im.
 584-20-81.

93
Seine-Saint-Denis
 A VENDRE Neuilly-s/Marne
 apt 75 m², 11^e s., 110 m².
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

Provence
ST-TROPEZ
AFFAIRE RARE
 Part. apt 2 p., 45 m², en
 l'entier de l'imm. rénové, ré-
 cent, vue. Px 300.000 F.
 Tél. : (93) 50-29-42 H.S.

VAR LA SEINE-SUR-MER
 APPT 100 m², 11^e s., 110 m².
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

hotels particuliers

A MONTMARTRE
 JOUE MAISON ET JARDIN
 sud, planté, calme. Cachet pro-
 vince. Habitation confort :
 220 m² + ATELIER D'ARTISTE
 + sous-sol avec garage.
 Claude ACHARD 627-14-58.

terrains
 Poterie et très beau lot, à bâtir,
 boisé, à 30 m au sud de Paris.
 3245 m². T. : (6) 498-01-11.

ST CORBIS
 BORD DE SEINE
 Particulier vend terrain boisé de
 2.300 m², comprenant 3 par-
 celles contiguës séparables
 avec 2 maisons. Belle vue
 immort. calme. Visible sam.
 Tél. : (1) 707-85-84, 21 h.

forêts
VENDS FORÊTS
 magnifiques
 en plusieurs lots.
 Forêts à écouler.
 Bonnes chasses et pêche
 surface totale 440 ha.
 Ecrire ou téléphoner
 France Forêts
 32, r. de la République 69002
 LYON. Tél. : (7) 838-39-04.

viagers
 Viager libre dans 30 mois, ré-
 gion St-Germain-en-Laye, près
 village, calme, sur 820 m².
 380.000 + 12.000 par mois.
 F. 80 s. + H. 73 s. CRUZ.
 8, rue La Boétie, 285-19-00.

Étude LODI, 35, bd Voltaire.
 Paris 11^e. Tél. 385-81-58.
 Spécialisme viagers. Expérience.
 Étude gratuite. Consult.

F. CRUZ, 266-19-00.
 8, rue La Boétie, 8^e.
 Px réduits indexés garanties.
 Étude gratuite. Consult.

**La Varanne-St-Martin, mai-
 son construite 4 p., beau jard.
 Occupé Fine 73 s., 200.000 F.
 + 2.700/m. CRUZ 266-19-00**

**St-CARDINAL LEMOINE - 3 p.,
 11^e s., 110 m². 110 000 F.
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.**

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans **Le Monde** la semaine écoulée et une sélection d'annonces du **Herald Tribune** et **Le Monde**.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F

Emplois Cadres

DIRECTIONS - DIRECTIONS

DIRECTEUR DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT

DIRECTEUR COMMERCIAL

DIRECTEUR TECHNIQUE

DIRECTEUR FINANCIER

DIRECTEUR GÉNÉRAL

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM

ADRESSE VILLE

CODE POSTAL NOMBRE D'EXEMPLAIRES x 7 F (Frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro
 3, rue des Italiens, 75437 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

Immobilier d'entreprise et commercial

locaux commerciaux

Ventes

QUARTIER DE L'EUROPE
GARE SAINT-LAZARE
LA S.N.C.F. PROPOSE :

La concession de locaux d'une superficie utilisable totale de 10 200 m² environ à usage de :

PARKING PUBLIC
 (sans vente de carburants)

- ATELIER DE CARROSSERIE-MÉCANIQUE
 - MAGASIN DE VENTE DE VOITURES
 - PIÈCES DÉTACHÉES ET ACCESSOIRES

Adresse candidature pour le 1^{er} décembre au plus tard à
 M. le Directeur de la Région de Paris-Saint-Lazare
 S.N.C.F. - Service Domaines
 Case de Paul-Cordier
 boulevard Foch, 75017 PARIS.
 Téléphone : 285-88-88, poste 33-44.

PLACEMENT EXCEPTIONNEL
PANTHÉON
 Imm. rénové, local total 270 m²
 incl. LOCAL COMMERCIAL
 120 à 150 m² en étage ap-
 proprié. 250 000 F. Tél. : 534-13-15.

Achats
MONTREUIL-sous-BOIS
 Local prof. ou com.
 80 m² + PARKING
 MONTREUIL 637-15-03.

locations
bureaux
bureaux

Locations
BUREAUX MEUBLES
 à Paris, 9^e arrdt.
SIÈGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
 11^e s., 110 m². 110 000 F.
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

CONSTITUTIONS STES
ASPAC 283.60.50

SEGE SOCIAL
 DE F.F.A. 200 F.H.T.
 TOUTES DÉMARCHES
 10^e, 12^e, S.D.M. 340-24-64.

VOTRE SEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
 S.A.R.L. - R.C. - R.N.
 Constitution de sociétés.
 Démarches et tous services.
 Téléphone : 355-17-50.

locations
non meublées
offres

Paris
 Les PARTICULIERS ont des
 LOGEMENTS A LOUER
 Nourriture, locations
 bureaux, etc.
 OFFICE DES LOCATAIRES
 Téléphone : 285-88-88.

locations
meublées
demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
 5, av. de Messine, PARIS-8^e
 Recherche pour clientèle étrangère
 appartements, APPT 100 m²
 110 000 F. Tél. : 357-58-45.

locations
ventes

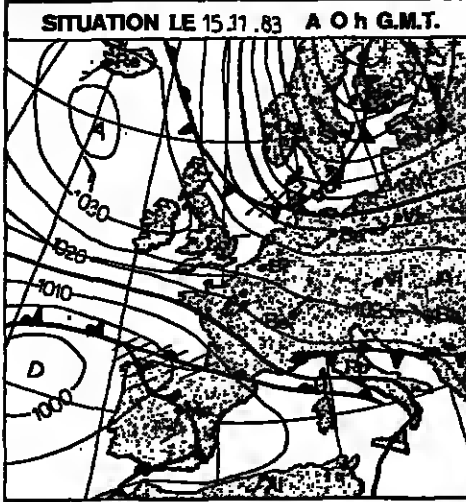
EVRY
 Quartier résidentiel. Maisons
 individuelles bon standing.
 LOCATION VENTE
 Ball de 3 ans assorti
 d'une promesse de vente.

locations
neuves

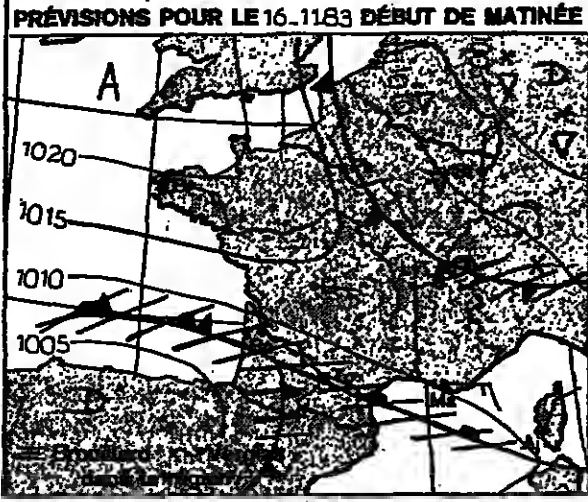
INFORMATION
LOGEMENT
 Un service gratuit créé par le
 Compagnon bénévole pour tout
 achat d'appartements et de
 jardins neufs.
 Renseignements sur de
 nombreux programmes PAP et
 prêts conventionnés.
 573-23-23
 27, av. Kléber, 75116 Paris

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15.11.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16.11.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 novembre à 6 heures et le mercredi 16 novembre à minuit.

Dans le flux dirigé par la dépression scandinave continuera à descendre une limite frontale qui concernera le Nord-Est du pays, tandis que la perturbation affectant les régions méridionales évoluera peu.

Mercredi, au sud d'une ligne La Rochelle - Le Havre - Nantes, le ciel sera très nuageux à couvert avec encore des précipitations, généralement modérées, abondantes toutefois sur les Cévennes et le Roussillon, de la neige en moyenne montagne.

De la Picardie à l'est du Bassin parisien, au Nord-Est puis sur le Jura et le nord des Alpes, le ciel sera nuageux jusqu'à mi-journée, d'où une atténuation des gelées mais aussi quelques flocons de neige. L'après-midi se développera des éclaircies avec, sur l'extrême Nord-Est, quelques averses. Ailleurs le beau temps froid avec gelées matinales se poursuivra. Partout le vent soufflera de secteur Est. Il sera fort en Manche et en Méditerranée, assez fort ailleurs.

Les températures minimales seront de - 5 degrés dans le quart nord-est, 8 à 11 degrés sur les régions méridionales au temps perturbé, 0 à + 2 degrés sur les côtes bretonnes et de la Manche, 0 à - 3 degrés ailleurs. Les maxima attendront 13 à 14 degrés sur les régions méridionales, 0 à + 1 degré dans le Nord-Est, 2 à 4 degrés dans le Nord, 6 degrés ailleurs.

Sous de l'évaluation pour jeudi, vendredi et samedi.

Les hautes pressions du nord-est de l'Angleterre, se décaleront lentement vers la Méditerranée centrale maintenant encore jeudi et vendredi la France, à l'exception de l'extrême Sud, hors des perturbations. Samedi par contre une zone de mauvais temps pénètrera sur la moitié nord-ouest du pays.

Prévisions pour jeudi, vendredi et samedi.

Jeudi, le temps sera doux, nuageux et pluvieux de la Corse, au golfe du Lion et aux Pyrénées avec de la neige au-dessus de 1000 mètres sur le sud du Massif Central. Ailleurs, le beau temps froid se maintiendra avec des gelées matinales généralisées.

Vendredi, une amélioration débitera sur la Méditerranée mais par contre le ciel se couvrira près des côtes de l'Atlantique. Dans l'intérieur, il n'y aura peu de changement.

Samedi, le temps doux et pluvieux se généralisera sur la moitié nord-ouest du pays dans la journée. Sur le Sud-Est le soleil brillera, mais le vent de secteur sud risque de se renforcer.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 15 novembre à 7 heures : 1020,8 millibars, soit 765,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 novembre; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15 novembre) : Ajaccio, 17 et 10; Biarritz, 18 et 12; Bordeaux, 14 et 9; Bourges, 6 et - 3; Brest, 8 et 0; Caen, 4 et - 4; Cherbourg, 6 et 2; Clermont-Ferrand, 6 et 1; Dijon, 4 et - 5; Greno-



ble, 9 et 3; Lille, 2 et - 7; Lyon, 5 et - 1; Marseille-Marganne, 15 et 8; Nancy, 1 et - 8; Nantes, 6 et - 2; Nice-Côte d'Azur, 13 et 8; Paris-Le Bourget, 4 et - 7; Pau, 14 et 11; Perpignan, 17 et 11; Rennes, 7 et - 3; Strasbourg, 2 et - 9; Tours, 4 et - 5; Toulouse, 14 et 10; Poitiers-Pierre, 30 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés; Amsterdam, 2 et 5; Athènes, 13 et 11; Berlin, 2 et - 1; Bonn, 4 et - 10; Bruxelles, 3 et - 8; Le Caire, 26 et 15; Les Canaries, 29 et 21; Copenhague, 6 et 5; Dakar, 29 et 23; Djibouti, 24 et 14; Genève, 4 et 1; Jérusalem, 15 et 12; Lisbonne, 16 et 13; Londres, 6 et - 3; Luxembourg, 0 et - 8; Madrid, 17 et 9; Moscou, - 10 et - 15; Nairobi, 28 et 14; New-York, 8 et 5; Palma-de-Majorque, 21 et 14; Rome, 11 et 6; Stockholm, 4 et 1; Téhéran, 22 et 13; Tunis, 24 et 13.

(Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

« Le prieuré clunisien de Saint-Martin-des-Champs », 15 heures, 292, rue Saint-Martin, M. Jaconet.

« La vie quotidienne au XVIII^e siècle », 15 heures, 23, rue de Sévigné, M. Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Ateliers de l'hôtel de la Monnaie », 14 h 15, 11, quai Conti (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Jastel).

JEUDI 17 NOVEMBRE

« Le tour de Poitiers », 14 h 30, 87, rue Brancion (E. Roman).

« L'art des Cyclades », 11 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, M. Schneider : « Judith Gautier, le dernier amour de Wagner » (Union interalliée).

18 h 15, 16, rue Albert-de-Lapparent, « Présence et action du matérialisme athée dans le monde aujourd'hui » (Fraternité d'Abraham).

18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité : « Géographie, géostratégie, géopolitique ».

18 h 30, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 1. Noms : « L'Europe et les femmes : bilan et perspectives de l'action communautaire » (Maison de l'Europe).

VENTES

DISPERSÉE A L'HOTEL GEORGE-V La « Collection d'un grand amateur » est estimée à 40 millions

A la suite de notre article « A la cour d'appel de Paris, les enchères du siècle » (Le Monde du 3 novembre), M. Jacques, Tajan, commissaire-priseur, nous demande de préciser que : « Deux ordonnances rendues le 17 octobre 1983 par M. le président du tribunal de grande instance de Paris ont rejeté les demandes de M. Tannouri aux fins de délai et de suspension de la vente des meubles formant sa collection. » M. Tannouri ayant fait appel de ces deux ordonnances, la cour d'appel de Paris a confirmé les décisions précédentes et rejeté ses nouvelles demandes par deux arrêts des 2 et 9 novembre 1983 (1).

Dans ces conditions, rien ne s'oppose à la vente aux enchères des meubles et œuvres d'art qui ont fait l'objet d'une saisie au domicile de M. Tannouri, en vertu du jugement rendu le 4 mars 1983 par le tribunal de grande instance de Paris.

La « Collection d'un grand amateur » sera donc mise en vente à l'hôtel George-V (salon Vendôme), le mardi 15 novembre, à 21 heures. Cet ensemble, qui comporte au total soixante-quatre numéros, est composé de meubles et objets précieux achetés en majeure partie chez les grands antiquaires parisiens depuis 1978. Devant ces pièces exceptionnelles, présentées à l'hôtel George-V depuis dimanche, il est permis de s'étonner de certaines descriptions erronées, qui reflètent sans doute la trop grande hâte de la rédaction du catalogue.

Une paire de bibliothèques et une paire de gaines sont cataloguées par André-Charles Bouille, alors que seuls peuvent être considérés de la main de cet ébéniste les meubles royaux de Versailles, du musée de Louvre et du château de Vaux-le-Vicomte. Un fauteuil d'apparat donné de l'époque Louis XIV est visiblement postérieur (absence d'entrelacs, consoles d'accotoirs en retrait). Très contestable également, la petite commode d'amarante « par Cressent » alourdie par des bronzes disproportionnés et prudemment « attribuée » à cet ébéniste par l'antiquaire qui l'avait présentée à la Biennale en 1982. Une autre commode Régence porte la marque au feu du duc de Penthièvre, grand amiral de France, que les auteurs du catalogue n'ont pas su identifier. Et que dire du grand bureau de Cavalier « exécuté en 1760 » - et donné « d'époque Louis XVI » ? (Ce qui fait justement son intérêt est qu'il est déjà de style néo-classique en pleine époque Louis XV.)

En dépit de ces regrettables confusions et approximations, la qualité de ces pièces exceptionnelles devrait attirer la grande clientèle internationale. Il sera intéressant de voir si le négoce, d'où viennent la plupart des pièces vendues aux plus hauts prix, soutiendra les enchères. D'après les estimations, le produit de la vente serait de l'ordre de 40 millions de francs.

F.G.

(1) En présentant la « Collection d'un grand amateur » à la presse, M. Tajan s'était abstenu d'indiquer que des procédures étaient engagées en vue de suspendre la vente.

EN BREF

LOISIRS

TRAIN A VAPEUR AUTOUR DE PARIS. - L'Arrivée des anciens amis de la traction à vapeur en région parisienne (A.A.A.T.V.R.P.) organisée, le samedi 19 novembre dans l'après-midi, un parcours en train à vapeur sur la petite ceinture de Paris et en banlieue nord-ouest. La locomotive à vapeur, qui appartient à une association d'amateurs, fera sa première sortie en région parisienne. Le départ aura lieu à 13 heures gare du Nord, et le retour 18 heures.

* S'inscrire auprès de l'A.A.A.T.V.R.P., 46, avenue de Saint-Germy, 93400 Aubay-sous-Bois (envoyer une enveloppe timbrée à 2 francs).

VIE QUOTIDIENNE

STATIONNER AU P.I.R. - Pour faciliter la fréquentation du parking d'intérêt régional (P.I.R.) de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), qui jouxte la gare S.N.C.F. et met Paris à dix minutes par le rail, la ville et le département vont associer leurs efforts : chaque automobiliste détenteur d'un titre de transport S.N.C.F., R.A.T.P. ou de la carte orange peut désormais garer chaque jour son véhicule au P.I.R. de Choisy-le-Roi pour 50 F par mois. Précédemment, il lui en coûtait 130 F.

VIVRE A PARIS

COMPRENDRE L'URBANISME. - En 50 pages joliment illustrées, vingt-quatre mois-clés et deux (bons) exemples, la mairie de Paris vient de publier une brochure de travail qui explique à ses administrés quels sont les objectifs et les moyens de la politique d'aménagement de Jacques Chirac. C'est auto-évident, tout a fait mûr sur les baux de ces dernières années, mais clair, pratique et agréable à consulter. Tiré à 20 000 exemplaires, le document Comprendre l'urbanisme à Paris est disponible gratuitement à l'Hôtel de Ville et dans les bureaux d'accueil des vingt mairies d'arrondissement.

SÉCURITÉ SOCIALE

NOUVELLES FEUILLES DE SOINS SIMPLIFIÉES A PARIS. - De nouveaux modèles de feuilles de soins vont être mis en circulation à la fin de ce mois. Parallèlement, des ordonnances comportant un original à conserver par l'assuré et un volet établi par duplication à adresser au centre de paiement pourront être délivrées. Cette dernière mesure ne sera obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier prochain.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3581

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Travaille à l'œil. - II. Brûlait ce qu'il adorait. Fait toujours grosse impression. - III. Lieu de travail ou lieu de détente. - IV. Arrive en bout de ligne. Service d'ordre. - V. Son emploi s'accompagne souvent d'un pointage. Se portera ou se transportera. - VI. Ne veut donc pas éclaircir. C'est quand on la jette qu'elle nous est le plus utile. - VII. Lettres d'assaut. Note. Le cri des partisans de la « droite ». - VIII. Employés par un chef. - IX. A donc été trop légère on trop lourde. Plus lourde à prendre qu'à porter. - X. Boîtes à ouvrage. Caractère grec. - XI. Se prend pour monter. Se dit pour son bien.

VERTICALEMENT

1. Est environné de moucheron. - 2. Passe donc tout son temps à lecher. - 3. Suscite bien des frictions. A aussi sa pyramide. - 4. Une donc avec précaution. Complètement ruinée. Négation. - 5. Beaucoup étonné de la prendre de peur qu'elle ne soit malheureuse. - 6. Belle voie. A donné naissance à un monstre. - 7. Entraînent dans le vif du sujet. - 8. Pris en compte. Jadis un vilain, de nos jours un affreux. - 9. Choisis pour la revue de détails. Etait d'un genre douteux.

Solution du problème n° 3580

Horizontalement

I. Détective. - II. Echo. Ut. - III. Curling. - IV. Oestres. - V. Team. - VI. Séborrhée. - VII. Ope. Aux. - VIII. Laser. - IX. Egérie. Va. - X. Uf. Aérées. - XI. Rossette.

Verticalement

1. Décapsuleur. - 2. Ecu. Agio. - 3. Thrombose. - 4. Eole. Opéras. - 5. Calistries. - 6. Vu. Emeu. Vê. - 7. Grabam. Et. - 8. Vu. Emeu. Vê. - 9. Eifs. Extrase.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 14 et mardi 15 novembre :

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'aération des logements.
- Portant fixation des traitements et soldes applicables à compter du 1^{er} novembre 1983 aux emplois supérieurs de l'Etat classés hors échelle.

UNE DÉCISION

- Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

CEYLAN ROUGE RUBIS

L'envoûtement de la tradition.

Ceylan. Des vacances fabuleuses pour un budget réaliste. L'île au meilleur prix. Renseignez-vous vite auprès de votre agence de voyage ou renvoyez-nous le coupon ci-dessous.

Ceylan: L'île précieuse du bout du monde

Demande d'information à retourner à :

L'OFFICE DU TOURISME DE CEYLAN
11-13, rue Gallien - 75002 PARIS

Nom Prénom

Adresse

Ville Code Postal

au 5^e étage

les Boutiques

Cadeaux en Fête

jusqu'au 31 décembre

Aux Trois Quartiers

retrouvez le plaisir d'acheter

17, Boulevard de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30

EST G

CREI

Aujourd'hui exporter une nécessité vitale pour les entreprises françaises. Mais pour réussir sur les marchés étrangers faut avoir tous les atouts.

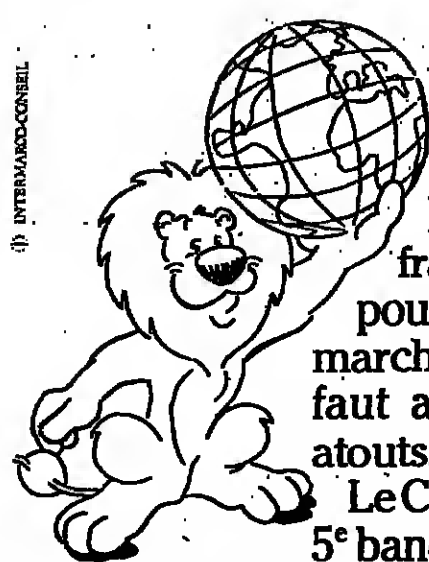
Le Crédit Lyonnais 5^e banque mondiale pour vous un partenaire de poids dans cette guerre de l'exportation. L'exportation est une vocation. Le Crédit Lyonnais met à votre disposition ses experts et ses spécialistes, son réseau mondial, mais aussi ses services adaptés à toutes les situations.

SE FAIRE PAYER

Pour les entreprises qui exportent, se faire payer est la première préoccupation. Le Crédit Lyonnais dispose de moyens rapides et modernes de paiement et de paiement à l'étranger, ce qui vous donne l'assurance de récupérer plus facilement vos créances.

مكتبة من الأصل

EXPORTER EST UN COMBAT. GAGNEZ-LE AVEC LE CREDIT LYONNAIS.



Aujourd'hui, exporter est une nécessité vitale pour les entreprises françaises. Mais pour réussir sur les marchés étrangers, il faut avoir tous les atouts. Le Crédit Lyonnais, 5^e banque mondiale, est pour vous un partenaire de poids dans cette guerre de l'exportation. En effet, pour le Crédit Lyonnais, l'exportation est une vocation. Non seulement il met à votre disposition ses experts et ses spécialistes, son réseau mondial, mais aussi ses services adaptés à toutes les situations.

SE FAIRE PAYER

Pour les entreprises qui exportent, se faire payer est la première préoccupation. Le Crédit Lyonnais dispose de moyens rapides et modernes de recouvrement et de paiement avec l'étranger, ce qui vous donne l'assurance de récupérer plus facilement vos créances.

CONNAÎTRE LES MONTAGES FINANCIERS DE L'EXPORTATION

Connaître toutes les possibilités de financement à l'exportation est un avantage de premier plan pour les entreprises. Le Crédit Lyonnais met sur pied avec vous le financement de vos investissements liés au développement de vos exportations et de vos implantations commerciales et industrielles à l'étranger. Enfin il met au point les financements de vos opérations à l'exportation, qu'elles concernent des biens de consommation ou des usines clés en main.

ATTAQUER DE NOUVEAUX MARCHÉS

Le Crédit Lyonnais vous donne toutes informations sur les marchés étrangers et leurs réglementations. Il vous conseille pour organiser votre service exportation et pour définir une stratégie. D'autre part, il vous aide à former votre personnel en France et à l'étranger. Il vous fournit une assistance commerciale pour trouver des

débouchés, des représentants ou des partenaires. Ses implantations dans 65 pays du monde et ses 20.000 collaborateurs à l'étranger sont à votre service.

UNE BROCHURE "EXPORTER POUR GAGNER"

Le Crédit Lyonnais présente dans cette brochure tous les moyens, financements et services, qui vous sont nécessaires pour réussir votre percée sur les marchés étrangers.

Pour l'obtenir,
- de Paris et région parisienne, appeler le 722.22.22
- de province, appeler gratuitement le (16) 05.22.22.22.

Ou mieux encore, demandez-la à votre agence Crédit Lyonnais, car rien ne vaut le contact direct. Ensemble nous choisirons les meilleures armes pour la réalisation de vos projets.



**CREDIT
LYONNAIS**

VOTRE PARTENAIRE

APRÈS LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DES CHARBONNAGES DE FRANCE

Avec les mineurs du Nord

Un homme symbole

« Si l'on compte sur moi pour tempérer les syndicats, on se trompe », M. Georges Valbon, entré en Charbonnages avec les convictions productivistes de son parti, n'avait pas caché en mars 1982 qu'il ne serait pas un président potiche. Et si des « cyniques » — ce qu'il démentait — n'excluaient pas — l'avaient nommé là, le membre du comité central du parti communiste, pour montrer l'irréalisme des objectifs du P.C. à la mine, ils en seraient par leurs frais.

Las, M. Valbon, malgré son assurance, son caractère affable, son physique toujours photogénique à cinquante-neuf ans passés — toutes qualités qui l'ont toujours servi dans sa ville de Bobigny — à la tête du conseil général de la Seine-Saint-Denis, — avait contre lui la tradition : aux Charbonnages de France, c'est depuis toujours le directeur général qui dirige. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le courant n'est jamais passé entre M. Michel Hug, technocrate du tout nucléaire qui dirigea longtemps la direction de l'équipement de l'E.D.F., et son président. Et puis, avec un déficit qui continuait de se creuser, il fut d'une difficulté croissante d'affirmer que le nécessaire compétitivité du charbon français était une notion d'avant le 10 mai. D'autant que les réunions inter-

ministérielles eurent vite fait de réviser en baisse les rêves du premier ministre en mai 1981. Enfin, l'inventaire antérieur des richesses charbonnières nationales s'est révélé moins prometteur que ne l'espéraient les syndicats. Comme dans le même temps est ancien militant C.G.T. — il avait débuté comme typiste à l'imprimerie Chaix — n'avait pu obtenir de ses pairs — devenus ses subordonnés — le travail la semaine qui aurait amélioré la pauvre productivité des mines nationales, M. Valbon se voyait contraint à des discours sur le relance du charbon, « énergie d'avenir, industrie forte », de plus en plus déçus tant avec les réalités de la politique charbonnière qu'avec les promesses des socialistes comme des communistes depuis de longues années. Avec le non-industrialisme — contrairement à ce qui avait été promis — de la subvention aux Charbonnages dans le budget 1984, le double langage n'était plus possible.

Meis, militant communiste avant tout, M. Georges Valbon n'aurait sûrement pas quitté sa présidence sans l'aval du parti qu'en son clan M. Paul Laurent. De là à dire que le charbon, pour comme on le prévoyait de longue date — la première pomme de discorde entre les communistes et socialistes. — B. D.

LES RÉACTIONS

M. GALLO : l'appartenance politique de M. Valbon n'est pas en cause

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré, le lundi 14 novembre : « La personnalité et l'appartenance politique de M. Valbon ne sont pas en cause. Il peut se produire, entre un dirigeant d'entreprise nationale et un gouvernement, des différences d'appréciation sur la situation de leur secteur ou l'avenir de l'entreprise. Cela s'est produit récemment dans le secteur pétrolier. M. Valbon a remis sa démission. Le gouvernement ne prend acte. La politique charbonnière de M. Valbon reste fixée par le discours de Lens du président de la République (...). Le gouvernement a une politique. Cette politique est définie collectivement. Dès lors, le gouvernement dans ses rapports avec le dirigeant d'une entreprise nationale ne considère pas l'appartenance politique de M. Valbon. »

M. Gallo a ajouté qu'il y a eu « adaptation » de la politique charbonnière. « S'obstiner à nier les réalités ne peut pas être la politique d'un gouvernement responsable, particulièrement dans une période de crise », a-t-il conclu.

M. Marcel Rigout, ministre délégué chargé de la formation professionnelle, a déclaré mardi 15 novembre que la démission du président des Charbonnages de France, M. Georges Valbon, était « une décision personnelle » et non « une décision du parti communiste ». M. Rigout — interviewé par TF1 en marge du comité central du P.C.F. à Montreuil — a estimé qu'il ne fallait pas « dramatiser » à partir de cette démission ni « en tirer des plans ou faire des hypothèses ». Il a cité les cas de MM. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Chevènement, ministres socialistes qui ont quitté leurs fonctions sans que cela mette en cause la participation du P.S. au gouvernement.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EST EN REPRISE

Londres (A.F.P.) — La production industrielle britannique est en hausse en septembre à un niveau inconnu depuis trois ans. Elle était en progression de 6,9 % sur le creux enregistré au premier trimestre 1981, au plus fort de la récession. Ce redressement est dû dans une large mesure à l'accroissement de la production de pétrole et de gaz en mer du Nord, qui va de record en record. Dans l'industrie manufacturière, seule, il n'a atteint que 3,3 % et l'activité y reste inférieure d'un peu plus de 18 % au sommet atteint au deuxième trimestre de 1979.

(Suite de la première page.)

La silicose, triste spécialité du Nord-Pas-de-Calais (1) apparue avec la mécanisation entre les deux guerres, et qui a connu son apogée dans les années 50 et 60 : 14 582 morts de 1958 à 1977, soit 700 par an en moyenne ; 1 004 en cours de la seule année 1969, presque autant que la fameuse catastrophe de Courrières, en 1906, qui a marqué l'histoire du bassin. La silicose, mauvaise conscience des ingénieurs — l'objectif officiel, pour le taux d'empoisonnement réglementaire, est de réduire à 10 % le nombre de silicosés après trente ans de fond — marmonne, embarrassé, un jeune cadre, — hantise des ouvriers du fond et de leurs familles. La silicose, la première et la seule réponse de Mohamed, trente-cinq ans, interrogé sur son avenir en cas de fermeture des puits. « Reporter au Maroc ? Même avec une prime ? Pour quoi faire ? J'ai quinze ans de fond, 90 % de chances d'avoir la silicose. Et, là-bas, pas de pension, pas de traitement médical. C'est la mort à court terme. »

Les syndicalistes, la direction font la moue. Certes, le fléau existe. Il a beaucoup reculé. Aujourd'hui, on remonte du « fond » au « jour », les malades des qu'ils sont atteints, et la médecine réussit à prolonger l'espérance de vie des hommes touchés, en point qu'elle rejoint presque aujourd'hui celle du mineur intact (il est vrai que celle-ci est très basse). « A quarante ans, un mineur est croqué. Il est vieux, quoi... », explique un ouvrier cédexien. En décembre 1981, pourtant, M. Petitjean, directeur général de C.D.F., estimait encore que, dans les Cénévans, « Un nouveau mineur de Ladrecht sur cinq, souffrirait à la mine neuf années de vie » (le Monde du 17 décembre 1981).

Conditions de travail inhumaines, morts par centaines, usure précoce, salaire médiocre (2), la mine, dans le Nord-Pas-de-Calais, est une fatalité, pas un espoir. Encore moins un débouché d'avenir. Tout le monde le sait et s'y résigne. « La conversion est engagée depuis vingt ans. La difficulté d'exploiter le gisement est telle que tout le monde est persuadé que le bassin est épuisé. Chacun est conscient du caractère inéluctable de l'arrêt de l'extraction dans la région », avoue un syndicaliste. « Les gens ne se font pas d'illusions. Les mineurs s'efforcent qu'à terminer leur carrière le plus vite possible », réclame un autre. Et tous deux se rendent compte : « Mais on ne peut pas le dire officiellement. Tout le monde le sait, oui, sauf la C.G.T., qui persiste à signer. » Il faut produire pour qu'il y ait du charbon. Le niveau ? C'est discuté. Ce qui compte, c'est le dynamisme, la volonté de sortir de vingt-cinq ans de récession.

Le bureau de réception de la coquette maison syndicale de Lens est décoré comme un relais de charbon. Pies, lampes de mineurs, képis à plumes de cascar, coupes, médailles, trophées de tout poil tapissent les murs, tous à la gloire de la mine et du mineur. Tradition oblige. « Dans le bassin, si on consolide la production en accélérant les travaux de recherche, la résilience des chances réelles de renaissance... »

La renaissance par le charbon, peut-être. Mais par l'extraction charbonnière, sûrement pas. Car, s'il est possible d'imaginer le développement, dans le bassin, d'un « pôle charbonnier » axé sur l'industrie parabolonnière — matériel minier, — les nouvelles utilisations

du charbon — gazéification, liquéfaction, — la carbochimie, à partir de Marzgarbe, où sont produits des engrais chimiques, voire le traitement (cockeries, agglomérés) de charbon importé d'autres régions ou de l'étranger, la « commission régionale d'évaluation des ressources », créée et financée par le région, et qui vient de rendre ses conclusions, laisse peu d'espoir à long terme au maintien de l'exploitation. « Aux conditions actuelles, les réserves trouvées dans les sièges examinés correspondent, grosso modo, aux estimations antérieures des H.B.N.P.C. », explique un expert membre de la commission.

Sur sept sièges encore en activité dans le Nord, deux seulement (Oignies et Arenberg) sont à peu près assurés d'un avenir à moyen terme. Des cinq autres, l'un (Beris Desjardins) n'a quasiment plus de réserves planifiables et doit fermer dès l'an prochain, deux (le 19 de Lens et le 3 de Courrières) n'ont respectivement que 1 million et 3,6 millions de tonnes de réserves planifiables, exploitables à des coûts dépassant de 2 à 4 centimes par tonne l'aide de l'Etat, et les deux autres (l'Escarpelle et Ledoux) posent des problèmes de choix délicats : des réserves existent — relativement limitées — à des étages inférieurs, mais il faudrait, pour les exploiter, procéder à des investissements importants de « raval » et accepter plusieurs années sans production.

Or le bassin Nord-Pas-de-Calais figure déjà, avec certains sièges du Midi (Ladrecht, Carmaux), parmi les principales sources de déficit de C.D.F., avec un rendement inchangé depuis dix ans en dépit des progrès techniques, inférieur de moitié à celui de la Lorraine, et un prix de revient près de deux fois supérieur au prix de vente (valorisation). Avec vingt et un mille salariés (37 % des effectifs totaux), il absorbe, bon an, mal an, 40 % de l'aide de l'Etat aux Charbonnages (30 % de l'aide directe à l'exploitation), mais ne produit que 17 à 18 % du total national. En un mot, un gouffre financier, auquel ses caractéristiques géologiques difficiles, rétives à tout effort de mécanisation, laissent peu de chances de retrouver jamais l'équilibre.

On comprend dans ces conditions que les élus s'interrogent. Le président de la République, lors de sa visite en avril, a été très clair : « L'Etat ne pourra pas couvrir à la fois l'énorme déficit de l'extraction, prolongée artificiellement, et dans le même temps, participer massivement à la renaissance industrielle du bassin minier. (...) Un choix s'impose. Le choix sera fait le 14 novembre. »

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION DES POMPISTES

La situation semble revenir à la normale

« La profession reste mobilisée en attendant que les propositions constructives, selon les pouvoirs publics, doivent être présentées mercredi 16 novembre », déclare dans un communiqué la C.S.N.C.R.A., l'une des principales organisations représentatives des pompistes, qui a été à l'origine du mouvement de protestation lancé à la veille du 11 novembre.

Alors que, mardi 14 novembre, la nouvelle réglementation permettant aux distributeurs de carburant de pratiquer des rabais élargis (jusqu'à 17 centimes par litre) entrerait en vigueur, la situation semblait être à peu près normalisée. Les dépôts qui, lundi, restaient bloqués par des pompistes, notamment en Bretagne, dans le Centre et dans le Midi-Pyrénées, avaient été dégagés grâce à l'intervention des forces de l'ordre ou par les manifestants eux-mêmes. Seul restait soumis au blocus le port pétrolier de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) où les quarante pompistes — détaillants, qui bloquaient depuis mardi matin 4 heures l'an des principaux accès du port ont été à leur tour « coincés » par une contre-manifestation de vingt transporteurs routiers lesquels ont formé un barrage avec leurs camions citernes.

Mardi également devait être appliquée la nouvelle grille de prix des carburants, se traduisant par une baisse de 2 centimes par litre pour l'essence ordinaire (de 4,66 F à 4,64 F par litre en région parisienne), un maintien du prix du super (4,96 F) et une majoration de 1 centime par litre pour le gazole (3,70 F à 3,71 F) et de 0,7 centime par litre pour le fuel domestique (259,60 F par hectolitre).

25 novembre au cours d'une réunion extraordinaire du conseil général. L'issue, à vrai dire, ne fait guère de doute. « Les sommes nécessaires pour assurer les investissements dans les Houillères sont telles que la région ne peut suivre ; il ne resterait plus rien pour le reste. (...) C'est un combat de vérité. Nous n'allons pas voter la loi révolutionnaire de substitution, après la fermeture des puits, le pays tout entier vit aujourd'hui au rythme des retraites et pensions. »

Population sous-éduquée : les traditions et les conditions matérielles ne poussaient pas aux études des enfants. Résultat : un taux de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur inférieur de plus de trois points (9,6 % contre 12,8 %) à la moyenne nationale. Population enfin de militants, où le poids de certains syndicats et partis hostiles à la reconversion risque de s'avérer le pire des freins au renouveau.

« Sur le grand pousse la droite, dit-on. Sur le charbon a poussé, dans toute l'Europe, un syndicalisme très conservateur combifur sur des objectifs à court terme, très corporatiste », explique M. Gillet, professeur d'histoire à l'université de Lille, auteur notamment d'un ouvrage intitulé *Les Charbonnages du nord de la France au dix-neuvième siècle*. « Normal », dit-il. Face au pouvoir absolu des Houillères de jadis s'est très vite structuré un réseau de militants très actifs qui à un moment se sont opposés à un maintien de la situation pour tous les moyens possibles celle des compagnies.

A Sallaumine, près de Lens, explique M. Gillet, Le P.C. tient tout : la mine, par les délégués ; la municipalité, l'harmonie municipale, le club de sport, la formation permanente des adultes, etc. (3). « A Sallaumine, les élus ont toujours joué la mine. Aujourd'hui, il y a cassure. Les jeunes n'y croient plus du tout. C'est peut-être une chance. »

VERONIQUE MAURIS.

(1) Pour des raisons inconnues, cette maladie est beaucoup moins fréquente dans les autres bassins européens, sauf les Cénévans, en dépit de taux d'empoisonnement supérieurs. (2) Un mineur gagne de 5 000 à 6 000 F par mois, plus les avantages en nature (logement, charbon, soins médicaux gratuits), soit, grosso modo, l'équivalent de 7 500 à 8 000 F par mois. (3) Enquête de Gérard Gayot et Claude Dubar dans *Sociabilité et mémoire collective*.

AGRICULTURE

POUR LA PREMIÈRE FOIS AUX ÉTATS-UNIS

Le Congrès propose de subventionner la réduction de la production laitière

Selon les estimations du département de l'Agriculture à Washington, la production mondiale de céréales ne devrait pas décliner en 1983, au contraire même, en dépit de la forte baisse enregistrée aux États-Unis. Celle-ci est, en effet, compensée en partie par l'augmentation des productions en Chine, en Argentine et en Europe.

Le département de l'Agriculture estime à 1,59 milliard de tonnes la production céréalière mondiale, dont 481 millions de tonnes de blé, ce qui constituerait un nouveau record.

La production mondiale de riz atteindrait 427 millions de tonnes, un record à nouveau, celle de soja, 77,5 millions de tonnes (— 18 % sur 1982) et celle de coton 65,3 millions de balles (— 3,5 %).

Enfin, séquelle la plus grave, car sans doute la plus durable, la mine a marqué pour des décennies la population. Population de retrinités (120 000 en total) visible à l'œil nu, dans des communes comme Bruy-en-Artois, où, faute d'emploi de substitution, après la fermeture des puits, le pays tout entier vit aujourd'hui au rythme des retraites et pensions.

Population sous-éduquée : les traditions et les conditions matérielles ne poussaient pas aux études des enfants. Résultat : un taux de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur inférieur de plus de trois points (9,6 % contre 12,8 %) à la moyenne nationale. Population enfin de militants, où le poids de certains syndicats et partis hostiles à la reconversion risque de s'avérer le pire des freins au renouveau.

« Sur le grand pousse la droite, dit-on. Sur le charbon a poussé, dans toute l'Europe, un syndicalisme très conservateur combifur sur des objectifs à court terme, très corporatiste », explique M. Gillet, professeur d'histoire à l'université de Lille, auteur notamment d'un ouvrage intitulé *Les Charbonnages du nord de la France au dix-neuvième siècle*. « Normal », dit-il. Face au pouvoir absolu des Houillères de jadis s'est très vite structuré un réseau de militants très actifs qui à un moment se sont opposés à un maintien de la situation pour tous les moyens possibles celle des compagnies.

A Sallaumine, près de Lens, explique M. Gillet, Le P.C. tient tout : la mine, par les délégués ; la municipalité, l'harmonie municipale, le club de sport, la formation permanente des adultes, etc. (3). « A Sallaumine, les élus ont toujours joué la mine. Aujourd'hui, il y a cassure. Les jeunes n'y croient plus du tout. C'est peut-être une chance. »

VERONIQUE MAURIS.

(1) Pour des raisons inconnues, cette maladie est beaucoup moins fréquente dans les autres bassins européens, sauf les Cénévans, en dépit de taux d'empoisonnement supérieurs. (2) Un mineur gagne de 5 000 à 6 000 F par mois, plus les avantages en nature (logement, charbon, soins médicaux gratuits), soit, grosso modo, l'équivalent de 7 500 à 8 000 F par mois. (3) Enquête de Gérard Gayot et Claude Dubar dans *Sociabilité et mémoire collective*.

● Menace de grève administrative dans vingt-deux maires de Lot. — Vingt-deux maires du canton de Bretenoux, près de Figeac (Lot), sont prêts à observer une grève administrative si la C.U.A.E.M. de Laval-de-Cère, usine spécialisée dans le ferro-alliage, ferme ses portes. Ils en ont appelé, lundi 14 novembre, au ministère pour que le groupe Pechiney, dont dépend la C.U.A.E.M., revienne sur sa décision de fermeture de cette unité, mesure prise dans le cadre d'un plan de restructuration.

de 1982, où l'on produisit 76,2 millions de tonnes. Mais surtout, selon le *New York Times*, les spécialistes prévoient une reprise considérable de la production de blé en 1984, avançant le chiffre de 81 millions de tonnes, provoquant à nouveau un excédent, en pleine année électorale. D'où, pour soutenir les prix du blé, une augmentation possible des subventions fédérales aux agriculteurs.

Le gouvernement américain aura également à faire un choix dans le domaine laitier, où la surproduction a entraîné des dépenses de soutien, pendant l'année fiscale achevée le 30 septembre, de 2,6 milliards de dollars (20,8 milliards de francs). Le Congrès, pour la première fois aux États-Unis, a adopté le principe d'une subvention pour les producteurs qui réduiront leur production laitière de 5 % à 30 %. Elle serait égale à 80 % de la valeur des quantités non produites pendant quinze mois. Dans le même temps, le prix officiel de soutien du lait serait diminué de 50 cents (12,60 dollars au lieu de 13,10 dollars) pour 45 kilos. A ce projet de loi qui a reçu l'aval des coopératives laitières, et celui, an dépit du moins, de M. John Block, secrétaire à l'Agriculture, le gouvernement préférerait une formule plus simple et moins coûteuse, c'est-à-dire une réduction plus prononcée du prix de soutien du lait. Mais cela sera-t-il réalisable en année électorale ?

La charge progressive due par la puissance des effets pervers de l'économie, l'évolution de la structure se fait au rythme d'une forte baisse du nombre de producteurs de 2,5 millions de producteurs se terminant par une année américaine où l'environnement est devenu plus dur.

URES
DE L'UE

Pour une industrie d'

par ROBERT LAGANE

Le thème de la politique conjoncturelle est devenu, depuis mai 1981, et ne se prête pas à des choix judicieux des investissements par les décideurs privés. L'environnement économique de l'industrie varie, la hausse, les coups de la volée face sur l'industrie, sur les grandes fortunes, sur le fiscal, sur la progression des dépenses, sur la fixation des prix.

Mais le hiatus le plus grave est celui qui sépare les grandes entreprises d'aujourd'hui de l'industrie de demain, alors que la concurrence, la surcapacité, la dégradation des installations, la dégradation des structures, la baisse du rendement ne les rendent pas en mesure de relever le défi de l'emploi, de mettre en œuvre de nouveaux investissements et de conquérir de nouveaux marchés.

Ce rôle est maintenant dévolu aux gouvernements qui sont, à ce point de vue, dans une situation délicate.

(*) Président national du mouvement national (Entreprises, Industrie, Commerce et Coopération).

Les
sam

Ces illustrations

salon « Service port de Cope d'embarquement la clé. Vous pouvez avec un bureau portée de max emprunter un utiliser une sa nir des photo

Aicools et l prix hors-tax de journaux quantité, de p et vidéo avec

Et en plus, un enregistre toirs particul choisir votre

Dans un cadre détente

MONNAIES

LA FERME

FRANCS

A Stockholm, Göteborg en Limousine à prix

مركز من الأصل

DE FRANCE
Nord

AFFAIRES

POINT DE VUE

Pour une industrie d'initiatives

par ROBERT LAGANE (*)

Il y a quelques années, tout le monde parlait de réconcilier les Français avec leur industrie et de réhabiliter ce maléfique potentiel que l'opinion publique vouait aux gémonies : le chef d'entreprise.

En cet automne 1983, le son de cloche a changé, les sondages réalisés auprès des Français témoignent d'une compréhension surprenante pour les problèmes des dirigeants d'entreprise, les ministres ne cessent de les encourager, depuis le premier ministre qui prône la création de cent mille entreprises tout comme Mao Zedong appelait à ce que les Cent Fleurs s'épanouissent, jusqu'au ministre de l'industrie qui chante les louanges des P.M.I., sans parler du plaidoyer du président de la République contre la taxe professionnelle, « cet impôt imbécile ».

Seulement voilà, tout cela se passe au chevet de l'entreprise qui agonise tandis que ses anciens adversaires l'arrosent de leurs pleurs. Deux mille deux cents entreprises cessent leur activité chaque mois de 1983 contre environ mille huit cents en 1982. Fait plus grave, les liquidations concernent des effectifs plus importants que les années précédentes. Dans un mouvement comme ETHIC, qui regroupe des moyennes entreprises de cinquante à deux mille personnes, c'est deux à trois appels à l'aide que nous enregistrons chaque semaine.

Pour expliquer un tel hiatus entre le discours et l'acte les faits ne manquent pas, et l'on entend souvent les mouvements patronaux incriminer la hausse implacable des charges sociales et fiscales, le contrôle des prix ou les « lois Auroux ».

Mais ces facteurs en eux-mêmes n'expliquent pas tout, car les freins à l'initiative ne tiennent pas tous de 1981. Voilà des années que les pouvoirs publics prétendent jouer au mécène en taillant directement ou indirectement des empires ou des marquisats industriels, qu'ils interviennent à coups de subventions ou de prêts dans la plupart des branches industrielles ; la sidérurgie dès avant 1981, l'informatique au temps du plan-calcu, aujourd'hui la chimie, la machine-outil, le bois... Toutes ces pratiques, celles du précédent septennat comme celles d'aujourd'hui, ont eu pour résultat, d'abord de fausser la concurrence lorsque des politiques de tarification à courte vue ont entravé les possibilités de développement et d'investissement industriel, puis de la déséquilibrer dans l'autre sens et de rançonner la contribution en pratiquant l'échecement thérapeutique vis-à-vis de groupes qui n'étaient plus en état de se subvenir à eux-mêmes.

Si cette pratique est voyante à l'égard des piliers du secteur public que sont E.D.F. et la S.N.C.F., dont les publicités accrocheuses : « Des hommes au service des hommes » et « Essayez la concurrence » cachent les fantastiques déficits, elle n'en est pas moins réelle vis-à-vis de grands groupes récemment nationalisés ou même privés.

En 1981, les cinq plus grandes entreprises françaises (deux publiques, une nationalisée, une nationalisable et une privée) ont perdu en moyenne 5 800 francs par salarié. Le principe est simple à comprendre : dès qu'une entreprise privée atteint la taille critique autour de dix mille salariés et de 3 milliards de chiffre d'affaires, elle intéresse de très près les pouvoirs publics : sa politique tarifaire joue sur l'indice des prix, sa politique sociale devient une vitrine, la localisation de ses établissements n'est pas indifférente à la politique régionale... et toutes les bonnes et surtout les mauvaises fées des ministères feutrés du septième arrondissement l'entourent de leurs conseils et de leurs liens affectueux... et solides.

Cette prise en charge progressive du secteur productif par la puissance publique produit des effets dévastateurs sur l'ensemble de l'économie. Depuis trente mois, l'évolution de la politique industrielle se fait eu

rythme de la politique conjoncturelle (quatre ministères de l'industrie depuis mai 1981) et ne se prête pas au choix judicieux des investissements par les décideurs privés. L'environnement économique de l'industrie varie, lui aussi, par à-coups avec la volte-face sur l'impôt sur les grandes fortunes, sur l'impôt fiscal, sur la progression des dividendes, sur la fixation des prix.

Mais le hiatus le plus grave est le postulat selon lequel les grandes entreprises seraient aujourd'hui le fer de lance de l'économie, alors que la situation de leurs marchés, l'intensité de la concurrence, la surcapacité fréquente de leurs installations, la lourdeur de leurs structures, la baisse de leur rentabilité ne les rendent souvent pas en mesure de relever le défi de l'emploi, de mettre en œuvre de nouveaux investissements et de conquérir de nouveaux marchés.

Ce rôle est maintenant dévolu aux moyennes entreprises qui sont, de ce point de vue, dans une situation plus

(*) Président national du mouvement patronal ETHIC (Entreprises de taille humaine, industrielles et commerciales).

enviable, ainsi qu'en atteste une étude récente de la centrale des biens auprès des sociétés françaises. Mais les moyennes entreprises ne pourraient jouer un rôle de fer de lance que si des mesures concrètes d'incitation sont prises et des freins levés qui, aujourd'hui, ne leur permettent pas d'exploiter leur potentiel de développement. En particulier, il convient d'accorder à la moyenne entreprise un droit à l'expérience sociale, mais aussi organisationnelle, financière ou commerciale, et il est nécessaire d'aménager la flexibilité des conditions d'exploitation des entreprises afin qu'elles puissent allier rentabilité économique et épanouissement de la communauté d'hommes et de femmes qui les composent.

Décongestionner, désaturer, déréglémenter... pour le progrès. Voilà des mots qui ne correspondent pas à l'aspiration naturelle du haut fonctionnaire dont la formation l'incite à un interventionnisme forcé, qu'il s'agisse d'un gouvernement de gauche ou de droite. Mais peut-être, un jour, les Français s'apercevront-ils que la plupart des grands pays industriels n'ont pas de ministère de l'industrie.

Le pari d'Elf-Aquitaine : rééquilibrer les comptes de sa chimie lourde en trois ans

Elf-Aquitaine veut relever le défi. Trois ans pour rééquilibrer les comptes de sa chimie lourde (amortissements déduits) : c'est l'ambitieux objectif que s'est fixé son P.D.G., M. Michel Pecqueur. Objectif doublé d'un véritable pari. Car cette année encore, la chimie lourde dont la compagnie pétrolière a désormais la charge, exclusivement ATO-Chem, n'est le 1^{er} octobre de la réunion d'ATO-Chimie, de « Chimie-Chimie et des actifs de P.O.U.K. qui lui ont été dévolus, enregistrés : encore de lourdes pertes : 1,2 milliard de francs.

Ce pari, MM. Pecqueur et Sautier, responsables de cette branche, veulent le gagner en adoptant, pour l'avenir, la troisième stratégie proposée par les experts du D^e Plan pour la chimie, qui repose sur un développement volontariste accéléré vers l'aval. La tâche promet d'être rude.

La chimie lourde française est plus malade que les autres. Trop dispersée, elle a trop longtemps « vécu près de grands groupes, qui n'ont pas consacré les moyens nécessaires pour la développer », a expliqué M. Sautier. Elle ne peut ainsi jouer sur l'effet de taille. Ses prix, trop bas, constituent aussi un sévère handicap. Cela posé, les responsables d'Elf-Aquitaine estiment que la partie est jouable. « La chimie de base française n'est pas la sidérurgie (la part de la main-d'œuvre n'est pas la

même) » et elle n'a pas accumulé de retard technologique. L'effort à produire pour la redresser en trois ans n'en sera pas moins considérable. Mais : « Il n'est pas question d'accroître les capacités, ni de tout faire », a précisé M. Sautier.

Mais comment s'y prendre dès lors que l'idée de rebâtir (solution idéale) est écartée ? Il faut d'abord concentrer sur les trois sites promoteurs (Gonfreville, Laverny, Feyzin) en spécialisant chacun d'entre eux, si possible en nouant, avec des groupes européens, des alliances visant à une meilleure répartition des tâches : opérer, avec les outils disponibles en les modernisant, des transferts de production (exemple : passer de la fabrication de polyéthylène basse densité standard ou polyéthylène linéaire) ; procéder à des fermetures appropriées ; développer à tout prix les spécialités, autrement dit la chimie sur mesure, et en faire un axe prioritaire ; investir bien sûr (800 millions à 900 millions de francs par an) en faisant appel aux capacités de financement internes mais aussi au marché financier : réduire, enfin, les effectifs (deux mille personnes). Telles sont les mesures qu'Elf-Aquitaine est déterminée à prendre et dont la mise en application ne pose pas, sur un plan social, de problème « dramatique », « si la mobilité géographique et technologique est acceptée » et

dans la mesure où le groupe aura recours à toutes les possibilités offertes (Fonds national pour l'emploi, retraits anticipés) pour résorber son personnel excédentaire.

Mais pour conduire d'ici trois ans sa chimie lourde à « un niveau compétitif international convenable », Elf ne peut pas compter sur ses seules forces. Les pouvoirs publics doivent l'épauler. Le facteur prix est primordial. Dans ce domaine la liberté doit être rendue, un bien grand mot signifiant seulement : possibilité d'aligner les barèmes sur les niveaux européens. Avec les récentes majorations accordées aux matières plastiques, la moitié du chemin a été faite. MM. Pecqueur et Sautier sont confiants dans la parole de l'Etat. Rendez-vous est pris pour février 1984. En principe, satisfaction devrait leur être donnée. Le retour à la rentabilité mais aussi la faculté de négocier avec la concurrence sont liés à de tels rajustements. Mais la réussite dépend aussi des tarifs de l'énergie. M. Pecqueur voudrait avoir accès à une électricité moins chère. Avec sa chaîne chimique, ATO-Chem est un des plus gros clients d'E.D.F. (3 % des ventes de courant haute tension, soit 4,6 milliards de kWh par an). Le groupe présente cette particularité que ne possède ni Pechiney ni la S.N.C.F. : pouvoir moduler sa consommation. ANDRÉ DESSOT.

Les services EuroClass sans supplément.

Ces illustrations présentent notre salon « Service Affaires » à l'aéroport de Copenhague. Votre carte d'embarquement EuroClass en est la clé. Vous pouvez y travailler, avec un bureau et un téléphone à portée de main, envoyer un telex, emprunter une machine à écrire, utiliser une salle de réunion, obtenir des photocopies.

Alcools et bières sont servis à prix hors-taxes. Et vous disposez de journaux et de magazines en quantité, de postes de télévision et vidéo avec choix de films.

Et en plus, EuroClass vous offre un enregistrement à des comptoirs particuliers, où vous pouvez choisir votre place dans votre



Libre accès à nos salons affaires « Scanorama » à Copenhague, Oslo, Stockholm, Göteborg, destinations directes de Paris.



Dans un cadre détendu avec bar et télévision.



A votre disposition, un vrai bureau de travail.



Notre service accueil vous aide à assurer vos transports, vos liaisons téléphone et telex.



A Stockholm, Göteborg, Malmö, liaisons ville-aéroport V.Y. en Limousine à prix intéressants.

cabine réservée, à l'avant de l'appareil. Vous avez toute la place pour vos jambes, des repas chauds, et toutes les boissons sont gratuites.

Et vous ne payez que le simple tarif économique normal. Sans aucun supplément.

SAS
EuroClass

MONNAIES

DOLLAR FERME
8,14 FRANCS

Le dollar s'est montré ferme, mardi 15 novembre, en dépit d'une forte contraction de la masse monétaire des Etats-Unis, en diminution de 2,5 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 2 novembre.

A Francfort, la monnaie américaine a valu 2,6750 DM environ contre 2,6670 DM, et, à Paris, elle s'est élevée de 8,11 F à 8,14 F.

pose de subvention
la production laitière

SOCIAL

LA CHAPELLE-DARBLAY : LA NÉGOCIATION EST ENTAMÉE AVEC LA C.G.T.

« Un concours de circonstance » : c'est sans gravité que la C.G.T. juge le demi-échec de la première négociation entre elle-même et la direction de la papeterie de la Chapelle-Darblay depuis l'annonce du nouveau plan Parecno qui permet le maintien de quatre cents emplois supplémentaires (le Monde du 11 novembre). Cette rencontre s'est déroulée lundi 14 novembre avec M. Jean-Charles Guggemos, directeur général de la Chapelle-Darblay. Elle devait initialement se tenir avec M. John Kila, P.-D. G. de Parecno, mais des « circonstances exceptionnelles » l'ont obligé à retourner aux Pays-Bas en début d'après-midi. Tante-fais, de source syndicale C.G.T., M. Kila a eu un contact avec M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., qui lui aurait rappelé son accord de principe sur la base du projet industriel présenté le 10 novembre par Parecno.

M. Krasucki aurait demandé des éclaircissements sur le projet industriel et sur des problèmes sociaux tels que les rémunérations, la mise en formation, les licenciements des délégués, les sanctions. Une nouvelle réunion devrait se tenir dans le courant de la semaine avec un représentant de Parecno.

UNE QUARANTAINE D'OUVRIERS DE RENAULT-BELGIQUE FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

Une quarantaine d'ouvriers de l'usine Renault de Vilvorde, au nord de Bruxelles, délégués syndicaux et membres de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (F.G.T.B.), syndicat socialiste, ont commencé lundi 14 novembre une grève de la faim pour réclamer la réintégration d'un ouvrier. Ce dernier avait été licencié après une légitime bousculade avec un responsable de l'usine. Le 30 décembre, une pancarte circulait dans l'atelier de montage : « 1982 : délégués, 182 000 voitures. Nous l'avons fait. La direction... ». L'ouvrier avait voulu remplacer cette dernière phrase par : « Les travailleurs l'ont fait ». Résultat, le tribunal du travail a ordonné que le licenciement pour faute grave était injustifié, et l'ouvrier demande soit son retour à l'usine, soit une indemnité de 5,5 millions de francs belges (environ 800 000 francs).

« Manifestation de commerçants à Lyon. — Environ cinq cents commerçants indépendants, appartenant à la Fédération française des associations de commerçants indépendants (F.A.C.), ont manifesté le lundi 14 novembre à Lyon. Ils ont demandé la démission de M. Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, qui vient d'accorder l'autorisation pour l'ouverture d'un supermarché dans la région contre l'avis de la commission départementale de l'urbanisme commercial.

Les rencontres nationales Un métier pour réussir

« PAS UN JEUNE NE DOIT RESTER SANS FORMATION »

à déclaré M. Mitterrand

Faire le bilan du dispositif en faveur de la formation des jeunes de seize à dix-huit ans, et tenter d'en améliorer le fonctionnement pour la campagne 1983-1984, tels étaient les objectifs des rencontres « Un métier pour réussir » qui se déroulent les 14 et 15 novembre à Paris, sous l'égide du ministère de la formation professionnelle, à la suite de quatre semaines de travail similaires qui ont eu lieu dans des villes de province.

« Pas un jeune de ce pays ne doit rester sans formation, c'est la condition du redressement national », a déclaré M. François Mitterrand à l'ouverture de la première journée. « Quoi de plus triste que de laisser ces jeunes en jachère », s'est-il exclamé, avant de se féliciter des premiers résultats obtenus et de réclamer « de l'audace » pour que « la routine ne devore pas le terrain si chèrement gagné ».

Au président de la République, espérant qu'un grand vent d'air frais soufflera sur les C.A.P. (dont tous les diplômés ne sont plus adaptés au monde moderne), M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, avait déjà répondu, en écho, en proposant de poursuivre son action pour améliorer qualitativement la formation.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER
à l'Office des Ventes
7, rue Ste-Anne
75001 PARIS
261.51.52

Vente s/sais. imm. P. de Just. de Paris
JEUDI 1^{er} déc. 1983, 14 h UN LOT
APPT. PARIS (8^e)
Bâtiment C-9 étage
2 pièces principales et 3 chambres
38, rue de LIÈGE
M. A PX : 90 000 F.
S'adr. M^{re} BEAUFILS, Avocat
1, rue René-Garrel, VAUCRESSON (92)
T. 741-09-01 et 337-92-99 (M^{re} BIDOIT)
A tous avoc. pris trib. Gde Inst. PARIS.
BOIGNY, CRETEIL, NANTERRE.

Vente au Palais de Justice de Paris
Lundi 28 novembre 1983, 14 h
APPT. PARIS-10^e
3^e ét. : cul., cuis., av. coin d'angle
3 pièces, w.c., 34 m² vaires.
LIBRE DE LOC. ET D'OCCUPATION.
4, rue A.-PARODI
M. A PRIX 90 000 F.
S'adr. M^{re} COPPER ROYER
Avocat, Paris, 1^{er} arr., rue G.-Berger
Tél. : 766-21-03 DOMAINE, Paris
2^e étage, 11, rue Tronchet, Paris-8^e
Téléphone : 266-91-40, poste 815. Greffe
crées Trib. Gde Inst. Paris ou cah. des
charges est déposé. Sur place pour visiter le
23 novembre 1983 entre 14 h et 15 h.

Vente s/sais. imm. Palais de Justice
NANTERRE, Mercr. 30 nov. 1983, 14 h
PAVILLON
ANTONY de l'AUBÉPINE
MISE A PRIX : 60.000 F
S'adresser M^{re} TH. MAGLO Paris
18, rue de Liège. Tél. : 387-18-90.

Vente au Pal. de Just. de BOIGNY,
le MARDI 29 NOV. 1983, à 13h30
EN DEUX LOTS
DEUX APPARTEMENTS
compr. chacun 2 pièces, cuis., C.A.V.E.
PARKING au 2^e s/sol et park. extér.
dans un immeuble sis
à AUBERVILLIERS (93)
71 bis, 73, 75, avenue de la République
et 105, rue des Cités
M. A P. : 25 000 F chacune
S'adr. pour rends. à M^{re} Gabriel BLIAH,
av. à PARIS (1^{er}), 43, r. de Richelieu.
Tél. : 296-29-32 - 296-03-74.

Vente Palais de Justice Versailles (78), 3, place A.-Mignot, 30 novembre à 10 h
PROPRIÉTÉ AUX ESSARTS-LE-ROI (78). MISE A PRIX : 140.000 F
17, RUE DE LA BOURBONNERIE, MAISON dont le Rez-de-Chaussée est équipé en BAR-RESTAURANT bar, salle à manger, salon cuisine, cabinet de toilette.
1^{er} étage 6 PIÈCES PRINCIPALES, dont la cuisine, petit bâtiment : 1 pièce.
2 GARAGES, ATELIER occupé.
Renseignements : SCP D'AVOCATS JEAN SILLARD & AUTRES. Tél. : 950-02-99.
79 bis, boulevard de la Reine à VERSAILLES (78).

Vente Palais Justice CRETEIL, Jeudi 24 Novembre 1983, à 9 h 30 UN LOT
APPART SAINT MANDÉ (94) 11, avenue Fontaine
à l'angle de ces 2 voies lib. A. au R.-de-Ch. droite.
3 pièces principales. JARDIN en sa partie droite en façade sur l'avenue.
CAVE en sous-sol, et parties communes.
MISE A PRIX 250.000 F s'adresser M^{re} BURG Paris (17^e)
M^{re} CL. BREULEUX Avocat à la Cour à Paris (11^e), 6, bd Voltaire. Tél. : 766-91-03
A tous avocats pr Trib. Gde Inst. PARIS, BOIGNY, CRETEIL, NANTERRE.
Greffe des créés Trib. Gde Inst. Paris ou cah. des charges est déposé.
Sur place pour visiter.

Vie Palais Justice Versailles (78) 3, place A. Mignot - 23 novembre à 10 h.
PROPTÉ à TRIEL-S-SEINE (78) - M. A PX 500 000 F sur TERRAIN
de 25 a 75 ca.
53, RUE DES FRÈRES-LEBIS
avec Pav. d'un étage 5 Pces Pales - Occupé.
Renseign. SCP D'AVOCATS JEAN SILLARD
ET AUTRES T. 950-02-99.
79 bis, boulevard de la Reine, à Versailles (78).

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES aux enchères publiques
Le MARDI 29 NOVEMBRE à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
5 APPARTEMENTS - 4 CHAMBRES
(dont 1 Appartement 4/5 Pièces - 117 m²)
2 Appartements 3 Pièces 81 m² et 3/4 Pièces 89 m²
ont vue directe sur Champ de Courses à PARIS, entre
le BOULEVARD SUCHET
et le CHAMP de COURSES d'AUTEUIL
M^{re} BONNEL, not. 79, bd Malesherbes, PARIS (8^e) - T. 296-16-08.

Vente au Palais de Justice de Paris, lundi 28 novembre 1983, 14 heures
APPT. PARIS-19^e - 44, r. des SOLITAIRES
45 m² env. : entré, 3 pièces, cuisine, w.c., C.A.V.E au sous-sol.
LIBRE DE LOCATION
et D'OCCUPATION M. A PX : 150 000 F
S'adresser M^{re} COPPER ROYER 1, rue G.-Berger, Tél. : 766-21-03.
DOMAINE, Bureau 218, 2^e ét., 11, rue Tronchet, Paris (8^e) - Tél. 266-91-40,
poste 1815. Greffe des créés Trib. Gde Inst. Paris ou cah. des charges est
déposé. S/pl. pr. vis. le 23 novembre 1983 entre 16 h et 17 h.

VENTE sur conversion de saisi immobilière en vente volontaire aux enchères
publiques, à l'édifice de VILLE D'ANNECY, salle de la Résistance, le MARDI
22 NOVEMBRE 1983 à partir de 9 h du matin avec continuation l'après-midi,
à partir de 14 h 30.
EN 34 LOTS
de biens et droits immobiliers sis
9, AVENUE DU RHONE à ANNECY
Coproprété - LA FURKA -
NEUFS et LIBRES à la VENTE
1^{er} lot UN APPARTEMENT F 3a, park. couvert, cave... M. A P. : 125.000 F.
2^e lot UN APPARTEMENT F 3a, park. couvert, cave... M. A P. : 131.000 F.
3^e lot UN APPARTEMENT F 4a, park. couvert, cave... M. A P. : 117.000 F.
4^e lot UN APPARTEMENT F 5a, garage, cave... M. A P. : 127.000 F.
5^e lot UN APPARTEMENT F 2b, garage, cave... M. A P. : 100.000 F.
6^e lot UN APPARTEMENT F 1b, park. couvert, cave... M. A P. : 75.000 F.
7^e lot UN APPARTEMENT F 3a, park. couvert, cave... M. A P. : 126.000 F.
8^e lot UN APPARTEMENT F 3a, park. couvert, cave... M. A P. : 129.000 F.
9^e lot UN APPARTEMENT F 5a, park. couvert, cave... M. A P. : 115.000 F.
10^e lot UN APPARTEMENT F 1b, park. couvert, cave... M. A P. : 75.000 F.
11^e lot UN APPARTEMENT F 2b, park. couvert, cave... M. A P. : 98.000 F.
12^e lot UN APPARTEMENT F 3a, park. couvert, cave... M. A P. : 125.000 F.
13^e lot UN APPARTEMENT F 4a, park. couvert, cave... M. A P. : 115.000 F.
14^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 98.000 F.
15^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 12.000 F.
16^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
17^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
18^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
19^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
20^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
21^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
22^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
23^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
24^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
25^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
26^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
27^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
28^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
29^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
30^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
31^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
32^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
33^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
34^e lot UN GARAGE n° 1 au sous-sol... M. A P. : 8.000 F.
Précision faite que ces mises à prix sont hors TVA et que des travaux de finition
restent à faire notamment dans les appartements. S'adresser pour renseignements à
la S.C.P. René RICHARD, Michel GOISSET et Didier MOERMAN, notaires
associés, 4 bis, rue de la Poste à ANNECY, où le cahier des charges peut être
consulté. Tél. : (50) 51-28-35.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT VILLE DE PARIS

14 novembre 1983 - 450 millions de F.
Jouissance, règlement : 28 novembre 1983. Durée de l'emprunt : 9 ans et 10 mois
Taux de rendement actuariel brut : 14,38 %

Une note d'information (visa C.O.B. 83-308 du 08/11/1983) peut être obtenue sans frais auprès
de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75007 PARIS et des établissements chargés du placement.

SAGA TRANSPORT

Le conseil d'administration de la Société Saga Transport s'est réuni le jeudi 10 novembre 1983 à 11 h 30.
Il a enregistré la démission de M. Gérard Nouveau de ses fonctions de président, et a désigné, pour le remplacer, M. Michel Castron Saint-Martin, administrateur de la société.
M. Michel Fiammeret a été confirmé par conseil d'administration dans ses fonctions de directeur général.
Le président a également confirmé M. Jacques Pétit dans ses fonctions de directeur général adjoint.

S.C.G.P.M.

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société, à fin juin, est de 250,88 millions de francs, contre 268,06 millions de francs au 30 juin 1982. Ce léger fléchissement de l'activité est dû pour une grande part à des retards dans la mise en route des chantiers de certains marchés publics dont les clients restent dans l'attente de l'attribution des crédits nécessaires.
Il n'affecte en rien les résultats du semestre qui se situent à 8,34 millions de francs avant I.S. au 30 juin 1983, contre 8,52 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent.
Les résultats de l'exercice 1983 devraient être en tous points comparables à ceux affichés par la société au 31 décembre 1982.
Le carnet de commande se monte à 638 millions de francs hors taxes, au 30 juin 1983, contre 510 millions de francs à fin octobre 1982, et comprend pour la première fois des marchés à l'exportation.
Les sommes consacrées à l'investissement sont en progression et s'élèvent à 7,26 millions de francs à fin septembre 1982, contre 5,66 millions de francs à la même date lors de l'exercice précédent.

SEFIMEG

Au 30 septembre 1983, les recettes totales de SEFIMEG atteignaient 152 539 000 F, en augmentation de 10,56 % par rapport à celles de la période correspondante de 1982 qui étaient de 137 592 000 F. Les seuls loyers ont enregistré, dans le même temps, une progression de 9,11 %, de 130 816 000 F à 142 739 000 F.

« TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NOTRE »

Comité du Livre
94, Bd A.-Blanqui, 75013 Paris
Dons à C.C.P. :
31-711 81 LA SOURCE

UBR

UNION DE BANQUES
REGIONALES
POUR LE CREDIT
INDUSTRIEL

EMPRUNT 14,40 % NOVEMBRE 1983 DE F 150 MILLIONS

BALD du 14 novembre 1983. Une note d'information (visa C.O.B. n° 83-299 du 7 novembre 1983) peut être obtenue sans frais au siège social de la société, 33, avenue Hoche, 75008 Paris et auprès des établissements chargés du placement.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde a l'honneur d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche »
93, pages, 26 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris - Cedex 09

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » un ouvrage intitulé L'INDUSTRIE DES MACHINES-OUTILS A MÉTAUX DANS LE MONDE

Sur ce marché, dont le caractère cyclique est très accusé, une baisse particulièrement forte de la demande a marqué les années 1981 et 1982.
Les experts considèrent que la reprise qui commence à se dessiner en 1983 et qui devrait se poursuivre en 1984 sera d'une ampleur plus faible que la dépression qui l'a précédée pour de multiples raisons (diminution des parcs, poursuite de la tendance au vieillissement, sous-utilisation des appareils produits des branches clientes, moindre utilisation du métal).
Dans un climat de très forte concurrence, la commande numérique a placé les atouts des producteurs sur le terrain technologique ; plusieurs industries nationales (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) ont ainsi perdu des points sur leur marché intérieur et sur les marchés extérieurs où elles étaient traditionnellement implantées.
L'industrie allemande a pu maintenir sa position mais la situation des principales entreprises s'est détériorée.
L'industrie italienne a pu maintenir sa domination sur son marché et son fort taux d'exportation (50 %).
L'industrie japonaise, soutenue par un développement de son marché intérieur sur des produits technologiquement avancés, a conquis près d'un cinquième du marché américain. Si les exportations représentent depuis 1976 un peu plus de 35 % de la production, leur composition s'est profondément modifiée au profit des machines à C.N. (trois quarts des exportations en 1982 contre un quart en 1976) et sur le plan géographique (65 % vers les pays de l'O.C.D.E. en 1982 contre 30 % en 1976).
A la base des changements structurels récents, on trouve deux idées directrices :
- l'intégration de la fabrication de la commande numérique par les principales entreprises (Cincinnati Milacron, Makino, Okuma, Gildemeister) ou, de façon plus marginale, la prise de participations de sociétés d'électronique dans le secteur (Fanuc, Olivetti) ;
- la modification de l'organisation industrielle (production de composants normalisés, recours à la sous-traitance, délocalisation de certaines productions).
L'analyse de plus de vingt-cinq sociétés, parmi les plus importantes au niveau mondial, a permis de montrer :
- la dégradation récente des résultats des sociétés : très forte aux U.S.A. en 1982 et sensible en R.F.A., notamment par celles qui étaient spécialisées dans les produits exposés à la concurrence japonaise (Gildemeister et Pictier) ;
- l'importance des frais financiers, notamment en France à partir de 1981, où la dégradation des stocks d'encours n'est pratiquement pas assurée par les avances clients.
Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA, au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (tél. : (1) 523-19-19), prix : 7 800 F H.T. - 8 346 F T.T.C.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

15 NOVEMBRE

BOURSE DE PARIS

Le marché parisien a été remis en mouvement par la hausse de 3,87 points à son actif, qu'il avait gagné jusqu'à la séance.

Le volume des échanges a été de 86,9 millions d'actions (contre 86,9 millions d'actions le vendredi précédent), et le marché a été un peu assaini, grâces à plus de 30 points cédés en termes d'indices.

Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles. Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles. Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

NEW-YORK

15 NOVEMBRE

BOURSE DE NEW-YORK

Le marché new-yorkais a été remis en mouvement par la hausse de 3,87 points à son actif, qu'il avait gagné jusqu'à la séance.

Le volume des échanges a été de 86,9 millions d'actions (contre 86,9 millions d'actions le vendredi précédent), et le marché a été un peu assaini, grâces à plus de 30 points cédés en termes d'indices.

Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles. Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles. Les hausses ont été enregistrées sur les valeurs industrielles.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché. Les valeurs de l'industrie ont été les plus hautes du marché.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **LIBAN** : « Un tissu encore vivant », par Henri Sfeir ; « La course à l'abîme », par Albert Bourgi et Pierre Weiss.

— **LU** : La Logique des Orientaux, Henry Corbin et la science des formes.

ÉTRANGER

3. **DIPLOMATIE** : La visite en France du président de la République finlandaise.

— La controverse sur les eumissiles.

4. **AFRIQUE** : « Voyage à travers la résistance algérienne », par Olivier Roy.

5. **AMÉRIQUES** : Les risques de conflit généralisé à l'occasion du sommet de la OEA.

6. **PROCHE-ORIENT** : La situation au Liban.

7. **JORDANIE** : La situation au Liban.

8. **EUROPE** : De lourdes peines ont été prononcées contre les anciens dirigeants du comité pour la paix.

POLITIQUE

8. Après l'élection d'Aulnay-sous-Bois et la démission de M. Valbon.

10. Le budget de l'éducation nationale à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

11. Après les déclarations de l'avocat de Klaus Barbie.

— Le congrès du Syndicat des avocats de France.

16. **SCIENCE** : le budget de la recherche.

— **SPORTS** : les championnats d'Europe de gymnastique rythmique.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

13. Les « appareils à R.M.N. » : une révolution dans le diagnostic médical.

14. Les succès de la fécondation en éprouvette.

CULTURE

17. **MUSIQUE** : Pétas à Genève.

— **CINÉMA** : 20. **COMMUNICATION** : le budget 1984 dans l'audiovisuel.

RÉGIONS

21 à 28. UNE SEMAINE AVEC L'ILE-DE-FRANCE.

ÉCONOMIE

44. APRÈS LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DES CHARGES DE FRANCE.

45. **AFFAIRES** : « Pour une industrie d'initiatives », point de vue de M. Robert Lagane.

46. **SOCIAL** : RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS SERVICES (142) : Ventes : Journal officiel ; Météorologie ; Mous croisés. Annonces classées (30 à 41) ; Carnet (29) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (47).

● **Crime raciste dans le train Bordeaux-Toulouse**. — Un voyageur d'origine algérienne a été victime d'un crime raciste, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 novembre, dans le train Bordeaux-Toulouse. Cinq militaires, une légionnaire de Bordeaux et quatre recrues, ont d'abord sérieusement malmené le voyageur que le contrôleur du train a dû secourir et installer dans une autre voiture. Peu après, les cinq hommes ont rejoint le voyageur et l'ont frappé à coups de couteau avant de le jeter par la fenêtre. Le corps de la victime a été retrouvé mardi matin entre Castelsarrasin et Lavilledieu (Tarn-et-Garonne). Les cinq militaires ont été appréhendés à leur arrivée en gare de Toulouse.

● **Loto : un deuxième tirage chaque semaine en 1984**. — Un deuxième tirage du Loto aura lieu chaque semaine dans le courant de l'année 1984, annonce la direction de la société du Loto et de la Loterie nationale.

(Publié)

Ordinateur familial

Texas T.I. 99

1190 F

chez Duriez

132, Bd St-Germain

Paris. De 9 h à 19 h.

A B C D E F G H

LA RÉFORME DU STATUT DES MÉDECINS HOSPITALIERS

Une journée nationale d'action sera organisée le 24 novembre dans les hôpitaux

Les principales organisations de médecins des hôpitaux — universitaires ou non — ont décidé, à l'appel de leur intersyndicale, que présidera le docteur Francis Peigné (hôpital Cochin, Paris), le principe d'une journée nationale d'action, c'est-à-dire d'une grève des soins, pour le 24 novembre, mouvement qui pourra être reconduit le lendemain par certains syndicats. C'est le 24 novembre, en effet, que le projet de réforme des statuts des médecins hospitaliers sera examiné par le Conseil supérieur des hôpitaux, projet au sujet duquel l'intersyndicale exprime « son profond désaccord ». Le gouvernement a l'intention de promulguer cette réforme, par décret, avant la fin de l'année. Les médecins hospitaliers reprochent au gouvernement de n'avoir mené avec eux qu'une « pseudo-concertation » à propos de la réforme de leurs statuts.

Il s'insurgent aussi contre certaines dispositions du projet de réforme hospitalière, déjà adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, soumis en ce moment même au Sénat. Selon toute vraisemblance, la Haute Assemblée proposera non pas certains aménagements partiels, mais une profonde refonte du texte.

Les grèves du 24 novembre feront suite au mouvement de protestation qui s'est exprimé le 14 novembre dans les hôpitaux non universitaires : ce mouvement, estimant les cinq syndicats (1) qui l'avaient lancé, a été suivi de 65 % à 70 % selon les régions.

Cette atmosphère générale de protestation trouve son origine dans plusieurs dispositions des textes que prépare le gouvernement. En particulier, les médecins redoutent de voir la tutelle administrative s'élargir davantage sur leurs décisions propres. Ils estiment que les pers-

pectives de carrière que leur ouvrent les projets de statut présentent de graves insuffisances et se composent pas réellement la perte de leur secteur privé, auquel ils devront avoir renoncé d'ici au 31 décembre : la possibilité leur est laissée de continuer cette activité — en consultation seulement — jusqu'en 1986. Enfin, les médecins hospitaliers redoutent une application trop brutale et trop uniforme de la « départementalisation », c'est-à-dire de la suppression des services et de la mise en place d'une autorité électorale dans les hôpitaux.

En outre, certains d'entre eux appréhendent des difficultés propres à leur discipline. Les psychiatres de service public, en particulier, craignent que la réforme des études médicales ne provoque un effondrement des effectifs de jeunes psychiatres : les internes en psychiatrie, de leur côté, ont commencé, le 14 novembre, une semaine nationale d'action pour exprimer la même inquiétude.

Sur cet ensemble de revendications, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a répliqué que ses interlocuteurs tenaient volontiers un « double langage ». Il a, d'autre part, souligné que la concertation restait ouverte, que l'accord de toutes les parties était acquis sur les principes essentiels de la réforme, et rappelé que « la santé ne saurait être un enjeu partisan ».

(1) Il s'agit de la Fédération nationale des syndicats départementaux de médecins hospitaliers non universitaires, de l'Union syndicale C.G.C. des médecins hospitaliers, du Syndicat national des biologistes des hôpitaux généraux, du Syndicat des médecins anesthésistes réanimateurs des hôpitaux généraux et du Syndicat des psychiatres des hôpitaux.

LA DETTE EXTÉRIÈRE BRUTE DE LA FRANCE S'ÉLEVAIT A 369 MILLIARDS DE FRANCS AU 30 JUIN 1983

indique M. Delors

Actualisant les chiffres de la dette extérieure brute de la France, rendus publics le 28 juin dernier, M. Jacques Delors, ministre du budget, de l'économie et des finances, a annoncé, mardi 15 novembre au cours de la discussion du budget des charges connexes à l'Assemblée nationale, que cette dette s'élevait à 369 milliards de francs au 30 juin 1983 contre 295 milliards au 31 décembre 1982.

L'augmentation provient à la fois de la hausse du dollar (7.637 francs contre 6.716 francs) et du tirage net, déduction faite de remboursements, de nouveaux emprunts, soit 29,7 milliards de francs. Les créances de la France sur l'étranger sont passées, au premier semestre 1983, de 212 milliards de francs à 229 milliards de francs, ce qui a porté l'endettement net de 53 milliards de francs à 340 milliards de francs, soit 35 % des réserves de change du pays, a souligné M. Delors. Le ministre a précisé que, calculée en devises, la dette brute s'élevait à 48,3 milliards de dollars contre 44,2 milliards de dollars, ajoutant qu'à six mois les réserves de change françaises s'étaient accrues de 5 milliards de dollars (40 milliards de francs).

N.D.L.R. : A Londres, suivant notre correspondant Christopher Hughes, la dette brute de la France est évaluée à 70 milliards de dollars environ (550 milliards de francs). On sait que la définition officielle de l'endettement exclut la dette à court terme (moins d'un an), en vil gonflement depuis deux ans, et les emprunts en devises contractés par les banques françaises pour prêter aux non résidents, points sur lesquels le litige demeure, l'étranger faisant masse de tous ces engagements pour évaluer la dette d'un pays. — F.R.

(Publié)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

Le groupe Interagra (Doumeng) vend 1,3 million de tonnes de blé français à l'U.R.S.S.

Le groupe Interagra que dirige M. Jean-Baptiste Doumeng a obtenu un important contrat de vente de blé français à l'U.R.S.S. : entre 1,3 et 1,5 million de tonnes, ce qui correspond à peu près à la moitié des ventes totales de céréales françaises à l'U.R.S.S., au cours de la campagne passée.

Signé en novembre, ce contrat est exclusif, c'est-à-dire qu'il rompt avec les usages de l'U.R.S.S. qui en septembre encore avait contacté plusieurs opérateurs mis en concurrence. Toutefois, la grappe de M. Doumeng ne négocierait directement que 500 000 tonnes et sous-traiterait les 800 000 tonnes restantes à d'autres opérateurs nationaux.

Le marché aurait été conclu autour du cours mondial (147 dollars la tonne) soit au total une vente d'un montant de 1,5 à 1,7 milliard de francs. La Commission européenne subventionnera ces exportations, conformément au règlement communautaire, la restitution à l'exportation qui couvre en principe la différence entre le cours mondial et le cours européen, s'élevant à environ 50 dollars par tonne.

L'U.R.S.S. qui est le premier importateur mondial de céréales n'avait acheté que 400 000 tonnes à la France en 1980-1981. Puis 1,1 million de tonnes en 1981-1982 et enfin 3 millions pour la dernière campagne achevée le 31 juillet 1983.

● **Manifestation à Gdansk**. — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté ce mardi 15 novembre à Gdansk devant le parquet de la cité où avait été convoqué le Père Henryk Jankowski, aumonier des chantiers navals et ami de M. Lech Wałęsa. Les manifestants ont exprimé leur soutien à l'Église catholique, qui depuis un certain temps se voit reprocher par les services judiciaires d'« abuser du sacerdoce » à des fins politiques.

La police a appréhendé une cinquantaine de journalistes, caméramans et techniciens de plusieurs chaînes de télévision occidentales qui « couvraient » l'événement.

● **Grève et manifestation des agents des impôts à l'appel de trois syndicats**. — Environ quatre cents employés des services des impôts ont défilé, le 14 novembre dans l'après-midi à Paris, à l'appel de trois syndicats. Force ouvrière, le Syndicat national unifié des impôts (autonome) et la C.F.D.T. qui avaient également appelé à une grève de vingt-quatre heures. Au cri de « la rigueur pour les fraudeurs », pour le service public il faut des effectifs », ou encore « la fraude existe, nous ne serons pas complices », les manifestants se sont dirigés de la place du Palais-Royal à l'Assemblée nationale. Quant à la grève dans les services des impôts, destinée à protester contre l'absence de moyens de cette administration, elle aurait été suivie, d'après les toutes premières estimations syndicales — encore provisoires — par 35 % à 40 % des agents. En Loire-Atlantique, selon F.O., la grève aurait été suivie par 45 % à 50 % des agents. Au ministère de l'économie aucune indication n'était communiquée ce 15 novembre.

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

● **Manifestation contre M. Kirkpatrick à Saint-Domingue**

— Des affrontements ont eu lieu lundi 14 novembre entre la police et des groupes d'étudiants qui entendaient protester contre la visite à Saint-Domingue de M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Deux étudiants au moins ont été blessés. — (A.P.)

L'ATTACHÉ NAVAL DES ÉTATS-UNIS EN GRÈCE A ÉTÉ ASSASSINÉ

Athènes (Reuter). — Le chef de la mission navale des Etats-Unis en Grèce, le capitaine de vaisseau Georges Tsamias, a été assassiné à Athènes ce mardi 15 novembre aux premières heures de la matinée. L'attaché naval — un Américain d'origine grecque — venait de quitter en voiture son domicile, dans le quartier résidentiel de Psychiko, au nord de la capitale ; il a été atteint de deux balles de revolver tirées par deux inconnus circulant sur un scooter. Son chauffeur a été blessé et hospitalisé. Par ailleurs, un engin a explosé dans la nuit de lundi à mardi sans faire de victimes, sous la voiture d'un membre de la mission militaire américaine à Athènes.

Cet assassinat survient alors que l'atmosphère en Grèce est marquée par un fort courant d'anti-américanisme, et deux jours avant la grande manifestation qui doit rappeler, jeudi, la répression par la junte des colonels du soulèvement étudiant, dans la nuit du 16 au 17 novembre 1973 (le Monde du 13-14 novembre).

La capitale grecque a été le cadre la semaine dernière d'un autre attentat sanglant : deux gardes du corps de l'ambassade américaine et représentant de la CIA en Grèce, Richard Welch — un attentat revendiqué à l'époque par l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre.

L'attaché naval rappelle à certains égards l'assassinat, en décembre 1975, du premier secrétaire de l'ambassade américaine et représentant de la CIA en Grèce, Richard Welch — un attentat revendiqué à l'époque par l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre.

Le numéro de « Monde » daté 15 novembre 1983 a été tiré à 614711 exemplaires

LE PREMIER

MACASSIN L'ETISSUS

A L'ECRIT

FINI RECHERCHER LES

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS

MACASSIN L'ETISSUS</